

Entreprises

Entreprises

C

C. Entreprises

C. 1	Données générales	99
C. 11	Démographie des entreprises	100
C. 12	Artisanat	106
C. 2	Agriculture	115
C. 21	Agriculture	116
C. 22	Viticulture	132
C. 23	Sylviculture	136
C. 24	Chasse et pêche	141
C. 3	Industrie	143
C. 31	Tableaux de synthèse	144
C. 32	Indices de l'activité industrielle	151
C. 33	Indices des prix à la production des produits industriels	164
C. 34	Industries sidérurgiques et manufacturières	166
C. 35	Énergie et eau	168
C. 4	Construction	181
C. 41	Tableaux de synthèse	182
C. 42	Autorisations de bâtir	183
C. 43	Bâtiments achevés	185
C. 44	Indices de l'activité dans la construction	188
C. 45	Indice des prix à la construction	192
C. 5	Commerce et réparation	199
C. 51	Commerce et réparation	200
C. 6	Horeca et tourisme	209
C. 61	Restauration et hébergement	210
C. 62	Mouvements touristiques	213
C. 63	Indicateurs touristiques divers	240
C. 7	Transports et communications	241
C. 71	Activités de transports	242
C. 72	Transport ferroviaire	244
C. 73	Transport aérien	248
C. 74	Transport routier	249
C. 75	Transport maritime et fluviale	257
C. 76	Postes et télécommunications	263
C. 8	Services financiers	269
C. 81	Établissements de crédit et de monnaie	270
C. 82	Bourse de Luxembourg	278

C. 83	Organismes de placement collectif	280
C. 84	Taux de l'intérêt légal	281
C. 85	Assurances	282
C. 9	Autres services	285
C. 91	Autres services	286

Données générales

Autorisations d'établissement

Le nombre d'agrément accordés ne coïncide pas nécessairement avec le nombre de création d'entreprises nouvelles. En effet, le chiffre global des demandes introduites inclut aussi bien le transfert que les extensions des autorisations existantes.

En plus, il importe de souligner que des entreprises exploitées à titre personnel le sont de plus en plus par des personnes morales, nécessitant ainsi la délivrance d'un nouvel agrément. D'autre part, il y a lieu de remarquer que beaucoup de personnes introduisent une demande en autorisation sans avoir l'intention de commencer une activité d'indépendant dans l'immédiat. Notons que l'autorisation perd sa validité par le défaut d'utilisation pendant plus de deux ans à partir de la date d'octroi.

Entreprises affiliées à la Chambre de commerce

Méthodologie

En vertu de la loi du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective, telle qu'elle a été modifiée par la suite, sont ressortissantes de la Chambre de commerce:

- toutes les personnes physiques;
- toutes les sociétés commerciales, ainsi que
- toutes les succursales de sociétés étrangères établies au Grand-Duché,

exerçant une activité commerciale, financière ou industrielle et figurant au Registre de commerce.

Les entreprises revêtant un caractère à la fois commercial et artisanal sont ressortissantes de la Chambre de commerce au titre de leur activité commerciale.

Comme le relevé ayant servi à l'établissement du tableau statistique ci-dessous, sert essentiellement à la perception des cotisations de la Chambre de commerce, il contient certaines entreprises ayant cessé leur activité, qui ne se sont pas encore acquittées de leurs cotisations, alors que des entreprises de création récente, auxquelles aucune cotisation n'a encore été réclamée, ne sont parfois pas encore enregistrées.

Définition des variables

- **Entreprises**
Toutes les personnes physiques et morales exerçant à titre principal ou accessoire une activité commerciale au Luxembourg ont été considérées. Cette classification, qui se base sur l'entité juridique, a notamment pour conséquence que des succursales d'entreprises luxembourgeoises ne sont pas considérées comme entreprises autonomes alors que les filiales appartenant à un même groupe sont traitées comme des entités distinctes.
- **Localisation**

L'adresse considérée est celle du siège administratif, c'est-à-dire l'adresse à laquelle le courrier postal est expédié. Cette adresse peut différer de la localisation de l'exploitation principale.

- **Classification par branche d'activité**

Les entreprises ont été regroupées en fonction de leur activité principale selon la Nomenclature générale des activités économiques dans la Communauté européenne dans sa version luxembourgeoise (NACELUX Rév. 1.1). Ce regroupement ne tient pas compte d'éventuelles activités secondaires de l'entreprise.

- **Classification régionale des entreprises**

La ventilation régionale des entreprises est basée sur la division du territoire en bureaux postaux. Le regroupement par canton et par région a exigé certains ajustements de moindre importance.

Nomenclature

Remarques préliminaires

1. La classification par branche d'activité utilisée se base sur la définition des 8 groupes électoraux de la Chambre de commerce tels que prévus par la loi du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective.
2. Le groupe « Divers » du tableau ci-dessous (activités non dénommées ailleurs) comprend certaines activités particulières ainsi que les entreprises dont l'activité précise n'a pas pu être déterminée.

- Groupe 1: Commerce de gros:
Codes NACE 50.101/50.301/50.401/51.2/51.3/51.4/51.5/ 51.8/51.9
- Groupe 2: Commerce de détail et autres activités commerciales non spécialement dénommées:
Codes NACE
01/02/05/50.102/50.103/50.2/50.302/50.303/50.310/50.402/50.403/50.404/50.5/51.1/52/60/61/62/63/64/ 67.202/7/8/92.114/92.120/92.130/92.3/92.4/92.5/92.6/92.7/93/95
Activités consistant exclusivement ou principalement à vendre des marchandises en nom propre à des ménages ou à d'autres petits utilisateurs; cette rubrique contient également les intermédiaires de commerce et les entreprises de réparation affiliées à la Chambre de commerce en raison de la nature commerciale d'une partie de leur activité.
- Groupe 3: Établissements métallurgiques occupant régulièrement plus de 200 salariés ainsi que leurs comptoirs de vente:
Codes NACE 27 (remplissant également la condition de l'occupation régulière de 200 salariés)
- Groupe 4: Banques:
Codes NACE 65/67.1
Banques et autres activités spécialisées dans le domaine financier.
- Groupe 5: Assurances:
Codes NACE 66/67.201/67.203

Groupe 6: Établissements d'hébergement:
Codes NACE 55.1/55.2

Groupe 7: Cafetiers et restaurateurs:
Codes NACE 55.3/55.4/55.5

Groupe 8: Petite et moyenne industrie:
Ce groupe comprend les branches industrielles désignées ci-après: Alimentation, boissons, tabacs, textiles, bois, caoutchouc, matières plastiques, fibres artificielles ou synthétiques, chimie, matériaux de construction, bâtiment et génie civil, terres et pierres, minières, fonderies et ateliers de construction, ainsi que les entreprises de toutes les autres branches industrielles non spécialement dénommées.
Codes NACE 1/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/3/4/90/92.111/92.112/92.113/92.2

 Bibliographie

Statec: - Bulletin N°5/2007: Démographie des entreprises: Résultats 1998-2006

C. 1100 Demandes en autorisation d'établissement

Spécification	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Demandes introduites	5 654	7 174	7 648	7 954	8 342	10 248	10 780	11 439
Agréments accordés	3 881	4 470	4 559	4 859	5 025	6 892	6 672	6 670
Autorisations accordées à des ressortissants luxembourgeois								
Secteur commercial	2 034	2 291	2 262	2 383	2 402	3 199	3 370	3 472
Secteur artisanal	555	650	644	712	677	924	893	922
Autorisations accordées à des ressortissants étrangers								
Secteur commercial	765	716	636	637	574	888	756	679
Secteur artisanal	527	409	559	695	755	1 160	1 092	1 043
Autorisations accordées à des ressortissants luxembourgeois pour les professions libérales								
Experts-comptables	...	85	81	68	56	178	165	140
Architectes	...	38	33	38	47	40	40	28
Autres	...	109	208	148	191	250	165	205
Autorisations accordées à des ressortissants étrangers pour les professions libérales								
Experts-comptables	...	99	46	89	105	140	135	101
Architectes	...	31	29	23	24	41	20	24
Autres	...	42	61	66	57	72	36	56

Source: Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement

C. 1101 Chambre de commerce – Répartition des ressortissants par groupe électoral

Spécification (*)	2003	2004	2005	2006	2007
Total des ressortissants	38 446	39 414	41 736	45 280	52 701
Groupe 1: Commerce de gros (dont:)	2 707	2 700	2 684	2 713	2 740
Machines pour l'industrie et le commerce	354	357	357	401	464
Matériaux de construction	177	174	174	181	195
Véhicules automobiles	103	94	94	93	99
Boissons	98	105	110	116	116
Alimentation – Divers	97	94	95	94	95
Acier	45	49	53	53	50
Agricoles – Matières premières	46	53	51	48	49
Combustibles liquides	39	42	43	42	36
Matériel agricole	28	23	24	16	23
Viandes	12	6	6	7	8
Groupe 2: Commerce de détail et autres activités commerciales non spécialement dénommées (dont:)	13 294	13 919	14 452	15 567	16 828
Intermédiaires de commerce	708	736	771	791	898
Conseil pour les affaires et la gestion	903	959	997	1 106	1 179
Agences immobilières	595	654	684	767	818
Transports routiers de marchandises	439	439	419	440	451
Magasin non spécialisé à prédominance alimentaire	197	197	206	199	198
Véhicules automobiles	232	158	153	172	173
Carburants	192	187	179	171	171
Vêtements de confection (assortiment général)	150	147	153	161	165
Livres, journaux et revues	94	94	86	90	92
Chaussures	71	71	70	66	69
Appareils d'éclairage et d'équipements du foyer	59	64	75	62	60
Autres services personnels	41	34	28	30	37
Boissons	38	41	45	48	50
Maroquinerie et articles de voyage	19	18	19	17	19
Tabac	15	14	16	16	15
Réparation de chaussures et d'articles en cuir	8	7	7	6	7
Articles de papeterie et fournitures pour le bureau	13	16	15	12	11
Motocycles et accessoires	8	3	3	9	9
Transports routiers de voyageurs	7	5	6	6	7
Groupe 3: Éts métallurgiques occupant régulièrement plus de 200 salariés ainsi que leurs comptoirs de vente	23	29	28	26	22
Groupe 4: Banques (dont:)	14 878	16 651	18 779	21 796	27 799
Opérations financières	14 051	15 865	18 018	21 014	26 956
Distribution de crédit	192	177	172	149	143
Banques universelles	187	169	163	161	155
Caisses rurales	35	26	20	16	13
Groupe 5: Assurances (dont:)	543	576	592	629	656
Réassurances	264	273	266	262	264
Opérations directes d'assurances vie	55	53	53	53	50
Opérations directes d'assurances non-vie	29	30	33	33	33
Groupe 6: Établissements d'hébergement (dont:)	372	365	365	346	345
Hôtels	293	294	292	271	268
Exploitation de terrains de camping	67	60	56	63	64
Groupe 7: Cafetiers et restaurateurs (dont:)	2 184	2 292	2 322	2 337	2 414
Débits de boissons sans spectacle	1 205	1 242	1 247	1 226	1 243
Restaurants	843	912	945	981	1 043
Discothèques, dancings et similaires	52	55	53	51	45
Cantines et restaurants d'entreprise	8	5	6	6	6
Groupe 8: Petite et moyenne industrie (dont:)	1 242	1 138	1 081	1 072	1 124
Construction de bâtiments	179	150	129	126	146
Éditions	78	79	80	79	76
Imprimeries de labeur	17	13	16	16	18
Fabrication de charpentes et menuiseries métalliques	5	4	4	2	2
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés plastiques	5	4	5	5	5
Industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes	5	5	4	4	4
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	2	2	2	2	3
Vin et boissons à base de vin	3	3	3	3	3
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	3	3	3	3	2
Fabrication de pneumatiques	2	2	3	2	2
Industrie du tabac	2	2	2	2	2
Groupe 9: Divers	3 203	1 744	1 433	794	773

Source: Chambre de commerce

(*) Situation au milieu de l'année.

C. 1105 Foires internationales de Luxembourg – LuxExpo

Spécification	1980	1990	2000	2005	2006	2007
Foire internationale – Printemps						
Surfaces nettes louées en m ²	15 431	20 095	18 836	14 734	15 050	14 133
Nationaux	10 588	13 480	12 010	10 301	10 535	9 199
Étrangers	4 843	6 615	6 826	4 433	4 515	4 943
Superficie totale brute en m ²	32 400	36 650	42 000	31 135	31 135	31 135
Nombre de stands loués	357	491	493	405	446	502
Nationaux	214	278	239	201	229	255
Étrangers	143	213	254	204	217	247
Nombre de firmes représentées	1 531	2 586	1 805	...	...	...
Nationaux	240	313	225	...	...	...
Étrangers	1 291	2 273	1 580	...	...	...
Nombre de pays représentés	32	45	36	25	31	25
Nombre de visiteurs	86 545	104 708	85 582	79 482	82 061	79 044
Foire internationale – Automne^(*)						
Surfaces nettes louées en m ²	16 947	18 252	16 584	14 700	14 414	...
Nationaux	12 677	11 914	9 831	7 439	7 323	...
Étrangers	4 280	6 338	6 753	7 261	7 091	...
Superficie totale brute en m ²	32 400	36 250	40 000	31 135	31 135	...
Nombre de stands loués	331	407	368	440	424	...
Nationaux	222	233	159	176	180	...
Étrangers	109	174	209	264	244	...
Nombre de firmes représentées	1 380	1 534	551	...	...	...
Nationaux	250	260	161	...	...	...
Étrangers	1 130	1 274	390	...	...	...
Nombre de pays représentés	30	37	25	22	21	...
Nombre de visiteurs	69 668	69 092	45 843	52 334	56 314	...
<<Vakanz>> Salon du tourisme						
Surfaces nettes louées en m ²	.	.	4 448	4 880	4 332	4 735
Nationaux	.	.	2 399	2 781	2 225	2 230
Étrangers	.	.	2 049	2 099	2 107	2 505
Superficie totale brute en m ²	.	.	10 905	10 900	10 900	10 900
Nombre de stands loués	.	.	192	182	183	199
Nationaux	.	.	46	35	36	37
Étrangers	.	.	146	148	148	162
Nombre de firmes représentées	.	.	315	...	...	...
Nationaux	.	.	25	...	...	...
Étrangers	.	.	290	...	...	...
Nombre de pays représentés	.	.	26	25	26	25
Nombre de visiteurs	.	.	23 855	20 960	23 699	25 615
Salon des antiquaires						
Surfaces nettes louées en m ²	880	4 006	5 694	2 420	3 226	3 121
Nationaux	880	2 987	3 168	1 245	1 774	1 745
Étrangers	-	1 019	2 526	1 175	1 452	1 376
Superficie totale brute en m ²	2 500	7 000	11 100	4 665	5 800	5 800
Nombre de stands loués	14	89	101	85	111	120
Nationaux	14	62	24	45	62	75
Étrangers	-	27	77	40	49	45
Nombre de firmes représentées	14	100	101	...	...	...
Nationaux	14	73	24	...	...	...
Étrangers	-	27	77	...	...	...
Nombre de pays représentés	1	6	5	5	5	5
Nombre de visiteurs	3 032	10 332	9 297	4 213	5 703	5 630

Source: Société des foires internationales de Luxembourg / LuxExpo

(*) Y compris le "Nouveau salon de l'enfant" et "Handicap ? - Salon des solutions pour tous".

La notion d'artisanat ne figure pas dans les nomenclatures d'activités. L'artisanat correspond plus ou moins aux petites entreprises (small business) de l'industrie et de certains services (réparations, coiffeurs, etc.), mais sans qu'il existe une démarcation précise. Au Luxembourg l'artisanat comprend les entreprises affiliées à la Chambre des Métiers, et dont le patron est détenteur d'un brevet de maîtrise ou d'un diplôme équivalent. Depuis 1970, le centre de promotion et de recherche de la Chambre des Métiers publie annuellement des renseignements statistiques sur l'évolution structurelle de l'artisanat par corps de métier.

L'unité statistique

L'unité statistique est constituée par l'entreprise artisanale, personne morale ou personne physique, établie sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, créée en vue d'exercer une activité de production de biens ou de prestation de services, telle que définie par le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal.

Avertissement

Une rupture de la série statistique est intervenue en 2003. Ainsi, si jusqu'à cette date les succursales des entreprises visées ci-dessus étaient considérées comme unité à part, tel n'est plus le cas dès à présent. Dorénavant, la succursale fait partie intégrante de sa maison-mère. Pour faciliter les comparaisons, les chiffres concernant le nombre d'entreprises des années 1995 et 2000 - 2002 ont été redressés pour tenir compte de cette modification.

Ce changement méthodologique implique une « baisse » du nombre d'entreprises, et explique, par conséquent, les divergences en ce qui concerne le nombre d'entreprises tel que repris dans le présent annuaire et les annuaires antérieurs.

Signalons que cette rupture de série est sans effet sur les données relatives à l'emploi du fait que l'emploi de la maison-mère représente le total du personnel d'une entreprise, y compris celui des succursales.

Nomenclature des activités

La classification des entreprises est effectuée selon la dénomination des métiers arrêtée par le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal, les données antérieures à cette année ayant été restructurées en fonction de la nouvelle nomenclature. La nouvelle classification reflète en effet les changements structurels que le secteur de l'artisanat a connu depuis les années 60.

L'ensemble des métiers est rangé dans cinq groupes de métiers, à savoir:

- groupe 1: métiers de l'alimentation
- groupe 2: métiers de la mode, de la santé, de l'hygiène
- groupe 3: métiers de la mécanique

- groupe 4: métiers de la construction et de l'habitat
- groupe 5: métiers de la communication, du multimédia et du spectacle
- groupe 6: métiers de l'art et métiers divers

Il existe deux types de métiers, à savoir:

- a) Les métiers principaux sont ceux dont l'exercice est subordonné à la possession d'un brevet de maîtrise ou d'un diplôme équivalent.
- b) Les métiers secondaires sont des professions dont l'exercice n'est pas soumis aux conditions du brevet de maîtrise, c'est-à-dire la qualification professionnelle pourra être certifiée sur base d'un stage ou d'une formation spécifique.

Méthode de recensement des données

Les entreprises

Les données relatives aux entreprises proviennent du fichier général du rôle artisanal extrait à la date-clé du 30 juin¹.

Les personnes occupées

- les ouvriers: sont considérées comme ouvriers, les personnes affiliées auprès de la Caisse de Maladie des Ouvriers et occupées par une entreprise artisanale; sont compris dans ce groupe également les apprentis;
- les employés: sont considérées comme employés, les personnes affiliées auprès de la Caisse de Pension des Employés Privés et occupées par une entreprise artisanale: les employés de bureau, les em-ployés techniques, les cadres, les contremaîtres, les gérants de société;
- les apprentis: cette catégorie de salariés est incluse dans celle des ouvriers en ce qui concerne les statistiques générales. Cependant, les statistiques spécifiques relatives à cette catégorie de salariés font recours aux données du rôle des contrats d'apprentissage tenu à jour par la Chambre des métiers;
- les salariés: les données relatives aux salariés se composent de celles ayant trait aux ouvriers et de celles concernant les employés tels que définis respectivement au premier et deuxième point ci-dessus;
- les chefs d'entreprise: cette catégorie de personnes est déterminée de la façon suivante: on part du nombre d'entreprises artisanales qui se compose d'entreprises individuelles et d'entreprises exploitées sous forme de société. Les patrons ou gérants de la deuxième catégorie d'entreprises peuvent être affiliés ou bien à la Caisse de Pension des Employés Privés ou bien à la Caisse de Pension des Professions Indépendantes. Ainsi est pris en considération pour la détermination du nombre des chefs d'entreprise le nombre des seules entreprises individuelles ainsi que le nombre évalué des gérants de sociétés affiliés à la Caisse de Pension des Professions Indépendantes (l'autre catégorie de gérants étant déjà recensée par le biais de la Caisse de Pension des Employés Privés);

- les aidants familiaux: il s'agit des personnes qui travaillent d'une façon habituelle dans l'entreprise sans être liées par un contrat de louage de service et sans percevoir de rémunération fixe en échange du travail effectué. La notion d'aidant familial est donnée aux personnes qui travaillent régulièrement dans l'entreprise familiale;
- les travailleurs frontaliers: ont été retenus les ouvriers et employés affiliés aux organismes de sécurité sociale luxembourgeois mentionnés respectivement au premier et deuxième point et dont le lieu de résidence se situe à l'étranger.

Autres remarques

En ce qui concerne la source des données relatives aux personnes occupées, il échet de souligner que jusqu'en 1981, les données relatives aux ouvriers étaient recensées manuellement par la Caisse Nationale d'Assurances de Maladie des Ouvriers (CNAMO). À partir de l'année 1982, le recensement des ouvriers se fait par ordinateur avec la collaboration du Centre d'Informatique, d'Affiliation et de Perception des Cotisations Commun aux Institutions de Sécurité Sociale.

Il est à signaler que le changement du mode de recensement des données statistiques, surtout en ce qui concerne le nombre des ouvriers, a provoqué en 1981/82 une rupture de la série statistique des ouvriers et des personnes occupées. Le mode de recensement par ordinateur permet de fournir des chiffres plus précis que celui opéré manuellement.

Jusqu'en 1979, le nombre des employés privés avait été évalué. À partir de 1980, des chiffres exacts relatifs aux employés privés occupés par les entreprises artisanales sont établis par les soins du service d'affiliation de la Caisse de Pension des

Employés Privés. Cette information exacte a d'ailleurs provoqué une rupture de la série statistique des personnes occupées dont le nombre a augmenté sensiblement depuis 1980 (les années précédentes, le nombre des employés avait donc été sous-évalué).

Comme pour les ouvriers en 1982, le recensement des employés dans l'artisanat se fait également par ordinateur à partir de 1984. Là aussi, le Centre d'Informatique, d'Affiliation et de Perception des Cotisations Commun aux Institutions de Sécurité Sociale est à même de fournir des chiffres plus précis que ceux provenant du recensement manuel (ce qui explique l'accroissement du nombre des employés privés à partir de 1984).

Les chiffres correspondant au nombre de travailleurs frontaliers ne sont disponibles qu'à partir de l'année 1993.

Le nombre des aidants familiaux reste ainsi le seul groupe de personnes à être évalué. Cependant, le service statistique de la Chambre des Métiers procède selon une méthode très rigoureuse en se basant sur les spécificités inhérentes et en considération de l'aspect structurel de chaque corps de métier. A partir de l'année 1997, les chiffres tiennent compte des résultats issus de l'enquête intitulée « Les conjoints aidants dans l'Artisanat Luxembourgeois » qui a été publiée en avril 1997. Les nouvelles estimations du nombre des aidants familiaux ont montré que, pour la plupart des corps de métiers, la variation des chiffres par rapport aux estimations se basant sur une enquête antérieure n'était pas significative.

¹ À partir de 1985 la Chambre des Métiers enregistre dans son rôle artisanal également les succursales exploitées.

Internet

Chambre des Métiers: www.cdm.lu

Bibliographie

Chambre des Métiers: Statistiques (annuel)

C. 1200 Tableau synoptique de l'Artisanat par corps de métier

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre d'entreprises	4 018	3 724	4 153	4 174	4 179	4 127	4 258	4 409
Alimentation	613	465	323	310	285	273	269	262
Mode, santé Et hygiène	898	793	858	869	873	881	907	944
Mécanique	782	703	723	713	717	684	687	708
Construction et habitat	1 510	1 510	1 953	1 991	2 013	2 018	2 118	2 215
Communication, multimédia et spectacle	184	210	250	248	249	230	233	235
Métiers de l'art et métiers divers	31	43	46	43	42	41	44	45
Nombre de salariés	24 032	34 146	46 756	52 613	54 430	54 854	55 255	57 269
Alimentation	2 472	3 199	4 112	4 371	4 422	4 468	4 405	4 438
Mode, santé Et hygiène	1 886	2 326	2 557	2 832	3 035	3 057	3 126	3 240
Mécanique	3 532	4 566	5 676	6 324	6 465	6 778	6 866	7 122
Construction et habitat	14 410	21 612	31 770	36 106	37 573	37 725	38 321	40 094
Communication, multimédia et spectacle	1 718	2 432	2 608	2 934	2 891	2 772	2 479	2 317
Métiers de l'art et métiers divers	14	11	33	46	44	54	58	58
Nombre de personnes occupées	29 659	38 851	51 165	56 840	58 563	58 848	59 277	61 387
Alimentation	3 569	3 993	4 607	4 828	4 843	4 862	4 789	4 804
Mode, santé Et hygiène	3 149	3 366	3 579	3 829	4 027	4 046	4 140	4 286
Mécanique	4 709	5 520	6 521	7 121	7 245	7 505	7 574	7 844
Construction et habitat	16 267	23 290	33 560	37 840	39 280	39 397	40 019	41 854
Communication, multimédia et spectacle	1 910	2 615	2 807	3 121	3 073	2 937	2 651	2 493
Métiers de l'art et métiers divers	55	67	91	101	95	101	104	106

Source: Chambre des Métiers

C. 1201 Entreprises affiliées à la Chambre des Métiers et salariés y occupés selon les différents corps de métiers

Spécification (*)	1990		2000		2006	
	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés
Alimentation	465	3 199	323	4 113	262	4 438
boulangier-pâtissier	175	1 160	109	1 650	80	1 358
pâtissier-chocolatier-confiseur-glacier	45	433	27	324	26	528
glacier	2	4	5	10	4	11
fabricant de gaufres et de crêpes	-	-	-	-	2	2
boucher-charcutier	212	1 216	140	1 326	106	1 141
boucher-charcutier chevalin	-	-	-	-	-	-
chevillard-abatteur de bestiaux	3	13	15	270	18	650
fabricant de salaisons	-	-	1	1	1	-
tripier	-	-	-	1	-	-
traiteur	24	298	22	455	23	698
meunier	4	75	4	76	2	50
Mode, santé, hygiène	793	2 326	858	2 557	944	3 240
tailleur-couturier	41	125	20	35	14	27
retoucheur de vêtements	24	24	43	34	52	45
nettoyeur à sec-blanchisseur-repasseur	50	322	42	303	35	303
nettoyeur de tapis et de matelas	-	-	-	-	-	-
modiste-chapelier	7	12	3	12	2	10
foureur	8	23	5	7	3	2
bottier-cordonnier	46	80	15	47	4	30
cordonnier réparateur	-	-	3	2	9	12
maroquinier	1	2	1	1	1	-
horloger	51	102	35	86	25	67
bijoutier-orfèvre	20	57	23	77	22	76
opticien-optométriste	41	172	48	316	60	397
audio prothésiste	-	-	3	12	6	15
mécanicien dentiste	20	161	20	152	25	245
mécanicien orthopédiste-bandagiste	4	23	10	58	11	70
orthopédiste-cordonnier	12	17	4	8	6	3
podologue	-	-	8	6	13	8
pédicure	22	3	79	14	92	23
mécanicien de matériel médico-chirurgical	-	-	1	5	-	-
coiffeur	363	1 123	371	1 221	389	1 624
esthéticien	80	80	117	160	165	280
manucure -confectionneur d'ongles artificiels	3	-	7	1	10	3
Mécanique	703	4 566	723	5 676	708	7 122
mécanicien en mécanique générale	34	458	46	591	60	823
armurier	2	2	4	2	6	5
affûteur d'outils	3	7	6	15	5	33
forgeron	35	36	20	17	18	24
maréchal ferrant	1	-	5	5	12	2
mécanicien de machines et de matériels industriels et de la cons.	5	89	9	158	15	186
mécanicien-électronicien d'autos et de motos	286	3 117	252	3 496	223	4 143
exploitant d'une station de service pour véhicules automoteurs	95	121	99	285	92	335
vulcanisateur	2	31	2	32	1	25
monteur de pneus	-	-	6	55	10	98
mécanicien de cycles	12	12	8	9	8	21
recycleur de véhicules automoteurs	-	-	-	-	-	-
fabricant réparateur de radiateurs d'autos et de motos	2	6	1	4	1	4
constructeur réparateur de carrosseries	10	101	7	113	8	228
constructeur réparateur de bateaux	1	3	1	-	1	-
garnisseur d'autos et de motos-sellier	3	5	3	9	3	11
débosseleur-peintre de véhicules automoteurs	18	91	15	72	12	115
bobineur	5	28	8	80	8	110
réparateur de jeux d'amusement et d'automates	-	-	-	-	1	6
mécanicien de machines utilisées dans l'alimentation	1	50	3	51	2	61
mécanicien de machines à coudre et à tricoter	2	21	1	15	-	-
mécanicien de machines et de matériel agricoles et viticoles	11	134	14	107	16	140
chaudronnier	2	17	7	69	14	111
galvaniseur	-	-	-	-	-	-
expert en automobiles	-	-	23	26	27	45
instructeur de conducteurs de véhicules automoteurs	37	26	31	54	28	77
loueur de taxis et de voitures de location	136	211	152	411	137	519
loueur d'ambulances	-	-	-	-	-	-

C. 1201 Entreprises affiliées à la Chambre des Métiers et salariés y occupés selon les différents corps de métiers (Suite)

Spécification (°)	1990		2000		2006	
	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés
Construction	1 510	21 612	1 953	31 770	2 215	40 094
entrepreneur de construction	217	7 694	312	9 936	396	12 416
entrepreneur de voirie et de pavage	48	838	40	1 220	36	1 598
confectionneur de chapes	1	8	4	41	5	68
entrepreneur de terrassement, d'excavation de terrains et de canalisation	18	257	55	613	57	536
entrepreneur d'asphaltage et de bitumage	-	-	1	1	1	7
monteur d'échafaudages	6	69	12	119	20	221
poseur de jointements	-	-	8	14	6	18
ferrailleur pour béton armé	4	137	8	251	10	389
fumiste	4	20	4	27	9	30
entrepreneur de forage et d'ancrage	-	-	-	-	1	6
entrepreneur paysagiste	-	-	-	-	8	11
entrepreneur d'isolations thermiques, acoustiques et d'étanchéité	16	193	23	388	26	466
installateur chauffage-sanitaire	108	1 860	165	3 019	193	3 707
installateur frigoriste	5	256	8	204	11	262
électricien	214	2 228	247	3 127	290	4 087
installateur d'enseignes lumineuses	1	9	2	46	3	53
recycleur d'équipements électriques et électroniques	-	-	-	-	-	-
menuisier-ébéniste	190	999	177	1 262	179	1 518
parqueteur	2	31	5	71	6	55
poseur-monteur d'éléments préfabriqués	-	-	29	140	42	353
fabricant d'emballages en bois et de palettes	4	21	3	31	3	26
restaurateur de meubles meublants	1	4	3	3	5	2
poseur-monteur de fenêtres, de portes et de meubles préfabriqués	-	-	-	-	7	13
entrepreneur de pompes funèbres	-	-	-	-	-	-
constructeur de stands d'exposition	-	-	-	-	-	-
fabricant poseur de volets, de jalousies, de marquises et de stores	5	68	5	73	7	94
poseur de systèmes de protection solaire	-	-	-	-	1	4
entrepreneur de constructions métalliques	75	1 002	126	1 493	160	1 947
fabricant poseur de bardages et de toitures métalliques	-	-	1	1	3	12
fabricant de panneaux de signalisation et de plaques d'immatriculation	1	29	3	32	6	43
entrepreneur de traitement de surfaces métalliques	4	39	9	62	8	61
poseur-monteur de fenêtres, de portes et de meubles préfabriqués	-	-	-	-	1	-
constructeur de fours	-	-	-	-	-	-
installateur d'ascenseurs, de monte-charges, d'escaliers mécaniques	5	146	12	280	15	353
couvreur-ferblantier	81	679	104	873	107	1 068
installateur de mesures de sécurité en altitude	-	-	-	-	1	1
ramoneur	20	75	13	37	11	26
nettoyeur de toitures	11	30	12	23	9	4
charpentier	34	244	32	384	30	403
marbrier-tailleur de pierres	15	221	19	313	18	371
nettoyeur de monuments funéraires	-	-	-	-	-	-
carreleur	32	393	48	716	66	1 086
plafonneur-façadier	58	546	71	834	67	842
peintre-décorateur	169	1 083	187	1 603	177	1 589
nettoyeur de bâtiments et de monuments	42	1 928	75	3 839	92	5 521
vitrier-miroitier	10	114	13	174	9	208
constructeur-poseur de cheminées et de poêles en faïence	2	16	11	163	10	218
tapissier décorateur	25	80	20	42	19	48
confectionneur de rideaux	22	133	26	118	19	58
poseur de tapis, de planchers stratifiés et d'autres revêtements de sol	35	143	39	164	37	242
étalagiste décorateur	25	19	21	33	28	53
Communication, multimédia et spectacle	210	2 432	250	2 608	235	2 317
électronicien d'installations et d'appareils audio-visuels	18	94	17	133	13	154
constructeur réparateur de réseaux de télédistribution	14	59	10	66	9	35
électronicien en bureautique et en informatique	12	88	27	212	29	261
électronicien en communication et en informatique	27	602	40	608	36	483
installateur de systèmes d'alarmes et de sécurité	-	-	5	17	7	61
imprimeur	59	1 287	47	1 268	38	1 098
opérateur média	-	-	4	7	2	5
sérigraphe	18	129	12	69	5	30
exploitant d'un atelier graphique	-	-	16	11	33	24
relieur	7	47	8	45	6	25
cartonnier	-	-	-	-	1	-
maquettiste	-	-	4	-	3	-

C. 1201 Entreprises affiliées à la Chambre des Métiers et salariés y occupés selon les différents corps de métiers
(Suite et fin)

Spécification (*)	1990		2000		2006	
	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés	Nombre d'entre-prises	Nombre de salariés
photographe	37	81	44	96	38	77
exploitant d'un laboratoire de développement de films	9	19	8	42	5	37
opérateur d'images	-	-	-	-	1	-
opérateur de son	-	-	-	-	-	-
fabricant réparateur d'instruments de musique	9	26	7	34	7	27
accordeur d'instruments de musique	-	-	1	-	1	-
opérateur de lumière et d'éclairage	-	-	-	-	-	-
accessoiriste	-	-	-	-	1	-
décorateur	-	-	-	-	-	-
sculpteur de théâtre	-	-	-	-	-	-
maquilleur	-	-	-	-	-	-
Métiers de l'art et métiers divers	43	11	46	33	45	58
instructeur de natation	-	-	-	-	-	-
tisserand	6	1	3	-	1	-
lissier	-	-	-	-	-	-
brodeur	1	-	-	-	-	-
fabricant d'ornements d'église	-	-	-	-	-	-
souffleur de verre	-	-	1	-	1	-
tailleur-graveur sur verre et cristal	-	-	-	-	-	-
graveur	-	-	3	-	3	7
repousseur sur métaux	1	-	1	-	1	-
étameur	-	-	-	-	-	-
fondeur d'art	-	-	-	-	1	-
fabricant d'articles de fausse-bijouterie	1	4	5	-	5	11
fabricant de jouets et d'objets de souvenirs	11	-	13	13	10	28
constructeur de cadrans solaires	-	-	-	-	-	-
cirier	-	-	1	-	1	-
rempailleur-vannier	3	1	3	1	-	-
fabricant de fleurs artificielles	-	-	-	-	-	-
peintre laqueur sur bois	-	-	-	-	-	-
encadreur	5	1	4	5	8	7
potier-céramiste	12	1	10	-	8	-
émailleur	-	-	1	11	1	-
tricoteur	-	-	-	-	-	-
ferronnier d'art	-	-	-	-	1	-
vitrier d'art	1	3	1	3	1	4
sculpteur de pierres	-	-	-	-	1	-
relieur d'art	-	-	-	-	-	-
sculpteur-tourneur sur bois	2	-	-	-	-	-
mosaïste	-	-	-	-	2	1

Source: Chambre des Métiers

(*) Corps de métiers.

C. 1202 Salariés par nationalité et par sexe

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Salariés	23 660	34 146	46 756	52 613	54 430	54 854	55 255	57 269
Sexe masculin	19 504	26 467	36 200	40 627	42 082	42 492	42 721	44 147
Sexe féminin	4 156	7 679	10 556	11 986	12 348	12 362	12 534	13 122
Luxembourgeois	9 747	10 551	9 792	9 537	9 321	9 225	8 796	9 001
Étrangers	13 913	23 595	36 964	43 076	45 109	45 629	46 459	48 268
Italiens	3 071	2 562	1 946	2 000	1 909	1 870	1 811	1 847
Français	1 537	4 780	10 608	13 150	13 454	13 442	13 463	13 647
Allemands	1 096	1 954	3 681	4 647	5 355	5 714	6 236	6 931
Belges et Néerlandais	682	2 031	3 907	4 888	5 204	5 416	5 533	5 702
Portugais	6 620	10 801	14 371	15 390	16 129	16 204	16 484	17 083
Espagnols	378	334	234	242	251	236	222	214
Autres	529	1 133	2 217	2 759	2 807	2 747	2 710	2 844
Ouvriers	20 504	28 593	38 096	42 469	43 906	44 079	44 464	45 867
Sexe masculin	17 753	23 277	30 764	34 122	35 294	35 510	35 710	36 850
Sexe féminin	2 751	5 316	7 332	8 347	8 612	8 569	8 754	9 017
Luxembourgeois	7 334	7 133	5 912	5 611	5 369	5 234	4 944	5 031
Étrangers	13 170	21 460	32 184	36 858	38 537	38 845	39 520	40 836
Italiens	2 886	2 270	1 620	1 639	1 542	1 524	1 453	1 463
Français	1 335	4 078	8 649	10 592	10 792	10 700	10 700	10 715
Allemands	975	1 692	2 979	3 712	4 324	4 597	5 029	5 528
Belges et Néerlandais	529	1 455	2 728	3 358	3 555	3 734	3 846	3 963
Portugais	6 583	10 602	13 945	14 818	15 518	15 556	15 794	16 339
Espagnols	368	312	204	199	210	195	184	182
Autres	494	1 051	2 059	2 540	2 596	2 539	2 514	2 646
Employés	3 156	5 553	8 660	10 144	10 524	10 775	10 791	11 402
Sexe masculin	1 751	3 190	5 436	6 505	6 788	6 982	7 011	7 297
Sexe féminin	1 405	2 363	3 224	3 639	3 736	3 793	3 780	4 105
Luxembourgeois	2 413	3 418	3 880	3 926	3 952	3 991	3 852	3 970
Étrangers	743	2 135	4 780	6 218	6 572	6 784	6 939	7 432
Italiens	185	292	326	361	367	346	358	384
Français	202	702	1 959	2 558	2 662	2 742	2 763	2 932
Allemands	121	262	702	935	1 031	1 117	1 207	1 403
Belges et Néerlandais	153	576	1 179	1 530	1 649	1 682	1 687	1 739
Portugais	37	199	426	572	611	648	690	744
Espagnols	10	22	30	43	41	41	38	32
Autres	35	82	158	219	211	208	196	198

Source: Chambre des Métiers

C. 1203 Entreprises affiliées par classe de grandeur

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total	4 018	3 724	4 153	4 174	4 179	4 127	4 258	4 409
sans salariés	1 577	1 132	1 195	1 104	1 106	1 103	1 156	1 211
avec salariés	2 441	2 592	2 958	3 070	3 073	3 024	3 102	3 198
1 - 4 salariés	1 463	1 202	1 228	1 257	1 210	1 160	1 200	1 237
5 - 9 salariés	496	612	693	700	703	692	729	723
10 - 19 salariés	266	399	483	519	522	536	526	565
20 - 49 salariés	146	245	377	389	417	418	432	455
50 - 99 salariés ^(b)	70	85	99	115	129	128	127	128
100 - 199 salariés	.	35	57	63	66	63	61	57
200 - 499 salariés	.	13	20	25	23	24	23	29
plus de 499 salariés	.	1	1	2	3	3	4	4

Source: Chambre des Métiers

^(a) Taille de l'entreprise.^(b) Pour l'année 1980 il s'agit de la classe de "plus de 50 salariés".

C. 1204 Salariés par classe de grandeur des entreprises

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total^(*)	24 032	34 146	46 756	52 613	54 430	54 854	55 255	57 269
1 - 4 salariés	3 179	2 675	2 819	2 779	2 678	2 629	2 733	2 843
5 - 9 salariés	3 322	4 016	4 591	4 661	4 630	4 610	4 911	4 854
10 - 19 salariés	3 566	5 412	6 547	6 973	7 041	7 190	7 068	7 560
20 - 49 salariés	4 417	7 188	11 105	11 959	12 587	12 815	13 055	13 671
50 - 99 salariés ^(*)	6 020	5 839	6 875	7 773	8 529	8 659	8 628	8 600
100 - 199 salariés	.	4 766	7 472	8 506	9 116	8 798	8 562	7 766
200 - 499 salariés	.	3 664	5 918	7 789	6 942	7 208	6 845	8 316
plus de 499 salariés	.	586	1 429	2 173	2 907	2 945	3 453	3 659

Source: Chambre des Métiers

(*) Taille de l'entreprise.

(*) Pour les années antérieures à 1990 le total des salariés peut diverger de la somme des différentes classes, vu que l'ancienne classification se basait sur la taille de l'entreprise mesurée par le nombre d'ouvriers.

(*) Pour l'année 1980 il s'agit de la classe de "plus de 50 salariés".

C. 1205 Entreprises affiliées selon leur statut juridique

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total des entreprises	4 018	3 724	4 153	4 174	4 179	4 127	4 258	4 409
Entreprises individuelles	3 277	2 479	1 803	1 632	1 567	1 456	1 397	1 388
Sociétés	741	1 245	2 350	2 542	2 612	2 671	2 861	3 021
S.A.	79	145	505	597	639	670	695	728
S.A.R.L.	458	943	1 597	1 622	1 627	1 641	1 750	1 880
S.A.R.L. unipersonnelles	-	-	168	250	279	298	357	360
S.E.N.C.	135	79	33	28	24	20	18	16
S.E.C.S.	44	58	30	28	26	23	22	21
Coopératives	-	1	1	1	1	1	1	2
Autres	25	19	16	16	16	18	18	14

Source: Chambre des Métiers

C. 1206 Créations d'entreprises – Entreprises créées

Spécification	1991	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Nombre d'entreprises et %							
Entreprises créées	222	185	164	191	186	196	256	266
Entreprises ayant survécu après:								
1 an	204	177	143	177	164	158	228	.
3 ans	176	139	120	143	125	.	.	.
5 ans	156	120	107	.	.	.	.	.
Entreprises créées	100	100	100	100	100	100	100	100
Taux de survie (en %) après:								
1 an	92	96	87	93	88	81	89	.
3 ans	79	75	73	75	67	.	.	.
5 ans	70	65	65	.	.	.	.	.

Source: Chambre des Métiers

C. 1207 Créations d'entreprises – Emploi

Spécification	1991	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Unité: Personnes occupées								
Emploi								
lors de la création	499	609	645	660	1 066	845	693	708
1 an après	955	681	826	817	1 256	858	986	.
3 ans après	1 109	641	678	664	1 268	.	.	.
5 ans après	1 093	478	653	.	.	.	.	.
Taille moyenne de l'entreprise								
lors de la création	2.2	3.3	3.9	3.5	5.7	4.3	2.7	2.7
1 an après	4.7	3.8	5.8	4.6	7.7	5.4	4.3	.
3 ans après	6.3	4.6	5.7	4.6	10.1	.	.	.
5 ans après	7.0	4.0	6.1	.	.	.	.	.

Source: Chambre des Métiers

C. 1208 Apprentis inscrits à la Chambre des Métiers et examens de fin d'apprentissage par catégorie de métier

Spécification	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Apprentis inscrits à la Chambre des métiers	1 335	1 484	1 451	1 395	1 315	1 354	1 409	1 526
Alimentation	105	66	55	62	71	74	76	69
Mode, santé et hygiène	426	376	384	389	377	401	393	431
Mécanique	324	382	365	332	310	321	357	375
Construction et habitat	367	543	544	519	475	484	528	580
Communication, multimédia et spectacle(*)	-	-	-	-	-	-	40	37
Métiers de l'art et métiers divers	113	117	103	93	82	74	15	34
Examens de fin d'apprentissage CATP/CCM/								
Formation adultes	456	378	381	437	391	378	373	413
Alimentation	33	19	20	14	15	30	19	19
Mode, santé et hygiène	125	80	68	98	69	76	100	82
Mécanique	136	88	127	111	104	109	99	136
Construction et habitat	140	162	136	174	180	133	139	156
Métiers divers	22	29	30	40	23	30	16	20

Source: Chambre des Métiers

(*) Nouvelle filière à partir de 2005.

C. 1209 Examens de maîtrise par catégorie de métier

Spécification	1985	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Tous métiers	234	244	135	152	172	141	136	149
Alimentation	16	23	8	10	8	10	4	10
Mode, santé et hygiène	33	51	24	21	39	17	20	30
Mécanique	81	42	26	28	31	25	32	36
Construction et habitat	91	111	61	81	74	74	62	57
Communication, multimédia et spectacle	-	-	-	-	-	-	-	8
Métiers divers	13	17	16	12	20	15	18	8

Source: Chambre des Métiers

Agriculture

Dans le domaine des statistiques agricoles courantes, le Statec procède aux enquêtes suivantes:

1. Recensement agricole annuel du 15 mai
2. Recensement triennal du bétail du 1^{er} décembre
3. Enquête porcine annuelle
4. Enquête bovine semestrielle

Recensement agricole du 15 mai

Le fondement juridique est constitué par le règlement ministériel du 31 mars 1982 portant organisation d'un recensement annuel de l'agriculture. Des données sur les surfaces agricoles sont relevées régulièrement depuis 1906. Les recensements sur le cheptel remontent à 1852. Le recensement agricole est annuel depuis 1943 et est effectué sous sa forme actuelle depuis 1953.

Sont soumis à ces recensements:

- Toutes les personnes qui exploitent ou occupent des terres de cultures d'une superficie totale de 1 ha et plus (terres arables, prairies et pâturages, jardins potagers, vergers, vignobles, pépinières et oseraies);
- toutes les personnes qui, exploitant une superficie totale de terres de culture de moins de 1 ha, cultivent des produits horticoles, maraîchers ou fruitiers destinés à la vente;
- les exploitants de vignobles (à partir de 1977, de 10 ares et plus);
- les éleveurs professionnels de bétail et de volaille.

Les renseignements demandés se rapportent:

- aux superficies des terres de culture;
- aux effectifs du bétail;
- à certaines machines et installations agricoles;
- à la population agricole et à la main-d'œuvre occupée.

Le recensement couvre l'activité agricole de toutes les personnes résidant au Grand-Duché de Luxembourg; il exclut l'activité agricole au Luxembourg de personnes résidant à l'étranger.

Le recensement est fait par commune à l'aide de bulletins individuels. Les administrations communales sont chargées de l'exécution du recensement sur le plan local. Elles désignent notamment les agents recenseurs.

Recensement triennal du bétail

Le fondement juridique est constitué par le règlement ministériel du 12 avril 1984 portant organisation d'un recensement triennal du bétail.

Les personnes assujetties au recensement sont celles qui

- au 1^{er} décembre sont détentrices d'équidés, de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins, de volaille, de lapins et d'abeilles;
- ont effectué des abattages pour la consommation au cours des 12 derniers mois.

Les renseignements se rapportent:

- aux effectifs du bétail;
- aux abattages;
- à la surface totale des terres de culture.

L'exécution du recensement incombe aux autorités communales. La collecte des données se fait par agent recenseur à l'aide de bulletins individuels.

Le recensement triennal du bétail sert, entre autres, à l'établissement d'échantillons représentatifs pour estimer grâce à des enquêtes par sondage l'évolution des cheptels porcine et bovine dans l'intervalle séparant deux recensements triennaux.

Les données concernant les abattages se rapportent au nombre et au poids net des animaux abattus. Ils comprennent uniquement les abattages effectués par les personnes privées.

Différence entre le recensement agricole annuel et le recensement triennal du bétail

Le champ du recensement général du bétail est plus large. Toutes les personnes détenant du bétail ou de la volaille sont soumises à l'obligation de faire une déclaration, tandis qu'au recensement agricole du 15 mai les détenteurs de bétail doivent faire une déclaration seulement s'ils

- exploitent au moins un hectare de terres de culture;
- cultivent des produits horticoles, maraîchers ou fruitiers destinés à la vente;
- sont exploitants de vignobles de 10 ares et plus;
- sont éleveurs professionnels.

Les personnes non soumises à l'obligation de déclarer leur bétail le 15 mai sont donc les petits exploitants agricoles cultivant moins d'un hectare de terres de culture et possédant quelques têtes de bétail ou un nombre limité de volaille, dont les produits sont destinés principalement à l'autoconsommation

L'enquête annuelle sur le cheptel porcine

Depuis 1994, l'enquête par sondage sur le cheptel porcine est effectuée annuellement le 1^{er} décembre (Directive 93/23/CEE du Conseil du 1^{er} juin 1993). Pendant les années au cours desquelles il est procédé à un recensement général du bétail, les résultats de ce dernier sont utilisés pour compléter les séries statistiques et l'enquête porcine n'est pas effectuée.

La base du sondage est constituée par les recensements triennaux du bétail. Le champ de l'enquête couvre l'ensemble des exploitations agricoles concernées par le recensement triennal, l'univers à enquêter étant stratifié selon le nombre de porcs.

En général, l'échantillon tiré est directement proportionnel au nombre des porcs contenus dans chaque strate. Toutefois dans la strate des détenteurs les plus importants, les exploitations sont saisies de manière exhaustive.

L'enquête semestrielle sur le cheptel bovin

La Directive 93/24/CEE du Conseil du 1^{er} juin 1993 est à la base de cette enquête. Pour le 1^{er} décembre, une enquête par sondage sur le cheptel bovin a lieu annuellement. Pendant les années où il est procédé à un recensement général du bétail, il n'est pas effectué d'enquête spéciale, les résultats du recensement général servant à compléter les séries statistiques.

Les données relatives à la période de mai-juin ne sont pas obtenues au moyen d'une enquête ad hoc, mais tirées directement du recensement agricole annuel du 15 mai. Les résultats semestriels proviennent donc de deux sources statistiques différentes.

L'enquête par sondage de décembre a lieu suivant les mêmes principes que l'enquête porcine. La base du sondage est constituée par les recensements triennaux du bétail, le champ de l'enquête couvrant l'ensemble des exploitations agricoles possédant au moins un bovin à la date du recensement. L'échantillon tiré est directement proportionnel au nombre des bovins compris dans les strates; dans la strate des détenteurs les plus importants, toutes les exploitations sont sollicitées.

Renseignements fournis par le Service d'Economie Rurale

Productions de grande culture et production fourragère

Le Service d'Economie Rurale établit annuellement, sur la base des données fournies par le réseau de comptabilités agricoles, les rendements moyens par hectare des différentes productions de grande culture.

Les quantités produites des productions de grande culture sont calculées à partir des données sur les surfaces emblavées (recensement agricole au 15 mai) et des données sur les rendements.

Les quantités produites des productions fourragères sont calculées à partir des données sur les surfaces (recensement agricole au 15 mai) et des rendements estimés sur base des résultats des essais en production fourragère (Administration des Services Techniques de l'Agriculture, Lycée Technique Agricole).

Production d'animaux

Le Service d'Economie Rurale établit les statistiques de production et des prix des différentes catégories d'animaux (gros bovins, veaux, porcs, ovins, caprins, volaille,...).

La production indigène brute d'animaux vivants est obtenue par calcul à partir des abattages totaux (abattoirs publics et privés, abattages à domicile) augmentés des exportations et diminués des importations d'animaux vivants. Elle est exprimée en têtes ou en tonnes-équivalent-carcasse (tec).

Les prix au producteur des principales espèces d'animaux (bovins, porcins) sont calculés à partir des prix des animaux indigènes abattus dans les abattoirs luxembourgeois et des prix des animaux indigènes exportés vivants.

Production et utilisation de lait et de produits laitiers

Le Service d'Economie Rurale centralise les données sur la collecte et l'utilisation du lait par les laiteries. La production de lait est calculée à partir des données sur la collecte, la vente directe et les utilisations à la ferme de lait.

Les données sur le prix du lait au producteur sont fournies par les laiteries et les autres acheteurs de lait auprès des exploitations agricoles.

Comptes économiques de l'agriculture (CEA)

Les comptes économiques de l'agriculture (CEA) visent à fournir une description détaillée de la situation économique du secteur agricole. Les CEA sont établis selon les concepts du système européen des comptes économiques (SEC95). Les CEA présentent une analyse de la formation du revenu tiré de l'activité agricole. Pour chaque année, ils valorisent les ressources (valeur des différentes productions et des subventions) et les emplois (valeur des consommations intermédiaires, des charges financières et salariales). Pour cela ils chiffrent pour une année donnée les différentes composantes décrivant la création de valeur (valeur ajoutée) puis la distribution du revenu entre les différents intervenants dans le processus de production agricole.

Renseignements fournis par l'Administration des services techniques de l'agriculture

Production fruitière et production de légumes

Les statistiques concernant les récoltes de fruits et de légumes sont établies de la façon suivante:

- fruits: sur base de l'effectif des arbres basses-tiges et hautes-tiges et d'une estimation de la mise à fruit à l'aide d'un sondage pour les différentes espèces dans les régions respectives, il est possible de calculer les récoltes. Cette estimation est révisée, le cas échéant, en fonction des informations fournies par les producteurs et les coopératives.
- légumes: les surfaces affectées aux différentes espèces maraîchères sont périodiquement relevées. Les récoltes normales par unité de surface étant connues, il reste à constater, suivant l'évolution des conditions climatiques, les écarts de production.
- enquêtes arbres fruitiers: les enquêtes concernent l'effectif, les variétés, l'âge et la densité des arbres fruitiers et sont réalisées tous les cinq ans, en application de la directive 76/625-CE. La dernière enquête a été réalisée en 1992-1993.

 **Internet**

Service d'Economie Rurale: www.ser.public.lu
ASTA: www.asta.etat.lu

 **Bibliographie**

Statec: Bulletin du Statec - Résultats définitifs du recensement agricole du 15 mai (annuel)
Résultats du recensement triennal du bétail.
Cahier économique du Statec n° 45 - L'agriculture luxembourgeoise dans le Marché
commun (par Adrien Ries), 1970.

RIES Adrien: L'agriculture et la viticulture luxembourgeoise dans le marché commun Luxembourg,
Université internationale de sciences comparées, 1973.

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: Rapport annuel (Débats budgétaires).

Office statistique des Communautés européennes: Résultats définitifs du recensement général de l'agriculture 1970/71.
Enquête sur la structure des exploitations agricoles 1975

La situation de l'agriculture dans la Communauté (Rapport publié annuellement en relation avec le « Rapport général sur l'activité des Communautés Européennes »).

C. 2100 Superficie des terres selon leur culture

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: ha
Surface agricole utilisée	130 061	126 298	127 643	128 114	128 157	128 073	129 128	128 875
Terres arables	57 135	55 891	60 927	61 612	61 865	61 538	60 017	59 665
Céréales	39 535	32 980	28 639	29 369	28 908	27 880	28 497	28 846
Froment d'hiver	6 579	7 647	10 375	11 258	10 559	11 113	11 059	11 947
Froment de printemps	2 343	978	381	466	449	340	630	408
Seigle	1 197	557	672	1 073	730	1 073	924	1 098
Épeautre	...	...	215	294	179	267	237	310
Orge d'hiver	5 003	5 550	5 463	5 036	5 075	5 010	4 788	5 332
Orge de printemps	13 548	10 132	4 441	3 955	4 697	3 392	3 811	2 946
Orge de brasserie	...	...	634	594	583	480	1 339	1 234
Avoine	9 169	5 146	1 909	1 963	2 163	1 907	1 696	1 502
Céréales secondaires en mélange	1 568	577	470	341	367	324	342	287
Mais-grain	...	...	255	326	337	350	215	288
Autres céréales	128	121	189	52	45	30	43	26
Triticale	...	2 272	3 635	4 010	3 724	3 578	3 411	3 470
Légumes secs cultivés pour la graine	87	537	431	667	601	507	467	372
Plantes racines	1 323	1 057	906	724	665	678	659	631
Pommes de terre	1 129	826	829	672	623	635	608	594
Betteraves sucrières, carottes et betteraves fourragères, rutabagas	193	230	77	51	42	43	51	37
Autres plantes racines	1	1	0	0	1	0	0	0
Plantes industrielles	307	1 999	3 344	3 543	3 718	4 328	4 687	5 563
Plantes fourragères	15 486	19 024	26 079	25 404	26 074	26 929	23 706	22 725
Trèfles	214	437	139	290	280	284	...	...
Maïs	5 226	7 473	10 799	11 016	11 621	12 285	11 559	11 031
Autres plantes fourragères	10 046	11 114	15 141	14 098	14 173	14 360	12 147	11 694
Autres cultures	5	22	2	48	86	19	141	164
Jachères	392	272	1 527	1 857	1 812	1 197	1 861	1 363
Prairies et pâturages	71 267	68 827	65 277	65 042	64 828	65 068	67 245	67 427
Prairies à faucher	30 664	27 757	20 870	21 219	20 224	20 769	9 498	10 480
Pâturages	40 603	41 070	44 407	43 822	44 605	44 299	57 747	56 946
Autres terres de culture	1 659	1 580	1 439	1 460	1 464	1 467	1 866	1 783
Parcours élevage ovins itinérants	...	...	...	...	...	...	259	233
Jardins potagers	165	121	53	46	47	43	27	25
Horticulture	49	19	21	36	24	32	34	31
Légumes frais et fraises	31	6	7	18	15	19	25	25
Fleurs et plantes ornementales	18	13	14	18	9	13	9	6
Cultures permanentes	1 445	1 440	1 365	1 378	1 394	1 393	1 546	1 494
Vignobles	1 295	1 326	1 249	1 263	1 259	1 250	1 275	1 275
en rendement	1 087	1 218	1 189	1 190	1 177	1 180	1 198	1 192
non en rendement	208	108	60	73	82	70	77	83
Fruits à coque	...	...	...	...	...	...	12	12
Vergers	110	57	53	51	64	75	111	109
hautes tiges	...	15	21	14	30	35	62	57
basses tiges	...	42	31	37	33	40	49	52
Pépinières	33	49	55	63	66	66	144	97
Autres cultures permanentes	7	8	8	2	5	2	3	1

Source: Statec

(*) Situation au 15 mai.

C. 2101 Exploitations par classe de grandeur

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Exploitations recensées	5 173	3 803	2 728	2 553	2 450	2 383	2 449	2 325
Exploitations de < 2 ha	807	523	335	317	261	239	264	236
Exploitations de 2 ha et plus	4 366	3 280	2 393	2 236	2 189	2 144	2 185	2 089
Exploitations de 2 à < 5 ha	580	465	270	226	220	223	249	220
Exploitations de 5 à < 10 ha	513	319	245	222	219	205	211	199
Exploitations de 10 à < 20 ha	679	388	207	199	192	176	190	183
Exploitations de 20 à < 30 ha	660	307	156	136	140	133	131	138
Exploitations de 30 à < 50 ha	1 147	685	346	316	295	287	290	248
Exploitations de 50 ha et plus	787	1 116	1 169	1 137	1 123	1 120	1 114	1 101

Source: Statec

(*) Situation au 15 mai. Rupture de série en 2005, élargissement du champ d'enquête.

C. 2102 Superficie des terres de culture et superficie moyenne par exploitation au 15 mai

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: ha
Superficie des terres de culture								
Exploitations recensées	130 061	126 298	127 643	128 114	128 157	128 073	129 128	128 875
Exploitations de < 2 ha	681	432	274	259	224	197	212	191
Exploitations de 2 ha et plus	129 380	125 866	127 369	127 855	127 933	127 876	128 915	128 684
2 à < 5 ha	1 956	1 567	915	773	740	760	839	741
5 à < 10 ha	3 761	2 301	1 749	1 608	1 577	1 475	1 515	1 428
10 à < 20 ha	10 133	5 721	3 016	2 939	2 859	2 610	2 703	2 636
20 à < 30 ha	16 351	7 608	3 897	3 391	3 526	3 321	3 267	3 474
30 à < 50 ha	45 496	27 721	14 004	12 742	11 973	11 532	11 610	9 957
50 ha et plus	51 683	80 948	103 788	106 402	107 258	108 178	108 981	110 448
Superficie moyenne par exploitation								
Exploitations recensées	25.14	33.21	46.78	50.18	52.30	53.74	52.73	55.43
Exploitations de < 2 ha	0.84	0.83	0.81	0.81	0.85	0.82	0.80	0.81
Exploitations de 2 ha et plus	29.63	38.37	53.22	57.18	58.44	59.64	59.00	61.60
2 à < 5 ha	3.37	3.37	3.38	3.42	3.36	3.41	3.37	3.37
5 à < 10 ha	7.33	7.21	7.13	7.24	7.20	7.20	7.18	7.18
10 à < 20 ha	14.92	14.74	14.57	14.76	14.89	14.83	14.23	14.40
20 à < 30 ha	24.77	24.78	24.98	24.93	25.18	24.97	24.94	25.17
30 à < 50 ha	39.67	40.47	40.47	40.32	40.58	40.18	40.03	40.15
50 ha et plus	65.67	72.53	88.78	93.58	95.51	96.59	97.83	100.32

Source: Statec

(*) Situation au 15 mai.

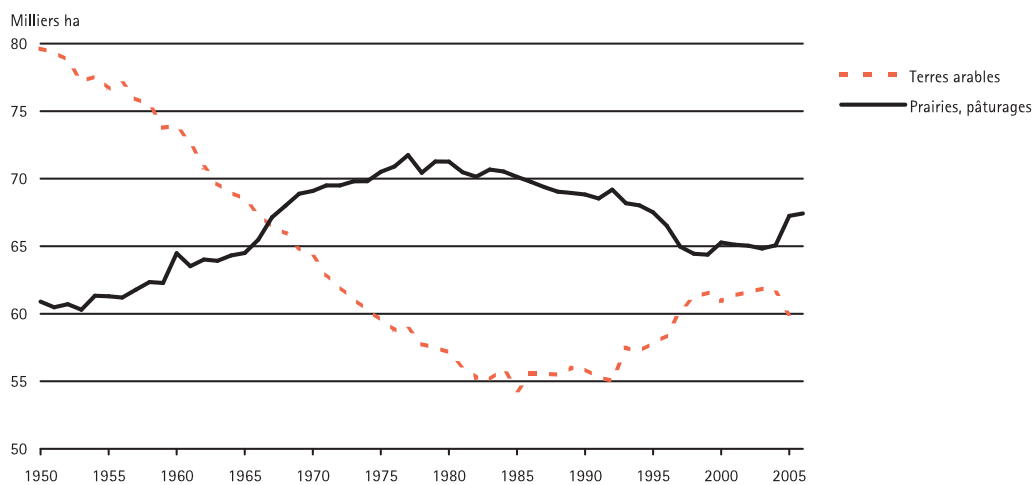
C. 2103 Mode de faire-valoir des terres de culture

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: ha
Superficie des terres de culture	130 061	126 298	127 643	128 114	128 157	128 073	129 128	128 875
Superficie en propriété	71 589	63 275	58 419	58 036	57 496	56 990	57 964	57 029
Superficie en location	58 472	62 434	68 396	69 052	69 526	69 994	70 249	71 141
Autres modes de faire valoir	...	589	828	1 026	1 135	1 089	914	706

Source: Statec

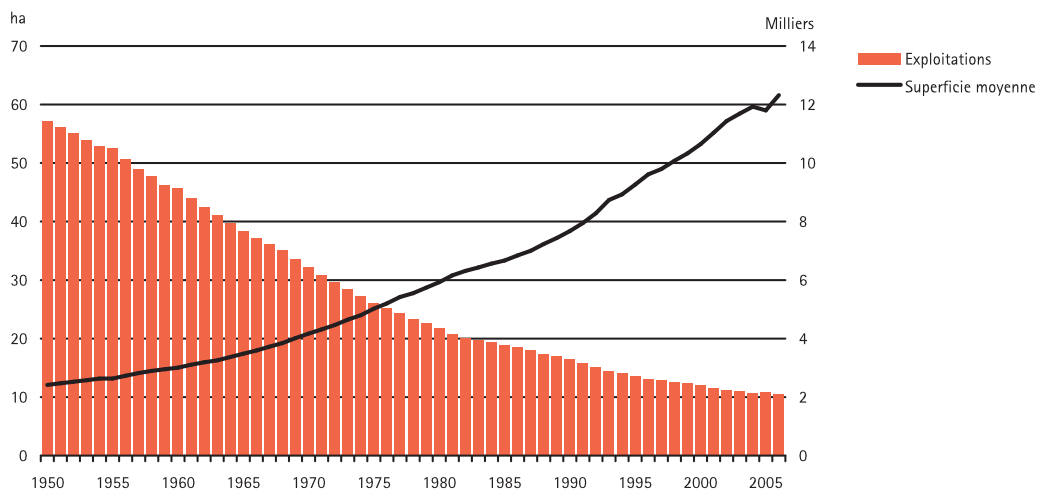
(*) Situation au 15 mai.

Évolution des surfaces agricoles



Source: Statec

Exploitations de 2 ha et plus et superficie moyenne



Source: Statec

C. 2104 Quantités produites des principales productions de grande culture et fourragères

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Tonne							
Froment et épeautre	27 500	43 513	61 184	71 655	68 648	79 978	71 745	75 603
Froment d'hiver et épeautre	20 520	39 657	59 291	69 013	66 345	77 872	68 579	73 323
Froment de printemps	6 980	3 854	1 893	2 642	2 303	2 106	3 166	2 280
Seigle	3 200	2 366	3 603	7 470	4 606	7 921	5 715	6 156
Orge	58 670	69 612	53 533	51 823	55 330	52 761	52 853	50 061
Escourgeon (orge d'hiver)	16 450	26 773	28 817	29 483	28 542	33 379	28 218	30 943
Orge de printemps	42 220	42 838	24 716	19 349	23 845	16 951	18 217	13 210
Orge de brasserie	...	...	...	2 991	2 943	2 431	6 418	5 908
Avoine	26 580	18 757	9 217	10 219	11 414	9 458	7 734	6 650
Triticale	...	11 041	19 843	23 044	19 992	23 086	18 530	19 678
Céréales secondaires en mélange et autres céréales	4 720	2 640	3 410	2 259	2 247	2 157	1 932	1 438
Maïs grains	...	...	2 040	2 317	1 902	3 611	2 060	1 875
Colza	700	5 201	8 370	12 522	12 535	16 526	14 704	16 250
Légumes secs cultivés pour la graine	78	1 360	1 235	2 327	2 146	1 729	1 488	11 185
Pommes de terre	33 900	24 870	23 430	20 105	18 329	22 244	19 329	16 449
Plantes fourragères (MS) ^(a)	126 330	197 313	243 993	284 105	262 711	335 335	303 043	266 740
Betteraves fourragères et demi-sucrières	1 611	1 799	847	610	499	577	...	...
Trèfles (MS)	1 065	3 183	1 022	2 449	1 763	3 088	...	...
Luzerne (MS)	...	...	...	2 165	1 431	3 061	...	...
Maïs fourrager	73 080	125 546	130 236	146 182	175 208	184 364	184 719	153 335
Autres plantes fourragères	50 574	66 786	111 888	132 699	83 810	144 245	118 324	113 405
Prairies et pâturages (MS)	...	322 043	391 173	517 908	407 769	707 936	699 346	690 447
Prairies	156 884	124 907	139 829	190 335	127 206	225 961	98 775	107 317
Pâturages	...	197 136	251 344	327 573	280 563	481 975	600 571	583 131

Source: Service d'économie rurale

^(a) MS = matière sèche.

C. 2105 Production fruitière

Spécification	1980	1990	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Unité: Tonne							
Récolte totale								
Pommes ^(a)	7 500	6 025	11 700	11 950	4 430	11 200	3 920	10 650
Poires ^(b)	200	525	2 150	2 150	495	1 500	1 423	2 045
Prunes ^(c)	1 600	730	875	950	255	915	503	848
Cerises ^(d)	500	200	135	175	75	280	224	295
Fraises	500	90	50	50	35	40	42	44
Autres petits fruits ^(e)	50	10	115	120	140	140	110	130
Fruits à coques ^(f)	...	50	125	120	150	150	138	145
Quantité commercialisée								
Pommes	5 630	4 500	7 750	6 640	3 400	7 400	3 500	6 340
Poires	150	120	1 000	923	900	850	925	1 040
Prunes	800	570	680	730	215	565	455	510
Cerises	200	75	110	130	55	125	185	190
Fraises	40	50	45	50	30	35	35	35
Autres petits fruits	35	-	85	110	120	120	99	110
Fruits à coques	...	5	90	90	110	115	103	103

Source: Administration des Services Techniques de l'Agriculture

^(a) Arbres hautes tiges et basses tiges.^(b) Arbres hautes tiges et basses tiges.^(c) Y compris quetsches, mirabelles et reines-claudes.^(d) Arbres hautes tiges et griottes.^(e) Groseilliers à maquereau, groseilliers à grappes, framboisiers, ronces à gros fruits.^(f) Noix.

C. 2106 Production de légumes

Spécification ^(a)	1980	1990	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Unité: Tonne							
Production commercialisée								
Choux ^(b)	630	600	133	145	120	120	82	90
Carottes potagères	350	180	205	225	253	290	150	230
Carottes en bottes	220	50	30	30	32	30	20	30
Salades diverses ^(c)	400	351	315	315	225	190	165	190
Tomates	50	60	130	135	120	90	195	135
Céleris	220	130	80	75	65	60	10	55
Oignons	80	100	72	72	75	70	185	175
Pois	15	50	30	30	35	32	20	30
Poireaux	320	400	235	200	155	130	85	135
Courges, citrouilles	-	-	-	-	-	-	260	315
Autres légumes	630	520	570	434	450	520	380	500
Champignons	-	220	15	15	15	15	15	15
Jeunes plantules maraîchères (en milliers de pièces) ^(d)	...	1 000	800	800	750	800	950	850

Source: Administration des Services Techniques de l'Agriculture

(^a) À ces chiffres s'ajoute une production de légumes commercialisables des exploitations agricoles, dont les espèces maraîchères cultivées et la production varient fortement d'une année à l'autre suivant l'évolution du prix du marché.

(^b) Choux blancs et autres choux.

(^c) Salades diverses (laitues, endives, chicorées witloof, mâches).

(^d) Cornichons, concombres, poivrons, épinards, ail, échalotes, persil, haricots, zucchini, betteraves rouges, etc.

C. 2107 Effectif du cheptel

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Têtes							
Chevaux au total	1 601	1 722	3 154	3 117	3 449	3 686	4 193	4 336
Bovins au total	224 778	217 451	205 072	197 257	189 674	186 725	185 235	183 640
Bovins de moins de 1 an	63 332	59 553	54 806	53 723	51 325	50 819	49 195	49 453
Veaux pour l'abattage	1 955	1 375	4 444	5 032	3 933	4 470	2 900	2 438
Autres bovins mâles	23 923	20 365	18 127	17 974	17 336	16 956	16 856	17 630
Autres bovins femelles	37 454	37 813	32 235	30 717	30 056	29 393	29 439	29 385
Bovins de 1 an à moins de 2 ans	50 196	46 961	47 017	43 101	42 295	41 476	42 069	41 821
Mâles	17 614	12 950	16 446	14 990	14 290	13 761	14 505	13 978
Femelles pour l'abattage	4 644	3 671	2 982	3 093	3 023	2 777	2 733	2 501
Autres femelles	27 938	30 340	27 589	25 018	24 982	24 938	24 831	25 342
Bovins de 2 ans et plus	111 250	110 937	103 249	100 433	96 054	94 430	93 971	92 366
Mâles	9 219	5 442	4 383	4 188	3 820	3 571	3 432	3 169
Génisses pour l'abattage	3 839	3 321	2 547	2 484	2 388	2 266	2 313	1 606
Autres génisses	18 334	21 286	20 102	18 903	17 748	17 581	17 293	17 358
Vaches laitières	67 830	58 840	43 346	42 076	40 599	39 879	39 340	38 617
Vaches allaitantes ^(b)	12 028	17 563	27 610	27 922	27 148	27 056	27 615	28 004
Autres vaches	...	4 485	5 261	4 860	4 351	4 077	4 078	3 576
Porcs au total	79 315	75 463	80 141	79 665	84 140	84 611	90 147	84 151
Porcelets de moins de 20 kg	33 163	28 185	28 824	26 705	26 955	12 030	11 704	10 867
Porcs de 20 à 50 kg	16 268	15 315	15 811	17 108	16 336	31 863	39 039	34 520
Porcs à l'engrais	15 597	21 627	26 425	27 010	32 634	32 433	31 081	31 003
De 50 à moins de 80 kg	10 205	13 333	13 863	13 763	18 680	16 727	16 927	15 884
De 80 à moins de 110 kg	5 036	7 942	9 905	10 947	12 371	14 124	12 932	12 838
De 110 kg et plus	356	352	2 657	2 300	1 583	1 582	1 222	2 281
Porcs reproducteurs	14 287	10 336	9 081	8 842	8 215	8 285	8 323	7 761
Truies saillies pour la 1ère fois	2 323	1 391	1 228	1 133	1 119	1 018	1 061	1 063
Autres truies saillies	6 560	5 499	5 107	5 250	5 194	5 107	4 996	4 800
Jeunes truies non encore saillies	1 743	883	1 236	1 089	661	889	742	546
Autres truies non saillies	2 729	2 093	1 230	1 194	1 051	1 098	1 363	1 241
Verrats et jeunes verrats	932	470	280	176	190	173	161	111
Moutons au total	3 570	7 281	7 971	9 104	9 446	9 743	10 277	9 644
Poules et poulets au total	131 115	69 021	71 785	77 968	79 288	73 111	83 407	81 252

Source: Statec

(^a) Situation au 15 mai.

(^b) Y compris les autres vaches en 1980.

C. 2108 Comptes économiques de l'agriculture en prix courants

Spécification (*)	1985	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier EUR (hors TVA)							
10000 Production végétale (01 à 09)	80 828	80 543	86 465	87 665	89 866	95 882	80 994	81 661
1000 Céréales (y compris semences) (1100 à 1900)	29 303	23 647	23 176	21 780	24 865	21 862	15 770	18 498
1100 Blé et épeautre	6 220	7 407	10 377	10 088	11 272	10 322	7 992	9 565
1200 Seigle et méteil	808	412	476	841	623	760	462	632
1300 Orge	14 038	10 843	7 370	6 383	8 067	6 406	4 706	5 186
1400 Avoine et mélange de céréales d'été	6 649	3 275	1 926	1 561	1 815	1 494	901	826
1500 Maïs grains	-	-	265	287	231	232	80	124
1900 Autres céréales (triticale)	1 589	1 710	2 762	2 620	2 857	2 648	1 629	2 166
2000 Plantes industrielles (2100+2200+2900)	548	2 266	3 461	3 848	3 941	4 393	3 059	3 755
2100 Oléagineux (y compris semences)	446	1 953	3 153	3 375	3 483	4 000	2 823	3 533
2200 Protéagineux (y compris semences)	102	312	307	413	398	333	176	162
2900 Autres plantes industrielles	-	-	-	60	60	60	60	60
3000 Plantes fourragères	24 058	22 620	19 331	19 597	21 799	22 149	19 006	19 872
4000 Produits maraichers et horticoles (4100+4200)	6 891	5 047	4 455	5 295	5 584	6 950	7 564	6 335
4100 Légumes frais	2 256	2 380	1 423	1 864	1 994	2 695	3 044	3 044
4200 Plantes et fleurs	4 636	2 667	3 032	3 431	3 590	4 255	4 520	3 291
5000 Pommes de terre (y compris plants)	2 739	3 128	3 190	3 806	3 760	4 063	3 173	3 346
6000 Fruits	2 578	1 403	3 946	4 122	3 033	4 973	3 504	3 289
7000 Vin	14 425	22 419	28 565	28 747	26 402	30 743	28 578	26 237
9000 Autres produits végétaux	285	12	342	470	482	749	340	328
13000 Production animale (11+12)	150 367	164 001	156 185	163 064	160 485	165 596	149 773	148 004
11000 Animaux (11100 à 11900)	66 336	63 897	72 697	74 598	75 298	76 469	67 590	68 350
11100 Bovins	49 514	48 297	53 838	59 184	59 922	60 997	50 053	51 049
11200 Porcins	16 287	14 849	17 412	13 781	13 663	13 802	15 538	15 368
11300 Equidés	62	129	107	36	22	22	19	19
11400 Ovins et caprins	183	342	620	976	940	935	1 001	968
11500 Volailles	141	94	288	270	229	197	500	495
11900 Autres animaux	149	186	434	351	522	516	479	451
12000 Produits animaux (12100 à 12900)	84 031	100 104	83 488	88 466	85 187	89 127	82 183	79 654
12100 Lait	81 973	97 977	81 708	86 507	82 847	86 912	79 483	77 047
12200 ufs	1 760	1 703	1 539	1 663	2 042	2 041	2 571	2 487
12900 Autres produits animaux	297	424	240	296	298	174	129	120
14000 Production de biens agricoles (10+13)	231 195	244 544	242 651	250 728	250 351	261 478	230 767	229 665
15000 Production de services agricoles	1 686	2 933	7 447	7 616	7 732	8 014	7 755	7 819
16000 Production agricole (14+15)	232 881	247 477	250 097	258 344	258 083	269 492	238 522	237 484
17000 Activités secondaires non agricoles non séparables	4 938	6 254	6 130	6 072	8 120	8 071	11 982	14 467
17100 Transformation de produits agricoles	3 946	3 612	2 529	2 310	1 960	2 518	2 618	2 903
17900 Autres activ. secondaires non séparables (biens et services)	992	2 643	3 602	3 762	6 160	5 553	9 364	11 564
18000 Production de la branche agricole (16+17)	237 819	253 731	256 228	264 416	266 203	277 563	250 504	251 951
19000 Consommations intermédiaires (19010 à 19900)	127 105	127 432	135 055	140 533	145 163	153 227	148 793	152 435
19010 Semences et plants	4 616	4 834	5 215	6 371	6 683	6 336	6 414	6 234
19020 Énergie, lubrifiants	9 271	8 627	9 112	8 557	9 500	10 928	13 014	14 284
19030 Engrais et amendements	13 659	14 331	9 813	10 757	10 567	11 521	11 106	12 052
19040 Produits de protection des cultures et antiparasitaires	1 785	3 490	4 824	5 660	5 929	6 182	7 017	6 985
19050 Dépenses vétérinaires	1 562	2 147	6 707	6 534	6 816	7 549	7 982	7 889
19060 Aliments pour animaux	70 077	58 106	49 980	49 343	51 265	54 361	52 868	53 803
19062 Aliments pour animaux achetés hors branche agricole	28 185	22 819	26 822	27 630	26 594	30 979	28 171	28 853
19063 Aliments pour animaux produits et consommés sur l'expl.	41 892	35 288	23 158	21 713	24 671	23 382	24 697	24 950
19070 Entretien du matériel	11 252	14 095	11 555	13 353	13 444	14 384	15 213	15 251
19080 Entretien des bâtiments	2 082	1 797	1 556	2 001	1 938	1 647	1 687	1 733
19090 Services agricoles	1 587	2 933	5 967	6 167	6 284	6 328	6 402	6 466
19095 Services d'intermédiation financière	...	...	5 700	3 520	3 560	3 280	3 280	3 280
indr.mesurés	...	...	5 700	3 520	3 560	3 280	3 280	3 280
19900 Autres biens et services	11 215	17 072	24 626	28 270	29 177	30 711	23 810	24 458

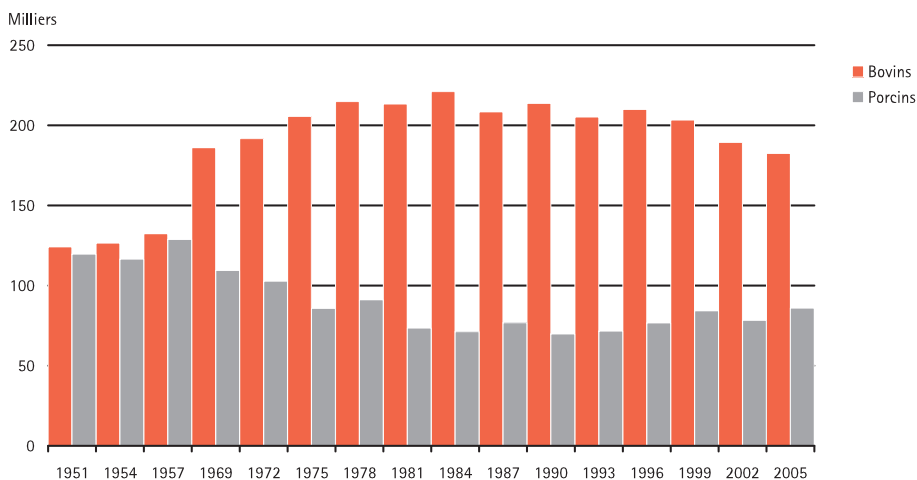
C. 2108 Comptes économiques de l'agriculture en prix courants *(Suite et fin)*

Spécification (*)	1985	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier EUR (hors TVA)							
20000 Valeur ajoutée brute aux prix de base (18-19)	110 714	126 299	121 173	123 883	121 040	124 336	101 711	99 516
21000 Consommation de capital fixe	21 443	29 722	52 487	55 170	59 213	62 024	68 009	69 111
22000 Valeur ajoutée nette aux prix de base (20-21)	89 271	96 577	68 686	68 713	61 827	62 312	33 702	30 405
23000 Rémunération des salariés	3 148	4 405	8 522	10 019	10 178	11 286	11 950	11 610
24000 Autres impôts sur la production	625	2 898	1 024	1 065	1 065	1 065	1 065	1 065
25000 Autres subventions sur la production	11 351	15 642	29 063	31 148	32 102	28 213	61 957	65 215
26000 Revenu des facteurs (22-24+25)	99 998	109 321	96 725	98 796	92 864	89 460	94 594	94 555
27000 Excédent net d'exploitation/revenu mixte (22-23-24+25)	96 850	104 916	88 203	88 777	82 686	78 174	82 644	82 945
28000 Fermages	7 648	8 753	11 155	11 763	11 763	12 337	13 297	13 736
29000 Intérêts à payer	6 594	10 342	3 167	5 888	4 508	5 595	6 758	6 893
31000 Revenu net d'entreprise (27-28-29)	82 608	85 821	73 880	71 126	66 415	60 242	62 589	62 316

Source: Service d'économie rurale

(*) Données provisoires en 2006.

Effectif du cheptel (Recensement triennal du bétail au 1er décembre)



Source: Statec

C. 2109 Production commercialisée de viandes par catégorie de bétail

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de bêtes vendues								
Gros bovins ^(b)	49 333	49 351	51 129	53 727	49 697	48 658	47 685	43 924
Boeufs	7 359	4 194	2 157	1 627	1 813	1 527	1 269	1 102
Taureaux	14 333	14 442	16 701	14 893	15 836	17 125	17 854	16 515
Vaches et génisses	27 641	30 715	32 271	37 207	32 048	30 006	28 562	26 307
Veaux (abattages)	149	1 049	2 934	2 865	2 791	2 627	2 292	2 353
Veaux (exportations)	13 543	17 707	16 625	15 259	15 519	15 322	14 399	11 534
Porcs	68 547	96 236	126 572	109 446	125 921	128 253	136 892	140 000
Porcs d'engrais	64 294	94 011	125 069	109 090	122 348	124 899	132 883	136 213
Truies et autres	4 253	2 227	1 503	356	3 573	3 354	4 009	3 787
Porcelets	24 295	24 741	53 495	29 882	33 084	35 407	37 621	35 337
Poids total en tonnes poids carcasse								
Gros bovins	13 998	13 949	16 880	17 305	16 361	16 218	14 528	15 292
Boeufs	2 221	1 365	741	569	619	528	449	394
Taureaux	4 339	4 299	6 422	5 683	6 102	6 638	7 176	6 714
Vaches et génisses	7 438	8 286	9 717	11 053	9 640	9 052	6 902	8 185
Veaux (abattages)	12	135	435	406	366	394	355	366
Porcs	5 438	8 169	11 641	10 449	11 970	12 117	13 789	12 972
Porcs d'engrais	4 851	7 842	11 412	10 385	11 393	11 570	13 120	12 456
Truies et autres	586	328	229	64	577	547	669	516
Porcelets	524	537	869	581	633	628	669	671
Poids carcasse par tête en kg								
Gros bovins	284	283	330	327	334	339	352	348
Boeufs	302	325	344	350	342	346	354	357
Taureaux	303	298	385	382	385	388	402	407
Vaches et génisses	269	270	301	297	301	302	312	311
Veaux (abattages)	79	129	148	142	147	150	155	156
Porcs	79	85	92	96	95	95	101	93
Porcs d'engrais	75	83	91	96	93	93	99	91
Truies et autres	138	147	152	179	161	163	167	136
Porcelets	22	22	16	19	19	18	18	19

Source: Service d'économie rurale

^(a) Abattages dans les abattoirs publics et privés d'animaux indigènes ainsi que les exportations d'animaux indigènes à l'état vivant convertis en poids abattu.^(b) En 2001: Sans les achats pour destruction de bovins âgés de plus de 30 mois dans le cadre des mesures spéciales de soutien en faveur du marché de la viande bovine.

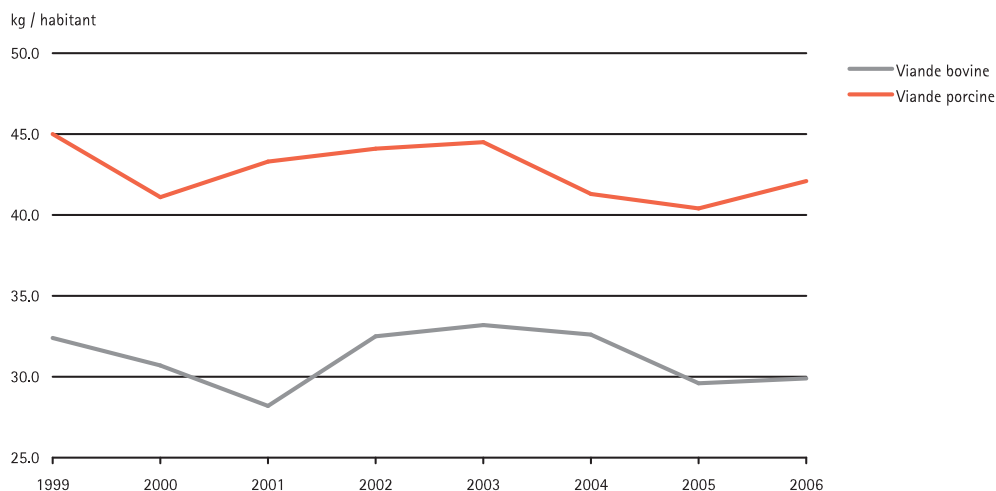
C. 2110 Bilan d'approvisionnement des bovins et porcins

Spécification ^(*)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bilan d'approvisionnement des bovins								
Bases de production								
Production nette (têtes) ^(*)	26 183	24 836	27 532	34 370	34 372	32 994	29 715	27 832
Poids moyen carcasse (kg)	329.3	328.8	317.5	312.4	317.9	324.3	334.3	335.3
Bilan (en tonnes poids carcasse)								
1 Production indigène brute ^(*)	14 332	13 575	11 768	15 776	14 903	14 453	14 383	13 396
2 Imports animaux vivants	663	550	317	494	458	700	667	701
dont de EUR-15	663	550	317	494	458	700	667	701
3 Exports animaux vivants	6 374	5 958	3 344	5 532	4 434	4 453	5 116	4 764
dont vers EUR-15	6 374	5 958	3 344	5 532	4 433	4 444	5 116	4 764
4 = 1+2-3 Production nette	8 621	8 167	8 741	10 738	10 927	10 700	9 934	9 332
5 Imports viande	6 774	6 378	4 879	5 979	6 137	6 300	6 757	7 693
dont de EUR-15	6 681	6 230	4 843	5 922	6 018	6 204	6 643	7 693
6 = 4+5 Ressources = Emplois	15 395	14 545	13 620	16 717	17 064	17 000	16 691	17 025
7 Exports viande	1 490	1 190	1 195	2 302	2 199	2 291	3 212	3 281
dont vers EUR-15	1 489	1 188	1 195	2 302	2 188	2 291	3 212	3 281
8 = 6-7 Utilisation intérieure	13 905	13 355	12 425	14 415	14 865	14 709	13 479	13 744
Consommation humaine	13 905	13 355	12 425	14 415	14 865	14 709	13 479	13 744
Consommation/habitant (kg/habitant) ^(§)	32.4	30.7	28.2	32.5	33.2	32.6	29.6	29.9
Taux d'autoapprovisionnement (en %) ^(¶)	103.1	101.6	94.7	109.4	100.3	98.3	106.7	97.5
Bilan d'approvisionnement des porcins								
Bases de production								
Production nette (têtes)	157 716	143 127	133 901	162 995	171 809	156 840	157 843	143 579
Poids moyen carcasse (kg)	73.6	71.5	74.0	71.7	71.7	73.0	68.6	68.5
Bilan (en tonnes poids carcasse)								
1 Production indigène brute	12 480	9 331	9 022	10 871	12 252	12 732	12 878	12 315
2 Imports animaux vivants	1 996	6 403	5 050	2 074	1 662	2 172	2 189	2 429
dont de EUR-15	1 996	6 403	5 050	2 074	1 662	2 172	2 189	2 429
3 Exports animaux vivants	2 869	5 507	4 168	1 253	1 598	3 454	4 244	4 910
dont vers EUR-15	2 869	5 507	4 168	1 253	1 598	3 454	4 244	4 910
4 = 1+2-3 Production nette	11 607	10 227	9 904	11 692	12 316	11 451	10 823	9 834
5 Imports viande	12 116	12 077	14 019	11 519	11 001	9 706	10 159	12 349
dont de EUR-15	12 116	12 077	14 019	11 519	11 001	9 706	10 159	12 349
6 = 4+5 Ressources = Emplois	23 723	22 304	23 923	23 211	23 317	21 157	20 982	22 183
7 Exports viande	4 423	4 392	4 827	3 649	3 381	2 528	2 590	2 854
dont vers EUR-15	4 298	4 372	4 457	3 506	3 320	2 509	2 587	2 853
8 = 6-7 Utilisation intérieure	19 299	17 912	19 096	19 562	19 935	18 629	18 392	19 329
Consommation humaine	19 299	17 912	19 096	19 562	19 935	18 629	18 392	19 329
Consommation/habitant (kg/habitant)	45.0	41.1	43.3	44.1	44.5	41.3	40.4	42.1
Taux d'autoapprovisionnement (en %)	64.7	52.1	47.2	55.6	61.5	68.3	70.0	63.7

Source: Service d'économie rurale

^(*) Chiffres du commerce extérieur: Statec (Intrastat).^(*) Pour 2001, la production nette de bovins ne contient pas les bovins détruits dans le cadre du programme ESB. Production nette = abattages (abattoirs publics et privés, abattages à domicile).^(*) Production indigène brute = Production nette - Imports d'animaux vivants + Export d'animaux vivants.^(§) Consommation/habitant (kg/tête) = consommation humaine / population au 1^{er} janvier.^(¶) Taux d'autoapprovisionnement = production indigène brute / utilisation intérieure.

Consommation de viandes bovines et porcines par habitant



Source: Statec

C. 2111 Production de lait

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Production totale de lait en tonnes	269 610	290 250	264 556	270 665	267 114	268 539	269 711	268 070
Nombre de vaches laitières	67 830	58 840	43 346	42 076	40 599	39 879	39 340	38 617
Rendement laitier en kg/vache/an	3 975	4 933	6 103	6 433	6 584	6 734	6 854	6 861
Taux moyen de matières grasses du lait (en %)	3.91	4.09	4.19	4.18	4.20	4.20	4.19	4.21

Source: Service d'économie rurale

C. 2112 Consommation d'engrais chimiques

Spécification ^(*)	1980/81	1990/91	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Consommation totale (en tonnes)								
Engrais azotes (N)	14 455	19 689	17 819	15 200	15 835	12 905	16 355	14 230
Engrais phosphates (P2O5)	5 805	5 702	2 566	1 778	2 101	1 794	2 062	2 171
Engrais potassiques (K2O)	7 612	7 307	2 897	2 009	2 204	1 884	2 267	2 388
Consommation par ha cultivé (en kg)								
Engrais azotes (N)	112.73	156.92	139.60	118.80	123.60	100.70	127.70	110.20
Engrais phosphates (P2O5)	45.27	45.45	20.10	13.90	16.40	14.00	16.10	16.80
Engrais potassiques (K2O)	59.36	58.24	22.70	15.70	17.20	14.70	17.70	18.50

Source: Service d'économie rurale

(*) Les poids sont exprimés respectivement en tonnes et kg d'éléments fertilisants purs. Période du 1^{er} juillet de l'année au 30 juin de l'année suivante. À partir de 2000 les chiffres sont donnés par année civile.

C. 2113 Main-d'oeuvre agricole selon le sexe, le degré d'occupation et l'appartenance familiale

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Population familiale								
Total	11 872	8 230	5 554	5 261	5 038	4 975	5 023	4 801
Hommes	7 045	5 006	3 429	3 310	3 201	3 145	3 189	3 052
à temps complet	4 514	2 736	1 773	1 829	1 783	1 770	1 766	1 724
à temps partiel								
moins de 25 %	769	582	272	210	216	221	254	219
de 25 à moins de 50%	843	549	422	404	430	386	422	352
de 50 à moins de 75%	784	747	495	461	426	409	407	419
plus de 75%	135	392	467	406	346	359	340	338
Femmes	4 827	3 224	2 125	1 951	1 837	1 830	1 834	1 749
à temps complet	1 892	378	145	126	182	154	181	190
à temps partiel								
moins de 25 %	465	370	186	127	138	151	148	113
de 25 à moins de 50%	770	652	514	490	466	434	463	433
de 50 à moins de 75%	1 235	1 275	743	685	677	684	634	618
plus de 75%	465	549	537	523	374	407	408	395
Population non familiale								
Ouvriers agricoles	519	595	650	519	539	561	612	558
Journaliers (journées travaillées)	1 764	13 861	26 189	28 561	26 653	25 350	26 070	28 866

Source: Statec

(*) Situation au 15 mai.

C. 2114 Main-d'oeuvre agricole familiale occupée à temps complet selon l'âge et le sexe

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total	6 406	3 114	1 918	1 955	1 965	1 924	1 947	1 914
Hommes	4 514	2 736	1 773	1 829	1 783	1 770	1 766	1 724
de moins de 25 ans	510	231	94	123	93	92	93	101
de 25 à 34 ans	697	596	333	337	298	279	262	253
de 35 à 44 ans	696	647	553	574	557	518	497	463
de 45 à 54 ans	1 152	612	542	542	563	585	595	584
de 55 à 64 ans	721	639	237	253	267	292	307	313
de 65 ans et plus	738	11	14	-	5	4	12	10
Femmes	1 892	378	145	126	182	154	181	190
de moins de 25 ans	93	26	5	9	10	10	9	8
de 25 à 34 ans	247	54	45	31	27	27	30	26
de 35 à 44 ans	389	102	30	32	57	43	57	60
de 45 à 54 ans	583	98	50	39	60	52	54	54
de 55 à 64 ans	374	96	15	15	28	22	30	42
de 65 ans et plus	206	2	-	-	-	-	1	-

Source: Statec

(*) Situation au 15 mai.

C. 2115 Principales machines et installations agricoles au 15 mai

Spécification (*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Tracteurs agricoles	9 579	8 684	7 418	7 279	7 165	7 030	7 144	6 890
Tracteurs à 4 roues	8 854	8 378	7 165	7 042	6 926	6 787	6 898	6 673
Tracteurs à 2 roues	725	306	253	237	239	243	246	217
Moissonneuses-batteuses	1 848	1 360	747	673	646	618	593	552
Râteaux faneurs et andaineurs	3 493	...	...	...	...	...	...	...
Presses-ramasseuses	3 347	2 571	1 777	1 608	1 556	1 483	1 446	1 371
Ramasseuses-hacheuses	1 068	603	317	271	260	242	224	220
Planteuses de pommes de terre	645	318	192	171	168	175	164	155
Ramasseuses de pommes de terre	253	189	114	112	108	101	97	89
Chargeurs de fumiers	3 082	...	...	...	...	...	...	...
Chargeurs hydrauliques-frontaux	2 488	...	...	...	...	...	...	...
Chargeurs fixes	353	...	...	...	...	...	...	...
Chargeurs mobiles	241	...	...	...	...	...	...	...
Remorques auto-chargeuses	...	803	690	605	589	533	531	485
Épandeurs de fumier	3 442	2 469	1 623	1 465	1 389	1 327	1 258	1 175
Épandeurs d'engrais centrifuges	3 480	...	...	...	...	...	...	...
Distributeurs autom. de concentré	...	113	354	346	351	353	355	363
Silos	2 525	...	...	...	...	...	...	...
Silos pour pommes de terre	39	...	...	...	...	...	...	...
Silos séchoirs de grains	738	...	...	...	...	...	...	...
Silos pour fourrages verts	1 748	3 151	3 184	3 093	3 085	3 022	3 031	2 951
Silos taupinières	...	497	385	362	330	295	268	249
Silos horizontaux	...	2 259	2 600	2 567	2 597	2 596	2 645	2 595
Silos tours	...	395	199	164	158	131	118	107
Installations de traite mécanique	3 069	2 135	1 411	1 269	1 234	1 174	1 154	1 097
Trayeuses mécaniques à seau	1 796	493	103	82	75	74	76	67
Trayeuses mécaniques à aspiration	1 273	1 026	425	360	352	312	299	264
Salles de traite	...	616	883	827	807	788	779	766
Réfrigérateurs de lait	1 952	1 610	1 100	1 025	985	949	930	881
Installations pour l'évacuation du fumier	2 174	1 893	1 093	982	924	885	827	748
Évacuation à treuil et à raclettes	1 596	1 240	682	602	586	547	512	466
Évacuation par voie liquide	578	653	411	380	338	338	315	282
Étables	...	4 157	4 645	4 514	4 352	4 260	4 215	4 137
Porcheries	...	581	405	360	352	322	311	301

Source: Statec

(*) Situation au 15 mai.

C. 2116 Associations agricoles selon leur nature

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre total	738	565	554	555	545	547	533	540
Comices agricoles et viticoles	186	176	158	154	153	153	142	143
Caisses rurales ^(b)	82	-	-	-	-	-	-	-
Laiteries coopératives	1	1	1	1	1	1	1	1
Syndicats d'élevage:								
Bovin	26	14	11	12	11	11	11	11
Porcin	1	1	1	1	1	1	1	1
Chevalin	4	5	5	5	2	2	2	2
Menu bétail	57	48	45	45	44	44	43	42
Ovin et caprin	1	2	3	3	3	3	3	3
Associations arboricoles	2	1	1	1	1	1	1	-
Associations de battages	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations pour l'utilisation en commun de machines agricoles (AMA)	232	168	165	165	165	165	165	168
Syndicats de producteurs de semences et de plantes	2	2	2	2	2	2	2	2
Distilleries coopératives	1	1	1	1	1	1	1	1
Caves coopératives	6	6	6	6	6	6	6	6
Associations d'apiculteurs	12	12	12	12	12	12	12	12
Associations de petit jardinage	62	62	68	68	68	68	68	73
Diverses associations	8	12	18	18	16	16	15	15
Associations dites centrales	13	17	21	20	17	17	17	16
Fédérations d'associations	8	7	5	5	5	5	5	5
Associations pour la lutte en commun contre les gelées tardives	6	2	2	2	2	2	2	2
Associations pour l'utilisation en commun d'un trieur, d'une installation frigorifique, etc.	3	3	3	3	3	3	3	3
Associations pour la lutte anti-parasitaire par hélicoptère	14	16	16	16	16	16	16	16
Associations viticoles pour la reconstruction des vignobles remembrés	7	5	6	11	11	12	11	10
Associations agricoles pour la reconstruction des pâturages remembrés	-	-	-	-	3	4	4	6
Banques de machines	4	4	4	4	2	2	2	2

Source: Administration des Services Techniques de l'Agriculture

(a) Situation au 1^{er} janvier. Seules figurent dans ce tableau les associations constituées sur la base de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945. Au 1^{er} janvier de chaque année, le nombre des associations agricoles est déterminé, pour chaque catégorie, en ajoutant aux statistiques de l'année précédente le nombre des associations constituées et en retranchant celles qui se sont dissoutes. Il faut toutefois noter qu'un certain nombre des associations agricoles relevées dans le tableau ne sont plus en activité.

(b) Situation au 1^{er} janvier.

(c) À partir de 1990: Forme sociale transformée en société coopérative.

C. 2117 Premières inséminations artificielles par race

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total toutes races	...	43 636	39 661	38 758	37 817	37 942	35 933	32 842
Races laitières								
Pie-Noire	25 205	14 905	23 989	24 770	24 081	24 729	24 321	22 202
Pie-Rouge	22 154	16 792	9 388	8 572	7 955	7 283	6 752	6 101
Simmental	...	1 230	698	835	1 019	971	1 111	840
Jersey	...	...	94	64	75	28	55	23
Brown Swiss	...	...	23	131	266	219	164	139
Montbeliarde	...	...	...	462	316	377	297	322
Normande	...	...	...	93	87	84	68	45
Autres races	...	247	513	69	60	106	21	12
Races allaitantes								
Blanc-Bleu Belge	...	3 690	1 413	961	1 005	1 348	849	692
Blonde d'Aquitaine/Piemontese	...	518	298	195	214	183	189	227
Charolais	736	1 101	395	215	246	205	150	183
Limousin	7 518	5 153	2 850	2 391	2 493	2 409	1 956	2 056

Source: CONVIS Herdbuch Service Elevage et Génétique

(a) Jusqu'en 1990 les données concernent uniquement le Centre d'insémination artificielle de Waldhof. À partir de 2000, y inclus la Fédération des herd-books. En 2005, la Fédération des herd-books a fusionné avec le "Service Elevage et Génétique" de la Centrale Paysanne luxembourgeoise en CONVIS Herdbuch Service Elevage et Génétique.

Recensement agricole

Lors du recensement agricole du 15 mai les renseignements sur la superficie des vignobles sont relevés sous la rubrique « Autres terres de culture », du questionnaire avec la subdivision « vignobles en rendement » et « vignobles non en rendement ».

Les résultats relatifs aux vignobles sont publiés avec les autres statistiques du recensement au Bulletin du Statec (tableau: Les autres terres de culture; Répartition des exploitations et des superficies d'après l'étendue des vignobles dans les exploitations) ainsi que dans l'Annuaire statistique au chapitre C. 21 Agriculture (tableau C2100: Superficie des terres selon leur culture).

Cadastre viticole

Les statistiques du chapitre Viticulture sont fournies par l'Institut viti-vinicole qui les retire du cadastre viticole tenu auprès de l'Institut en question.

Le cadastre viticole a été institué sur la base du règlement CE 143/1962, complété par le règlement CE 26/1964¹. Il se compose d'un fichier de toutes les personnes cultivant la vigne. Chaque fiche contient des renseignements sur les nom et adresse de l'exploitant, la superficie cultivée ainsi que la subdivision suivant les différents cépages, la grandeur de l'exploitation et le nombre de pièces de vignes. En plus, les producteurs sont tenus de déclarer chaque année les quantités de raisins destinées à la vinification.

La base actuelle du cadastre viticole est constituée par les résultats du recensement annuel dans le cadre du système intégré du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Ce recensement se fait chaque année au 1^{er} mai et reflète la situation viticole de chaque exploitation pour l'année en cours.

En pratique, la mise à jour du cadastre est assurée par l'enregistrement des modifications intervenant sur le terrain. En effet, toute plantation, tout arrachage de pièces de vigne ou d'une partie de pièce doit faire l'objet d'une déclaration à l'Institut viti-vinicole. Les changements se produisent au niveau des variétés, de la densité de plantation, de l'âge des ceps etc. Sont également enregistrées les modifications qui se produisent au sujet des aspects personnels des exploitations.

Définitions

Sont considérées comme « producteurs » les personnes physiques ou morales qui disposent ou ont disposé du raisin, du moût ou du vin obtenu soit:

- en cultivant elles-mêmes ou en faisant cultiver de la vigne dont tout ou partie de la production est transformée en moût ou en vin, soit
- en transformant ou en faisant transformer du raisin frais en moût ou en vin.

Comparaison des résultats

La superficie totale des vignes et le nombre des exploitations renseignés par l'Institut viti-vinicole sont plus élevés que les chiffres correspondants établis par le Statec. Cette différence s'explique par le fait que les déclarations au Cadastre viticole, géré par l'Institut viti-vinicole, servent à fixer les cotisations au Fonds de solidarité viticole. C'est le chef d'exploitation qui fait la déclaration à l'Institut viti-vinicole. En revanche, il est permis d'admettre que certains membres du ménage du chef d'exploitation qui cultivent leurs propres vignobles négligent de faire une déclaration au recensement agricole annuel. Il s'ajoute que lors du recensement agricole, le Statec ne tient pas compte des producteurs cultivant une surface inférieure à 10 ares.

La superficie des vignes non en production du Statec par contre est plus élevée que celle de l'Institut viti-vinicole. Cette anomalie s'explique par une différence dans l'interprétation du terme « non en production ». Selon l'Institut viti-vinicole seuls les vignobles de moins de trois ans sont considérés comme non productifs, tandis que le Statec n'impose pas de limite. On peut donc admettre que certaines superficies non productives de plus de trois ans sont incluses dans cette rubrique.

Exportations et importations de vins

Les chiffres sur les exportations et les importations sont issus de la statistique du commerce extérieur. Des précisions méthodologiques relatives à cette statistique sont fournies dans le chapitre D. 31.

¹ Ces deux règlements sont abrogés par le règlement 991/79.

Internet

Institut viti-vinicole: www.ivv.public.lu/publikationen

Bibliographie

- Rapport annuel du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Débats budgétaires.
- Das Weinjahr und seine Ergebnisse (annuel), Remich, Institut viti-vinicole.
- Rapport sur le millésime ... (annuel), Remich, marque nationale du vin luxembourgeois.

C. 2200 Superficie des vignes en production, rendement en vin, valeur de la récolte et qualité du moût

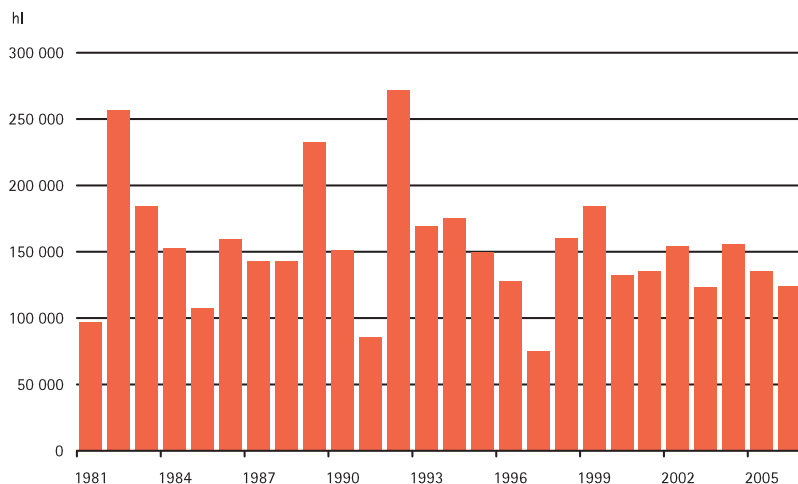
Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Superficie des vignes en production (en ha)	1 150	1 314	1 309	1 266	1 251	1 247	1 241	1 237
Rendement en vin (en hl)	50 139	151 120	131 931	153 872	123 085	155 828	135 366	123 652
Par ha	44	116	101	121	98	125	109	100
Répartition du moût par variétés de vignes (en hl)^(**)								
Elbling	19 172	27 866	17 635	20 834	13 728	20 467	18 030	12 633
Rivaner	18 944	75 921	48 412	57 424	48 624	59 098	44 733	46 010
Auxerrois	5 091	17 004	15 789	19 397	13 618	19 642	15 811	16 594
Pinot blanc	2 550	8 749	13 647	15 744	13 341	15 521	16 399	14 544
Pinot gris	1 151	7 265	13 316	15 686	12 716	16 125	16 740	12 970
Riesling	3 154	13 207	16 406	16 376	14 944	15 278	13 872	12 696
Gewürztraminer	77	1 108	713	925	606	991	871	769
Pinot noir	...	...	5 054	6 532	4 720	1 391	7 547	6 293
Chardonnay	-	-	759	922	731	1 242	1 140	941
Cépages divers	...	...	200	32	57	73	223	202
Valeur de la récolte (en milliers EUR)	5 156.2	17 104.7	17 055.1	20 295.9	17 095.0	19 725.9	18 320.8	16 835.0
Qualité du moût								
Poids spécifique degrés Oechsle	59	68	69	79	87	75	75	80
Acidité totale en	13.7	9.3	8.4	8.5	5.9	9.1	9.0	7.8

Source: Institut viti-vinicole de l'État

(*) À partir de 1990 les plants sont en production après 2 ans d'âge, au lieu de 3 ans auparavant. À partir de 2001, y compris les surfaces se trouvant sur le territoire luxembourgeois, mais exploitées par des vignerons résidant à l'étranger.

(**) Les éléments «Oechsle» et «Acidité totale» représentent une moyenne calculée proportionnellement aux récoltes des divers cépages (Riesling, Gewürztraminer, Pinot blanc, Auxerrois, Pinot gris, Rivaner, Elbling).

Production de vin



Source: Statec

C. 2201 Superficies viticoles selon les différents cépages

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: ha
Superficie totale	1 282.8	1 380.7	1 342.9	1 309.1	1 292.7	1 298.6	1 300.1	1 299.2
Elbling	281.2	242.9	161.7	143.0	136.1	134.9	128.2	122.9
Rivaner	594.1	598.4	447.4	411.6	397.5	392.9	384.2	377.1
Auxerrois	156.8	156.8	167.2	171.3	176.3	180.9	182.5	184.2
Pinot blanc	55.6	91.1	137.8	137.0	139.3	139.4	140.7	143.1
Pinot gris	44.8	94.1	159.9	166.7	166.6	170.5	175.6	177.5
Riesling	131.8	174.8	173.3	169.1	163.7	162.3	162.9	165.8
Gewürztraminer	9.9	9.0	12.2	14.3	14.4	15.1	17.0	18.8
Sylvaner	1.2	0.6	0.9	0.8	0.8	0.9	-	0.7
Muscat	1.2	-	0.4	-	-	-	-	0.1
Pinot noir	2.1	8.9	71.5	81.7	84.0	85.3	88.3	88.2
Pinot noir précoce	.	.	.	.	.	.	.	1.1
Chardonnay	-	-	9.0	11.8	12.2	12.9	13.9	14.8
Saint Laurent	.	.	.	.	.	.	.	2.3
Autres	4.1	4.2	1.6	1.8	1.8	3.5	6.8	2.6

Source: Institut viti-vinicole de l'État

C. 2202 Exploitations viticoles par classe de grandeur et parcelles

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre total des exploitations	1 224	848	580	509	480	471	460	445
Moins de 0.10 ha	141	78	60	46	43	37	40	35
0.10 à 0.19 ha	140	89	68	48	42	41	37	36
0.20 à 0.29 ha	127	59	34	32	31	39	35	38
0.30 à 0.49 ha	172	117	63	54	50	50	51	44
0.50 à 1.00 ha	215	140	84	71	64	65	67	67
1.01 à 2.00 ha	203	110	63	52	53	45	40	39
2.01 à 3.00 ha	129	76	35	31	31	32	31	30
3.01 à 5.00 ha	86	121	75	74	65	61	54	49
5.01 ha à plus	11	58	98	101	101	101	105	107
Nombre de parcelles	8 506	6 615	6 117	5 766	5 560	5 304	5 505	5 432

Source: Institut viti-vinicole de l'État

C. 2203 Superficie des exploitations viticoles par classe de grandeur

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: ha
Superficie totale en ha	1 282.8	1 380.7	1 342.9	1 309.1	1 292.6	1 298.6	1 300.1	1 299.2
dont: non en production ^(*)	133.0	67.0	33.9	42.8	42.1	51.8	60.2	64.0
Moins de 0.10 ha	8.3	5.1	3.8	2.9	2.7	2.4	2.5	2.1
0.10 à 0.19 ha	19.9	13.0	9.8	7.0	6.0	6.0	5.3	5.1
0.20 à 0.29 ha	30.6	14.4	8.3	7.7	8.1	9.3	8.3	9.0
0.30 à 0.49 ha	71.6	44.6	24.5	20.9	19.4	19.9	20.3	17.3
0.50 à 1.00 ha	150.6	99.6	58.3	49.2	44.4	46.1	48.7	47.5
1.01 à 2.00 ha	297.3	155.6	93.2	71.9	75.1	62.0	54.3	52.6
2.01 à 3.00 ha	320.4	187.4	86.9	70.7	77.6	79.9	77.0	75.2
3.01 à 5.00 ha	315.1	470.2	304.7	282.0	247.6	245.1	214.8	197.1
5.01 ha à plus	68.9	390.8	753.5	796.8	811.7	827.9	869.0	893.3

Source: Institut viti-vinicole de l'État

(*) À partir de 1990, les plants sont en production après 2 ans d'âge, au lieu de 3 ans auparavant.

C. 2204 Exportations de vins par pays de destination

Spécification	1985/86	1990/91	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06
								Unité: hl
Total	90 226	102 496	109 027	102 437	100 706	96 587	83 775	87 776
France	1 893	4 582	8 199	10 523	7 260	5 840	5 025	4 813
Belgique	70 462	81 590	83 608	84 290	77 412	76 071	72 355	71 726
Pays-Bas	11 589	5 832	1 776	1 764	2 039	1 200	1 101	1 544
Allemagne	3 766	9 405	13 866	2 621	11 000	11 462	3 609	8 168
Autres pays	2 516	1 087	1 578	3 239	2 994	2 015	1 685	1 527

Source: Institut Viti-Vinicole de l'Etat / Statec

C. 2205 Exportations de vins suivant la nature des produits

Spécification	1985/86	1990/91	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06
								Unité: hl
Total	90 226	102 496	109 027	102 437	100 706	96 587	83 775	87 776
Vin blanc	69 929	58 670	62 668	55 333	55 754	55 711	48 613	53 438
Vin rosé, rouge	2 909	12 413	3 318	4 607	4 382	3 018	1 139	1 107
Mousseux	14 578	23 324	30 740	30 430	27 940	28 891	25 788	25 802
Jus de raisins, moût	225	334	124	34	10	0	-	-
Autres produits	2 585	7 755	12 176	12 033	12 621	8 967	8 235	7 430

Source: Institut Viti-Vinicole de l'Etat / Statec

C. 2206 Importations de vins par pays de provenance

Spécification	1985/86	1990/91	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06
								Unité: hl
Total	171 738	211 949	247 844	254 896	237 969	263 486	231 653	239 032
France	83 749	93 108	89 225	85 953	95 022	103 914	75 614	80 617
Belgique	22 376	9 760	55 501	63 380	54 294	57 787	57 484	56 214
Allemagne	19 268	35 348	17 507	16 138	13 896	17 753	20 852	19 037
Italie	35 800	46 558	35 759	40 559	28 923	32 872	25 562	34 622
Portugal	7 763	15 254	24 668	22 250	25 449	26 725	28 604	28 589
Espagne	2 085	9 979	16 929	19 421	14 039	13 695	19 811	16 654
Autres pays	697	1 942	8 255	7 194	6 345	10 740	3 726	3 299

Source: Institut Viti-Vinicole de l'Etat / Statec

C. 2207 Importations de vins suivant la nature des produits (en hl)

Spécification	1985/86	1990/91	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06
								Unité: hl
Total	171 738	211 949	247 844	254 896	237 969	263 486	231 653	239 032
Vin blanc	43 267	70 820	55 198	56 721	48 182	53 210	49 230	53 021
Vin rosé, rouge	100 108	109 675	132 091	137 070	135 054	149 663	121 043	124 215
Mousseux	5 738	10 226	27 467	26 369	23 305	30 508	24 685	26 145
Jus de raisins, moût	2 742	2 662	6 299	8 739	3 824	3 435	8 720	5 499
Autres produits	19 883	18 566	26 788	25 996	27 603	26 671	27 975	30 152

Source: Institut Viti-Vinicole de l'Etat / Statec

L'Administration des Eaux et Forêts publie depuis 1920 des statistiques concernant les forêts soumises au régime forestier et couvrant les surfaces des forêts, les rendements en matière (volumes des bois exploités), ainsi que les revenus résultant de la production (recettes de la vente de bois et dépenses liées à la gestion forestière).

Les autres recettes (chasse, ...) et les bénéfices non-marchands des autres services et fonctions de la forêt (récréation, protection, biodiversité, ...) ne sont pas considérés.

Afin d'obtenir des données statistiques pour l'ensemble du pays, les chiffres de la forêt publique sont complétés par des évaluations de la forêt privée. Sont encore publiées des données relatives à d'autres domaines relevant de l'administration forestière p. ex. la chasse et la pêche.

Régime de propriété

Les forêts soumises au régime forestier comprennent les forêts appartenant à l'Etat, aux communes et aux établissements publics.

Elles sont gérées par l'Administration des Eaux et Forêts. Les données concernant ces forêts sont mises à jour sur la base de la comptabilité de l'Administration des Eaux et Forêts, des plans de gestion décennaux établis par l'aménagement des bois et des questionnaires statistiques remplis par les services extérieurs, les cantonnements forestiers. L'inventaire des forêts soumises au régime forestier est basé sur la photographie aérienne et des mesures sur terrain.

Il comprend :

- la description des peuplements;
- les superficies;
- les classes d'âge;
- la répartition suivant les essences;
- le matériel sur pied et les accroissements;
- les fonctions de la forêt.

Les forêts privées sont celles qui appartiennent à des particuliers.

Un recensement exhaustif de la superficie privée en avait eu lieu en 1964. Les renseignements antérieurs sur la forêt privée se basaient sur des données cadastrales, corrigées et mises à jour à l'aide d'informations fragmentaires dont disposait l'administration forestière, ou au moyen d'inventaires ponctuels.

Il a été procédé à un nouveau recensement de la forêt privée dans les années 1982-1985. Cet inventaire intégral a été réalisé sur le terrain séparément par commune et section de commune. Il se basait sur les cartes topographiques au 20.000^{ième} et les photos aériennes de l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

Depuis, aucune donnée sur base d'inventaires fiables n'a été collectée au niveau des forêts privées. C'est donc à partir de simples estimations et extrapolations que les données des forêts privées sont à l'heure actuelle élaborées.

Définitions

La superficie boisée

La superficie des forêts, la superficie boisée, comprend tous les fonds portant une couverture forestière ou qui n'ont d'autre utilisation principale que la foresterie (production des bois, protection du milieu, récréation). La superficie boisée comprend :

- La superficie forestière
La superficie forestière comprend la superficie forestière boisée et la superficie forestière non boisée.
 - La superficie forestière boisée est constituée par les forêts proprement dites c.-à-d. les superficies ouvertes d'une association végétale où dominent les arbres et les arbustes pouvant produire du bois et d'autres produits forestiers. La densité minimale doit être telle que la projection sur le sol des cimes des arbres ou arbustes doit couvrir à l'état adulte au moins 20% de la superficie totale. Sont incluses dans la superficie boisée, les superficies forestières temporairement déboisées suite à des coupes rases ou des incendies, les jeunes plantations, les superficies en régénération naturelle, et des surfaces analogues dont le peuplement forestier ne couvre pas encore 20% du sol. La superficie forestière est indiquée séparément suivant les essences et le traitement sylvicole.
 - La superficie forestière non-boisée comprend les routes forestières, les places de dépôt de bois, les marécages, des affleurements rocheux et les autres superficies dénudées en permanence qui se trouvent en forêt pour autant que ces surfaces ne soient pas incluses dans la superficie forestière boisée en raison de leur faible étendue. Sont également comprises les superficies abandonnées par l'agriculture depuis au moins dix années et destinées à un usage forestier ainsi que les pépinières forestières, les bâtiments de service, les terrains qui en dépendent et les constructions ou ouvrages annexes de l'exploitation forestière.
- Les autres superficies boisées
Les autres superficies boisées comprennent les terres présentant certaines caractéristiques forestières, mais ne répondant pas à la définition de la superficie forestière ci-dessus. Ce sont des terres portant des arbres dont le couvert est inférieur à 20%, des arbres rabougris, des broussailles, d'autres formations ligneuses de toute nature, soit des terres qui ne sont pas principalement utilisées pour l'agriculture.

Le traitement sylvicole

Selon le traitement sylvicole les superficies forestières boisées se divisent en futaie et en taillis :

- La futaie: Forêts entièrement composées de sujets issus de graines c.-à-d. par régénération naturelle due à l'ensemencement à partir des vieux arbres en forêt ou par plantation. Est encore considéré comme futaie le peuplement provenant de la conversion de taillis par vieillissement (taillis dont on a progressivement éliminé les rejets et laissé finalement une tige par souche - futaie sur souche).

- Le taillis: Forêts composées de rejets de souche traitées de façon à produire à courte révolution (en général moins de 40 ans) des bois de petites dimensions, bois de chauffage, écorce à tan.

Les essences feuillues comprennent les chênes, le hêtre et les autres essences feuillues comme le charme, le frêne et l'érable. Les essences résineuses regroupent les épicéas, le douglas et les sapins, les pins et les mélèzes ainsi que les autres résineux.

Les essences

Les données concernant les superficies, le rendement en matière et les recettes (prix des bois ronds) sont décomposées suivant les catégories d'essences. On distingue les essences feuillues et les essences résineuses.

Internet

Administration des Eaux et Forêts: www.environnement.public.lu/forets/statistiques_indicateurs

Bibliographie

- Statistiques forestières (rapport annuel), Administration des Eaux et Forêts, Luxembourg
- La forêt du Grand-Duché de Luxembourg En Bref, Administration des Eaux et Forêts, Luxembourg, novembre 2004, dépliant 14 pages
- La forêt luxembourgeoise en chiffres – Résultats de l'inventaire forestier national du Grand-Duché de Luxembourg 1998-2000, Administration des Eaux et Forêts, Luxembourg, novembre 2003, 210 pages

C. 2300 Superficie forestière

Spécification ^(a)	1981	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002
								Unité: ha
Forêts au total (publiques et privées)	82 100	88 620	88 620	88 620	88 727	88 818	89 681	89 741
Futaies feuillues	39 400	40 900	41 217	41 347	40 827	40 902	41 805	41 833
Futaies résineuses ^(b)	27 100	31 645	31 389	31 317	31 409	31 390	31 453	31 485
Taillis, haies à écorce	14 000	13 210	13 080	13 057	13 266	13 300	13 302	13 298
Surface non boisée ^(c)	1 600	2 865	2 934	2 899	3 225	3 226	3 120	3 125
Forêts publiques	38 096	40 986	42 401	42 321	41 721	41 812	42 675	42 735
Futaies feuillues	27 043	28 682	29 838	29 949	29 255	29 330	30 233	30 261
Futaies résineuses	8 221	8 969	9 279	9 189	8 932	8 917	8 952	8 951
Futaies mélangées	457	344	139	118	132	128	156	189
Taillis, haies à écorce	1 555	1 778	1 673	1 631	1 664	1 698	1 700	1 696
Surface non boisée	820	1 213	1 472	1 434	1 738	1 739	1 633	1 638
Forêts privées	44 000	47 634	46 219	46 299	47 006	47 006	47 006	47 006
Futaies feuillues	12 300	12 218	11 379	11 398	11 572	11 572	11 572	11 572
Futaies résineuses ^(d)	18 500	22 332	21 971	22 010	22 345	22 345	22 345	22 345
Taillis, haies à écorce	12 500	11 432	11 407	11 426	11 602	11 602	11 602	11 602
Surface non boisée	700	1 652	1 462	1 465	1 487	1 487	1 487	1 487

Source: Administration des Eaux et Forêts

^(a) Y compris 248 ha de forêt soumise située sur territoire étranger (Allemagne et Belgique). Source pour les forêts publiques: Statistiques forestières, Enquête annuelle. Source pour les forêts privées: Aucun inventaire n'a été réalisé, les données proviennent d'estimations et doivent donc être utilisées avec précaution.

^(b) Y compris futaies mélangées.

^(c) Pépinières, carrières, friches.

^(d) Y compris futaies mélangées.

C. 2301 Production forestière

Spécification ^(a)	1980	1990	1994	1999	2000	2001	2002	2003
	Unité: m ³							
Forêts au total								
Production totale (Bois feuillus et résineux)	325 200	706 077	411 600	305 502	306 254	264 391	263 551	254 085
Feuillus	201 600	246 587	166 018	162 625	170 321	142 076	139 316	130 602
Autres bois ronds	2 600	4 657	2 733	356	1 540	1 061	400	570
Trituration	77 400	105 915	72 647	82 848	87 964	74 085	71 821	72 522
Grumes	86 250	109 546	67 419	59 600	64 502	50 965	48 923	40 495
Bois de chauffage	35 350	26 469	23 219	19 821	16 315	15 965	18 172	17 015
Résineux	123 600	459 490	245 582	142 877	135 933	122 315	124 235	123 483
Autres bois ronds, trituration	47 800	51 380	98 703	69 492	31 195	34 417	30 750	38 487
Grumes	75 800	408 110	146 879	73 385	104 738	87 897	93 485	84 996
Forêts publiques^(b)								
Production totale (Bois feuillus et résineux)	202 650	484 119	168 350	187 802	144 640	137 202	141 923	133 822
Feuillus	151 400	180 375	111 080	124 640	106 697	96 970	96 036	87 767
Autres bois ronds	1 150	4 657	633	271	-	16	-	-
Trituration	54 750	81 047	53 375	71 349	57 824	54 817	54 131	53 432
Grumes	74 700	86 123	48 298	47 865	43 538	36 573	34 973	27 070
Bois de chauffage	20 800	8 548	8 774	5 155	5 335	5 564	6 932	7 265
Résineux	51 250	303 744	57 270	63 162	37 943	40 232	45 887	46 055
Autres bois ronds, trituration	12 400	18 388	11 764	10 642	8 820	12 939	11 692	13 109
Grumes	38 850	285 356	45 506	52 520	29 124	27 292	34 195	32 946
Forêts privées^(c)								
Production totale (Bois feuillus et résineux)	122 550	221 958	243 250	117 700	161 614	127 189	121 628	120 263
Feuillus	50 200	66 212	54 938	37 985	63 624	45 106	43 280	42 835
Autres bois ronds	1 450	-	2 100	85	1 540	1 045	400	570
Trituration	22 650	24 868	19 272	11 499	30 140	19 268	17 690	19 090
Grumes	11 550	23 423	19 121	11 735	20 964	14 392	13 950	13 425
Bois de chauffage	14 550	17 921	14 445	14 666	10 980	10 401	11 240	9 750
Résineux	72 350	155 746	188 312	79 715	97 990	82 083	78 348	77 428
Autres bois ronds, trituration	35 400	33 001	86 939	58 850	22 375	21 478	19 058	25 378
Grumes	36 950	122 745	101 373	20 865	75 615	60 605	59 290	52 050

Source: Administration des Eaux et Forêts

^(a) Exercice forestier allant du 1^{er} octobre (année précédente) au 30 septembre de l'année suivante.^(b) Source pour les forêts publiques: Statistiques forestières, Enquête annuelle.^(c) Source pour les forêts privées: Aucun inventaire n'a été réalisé, les données proviennent d'estimations et doivent donc être utilisées avec précaution.

C. 2302 Production, importation et exportation de bois brut

Spécification ^(a)	1980	1990	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Unité: 1 000 m ³							
Production	325.2	706.0	305.5	306.3	264.4	263.6	254.1	-
Importation	29.7	231.2	458.4	753.4	679.2	902.1	1 475.3	420.5
Exportation	254.9	662.9	291.0	218.7	203.0	128.5	218.5	254.9
Excédent des exportations	225.2	431.7	-167.4	-534.7	-476.3	-773.6	-1 256.7	-165.6

Source: Administration des Eaux et Forêts

^(a) Exercice forestier allant du 1^{er} octobre (année précédente) au 30 septembre de l'année suivante.

C. 2303 Rendement des forêts privées

Spécification ^(*)	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Rendement total en m³	122 550	221 958	164 449	105 817	161 614	127 189	121 628	120 263
Bois d'oeuvre m³								
Feuillus	35 700	66 212	43 684	30 372	63 624	45 106	43 280	42 835
Résineux	72 350	155 746	120 765	75 445	97 990	82 083	78 348	77 428
Bois de chauffage	14 500	18 311	15 080	13 829	12 420	11 821	12 140	10 580

Source: Administration des Eaux et Forêts

(*) Source: Statistiques forestières, Enquête annuelle. Les données concernant les forêts privées sont à utiliser avec précaution puisqu'elles dépendent d'estimations. Le détail par essence n'est actuellement pas disponible.

C. 2304 Recettes, dépenses et revenu net des forêts soumises au régime forestier

Spécification ^(*)	1980	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Au total en 1 000 EUR								
Recettes	8 069.3	16 902.0	8 997.6	9 186.5	10 996.2	8 204.5	6 965.5	7 209.8
Dépenses	5 214.1	14 899.5	12 922.0	9 863.4	12 814.2	17 005.7	16 349.7	17 629.5
Revenu net	2 855.2	2 002.5	-3 924.4	-676.9	-1 817.9	-8 801.2	-9 384.1	-10 419.7
À l'hectare en EUR								
Recettes	215.7	412.4	212.2	217.1	263.6	196.2	163.2	168.7
Dépenses	139.4	363.5	304.8	233.1	307.1	406.8	383.1	412.5
Revenu net	76.3	48.9	-92.6	-16.0	-43.6	-210.5	-219.9	-243.8
Au m³ de bois exploité en EUR								
Recettes	39.8	34.9	60.2	54.9	58.6	56.7	50.8	50.8
Dépenses	25.7	30.8	86.4	59.0	68.2	117.6	119.2	124.2
Revenu net	14.1	4.1	-26.2	-4.0	-9.7	-60.8	-68.4	-73.4

Source: Administration des Eaux et Forêts

(*) Source: Statistiques forestières, Enquête annuelle. Exercice forestier allant du 1^{er} octobre (année précédente) au 30 septembre de l'année suivante.

C. 2400 Gibier tiré

Spécification (*)	1980/1981	1990/1991	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005
Unité: Nombre								
Gibier à poils								
Cerfs	142	110	177	140	178	202	158	253
Chevreaux	5 090	5 984	7 756	7 112	7 323	7 581	7 241	8 013
Sangliers	631	1 988	4 247	3 721	4 574	3 160	4 427	3 950
Mouflons	31	28	98	65	131	140	130	138
Daims	4	14	32	45	67	53	77	70
Lièvres	2 960	2 469	1 551	1 207	1 347	1 385	1 415	1 521
Lapins	3 692	934	467	290	326	308	312	272
Renards	1 597	3 351	5 290	5 195	4 692	4 480	4 191	5 130
Chats divaguants	2 038	1 899	832	589	551	553	365	394
Rats musqués	2 263	262	64	38	38	25	26	11
Fouines, belettes, putois	636	975	375	356	312	244	233	214
Ratons laveurs	...	...	...	...	11	97	52	81
Gibier à plumes								
Faisans	1 771	358	67	60	49	44	40	49
Perdrix	182	-	-	-	-	-	-	-
Canards	1 284	2 069	1 998	1 616	1 716	1 660	1 800	1 768
Ramiers	1 380	1 614	1 396	1 157	1 170	1 334	1 350	1 314
Corneilles, geais, pies	2 263	1 163	1 428	1 168	1 214	1 095	1 182	1 299
Bécasses	90	70	65	76	67	71	64	73

Source: Administration des Eaux et Forêts

(*) L'année de chasse va du 1.8 au 31.7.

C. 2401 Amodiation des chasses

Spécification	1/8/1976- 31/7/1985	1/8/1985- 31/7/1994	1/8/1994- 31/7/2003	1/8/2003- 31/7/2012
Nombre de syndicats	425	425	422	422
Nombre de lots				
Total	603	608	602	600
Moins de 250 ha	39	38	36	37
250 à 499 ha	430	437	426	424
500 ha et plus	134	131	140	139
Superficie des lots en ha				
Total	251 929	252 235	253 431	251 356
Moyenne	419	417	421	419
Prix d'adjudication				
Au total (en 1 000 EUR)	1 518.3	2 473.6	3 600.6	3 661.5
Par ha (en EUR)	6.0	9.8	14.2	14.6
Droit d'adjudication 15% (en 1 000 EUR)	227.9	371.0	540.0	549.2
Total (Prix et droit d'adjudication en 1 000 EUR)	1 746.2	2 844.2	4 140.6	4 210.7
Par ha (en EUR)	6.9	11.2	16.3	16.8

Source: Administration des Eaux et Forêts

C. 2402 Déversements de poissons et d'alevins dans les eaux frontalières et intérieures

Spécification	1987	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Eaux intérieures (eaux navigables et flottables)								
Gardons (en kg)	2 500	-	500	-	2 000	3 000	2 500	6 500
Tanches (en kg)	-	-	3 500	2 500	2 500	2 750	4 250	1 500
Carpes (en kg)	-	2 180	2 500	-	2 000	1 000	500	700
Ombres (en pièces)	5 000	5 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	15 000
Brochets (en pièces)	2 500	-	2 000	1 000	1 000	2 000	2 000	2 000
Truites de rivière								
Moins ou égale à 1 été (en kg)	15 000	20 000	15 000	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
2 étés (en pièces)	2 500	1 000	-	-	-	-	-	-
Divers								
Ombles chevaliers (en pièces)	-	-	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Rotengles (en kg)	-	-	2 000	3 500	3 500	3 500	3 500	1 500
Sandres un été (en pièces)	-	-	-	2 000	2 000	2 000	2 000	2 500
Truites lacustres 30 cm (en kg)	-	-	2 950	3 000	3 500	3 500	-	2 500
Eaux frontalières								
Gardons (en kg)	4 500	2 145	2 000	5 000	5 000	5 500	6 500	8 500
Tanches (en kg)	2 000	1 000	5 000	4 000	4 000	4 000	4 000	1 000
Carpes (en kg)	1 000	-	500	-	-	-	-	-
Ombres (en pièces)	-	30 000	30 000	10 000	10 000	10 000	10 000	30 000
Brochets (en pièces)	-	3 500	4 000	-	1 000	1 000	1 000	-
Truites de rivière <= été (en pièces)	90 000	90 000	85 000	40 000	20 000	25 000	40 000	45 000
Divers								
Rotengles (en kg)	4 500	-	3 000	3 000	3 500	3 000	3 000	1 000
Eaux intérieures privées (non navigables ni flottables)								
Truites de rivière								
Alevis (en pièces)	-	-	131 500	329 990	297 560	321 780	290 690	284 880
1 été (en pièces)	237 455	235 580	77 030	40 830	33 630	41 970	43 590	49 080
2 étés (en kg)	4 767	-	5 734	3 728	5 755	-	4 324	692
Ombres 1 été (en pièces)	20 000	13 871	8 178	12 107	14 401	8 460	10 114	14 147
Divers								
Gardons (en kg)	-	-	250	700	500	1 000	-	300
Saumons de fontaine								
2 étés et plus (en kg)	-	-	70	50	-	-	-	-

Source: Administration de la Gestion de l'Eau

Industrie

C. 31 Tableaux de synthèse

Depuis 1996 les statistiques structurelles – de l'industrie, de la construction, du commerce, du secteur Horeca et des autres services – sont régies par le

- Règlement (CE, EURATOM) 58/97 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises, ainsi que les règlements d'exécution, dont en particulier le
- Règlement (CE) 2700/98 de la Commission du 17 décembre 1998 relatif aux définitions des caractéristiques des statistiques structurelles sur les entreprises.

Historique

Des statistiques structurelles concernant l'industrie et la construction sont effectuées depuis 1945. De 1972 à 1995 les enquêtes ont été effectuées selon les stipulations de la Directive du Conseil 72/221/CEE concernant l'organisation d'enquêtes annuelles coordonnées sur l'activité industrielle. Depuis 1996 le Règlement (CE, EURATOM) 58/97 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises est en vigueur.

Méthode d'enquête

Les enquêtes sont faites par voie postale. En contrepartie de l'obligation de réponse de la part des entreprises, le Statec garantit la confidentialité des réponses individuelles (loi du 9 juillet 1962 portant institution du Statec).

Définitions

Unités statistiques

Les unités statistiques sont définies par le Règlement (CE) N° 696/93 du Conseil du 15 mars 1993 relatif aux unités statistiques d'observation et d'analyse du système productif dans la Communauté.

– Entreprise

L'entreprise correspond à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes.

Une entreprise exerce une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux. Une entreprise peut correspondre à une seule unité légale.

En règle générale une seule unité légale est le support juridique de l'entreprise. Ceci est valable pour la majorité des cas au Luxembourg.

L'assimilation n'est cependant pas valable dans le cas d'entreprises complexes où p. ex. une unité légale est associée pour exercer une activité d'entreprise avec d'autres unités légales qu'elle contrôle généralement par une propriété majoritaire.

– Unité d'activité économique (UAE)

L'unité d'activité économique (UAE) regroupe au sein d'une entreprise l'ensemble des parties qui concourent à l'exercice d'une activité du niveau classe de la nomenclature NACE Rév.1. Il s'agit d'une entité qui correspond à une ou

plusieurs subdivisions opérationnelles de l'entreprise. L'entreprise doit disposer d'un système d'information permettant de fournir ou de calculer pour chaque UAE au moins la valeur de la production, des consommations intermédiaires, des frais de personnel, de l'excédent d'exploitation ainsi que l'emploi et la formation brute de capital fixe.

Variables de l'enquête

Les variables de l'enquête sont définies par le Règlement (CE) 2700/98 relatif aux définitions des caractéristiques des statistiques structurelles sur les entreprises.

– Nombre de personnes occupées

Le nombre de personnes occupées se définit comme le nombre total de personnes travaillant dans l'unité considérée (y compris les propriétaires exploitants, les associés exerçant une activité régulière dans l'unité en question et les aides familiaux non rémunérés) et de personnes travaillant à l'extérieur de l'unité tout en faisant partie de celle-ci et en étant rémunérées par elle (c'est par exemple le cas des représentants de commerce, des livreurs ou des équipes de réparation et d'entretien). Sont également prises en compte les personnes en congés de courte durée (congé de maladie, congés payés, congés exceptionnels, ...).

Sont par ailleurs inclus les travailleurs à temps partiel ainsi que les travailleurs saisonniers et les apprentis.

Est exclue la main-d'œuvre mise à la disposition de l'unité par des entreprises de travail temporaire; il en va de même des personnes effectuant des travaux de réparation et d'entretien dans l'unité observée pour le compte d'autres entreprises.

Par « aidants familiaux », on entend les personnes vivant avec le propriétaire de l'unité considérée et travaillant régulièrement pour celle-ci, sans pour autant disposer d'un contrat de travail ni recevoir une somme déterminée au titre de la tâche accomplie. Sont seules concernées les personnes ne figurant pas sur la liste des salariés d'une autre unité au titre de leur emploi principal.

– Nombre de salariés

Le nombre de salariés est défini comme étant les personnes travaillant pour le compte d'un employeur, disposant d'un contrat de travail et percevant une rémunération sous la forme d'un traitement, d'un salaire, d'émoluments, de gratifications, d'un salaire aux pièces ou d'une rémunération en nature.

On estime qu'il existe un rapport d'employeur à salarié lorsque l'on se trouve en présence d'un accord, formel ou non, conclu entre une entreprise et une personne, contrat habituellement conclu volontairement par les deux parties et stipulant que la personne dénommée « salariée » travaille pour l'entreprise en échange d'une rémunération en espèces ou en nature.

Un travailleur est considéré comme salarié d'une unité particulière s'il perçoit un traitement ou un salaire de cette unité quel que soit l'endroit où s'effectue son travail (que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'unité de production).

Les travailleurs intérimaires sont considérés comme salariés de l'entreprise de travail temporaire et non de l'unité de production (cliente de la précédente) dans laquelle ils exercent.

Sont notamment considérés comme salariés les gérants d'entreprise salariés.

Appartiennent à cette catégorie les travailleurs à temps partiel, les travailleurs saisonniers et les travailleurs en congé de courte durée;

sont en revanche exclues les personnes en congé pour une durée indéterminée.

– Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel se définissent comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, due par un employeur à un salarié en échange du travail effectué par celui-ci au cours de la période de référence.

Les dépenses de personnel comprennent aussi les impôts et charges sociales des salariés retenus par l'unité ainsi que les charges sociales obligatoires et facultatives de l'employeur.

Les dépenses de personnel comprennent:

- les traitements et salaires,
- les charges sociales des employeurs au profit des salariés.

Toutes les rémunérations versées au cours de la période de référence sont incluses dans ces dépenses de personnel, qu'elles soient calculées sur la base du temps de travail, de la production ou à la pièce, et qu'elles soient versées régulièrement ou non. Sont également compris dans ces dépenses de personnel l'ensemble des pourboires, primes de performance, primes liées au poste de travail, gratifications, treizième mois (et autres primes fixes), ainsi que les indemnités de licenciement, de logement ou de transport, les allocations de vie chère, les commissions, les jetons de présence, les heures supplémentaires, le travail de nuit, etc., auxquels viennent s'ajouter les impôts, cotisations de sécurité sociale et autres montants dus par les salariés et retenus à la source par leurs employeurs.

Entrent également dans cette catégorie les charges sociales de l'employeur au profit des salariés, à savoir leurs cotisations à des régimes de retraite, de maladie, d'invalidité, d'indemnisation du chômage, d'accidents du travail et de maladies professionnelles, etc. Ces dépenses sont prises en compte quelle que soit leur nature, c'est-à-dire qu'elles découlent d'obligations statutaires, de conventions collectives ou d'un contrat, y compris lorsqu'elles revêtent une nature volontaire.

– Salaires et traitements bruts

Les salaires et traitements bruts comprennent toutes les sommes en espèces et les avantages en nature versés aux personnes comptées au nombre des salariés, en rémunération de leur travail au cours de l'exercice comptable, qu'ils soient rémunérés sur une base horaire, à la production ou à la pièce et qu'ils soient payés régulièrement ou non.

Sont inclus dans les salaires et traitements bruts les cotisations sociales, impôts sur le revenu, etc. dus par le salarié et retenus à la source par l'employeur pour être directement versés aux caisses d'assurance sociale, à l'administration fiscale, etc. pour le compte du salarié.

Les salaires et traitements bruts comprennent en outre tous les pourboires, primes, gratifications, treizième mois, indemnités de licenciement, allocations de logement, indemnités de transport, indemnités de vie chère, commissions, jetons de présence, etc. perçus par les salariés, ainsi que les impôts, cotisations de sécurité sociale et autres montants dus par les salariés et retenus à la source par l'employeur.

Les montants versés aux agences de travail temporaire ne sont pas inclus dans les salaires et traitements bruts.

– Charges sociales patronales

Les charges sociales supportées par l'employeur au profit des salariés incluent les cotisations de l'employeur aux régimes d'assurance vieillesse et aux diverses caisses couvrant les risques de maladie, l'invalidité, le chômage, les accidents du travail et les maladies professionnelles.

– Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les montants facturés par l'unité au cours de la période de référence, à savoir les ventes sur le marché de biens ou services fournis à des tiers. Sont également inclus les chiffres d'affaires relatifs aux produits sous-traités et la vente de sous-produits.

Le chiffre d'affaires comprend tous les impôts et taxes grevant les biens ou services facturés par l'unité, à l'exception de la TVA facturée par l'unité à ses clients.

Il comprend également toutes les autres charges (transport, emballage, etc.) imputées aux clients. Les remises, ristournes et rabais accordés aux clients ainsi que la valeur des produits retournés sont déduits, mais non pas les escomptes.

Le chiffre d'affaires exclut les recettes enregistrées dans les comptes d'entreprises sous les rubriques « Autres produits d'exploitation », « Produits financiers » et « Produits exceptionnels ».

De même, il exclut les subventions d'exploitation reçues des pouvoirs publics ou des institutions de l'Union Européenne.

– Valeur de la production

La valeur de la production mesure le montant de ce qui a été effectivement produit par l'unité observée. Connue à partir notamment des ventes, elle prend en compte les variations de stocks et les activités de revente de biens et de services.

La valeur de la production se définit comme le chiffre d'affaires corrigé de la variation des stocks (de produits finis, de travaux en cours et de biens ou services achetés à des fins de revente), diminué des acquisitions de biens et services destinés à la revente, augmenté de la production immobilisée, et augmentée des autres produits d'exploitation (à l'exclusion des subventions). La valeur de la production exclut les recettes et les dépenses inscrites dans les comptes d'entreprise sous les postes « Produits/charges financiers » et « Produits/charges exceptionnels ».

– Valeur ajoutée au coût des facteurs

La valeur ajoutée au coût des facteurs est le revenu brut des activités d'exploitation une fois pris en compte les subventions d'exploitation et les impôts indirects.

Elle correspond au chiffre d'affaires, augmenté de la production immobilisée et des autres produits d'exploitations, corrigé des variations des stocks, diminué des acquisitions de biens et services et des autres taxes sur les produits liés au chiffre d'affaires mais non déductibles et des impôts et taxes liés à la production.

Elle peut aussi être obtenue en ajoutant à l'excédent brut d'exploitation les dépenses de personnel.

La valeur ajoutée exclut les recettes et les dépenses portées dans les comptes de l'entreprise aux postes financiers ou exceptionnels.

La valeur ajoutée au coût des facteurs est exprimé « brute » des corrections de valeur (par exemple au titre de la dépréciation).



Bibliographie

- L'économie industrielle du Luxembourg: Cahiers du Statec N°6, N°18, N°23, N°42 et N°73.
- Système d'indicateurs de compétitivité pour l'industrie luxembourgeoise, Cahier économique N°89.
- Compétitivité de l'économie luxembourgeoise (publication annuelle), Cahiers économiques N°90, N°92, N°93, N°95 et N°96.

C. 3100 Données structurelles de l'industrie

NACE Rév1.1	Année ^(*)	Unités d'activité économique	Nombre de personnes occupées	Nombre de salariés dont:	Dépenses de personnel (en 1000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1000 EUR)
Industrie et construction (14 à 45)	1985	2 063	52 988	50 762	1 105 052	5 733 672	5 246 843	1 806 897
	1990	2 173	57 217	54 871	1 462 024	7 060 571	6 501 391	2 462 118
	2000	2 957	60 392	58 915	2 197 725	10 934 056	9 579 445	3 491 844
	2001	3 049	62 237	60 576	2 316 101	11 472 579	10 000 270	3 596 034
	2002	3 111	63 984	62 207	2 421 353	11 809 151	10 322 738	3 761 049
	2003	3 140	63 938	62 114	2 498 120	12 002 503	10 539 798	3 808 551
	2004	3 187	64 506	62 794	2 612 122	13 020 979	11 677 774	3 973 279
Extraction de produits non énergétiques (14)	1985	11	363	355	7 466	24 124	23 360	11 113
	1990	8	326	321	8 710	38 448	38 344	17 577
	2000	10	291	288	11 462	58 688	58 742	27 464
	2001	13	290	287	12 742	60 792	60 860	23 287
	2002	12	303	299	12 558	66 478	66 590	28 702
	2003	13	306	301	13 358	62 473	62 527	30 420
	2004	13	305	301	13 836	64 466	64 110	30 205
Industrie manufacturière (15 à 37)	1985	883	36 992	36 057	842 631	4 601 191	4 404 579	1 402 617
	1990	919	36 052	35 129	1 022 758	5 440 804	5 144 208	1 792 189
	2000	1 016	33 068	32 595	1 379 435	7 777 242	6 963 504	2 241 819
	2001	1 024	33 603	33 068	1 423 031	7 968 381	7 072 343	2 236 433
	2002	1 026	33 793	33 227	1 469 057	7 904 391	7 134 176	2 252 247
	2003	1 003	33 016	32 476	1 496 646	7 932 353	7 290 800	2 262 333
	2004	1 010	32 947	32 434	1 547 718	8 701 377	8 214 011	2 348 431
Industries agricoles et alimentaires - Industrie du tabac (15+16)	1985	279	3 590	3 211	55 967	451 150	414 768	99 923
	1990	255	3 658	3 317	70 562	523 338	477 132	127 398
	2000	230	4 207	4 054	122 670	652 345	616 908	191 067
	2001	229	4 334	4 157	123 632	709 812	666 849	199 625
	2002	221	4 504	4 326	131 769	747 300	704 273	212 686
	2003	205	4 363	4 206	130 141	744 003	708 354	217 478
	2004	197	4 359	4 210	136 099	788 067	759 167	230 443
Industrie des viandes (15.1)	1985	198	4 395	4 250	150 527	859 689	824 543	253 712
	1990	8	333	331	5 899	50 883	50 467	7 084
	2000	8	327	324	6 648	65 423	61 590	8 887
	2001	32	761	748	22 842	88 230	86 489	23 258
	2002	35	808	795	22 025	96 758	94 618	26 990
	2003	35	867	851	24 997	90 906	89 915	29 267
	2004	29	842	828	23 860	85 665	83 261	28 499
Autres industries alimentaires (15.8)	2004	30	841	829	27 193	91 692	89 650	30 479
	2005	28	866	857	34 084	98 355	96 037	34 468
	1985	238	1 667	1 310	16 575	72 736	56 865	28 840
	1990	212	1 722	1 415	25 315	90 448	74 560	39 624
	2000	156	2 081	1 960	48 312	147 280	133 446	66 859
	2001	151	2 129	1 986	50 137	154 914	143 101	67 750
	2002	145	2 148	2 008	52 164	165 269	149 467	73 351
Industrie textile et habillement (17 +18)	2003	135	2 106	1 984	53 180	163 253	149 118	72 527
	2004	127	2 072	1 953	54 039	166 759	154 507	74 875
	2005	127	2 030	1 917	56 886	161 674	156 031	76 390
	1985	77	973	892	25 679	193 794	195 000	45 743
	1990	67	1 188	1 125	41 611	285 694	278 321	105 746
	2000	42	745	717	51 415	467 860	464 893	150 846
	2001	44	789	753	50 244	512 313	489 553	155 829
	2002	46	1 240	1 205	72 890	600 293	571 587	193 491
	2003	44	1 227	1 193	77 625	631 420	598 420	199 619
	2004	45	1 193	1 157	76 493	648 261	655 992	207 406
	2005	40	1 335	1 303	81 298	742 235	670 253	195 983

C. 3100 Données structurelles de l'industrie (Suite)

NACE Rév1.1	Année (°)	Unités d'activité écono- mique	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1000 EUR)
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (20)	1985	18	177	154	2 510	13 262	12 758	4 620
	1990	20	182	165	3 487	23 787	23 790	7 270
	2000	21	512	504	19 236	132 199	135 329	36 503
	2001	22	503	491	20 412	121 010	123 221	32 477
	2002	20	525	512	19 606	127 982	127 749	38 160
	2003	20	530	521	20 691	144 190	144 192	36 751
	2004	23	532	522	21 676	166 705	167 122	47 746
Industrie du papier et du carton - Édition et imprimerie (21+22)	1985	21	548	539	21 753	170 705	172 464	47 271
	1985	118	2 040	1 923	35 327	100 095	98 253	47 537
	1990	145	2 030	1 885	48 414	146 580	145 112	74 934
	2000	195	2 664	2 586	106 540	401 867	402 729	164 432
	2001	189	2 809	2 727	118 090	458 403	458 522	168 366
	2002	185	2 960	2 867	123 277	501 942	500 123	191 498
	2003	184	2 928	2 838	130 299	537 746	545 445	207 332
Industrie chimique (24)	2004	191	2 909	2 820	134 442	644 421	641 898	214 068
	2005	195	2 920	2 829	137 432	651 738	654 964	199 798
	1985	21	595	589	18 324	227 884	140 596	41 661
	1990	21	765	759	20 211	304 233	193 174	67 234
	2000	19	1 507	1 503	62 924	557 119	385 586	113 051
	2001	19	1 497	1 495	65 720	593 047	406 859	113 794
	2002	17	1 439	1 437	61 141	683 991	459 166	140 866
Industrie du caoutchouc et des plastiques (25)	2003	17	1 458	1 455	61 238	672 007	488 863	150 280
	2004	18	1 413	1 411	62 071	597 109	447 860	136 234
	2005	18	1 298	1 296	65 387	537 228	417 314	107 677
	1985	13	4 492	4 490	103 777	604 465	518 558	179 898
	1990	19	4 078	4 076	132 163	688 658	579 089	229 050
	2000	27	4 067	4 064	202 454	1 014 890	835 821	329 488
	2001	25	3 979	3 977	213 761	1 038 556	853 896	321 403
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (26)	2002	24	3 786	3 783	196 418	909 813	815 087	333 234
	2003	23	3 790	3 788	200 434	1 103 252	874 454	333 639
	2004	26	4 086	4 085	210 505	1 185 758	917 943	281 589
	2005	28	3 985	3 984	216 824	1 285 558	973 738	282 477
	1985	48	2 344	2 308	50 334	215 775	213 215	90 485
	1990	44	3 340	3 314	81 799	402 931	406 955	196 301
	2000	38	2 914	2 900	118 167	586 398	566 747	231 938
Métallurgie (27)	2001	42	2 923	2 906	133 792	628 886	607 890	245 790
	2002	45	3 007	2 984	126 171	604 793	581 521	214 226
	2003	46	2 960	2 940	135 064	601 695	573 000	205 536
	2004	47	2 836	2 815	132 867	665 022	625 786	233 858
	2005	46	2 737	2 715	131 091	664 152	630 381	227 768
	1985	14	15 005	15 004	374 696	2 079 191	2 089 067	636 374
	1990	13	11 523	11 523	373 820	1 862 586	1 871 492	556 629
Sidérurgie (27.1)	2000	16	6 198	6 198	316 909	2 004 609	1 686 024	463 141
	2001	16	6 077	6 077	295 948	1 976 637	1 640 140	437 576
	2002	16	5 621	5 621	317 035	1 843 384	1 579 876	358 268
	2003	16	5 431	5 431	324 438	1 610 680	1 538 203	343 527
	2004	17	5 122	5 122	341 027	1 978 353	1 994 576	362 944
	2005	17	4 969	4 969	339 009	1 891 666	1 868 628	301 493
	1985	4	13 776	13 776	339 638	1 886 065	1 895 919	584 187
1990	5	10 030	10 030	331 166	1 637 854	1 646 319	482 330	
2000	7	4 879	4 879	245 977	1 577 199	1 250 279	329 372	
2001	7	4 722	4 722	231 879	1 560 181	1 216 430	318 453	
2002	7	4 303	4 303	255 406	1 462 128	1 193 546	257 808	
2003	7	4 189	4 189	261 453	1 195 844	1 130 974	243 973	
2004	7	3 955	3 955	281 012	1 498 683	1 510 641	248 848	
2005	7	3 869	3 869	280 659	1 392 389	1 365 776	191 900	

C. 3100 Données structurelles de l'industrie (Suite)

NACE Rév1.1	Année (°)	Unités d'activité écono- mique	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur ajoutée
								brute au coût des facteurs hors TVA (en 1000 EUR)
Travail des métaux (28)	1985	123	3 541	3 418	68 053	337 957	336 460	103 245
	1990	140	4 150	4 009	100 122	594 793	596 341	174 378
	2000	203	4 689	4 602	173 160	1 030 132	1 029 014	277 239
	2001	204	4 858	4 767	174 916	943 801	921 577	249 436
	2002	218	4 740	4 642	184 152	915 886	902 226	265 105
	2003	223	4 633	4 532	181 571	929 255	909 283	254 791
	2004	220	4 628	4 533	192 448	1 037 632	1 050 098	297 931
Fabrication d'éléments en métal pour la construction (28.1)	2005	222	4 639	4 542	198 578	940 485	904 401	294 332
	1985	49	1 287	1 237	25 463	83 247	84 276	28 788
	1990	56	1 583	1 520	37 986	156 003	157 969	51 145
	2000	70	1 614	1 586	61 431	207 405	208 235	80 619
	2001	68	1 681	1 653	55 498	171 012	171 532	71 089
	2002	73	1 624	1 593	64 589	192 607	194 408	71 186
	2003	73	1 564	1 535	59 643	177 921	172 859	63 220
Fabrication de machines et équipe- ments (29)	2004	69	1 505	1 479	58 686	173 747	176 048	64 252
	2005	72	1 398	1 374	59 270	191 177	191 951	72 289
	1985	36	2 551	2 523	82 909	260 539	271 800	111 744
	1990	38	2 808	2 780	108 414	376 554	353 857	158 300
	2000	49	2 458	2 445	112 631	579 084	511 546	149 356
	2001	47	2 537	2 524	122 150	591 709	541 054	164 245
	2002	48	2 470	2 454	122 903	580 191	543 591	164 429
Fabrication de machines d'usage général (29.2)	2003	50	2 582	2 565	129 878	630 049	580 145	167 188
	2004	52	2 643	2 631	133 250	624 364	589 033	181 114
	2005	54	2 706	2 693	144 325	625 609	564 013	183 844
	1985	4	392	390	9 613	30 272	25 792	10 393
	1990	4	350	349	11 627	39 611	40 003	18 713
	2000	8	453	451	21 282	78 909	78 826	25 653
	2001	8	460	457	22 243	80 101	80 626	27 896
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique (29.5)	2002	9	482	480	23 854	94 296	93 086	28 995
	2003	10	498	494	25 602	102 112	107 081	35 546
	2004	10	499	497	25 593	93 016	100 254	34 448
	2005	10	514	512	29 835	114 028	106 044	38 212
	1985	15	1 457	1 443	53 075	151 882	179 549	73 592
	1990	16	1 653	1 641	69 059	219 116	204 331	83 164
	2000	15	1 292	1 289	65 245	319 480	246 821	80 172
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (30+31+32+33)	2001	14	1 373	1 371	72 609	343 924	292 051	95 903
	2002	13	1 300	1 298	71 292	303 285	271 959	87 804
	2003	13	1 370	1 368	74 669	375 907	330 110	98 647
	2004	14	1 447	1 445	77 340	380 124	344 993	113 650
	2005	13	1 427	1 425	80 054	335 006	287 641	100 265
	1985	45	992	950	15 334	75 559	75 786	25 158
	1990	56	1 400	1 355	26 446	151 977	142 292	67 430
Fabrication de matériel de transport (34+35)	2000	67	2 110	2 086	64 410	206 424	209 985	90 799
	2001	76	2 146	2 117	68 925	227 430	228 891	97 257
	2002	83	2 206	2 169	69 842	222 526	224 009	100 586
	2003	76	2 234	2 197	77 032	224 956	225 676	105 550
	2004	78	2 300	2 268	76 172	243 398	242 373	110 621
	2005	77	2 505	2 479	92 282	380 394	383 854	158 397
	1985	11	286	276	4 676	16 908	16 552	6 148
	1990	16	448	435	8 374	40 581	40 163	14 069
	2000	12	278	273	7 921	28 490	28 853	11 337
	2001	13	281	276	8 566	29 318	29 856	11 491
	2002	13	283	280	9 129	29 365	30 086	11 416
	2003	13	341	335	11 195	40 921	41 752	17 513
	2004	12	379	374	13 139	53 261	54 061	21 312
	2005	12	406	404	14 393	66 133	65 730	25 350

C. 3100 Données structurelles de l'industrie (Suite et fin)

NACE Rév1.1	Année (*)	Unités d'activité écono- mique	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1000 EUR)
Fabrication de meubles et industries diverses (36)	1985	73	317	232	3 517	14 257	11 420	5 364
	1990	75	298	205	3 436	18 815	16 100	8 332
	2000	76	486	436	12 598	78 393	52 481	16 551
	2001	77	635	574	18 086	100 831	67 172	22 634
	2002	71	763	703	25 644	105 592	63 501	12 994
	2003	69	280	224	7 595	24 309	25 319	10 896
	2004	66	286	234	7 066	26 355	25 451	11 217
Récupération (37)	2005	72	293	240	7 971	28 563	27 833	12 116
	1985	6	89	87	1 528	10 329	10 320	4 702
	1990	9	186	182	3 888	20 252	20 364	5 103
	2000	21	234	227	8 399	37 433	37 586	16 070
	2001	21	236	228	8 788	36 627	36 863	16 510
	2002	19	250	243	9 081	31 331	31 382	15 288
	2003	17	259	250	9 444	37 870	37 694	12 232
Production et distribution d'élec- tricité, de gaz et d'eau (40+41)	2004	18	259	254	10 462	42 672	42 650	11 948
	2005	17	270	259	10 080	53 178	53 161	18 218
	1985	44	1 399	1 389	44 288	497 665	257 848	117 894
	1990	27	1 177	1 167	49 812	405 941	215 281	103 047
	2000	32	1 178	1 174	67 817	615 776	359 692	168 264
	2001	39	1 207	1 201	73 393	746 302	487 624	194 438
	2002	44	1 227	1 220	76 921	786 331	530 473	216 198
Construction (45)	2003	44	1 231	1 227	81 019	838 085	551 205	247 603
	2004	45	1 251	1 248	86 113	995 152	661 744	255 237
	2005	49	1 289	1 285	90 547	1 446 407	879 120	259 667
	1985	1 126	14 234	12 962	210 667	610 692	561 056	275 273
	1990	1 220	19 662	18 254	380 743	1 175 378	1 103 558	549 305
	2000	1 899	25 855	24 857	739 011	2 482 349	2 197 507	1 054 298
	2001	1 973	27 136	26 020	806 934	2 697 104	2 379 443	1 141 876
2002	2 029	28 660	27 461	862 817	3 051 951	2 591 500	1 263 901	
2003	2 080	29 384	28 109	907 097	3 169 592	2 635 266	1 268 195	
2004	2 119	30 003	28 811	964 455	3 259 984	2 737 909	1 339 406	
2005	2 186	31 151	29 998	1 021 973	3 454 338	2 912 004	1 429 373	

Source: Statec

(*) Chiffres provisoires pour 2004 et 2005.

Indices Base 100 en 2000

Le Règlement (CE) n°1165/98 du 19 mai 1998 concernant les statistiques conjoncturelles a abrogé la directive (72/211/CE) du Conseil CE du 30 mai 1972. Dans son annexe A (Industrie), le Règlement fixe e.a. la liste des variables et le niveau de détail dans lequel les résultats doivent être établis. La couverture de l'indice actuel porte en principe sur les sections C à E de la NACE Rev.1. En passant de 176 à 189 unités d'enquête, la taille de l'échantillon a légèrement augmenté. La représentativité du nouvel indice se situe pour l'ensemble de l'industrie à 90%. Le niveau le plus fin pour la publication des résultats (en garantissant le respect de la confidentialité) correspond à 18 agrégations qui ont été opérées de manière à constituer des ensembles aussi homogènes que possible. En complément à ces séries et à celles concernant l'ensemble de l'industrie et l'ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie, cinq séries supplémentaires sont établies pour: l'industrie des biens intermédiaires (hors énergie), l'industrie des biens d'équipement, les industries des biens de consommation durables et non durables et l'industrie des biens énergétiques. L'année de base de l'indice (2000) est aussi l'année de référence des 13 pondérations différentes qui interviennent dans le calcul. Celles-ci se réfèrent à la valeur ajoutée brute au coût des facteurs, à la valeur de la production, au chiffre d'affaires, aux effectifs salariés, aux heures travaillées, aux rémunérations ainsi qu'au coût salarial.

Définition des variables

Production

La production du mois de référence est à fournir dans une ventilation aussi détaillée que possible. Les quantités des divers produits fabriqués doivent être indiquées dans les unités prescrites dans la liste PRODCOM, qui est définie par rapport à la Nomenclature communautaire du commerce extérieur (Code Intrastat=Code NC=Code Tarif douanier). Dans cette optique, l'entreprise fournira au STATEC les codes NC relatifs aux produits indiqués.

Les valeurs brutes des divers produits fabriqués au cours du mois, vendus ou non vendus, sont à indiquer d'après les prix de vente départ usine, sans TVA.

Personnel occupé

- Nombre de salariés

Ensemble de personnes occupées travaillant dans l'unité à la fin du mois de référence (moins les propriétaires qui travaillent dans l'unité, les aides familiaux non-rémunérés et les ouvriers à domicile) et de personnes travaillant à l'extérieur de l'unité tout en faisant partie de celle-ci et étant rémunérée par elle (p. ex.: représentants de commerce, livreurs, équipes d'entretien). Sont également prises en compte les personnes en congés de courte durée (congé de maladie, congé payé, congé exceptionnel...) ainsi que les travailleurs en grève. Sont, par ailleurs, inclus les travailleurs à temps partiel figurant sur la liste des salariés de l'entreprise ainsi que les travailleurs saisonniers, les apprentis et les travailleurs à domicile figurant sur la liste des

salariés de l'unité. Est exclue la main-d'œuvre mise à la disposition par des entreprises de travail temporaire; il en va de même pour les personnes effectuant des travaux dans l'entreprise pour le compte d'autres entreprises.

- Ouvriers: travailleurs manuels bénéficiant d'une situation contractuelle et dont la rémunération s'effectue soit à la tâche, soit sur la base d'un salaire horaire ou journalier. Les ouvriers payés au mois sont également compris à la condition qu'ils n'effectuent que des travaux manuels. Non-compris: les contremaîtres et le personnel de surveillance.
- Employés: salariés non comptés parmi les ouvriers, c-à-d. aussi les contremaîtres, le personnel de surveillance, les ingénieurs, cadres et le personnel de direction.

En cas de doute, l'affiliation aux différents organes de la Sécurité Sociale est décisive.

- Salaires et traitements bruts

Toutes les sommes en espèces et valeurs des prestations en nature - avant déduction des impôts directs et des contributions des salariés à la Sécurité Sociale et aux caisses de pension - versées par l'entreprise à tous les salariés en rémunération de leur travail au cours de la période de référence.

On fait la distinction entre mensualités et versements à caractère non-périodique (13^e mois, gratifications, indemnités de départ etc.).

Outre la valeur des avantages en nature fournis gratuitement ou à prix réduit (dans ce cas on ne prend en considération que la différence avec le prix d'achat) aux salariés ou des indemnités compensatrices versées pour prestations en nature non fournies, les salaires et traitements comprennent donc:

- tous les paiements en espèces, y compris les gratifications;
- le 13^e mois;
- les primes de vacances;
- les indemnités de vie chère;
- les indemnités de dépaysement;
- les jours fériés et autres jours non ouvrables rémunérés;
- les primes de rendement, de production ou de productivité;
- les primes spéciales pour conditions de travail particulièrement difficiles;
- les primes d'innovation et les droits sur brevets versés aux salariés;
- la valeur des actions et des stock options distribuées gratuitement en prime aux salariés;
- les paiements effectués par les employeurs aux salariés au titre des plans d'épargne ou autres;
- les indemnités pour congés non utilisés effectivement versées;
- les indemnités de licenciement;
- les salaires hebdomadaires garantis;
- les indemnités de logement et de transport versées en espèces aux salariés;
- les indemnités de repas;
- les commissions, pourboires, jetons de présence et tantièmes;

- les versements alloués au titre de la formation de patrimoine;
- les impôts et cotisations dus par les salariés et retenues par l'employeur.

Sont également compris les allocations familiales payées par les employeurs en vertu d'une convention collective de travail ainsi que les salaires et traitements que l'employeur continue temporairement à payer directement aux salariés, ou la différence entre le salaire ou traitement normal et les prestations de la sécurité sociale payée par l'employeur en cas de maladie, maternité, accident de travail, invalidité etc.

Les montants versés aux agences de travail temporaire ne sont pas inclus dans les salaires et traitements. Sont également exclues les indemnités constituant le remboursement pour frais de voyage, de déménagement, d'éloignement, d'hôtel et de représentation des salariés dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les indemnités versées pour l'achat d'outils, de matériel, de vêtements spéciaux nécessaires à leur travail, ou la partie des salaires et traitements qu'en vertu d'obligations contractuelles les salariés sont tenus de consacrer à de tels achats, les dépenses au titre de la formation professionnelle, les frais de recrutement, les pensions de retraite et les autres prestations sociales analogues, les impôts payés sur la masse des salaires et traitements ainsi que les réserves spéciales constituées pour le paiement éventuel d'indemnités pour jours de congé non utilisés ou d'indemnité de licenciement.

- Part patronale des cotisations

Contributions à la Sécurité Sociale, aux allocations familiales et autres dues par l'employeur.

- Contributions légales:
 - assurances maladie, maternité, invalidité, vieillesse, chômage;
 - salaire garanti en cas de maladie;
 - assurances contre les accidents du travail et les maladies professionnelles;
 - allocations familiales;
 - autres contributions légales.
- Charges conventionnelles, contractuelles ou bénévoles:
 - assurance de responsabilité civile;
 - régime complémentaire de retraite, de préretraite et de prévoyance;
 - salaire garanti contractuel ou bénévole en cas de maladie ou d'accident (complément de salaire);
 - versements contractuels ou bénévoles à des fonds de garantie des salaires et indemnités complémentaires de chômage partiel versés directement aux salariés;
 - allocations familiales conventionnelles, contractuelles ou bénévoles et autres suppléments familiaux;
 - autres charges.

- Heures-ouvriers

Nombre total des heures effectivement prestées au cours du mois de référence par l'ensemble des ouvriers et apprentis-ouvriers.

Les heures-ouvriers payées couvrent l'ensemble des heures de travail payées pour le mois de référence. Après déduction des heures de congé payé (y compris congé de maladie, congé de maternité etc.) et des jours fériés ainsi que des périodes de chômage payé, on aboutira au nombre d'heures travaillées. Il s'agit là du nombre total des heures de travail effectivement prestées au cours du mois par l'ensemble des ouvriers et ouvriers-apprentis: heures normales et heures supplémentaires, travail de dimanche et de jours fériés, travail de nuit etc., des courtes périodes de repos, du temps passé sur le lieu de travail en temps mort (p.ex. pour arrêts de machines, d'accidents ...) et du temps consacré à des tâches telle que la préparation.

Marché des affaires

- Le chiffre d'affaires

Montants facturés par l'unité déclarante pendant le mois de référence correspondant à des ventes de biens et de services.

Il doit comprendre tous les impôts et toutes les taxes qui grèvent les produits ou services au départ de l'usine, à l'exception de la TVA facturée par le producteur au client; il doit aussi comprendre toutes les autres charges (p.ex. frais relatifs aux transports effectués par l'entreprise elle-même avec ses propres moyens de transport, emballages perdus) imputées aux clients, même si ces charges sont portées séparément en facture.

Les remises, rabais et ristournes accordés aux clients ainsi que la valeur des emballages rendus sont à déduire, mais non les escomptes.

Le chiffre d'affaires ne comprend pas les ventes d'actifs fixes.

Sont exclues les subventions d'exploitation reçues des pouvoirs publics ou des Institutions communautaires européennes.

En termes généraux, les composantes du chiffre d'affaire sont les suivantes:

- les ventes de produits manufacturés;
- les ventes de produits manufacturés par les sous-traitants;
- les ventes de biens achetés pour la revente en l'état;
- les prestations de service facturées;
- les ventes de sous-produits;
- les frais d'emballage et de transport facturés;
- les heures travaillées facturées à des tiers pour la main-d'œuvre sous-traitant seulement;
- les opérations de montage, d'installation et de réparation facturées;
- les traites facturées (paiements fractionnés);
- les opérations de développement de logiciels et permis de logiciel facturés;
- les ventes d'électricité, de gaz, de chaleur, de vapeur et d'eau;
- les ventes de déchets et de ferraille.

En ce qui concerne le traitement des revenus classifiés comme « autre produit d'exploitation, revenus financiers et revenus exceptionnels » dans les comptes des compagnies, les composantes suivantes sont exclues comme première approximation:

- les commissions;
- les loyers;
- les loyers perçus au titre des unités et machines de production de l'entreprise exploitées par les tiers;
- les loyers des logements appartenant à l'entreprise;
- les redevances perçues au titre de licences d'exploitation et autres;
- les revenus tirés des infrastructures mises à la disposition du personnel (par exemple les cantines);
- la fourniture de biens et services à l'intérieur de l'unité d'observation;
- les ventes de terrains et d'actifs fixes propres;
- les ventes de baux consentis sur des biens propres;
- les ventes d'actions;
- les participations;
- les intérêts et les dividendes perçus;
- les subventions;
- les autres produits exceptionnels.

- Les entrées de commandes

Définies de la même façon que le chiffre d'affaires, ces commandes sont reçues et acceptées définitivement au cours du mois de référence. C'est la valeur du contrat conclu entre un producteur et un tiers en ce qui concerne la fourniture du producteur de biens et services.

La commande est acceptée si le producteur juge qu'il y a assez de preuves pour un accord valide. Les commandes effectuées à « lettre lue » sont en principe à inclure.

Les entrées de commandes concernent les biens et services à fournir par l'unité d'observation, à l'inclusion de celles qui ont la sous-traitance pour origine.

Les items suivants doivent être déduits de la valeur des commandes:

- la TVA et impôts déductibles semblables directement liés au chiffre d'affaires;
- les réductions sur les prix, rabais et ristournes consentis au moment de la commande, ainsi que la valeur de l'emballage qui doit être renvoyé après la livraison;
- les subventions reçues des autorités publiques ou des institutions de l'Union Européenne.

Les commandes de périodes précédentes qui ont été annulées durant la période d'observation n'ont pas à être déduites des entrées de commandes reçues.

Les entrées de commandes incluent tous les droits et taxes sur les biens ou services qui sont facturés par l'unité à l'exception de la T.V.A. et des autres taxes similaires qui sont déductibles et directement liées au chiffre d'affaires.

La valeur des entrées de commandes inclut aussi toutes les autres charges (transport, emballage...) répercutées sur le client, même si ces charges sont listées séparément sur la facture.

Étant ventilées en fonction de leur provenance, on considère comme commandes en provenance de l'étranger les futures livraisons directes vers l'étranger ou à un exportateur. L'origine est déterminée par la résidence du tiers ayant passé la commande.

Bibliographie

- Bulletins du Statec N°1/1985; N°9/1989; N°2/1996 et N°8/1999.
- Indicateurs rapides, série B 1.

C. 3200 Production par jour ouvrable – Pondération: Valeur ajoutée

Activité (*)	Pondération	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	103.3	105.2	110.9	118.0	114.4	117.3
Industries des biens intermédiaires	561.8	102.0	103.3	108.8	114.7	112.3	119.2
Industries des biens d'investissement	125.7	92.8	90.6	89.9	97.4	108.2	109.1
Industries des biens de consommation	200.9	111.9	115.8	119.8	122.8	125.1	119.5
Industrie de l'énergie	111.7	108.5	116.6	131.7	151.3	120.1	118.5
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	862.6	103.8	106.9	114.0	121.7	120.9	120.4
Industries extractives (C)	10.5	102.5	92.5	82.5	80.1	78.9	61.7
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	10.5	102.5	92.5	82.5	80.1	78.9	61.7
Industrie manufacturière (D)	877.8	102.7	104.1	108.5	114.2	115.4	118.2
Industries agricoles et alimentaires (DA)	68.5	114.2	116.3	114.4	110.2	116.1	117.1
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	33.5	95.8	96.6	95.6	101.6	112.3	112.8
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	35.0	131.9	135.2	132.4	135.4	138.3	121.0
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	63.3	101.6	104.8	108.6	109.5	114.2	116.7
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	13.8	98.0	118.0	127.7	147.4	143.4	150.5
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	64.6	116.0	118.9	131.2	147.5	150.2	143.7
Industrie chimique (DG=24)	40.4	108.7	115.2	120.9	118.0	117.6	104.6
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	132.0	106.9	116.9	124.8	137.1	143.5	148.7
Industrie du caoutchouc (25.1)	56.9	105.3	108.1	117.2	127.2	133.8	136.5
Transformation de matières plastiques (25.2)	75.1	108.4	123.7	130.7	144.7	150.8	158.8
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	94.1	100.8	99.0	104.6	103.8	94.2	95.3
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	54.8	98.7	97.8	99.6	107.8	105.2	105.3
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	39.3	101.8	101.9	113.3	96.5	81.6	83.9
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	298.1	97.6	94.7	97.7	105.7	92.6	107.3
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	137.4	102.4	98.7	93.0	93.8	82.1	99.7
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	49.9	88.8	89.9	114.6	127.1	117.9	126.1
Travail des métaux (28)	110.8	95.6	91.8	96.0	96.1	98.9	103.7
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	60.3	91.4	88.5	91.9	98.7	112.0	109.3
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	33.9	107.5	108.6	104.1	115.5	129.7	135.1
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	8.7	101.5	116.0	124.8	135.6	131.7	129.3
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	111.7	108.5	116.6	131.7	151.3	120.1	118.5

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3201 Production de l'année – Pondération: Valeur ajoutée

Activité (*)	Pondé- ration	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	103.5	105.3	110.7	118.6	115.3	117.9
Industries des biens intermédiaires	561.8	101.9	102.9	108.2	116.8	112.3	119.1
Industries des biens d'investissement	125.7	93.8	92.3	91.4	97.4	107.7	108.3
Industries des biens de consommation	200.9	111.0	114.5	119.1	123.0	125.5	119.9
Industrie de l'énergie	111.7	108.8	115.6	130.4	152.4	120.8	119.0
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	862.6	103.7	106.6	113.7	122.6	120.5	120.6
Industries extractives (C)	10.5	101.8	92.2	81.9	82.2	79.4	61.0
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	10.5	101.8	92.2	81.9	82.2	79.4	61.0
Industrie manufacturière (D)	877.8	102.8	104.2	108.6	114.8	115.0	118.4
Industries agricoles et alimentaires (DA)	68.5	114.2	116.6	114.5	111.2	117.6	118.4
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	33.5	95.6	96.8	95.9	102.1	112.5	112.8
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	35.0	132.1	135.6	132.4	136.4	137.9	120.4
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	63.3	102.4	104.6	108.0	109.7	114.5	116.5
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	13.8	97.9	119.9	132.4	147.1	145.6	152.6
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	64.6	114.9	117.0	130.5	146.8	152.2	145.4
Industrie chimique (DG=24)	40.4	109.3	115.0	119.3	119.0	116.0	104.5
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	132.0	107.8	117.8	126.0	138.1	143.8	149.0
Industrie du caoutchouc (25.1)	56.9	105.3	108.1	117.4	128.0	134.6	137.5
Transformation de matières plastiques (25.2)	75.1	109.8	125.2	132.6	145.7	150.8	157.7
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	94.1	100.3	99.1	104.6	103.6	95.4	96.4
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	54.8	98.6	97.0	99.3	108.5	105.0	104.4
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	39.3	102.7	102.1	111.8	96.7	82.0	85.3
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	298.1	97.3	94.0	96.8	105.5	92.6	107.8
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	137.4	102.0	97.4	91.9	94.0	82.9	100.7
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	49.9	88.8	89.9	114.6	126.2	119.0	127.3
Travail des métaux (28)	110.8	95.3	91.7	94.9	96.4	98.6	104.6
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	60.3	92.1	89.2	92.8	100.0	113.0	110.4
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	33.9	107.5	108.5	105.0	120.2	129.8	134.5
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	8.7	97.2	112.5	121.2	128.9	133.6	131.1
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	111.7	108.8	115.6	130.4	152.4	120.8	119.0

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3202 Chiffre d'affaires – Pondération: Chiffre d'affaires

Activité (*)	Pondération	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	105.5	105.7	109.3	133.1	135.8	156.5
Industries des biens intermédiaires	643.5	104.7	102.1	105.3	138.0	133.3	153.5
Industries des biens d'investissement	116.7	95.1	95.6	102.1	105.2	111.2	131.2
Industries des biens de consommation	170.5	114.1	123.5	125.0	127.8	131.2	130.8
Industrie de l'énergie	69.3	108.8	111.6	119.9	159.3	212.1	290.2
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	804.8	106.7	108.1	113.0	135.9	141.8	159.0
Industries extractives (C)	6.7	105.1	124.5	118.9	115.7	110.1	117.6
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	6.7	105.1	124.5	118.9	115.7	110.1	117.6
Industrie manufacturière (D)	924.0	105.2	105.1	108.4	131.2	110.1	146.8
Industries agricoles et alimentaires (DA)	70.2	107.5	111.8	107.5	114.4	119.1	125.2
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	36.3	103.7	102.8	102.3	108.1	115.1	120.4
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	33.9	111.6	121.4	113.1	122.8	121.9	126.9
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	56.1	110.3	115.2	122.9	125.5	131.1	132.6
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	15.5	94.3	104.7	113.1	130.4	123.8	126.3
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	48.4	117.1	128.1	132.0	157.4	163.6	159.3
Industrie chimique (DG=24)	68.8	125.4	119.7	118.3	106.6	96.6	68.1
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	129.5	111.2	118.5	126.6	216.5	219.4	244.3
Industrie du caoutchouc (25.1)	50.8	97.8	104.1	111.4	331.1	323.9	338.4
Transformation de matières plastiques (25.2)	78.7	119.8	127.8	136.4	142.4	151.8	183.5
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	71.5	107.9	105.9	103.8	108.0	100.4	105.6
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	38.5	110.2	109.5	105.0	116.8	110.8	110.6
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	33.0	105.2	101.7	102.4	97.9	88.3	99.7
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	364.9	98.2	92.6	94.9	116.3	114.6	152.0
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	195.2	100.4	95.6	93.8	121.3	111.1	146.3
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	46.0	99.2	89.1	102.5	124.1	129.5	176.2
Travail des métaux (28)	123.7	94.5	89.1	93.9	103.4	107.3	129.4
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	69.5	97.5	99.9	108.7	104.0	104.8	123.4
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	23.0	102.1	102.1	113.0	128.7	153.1	165.5
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	6.4	100.1	110.5	129.9	135.3	139.6	138.9
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	69.3	108.8	111.6	119.9	159.3	212.1	290.2

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3203 Entrées de commandes – Pondération: Chiffre d'affaires

Activité (*)	Pondé- ration	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	95.1	94.3	94.3	107.7	106.5	124.2
Industries des biens intermédiaires	703.3	92.2	90.9	88.8	107.7	100.5	120.9
Industries des biens d'investissement	185.7	95.5	90.3	91.9	94.3	111.7	133.5
Industries des biens de consommation	111.1	113.2	122.8	133.0	132.0	136.1	129.4
Industrie de l'énergie	0.0	...	...	...	...	...	-
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	661.8	94.5	94.3	100.3	108.1	112.4	124.9
Industries extractives (C)	0.0	...	...	...	...	...	-
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	0.0	...	...	...	...	...	-
Industrie manufacturière (D)	1 000.0	95.1	94.3	94.3	107.7	106.5	124.2
Industries agricoles et alimentaires (DA)	0.0	...	...	...	...	...	-
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	0.0	...	...	...	...	...	-
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	0.0	...	...	...	...	...	-
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	91.3	106.7	109.2	124.2	127.8	132.1	126.7
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	0.0	...	...	...	...	...	-
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	0.0	...	...	...	...	...	-
Industrie chimique (DG=24)	118.6	94.0	105.2	106.9	99.3	94.6	62.9
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	0.0	...	...	...	...	...	-
Industrie du caoutchouc (25.1)	0.0	...	...	...	...	...	-
Transformation de matières plastiques (25.2)	0.0	...	...	...	...	...	-
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	9.2	106.1	96.7	93.4	115.8	86.7	92.0
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	0.0	...	...	...	...	...	-
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	9.2	106.1	96.7	93.4	115.8	86.7	92.0
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	614.9	93.4	88.2	85.2	110.1	102.1	133.4
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	338.2	96.4	94.2	82.6	107.1	95.0	122.9
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	78.8	93.5	87.0	102.9	123.2	132.6	178.7
Travail des métaux (28)	197.9	88.3	78.4	82.5	99.9	98.3	122.6
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	120.3	90.0	100.1	93.2	89.8	107.7	125.1
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	39.9	109.5	98.5	127.2	141.9	161.2	206.4
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	5.9	110.9	130.5	128.5	148.3	173.1	194.8
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	0.0	...	...	...	...	...	-

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3204 Nombre de salariés – Pondération: Salariés

Activité (*)	Pondération	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	101.5	100.6	99.7	99.2	98.9	97.6
Industries des biens intermédiaires	562.0	99.8	97.7	96.2	94.0	91.1	88.7
Industries des biens d'investissement	187.6	100.1	96.8	96.9	97.6	101.1	103.3
Industries des biens de consommation	225.2	107.0	110.8	110.2	112.4	115.6	113.7
Industrie de l'énergie	25.2	101.3	103.7	105.6	108.6	108.1	109.5
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	863.6	102.5	102.0	101.6	101.7	102.2	100.6
Industries extractives (C)	8.7	99.8	101.1	101.0	102.1	101.2	98.9
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	8.7	99.8	101.1	101.0	102.1	101.2	98.9
Industrie manufacturière (D)	966.1	101.5	100.6	99.5	98.9	98.7	97.3
Industries agricoles et alimentaires (DA)	101.5	104.5	105.3	102.2	102.1	105.7	106.1
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	71.3	101.0	99.7	98.5	101.5	107.3	109.1
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	30.2	112.7	118.6	111.1	113.4	113.5	106.5
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	31.7	105.9	109.1	107.7	105.8	104.8	105.6
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	15.6	97.5	98.1	101.5	98.2	97.0	95.6
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	75.9	105.7	112.0	114.6	119.0	121.5	118.2
Industrie chimique (DG=24)	45.8	104.6	104.5	101.2	98.3	92.1	66.7
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	127.6	103.8	105.5	105.2	104.1	102.9	102.2
Industrie du caoutchouc (25.1)	57.9	97.9	95.5	94.3	92.7	94.5	98.0
Transformation de matières plastiques (25.2)	69.7	108.7	113.8	114.3	113.5	109.9	105.6
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	93.5	99.2	94.2	91.9	88.3	84.7	82.3
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	57.9	98.1	94.8	90.7	86.1	82.4	79.1
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	35.6	100.8	93.1	93.8	91.8	88.4	87.5
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	323.4	98.7	95.5	93.1	88.9	78.7	78.3
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	136.4	94.7	91.9	87.8	83.2	78.4	78.7
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	42.3	101.9	96.1	91.0	85.7	79.5	77.2
Travail des métaux (28)	144.7	101.6	98.7	98.6	97.7	98.4	100.2
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	75.2	100.8	96.5	97.0	98.5	102.1	103.4
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	59.3	99.8	99.6	101.2	103.9	111.8	114.0
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	16.6	109.5	113.5	123.5	134.3	140.5	141.5
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	25.2	101.3	103.7	105.6	108.6	108.1	109.5

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3205 Nombre d'ouvriers – Pondération: Ouvriers

Activité (*)	Pondé- ration	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	100.9	99.0	97.6	96.2	95.9	94.2
Industries des biens intermédiaires	575.8	99.5	96.7	95.3	93.4	90.4	88.0
Industries des biens d'investissement	190.0	99.5	95.2	94.4	94.5	98.1	99.3
Industries des biens de consommation	219.9	105.9	109.1	108.6	110.8	114.0	111.5
Industrie de l'énergie	14.3	95.7	89.0	66.4	7.7	7.0	6.4
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	857.2	101.9	100.4	99.3	98.5	99.0	96.8
Industries extractives (C)	9.7	98.6	100.1	99.6	100.8	99.8	97.0
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	9.7	98.6	100.1	99.6	100.8	99.8	97.0
Industrie manufacturière (D)	976.0	101.0	99.2	98.1	97.4	97.1	95.4
Industries agricoles et alimentaires (DA)	120.5	104.0	104.6	102.4	103.1	108.4	109.2
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	89.9	100.9	99.6	98.4	103.3	111.0	113.2
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	30.6	112.9	118.8	113.6	115.8	115.8	106.5
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	29.1	101.5	103.4	101.5	97.0	94.6	93.7
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	16.9	96.7	94.3	99.6	96.6	95.3	95.1
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	56.6	105.0	110.7	116.0	122.1	121.9	114.5
Industrie chimique (DG=24)	40.4	100.8	97.3	93.9	90.2	81.8	57.1
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	109.9	106.9	109.8	109.8	109.1	108.6	108.2
Industrie du caoutchouc (25.1)	61.4	97.6	95.6	94.1	92.5	94.0	98.1
Transformation de matières plastiques (25.2)	48.5	118.6	127.8	129.6	130.0	127.0	121.1
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	103.5	98.3	93.3	89.8	85.3	81.6	78.5
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	64.8	97.2	93.7	87.9	82.9	79.1	75.5
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	38.7	100.1	92.6	92.9	89.5	85.8	83.4
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	352.8	98.3	94.2	92.3	87.2	76.4	76.0
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	142.8	94.5	91.1	87.8	82.2	77.3	78.0
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	46.8	101.2	93.6	87.4	80.8	73.7	70.0
Travail des métaux (28)	163.2	100.8	97.1	97.7	98.6	100.1	101.1
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	67.5	100.1	95.1	94.0	95.3	99.4	100.4
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	63.1	99.9	96.9	96.4	98.0	105.1	104.9
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	18.8	110.5	117.6	125.0	132.6	133.5	138.4
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	14.3	95.7	89.0	66.4	7.7	7.0	6.4

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3206 Volume de travail presté – Pondération: Heures-ouvriers travaillées

Activité (*)	Pondé- ration	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	100.0	98.2	98.0	97.9	95.2	93.9
Industries des biens intermédiaires	576.9	99.6	97.0	96.5	96.6	89.7	88.2
Industries des biens d'investissement	189.7	95.3	89.8	90.2	91.2	92.8	93.8
Industries des biens de consommation	219.3	105.4	109.3	110.6	114.7	117.3	114.4
Industrie de l'énergie	14.0	95.7	86.3	66.9	7.3	6.7	6.2
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	859.4	101.1	99.6	99.8	100.4	98.0	96.0
Industries extractives (C)	9.8	96.6	98.3	97.6	95.3	92.8	93.7
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	9.8	96.6	98.3	97.6	95.3	92.8	93.7
Industrie manufacturière (D)	976.1	100.1	98.4	98.4	99.2	96.4	95.1
Industries agricoles et alimentaires (DA)	116.3	103.7	104.8	101.4	107.5	113.2	113.6
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	85.9	99.6	100.5	99.1	105.4	117.6	119.1
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	30.4	115.4	117.0	107.9	111.4	109.8	103.0
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	29.8	99.3	102.5	100.6	98.1	94.2	93.3
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	16.4	95.0	92.9	100.1	97.4	98.3	95.4
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	56.0	106.7	109.8	125.1	130.2	128.6	116.5
Industrie chimique (DG=24)	41.4	91.8	96.7	93.3	88.9	82.0	55.9
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	110.6	110.6	113.0	115.8	117.8	108.2	109.7
Industrie du caoutchouc (25.1)	62.1	99.3	97.8	97.4	96.8	95.2	99.0
Transformation de matières plastiques (25.2)	48.5	125.1	132.4	139.3	144.6	124.8	123.4
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	101.3	102.1	97.0	94.5	90.5	80.4	76.4
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	62.8	101.7	101.0	93.7	91.2	78.9	75.3
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	38.5	102.7	90.5	95.8	89.4	82.9	78.3
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	355.0	96.3	91.9	90.3	87.0	76.5	78.1
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	140.6	93.3	89.5	86.7	82.7	77.6	80.7
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	47.3	98.1	91.0	87.1	82.6	73.1	70.4
Travail des métaux (28)	167.1	98.3	94.1	94.2	95.6	94.6	96.7
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	69.0	96.9	92.6	91.9	93.2	97.1	98.5
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	61.9	94.8	89.8	91.8	95.8	99.9	99.2
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	18.4	110.7	120.5	124.9	136.0	136.7	142.7
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	14.0	95.7	86.3	66.9	7.3	6.7	6.2

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3207 Salaires et traitements – Pondération: Salaires et traitements

Activité (*)	Pondé- ration	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	105.5	106.9	108.8	111.2	113.4	116.7
Industries des biens intermédiaires	592.6	103.7	103.1	104.4	102.2	103.8	105.6
Industries des biens d'investissement	166.9	103.5	103.4	106.3	105.4	117.2	125.1
Industries des biens de consommation	203.0	111.8	120.2	121.4	123.1	134.1	137.6
Industrie de l'énergie	37.5	106.7	111.4	122.2	131.9	136.4	142.0
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	839.5	106.6	108.4	111.0	114.2	117.6	120.2
Industries extractives (C)	8.1	104.9	111.7	112.9	112.4	110.3	121.4
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	8.1	104.9	111.7	112.9	112.4	110.3	121.4
Industrie manufacturière (D)	954.5	105.4	106.7	108.3	110.4	112.5	115.7
Industries agricoles et alimentaires (DA)	76.6	109.3	112.5	109.9	115.6	122.1	124.4
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	48.6	103.3	105.3	106.0	112.8	122.8	125.9
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	28.0	119.8	128.0	116.8	127.3	130.2	127.4
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	36.9	107.5	112.9	113.0	118.3	120.3	124.8
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	14.1	107.8	107.0	113.6	114.7	117.5	115.6
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	79.1	112.4	121.5	126.1	126.4	139.9	144.6
Industrie chimique (DG=24)	47.2	106.4	112.7	112.1	111.8	114.9	79.5
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	149.9	104.6	106.6	110.2	110.5	111.5	114.3
Industrie du caoutchouc (25.1)	77.5	103.3	104.6	104.5	104.3	105.9	113.4
Transformation de matières plastiques (25.2)	72.4	106.0	108.7	116.3	117.2	117.4	115.4
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	84.5	108.4	102.6	104.1	103.8	99.2	106.5
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	49.2	106.8	101.0	101.2	100.6	95.0	103.6
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	35.3	110.6	104.9	108.3	108.3	105.0	110.6
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	333.3	102.6	101.1	100.8	99.9	92.0	97.3
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	160.5	99.6	99.2	97.3	95.1	91.7	98.2
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	44.7	102.6	99.3	98.3	96.9	93.3	94.3
Travail des métaux (28)	128.1	106.3	104.2	106.0	107.7	111.0	116.9
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	80.5	103.5	104.2	109.1	111.3	116.4	124.5
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	41.1	102.0	106.0	110.1	118.4	138.6	147.6
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	11.3	114.1	128.6	145.9	157.8	173.0	186.9
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	37.5	106.7	111.4	122.2	131.9	136.4	142.0

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3208 Salaires – Pondération: Salaires

Activité (*)	Pondération	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	105.5	105.1	106.4	107.5	108.7	111.1
Industries des biens intermédiaires	618.5	104.9	102.6	103.9	102.5	103.1	105.2
Industries des biens d'investissement	170.2	101.0	99.6	101.3	100.6	112.3	117.3
Industries des biens de consommation	191.8	111.7	118.7	122.3	124.2	133.5	135.2
Industrie de l'énergie	19.4	103.5	96.9	73.2	8.9	8.3	8.1
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	830.0	106.6	106.5	108.4	110.4	112.8	114.2
Industries extractives (C)	9.9	104.9	110.4	111.2	110.2	107.0	117.6
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	9.9	104.9	110.4	111.2	110.2	107.0	117.6
Industrie manufacturière (D)	970.7	105.6	105.2	107.0	109.5	110.7	113.1
Industries agricoles et alimentaires (DA)	88.8	108.9	112.3	111.3	119.0	128.1	131.3
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	62.4	103.5	106.3	107.5	118.7	132.0	136.4
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	26.4	121.5	126.3	120.3	131.1	133.3	127.2
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	32.5	105.4	111.3	112.0	109.4	107.8	109.2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	18.0	108.5	105.2	113.6	116.3	118.4	119.1
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	58.0	113.5	118.9	129.8	133.6	139.8	136.6
Industrie chimique (DG=24)	39.7	105.7	109.1	108.0	108.0	112.9	71.3
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	129.6	109.4	111.7	115.2	118.1	118.4	120.2
Industrie du caoutchouc (25.1)	86.0	102.5	103.3	103.4	103.8	105.9	111.5
Transformation de matières plastiques (25.2)	43.6	123.0	128.4	138.5	146.3	142.9	137.4
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	96.5	109.1	103.9	104.7	102.6	96.9	106.4
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	57.1	109.5	103.5	102.5	100.6	94.1	108.0
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	39.4	108.5	104.5	107.9	105.5	100.9	104.0
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	373.9	102.2	99.0	99.3	97.4	87.6	93.0
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	170.0	100.4	98.0	96.7	93.4	88.4	96.1
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	52.9	102.2	95.1	92.2	89.6	84.9	82.7
Travail des métaux (28)	151.0	104.2	101.5	104.8	109.1	112.5	117.3
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	74.1	101.5	101.4	103.0	106.5	113.5	119.5
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	45.1	100.8	98.6	100.4	105.8	122.3	126.9
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	14.4	114.9	130.6	146.9	156.8	163.3	182.2
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	19.4	103.5	96.9	73.2	8.9	8.3	8.1

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 3209 Valeur de la production – Pondération: Valeur de la production

Activité (*)	Pondé- ration	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble de l'industrie (sans bâtiment et génie civil) (C+D +E)	1 000.0	105.1	104.0	108.0	120.0	123.3	135.2
Industries des biens intermédiaires	630.3	103.6	100.0	103.9	117.1	116.9	133.7
Industries des biens d'investissement	121.3	93.5	98.1	98.6	107.3	124.1	126.5
Industries des biens de consommation	187.1	112.9	117.9	122.4	122.8	126.6	120.7
Industrie de l'énergie	61.3	119.2	113.6	124.5	144.7	149.0	178.4
Ensemble de l'industrie à l'exclusion de la sidérurgie ((C+D +E) – 27.10)	825.5	105.7	105.8	111.6	120.5	125.4	133.7
Industries extractives (C)	7.4	107.2	105.1	94.9	95.3	93.1	74.2
Extraction de pierres, de sables et d'argiles (CB = 14)	7.4	107.2	105.1	94.9	95.3	93.1	74.2
Industrie manufacturière (D)	931.2	104.1	103.3	107.0	117.1	120.4	130.4
Industries agricoles et alimentaires (DA)	75.0	112.7	118.5	114.8	110.8	117.2	123.6
Industrie alimentaire (15.1 à 15.8)	38.4	99.8	103.2	102.4	115.7	128.2	136.4
Industrie des boissons et du tabac (15.9 + 16)	36.6	126.2	134.6	127.7	122.0	121.8	98.5
Industrie textile, habillement etc. (DB + DC = 17 à 19)	62.6	107.1	105.9	112.2	108.5	114.1	113.8
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD = 20)	17.6	91.4	111.1	112.8	136.9	143.7	154.0
Industrie du papier et du carton – Édition et imprimerie (DE = 21 + 22)	53.8	119.1	123.6	146.3	154.1	162.0	154.7
Industrie chimique (DG=24)	60.8	107.0	102.1	105.0	96.2	100.9	84.4
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	116.9	116.4	120.5	129.6	123.5	124.9	136.4
Industrie du caoutchouc (25.1)	38.6	108.3	112.4	124.7	133.9	137.5	158.1
Transformation de matières plastiques (25.2)	78.3	120.5	124.5	132.1	115.6	115.3	120.0
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	77.7	101.1	97.2	97.9	101.7	94.3	100.8
Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques (26.1 à 26.3)	43.0	103.2	96.0	99.2	108.3	107.2	120.8
Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs (26.4 à 26.8)	34.7	98.4	98.6	96.3	92.5	76.2	73.0
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	365.7	98.7	92.0	93.5	112.9	111.5	148.0
Sidérurgie et fabrication de tubes (27.1 + 27.2)	174.5	102.0	95.2	90.8	116.5	110.5	144.7
Première transformation de l'acier – Production de métaux non ferreux – Fonderie (27.3 à 27.5)	53.4	99.5	92.8	105.1	111.9	114.4	157.2
Travail des métaux (28)	137.8	94.1	87.7	92.5	110.3	121.5	133.2
Fabrication de machines et d'équipements (DK = 29)	67.8	91.8	102.0	102.1	104.7	114.6	109.1
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL = 30 à 33)	26.4	105.4	107.8	112.7	131.8	161.9	174.7
Fabrication de matériel de transport – Autres industries manufacturières (DM + DN = 34 à 36)	7.1	103.0	117.0	132.6	138.2	145.2	144.0
Production et distribution d'électricité et de gaz (E = 40)	61.3	119.2	113.6	124.5	144.7	149.0	178.4

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Code NACE (Rév.1).

C. 33 Indices des prix à la production des produits industriels

L'indice harmonisé des prix des produits industriels est établi dans les pays-membres de l'Union européenne sur initiative de l'Office Statistique des Communautés Européennes (Eurostat). Les concepts et méthodes proposés par l'office avaient été discutés au sein d'un groupe de travail composé des représentants des instituts nationaux de statistique, qui a élaboré en 1980 un document méthodologique de base, sur lequel se fonde l'indice luxembourgeois. Il a été calculé sur la base 100 en 1980 pour les années 1980 à 1987 et paraît actuellement sur la base 2000.

L'indice des prix à la production des produits industriels mesure l'évolution pure des prix des produits industriels au premier stade de commercialisation.

Le champ couvert est l'industrie telle qu'elle est définie par les divisions 1 à 4 de la N.A.C.E. Sont toutefois exclues de l'observation certaines branches à caractère purement artisanal, ainsi que, à titre provisoire, la production et la distribution d'énergie électrique et de gaz.

Les transactions observées sont les ventes, les unités enquêtées étant les entreprises industrielles en tant que vendeurs. Les prix relevés sont des prix départ-usine, y compris impôts nets sur le produit, TVA exclue, autres taxes et subventions incluses déduction faite de toutes sortes de rabais. Il s'agit en principe des prix aux jours de la commande, tels qu'ils résultent de ventes effectives.

Les produits auxquels les prix se rapportent sont sélectionnés en étroite collaboration avec les entreprises concernées. Préférence est donnée à des produits qui ont une importance élevée ou sont représentatifs pour tout un groupe de produits, et qui ont une certaine longévité sur le marché sous la même forme technique et commerciale. Ils sont référencés par rapport à la nomenclature communautaire des produits industriels (PRODCOM), chaque produit étant classé dans un seul groupe de produits, quel que soit le secteur auquel appartient l'entreprise productrice, les indices agrégés partiels correspondant donc à des catégories de produits et non à des branches d'activité.

Le calcul des indices partiels et de l'indice général - qui sont publiés mensuellement sur l'indicateur rapide Série A3 - se fait selon la formule de Laspeyres sous la forme d'une moyenne arithmétique pondérée d'indices élémentaires. Chaque prix relevé, rapporté au prix de base qui lui correspond et qui est égal à la moyenne arithmétique simple des douze prix mensuels de l'année de base, fournit un indice élémentaire, à chaque indice élémentaire est affecté un poids fixe avec lequel il entre dans l'opération d'agrégation menant aux indices partiels et à l'indice général. Ces poids reposent sur le chiffre d'affaires des ventes des produits de la propre production des entreprises. Ils sont dérivés d'une part de l'enquête sur la valeur ajoutée de l'année de base, d'autre part ils se fondent sur les informations spécifiques fournies par les entreprises.



Bibliographie

- L'indice des prix à la production des produits industriels: Bulletins du Statec N°1/1985; N°2/1988; N°2/1996 et N°8/1999.
- Indicateurs rapides, série A 3.

C. 3300 Indices des prix à la production des produits industriels

Spécification (*)	Pondération en pour-mille	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ensemble des produits industriels (14 à 36)	1 000.00	99.84	99.04	100.23	109.27	117.97	127.20
Biens intermédiaires	675.90	98.20	97.27	98.04	110.62	121.93	132.96
Biens d'équipement	109.90	100.65	102.66	103.37	109.12	109.18	110.12
Biens de consommation	136.30	102.05	103.28	105.04	105.02	105.91	107.18
Biens énergétiques	77.90	109.14	101.84	106.46	105.30	117.07	140.22
Prix sur le marché intérieur	240.70	104.13	103.01	106.74	116.40	120.96	137.26
Prix sur le marché UE (hors Luxembourg)	626.80	98.44	97.69	98.20	106.85	116.29	124.84
Prix à l'exportation (hors UE)	132.50	98.69	98.23	98.03	107.87	120.62	122.08
Prix par catégories de produits							
Pierres, sables, etc. 14	7.70	106.81	112.56	117.38	120.32	123.36	126.01
Produits alimentaires (15.1 à 15.8)	19.20	105.78	104.18	105.98	108.23	108.80	112.16
Boissons et tabac (15.9 + 16)	37.40	101.59	103.44	104.40	105.40	106.83	107.71
Textiles, habillement, etc. (17 à 19)	58.60	102.54	103.25	104.25	101.68	100.70	100.97
Articles en papier - Imprimés (21 + 22)	23.60	103.60	103.89	108.17	109.96	116.20	118.64
Produits chimiques, fibres artificielles ou synthétiques (24)	44.70	92.12	90.37	90.66	95.23	90.72	79.97
Articles en caoutchouc et en matières plastiques (25)	113.80	101.52	100.74	99.96	98.05	97.41	99.55
Autres produits minéraux non métalliques (26)	76.00	105.16	105.40	103.16	102.09	102.14	107.22
Matériaux de construction (26.5 à 26.8)	26.30	101.54	103.36	103.40	107.05	110.68	114.90
Produits sidérurgiques et ferro-alliages, tubes (27.1 à 27.3)	268.10	94.91	96.72	99.58	128.56	145.31	167.47
Métaux non ferreux et produits de fonderie (27.4 + 27.5)	41.50	103.13	89.80	79.64	81.56	90.48	116.12
Ouvrages en métaux (28)	119.20	99.04	97.08	101.05	108.96	135.13	133.91
Machines et équipements (29)	70.80	99.58	102.69	103.36	108.73	106.33	105.65
Equipements électriques et électroniques (30 à 33)	20.30	101.63	100.77	99.98	101.06	98.94	98.34
Autres produits des industries manufacturières (20, 34 à 37)	21.30	90.95	85.14	83.67	85.09	89.49	94.68
Electricité, gaz et eau (40 + 41)	77.90	109.14	101.84	106.46	105.30	117.07	140.22

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000. Entre parenthèses: Nomenclature commune des produits industriels.

C. 34 Industries sidérurgiques et manufacturières

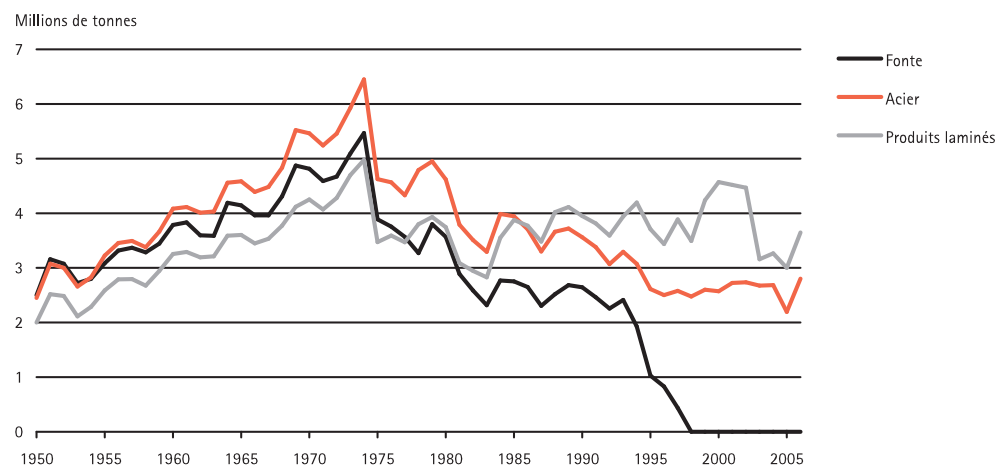
C. 3400 Productions sidérurgiques

Production (°)	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: 1 000 tonnes							
Importation de minerai de fer	6 173	-	-	-	-	-	-	-
Acier brut	3 560	2 571	2 725	2 736	2 675	2 684	2 194	2 802
Produits laminés	3 950	4 571	4 519	4 467	3 157	3 265	3 001	3 648
Produits finis laminés	3 524	4 130	3 990	3 947	2 832	2 945	2 655	3 268
Profils (poutrelles, etc)	1 192	1 058	959	901	1 460	1 501	1 670	2 030
Laminés marchands (ronds à béton)	643	750	842	833	468	509	285	430
Tôles et coils	632	1 033	929	936	747	801	667	808
Feuillards et bandes à chaud	278	-	-	-	-	-	-	-
Feuillards et bandes à froid	28	77	87	90	157	133	33	-
Demi-produits	426	442	529	520	325	320	346	380

Source: ArcelorMittal

(°) Production physique.

Production sidérurgique



Source: Statec

C. 3401 Distilleries en activité

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Distilleries de matières farineuses	51	19	17	20	16	21	19	16
Distilleries de fruits	354	185	176	108	97	124	90	85

Source: Administration des Douanes et Accises

C. 3402 Production, importation et exportation d'alcools

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
							Unité: Litres (100% vol.)	
Quantité d'alcools imposée	207 349	123 238	102 082	63 455	62 616	60 839	71 641	60 988
De matières farineuses	48 744	20 560	8 162	4 018	6 877	3 960	4 137	3 459
De fruits	158 605	102 678	93 920	59 437	55 739	56 879	67 504	57 529
Quantités d'alcools dénaturés	222 807	226 086	337 568	305 235	287 140	326 694	381 841	295 514
dont alcools indigènes	...	...	6 971	-	-	-	-	-
Alcools exportés	28 806	20 049	933	1 833	539	1 221	719	731
Alcools importés pour la consommation ^(*)	3 118 134	2 281 761	2 374 604	2 490 000	2 881 038	2 749 200	2 629 179	2 467 139

Source: Administration des Douanes et Accises

(*) Consommation par habitant: Les ventes d'alcools sur le territoire sont égales à: Production + Importation - Exportation - Dénaturation. Elles incluent toutefois une large part d'achats par des non-résidents (touristes, personnes en transit, frontaliers).

(*) En raison de l'introduction d'un nouveau régime d'accises applicable aux produits alcooliques une grande partie des exportations échappe à l'observation de l'administration des douanes à partir de 2000.

C. 3403 Production, exportation, importation et consommation de bières

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
							Unité: hl	
Brasseries en activité	6	5	4	4	4	4	4	4
Quantité de bière produite	756 424	599 839	438 423	386 021	390 694	377 272	373 651	...
Quantité de bière vendue	729 404	590 524	418 239	383 327	373 453	375 714	363 322	...
Quantité de bière exportée	348 670	193 184	154 890	83 699	80 050	94 778	101 783	107 418
Belgique	-	134 980	87 838	62 103	60 148	54 675	60 336	65 321
Allemagne	-	1 523	519	3 243	98	553	2 587	1 618
France	-	45 644	51 879	14 016	14 343	13 903	13 740	15 922
Pays-Bas	-	122	230	2 118	3 699	24 235	24 129	23 956
Autres	-	10 915	14 425	2 219	1 761	1 411	992	601
Quantité de bière importée	39 600	60 578	207 935	148 248	190 205	205 744	214 929	209 076
Belgique	6 512	16 970	124 328	53 099	73 908	100 607	105 759	101 673
Allemagne	24 600	35 865	29 848	37 981	46 276	39 106	36 315	35 997
France	4 890	1 519	12 740	7 447	7 635	8 979	10 345	8 386
Portugal	-	1 105	27 644	31 010	47 295	40 578	45 882	47 455
Pays-Bas	-	2 796	7 963	13 836	6 403	6 625	7 370	6 665
Autres	3 598	2 323	5 411	4 873	8 688	9 849	9 259	8 900
Consommation	420 334	457 918	471 284	447 875	483 608	486 681	476 468	...

Source: Fédération des brasseurs / Statec

Énergie électrique

Pour les tableaux C. 3509 – C. 3512, les valeurs données concernent uniquement les réseaux de Cegedel S.A. (Cegedel S.A. = Concessionnaire général pour la distribution d'énergie électrique). Ainsi, la longueur des lignes et le nombre des postes sont ceux des réseaux de Cegedel S.A. et des clients directement raccordés aux réseaux de Cegedel S.A. Ces valeurs ne tiennent pas compte de la longueur des réseaux et du nombre des clients chez les distributeurs. La longueur des lignes du réseau de Sotel n'est pas comprise.

La vente d'énergie est le total des réseaux de Cegedel S.A. ainsi que de l'énergie vendue aux distributeurs. Une autoproduction installée chez un distributeur et pour laquelle Cegedel S.A. n'est pas acheteur/revendeur du courant produit n'est pas considérée. En outre, il faut remarquer que la consommation dans les réseaux de Sotel n'est pas comprise dans les chiffres de Cegedel S.A.

Définitions

Énergie primaire

Toute forme d'énergie produite directement par la nature. Les exemples les plus évidents sont la houille, le lignite, le pétrole brut et le gaz naturel. Mais on compte également parmi les énergies primaires, l'électricité d'origine hydraulique, géothermique et nucléaire, l'énergie éolienne, l'énergie solaire etc.

Énergie secondaire

Toute forme d'énergie résultant d'un processus de transformation. (ex. dérivés du charbon, gaz manufacturés, produits pétroliers, énergie électrique).

Énergie électrique produite (kWh)

Brute, elle est mesurée aux bornes de tous les groupes d'une centrale et elle comprend l'énergie électrique absorbée par les services auxiliaires et les pertes dans les transformateurs;

Nette, elle s'entend mesurée à la sortie de la centrale, c.-à-d. abstraction faite de la consommation des services auxiliaires et des pertes dans les transformateurs.

Consommation (s'applique à l'énergie en général)

Brute: La consommation brute représente la quantité d'énergie nécessaire au niveau de l'approvisionnement à une entité géographique pour couvrir les besoins intérieurs. Pour le Luxembourg, elle couvre donc les importations d'énergie primaire, les importations nettes d'électricité, les sources d'énergie renouvelables ainsi que l'exploitation énergétique des déchets;

Finale: Les données concernent l'énergie fournie aux consommateurs. Par rapport à la consommation brute, l'énergie peut avoir subi des transformations, p.ex. dans les centrales thermiques.

Tension de l'énergie électrique

Basse tension: 250 V/400 V

Moyenne tension: 15 kV/20 kV

Haute tension: 65 kV/220 kV

Calorie

Unité de quantité de chaleur, équivalent à la quantité de chaleur nécessaire pour élever d'un degré Celsius la température d'un gramme d'eau (symbole: cal):

1 cal = 4.186 joules

1 kilocalorie ou kcal = 1 000 calories

1 Gigacalorie ou Gcal = 10^6 kcal = 10^9 calories

Joule

Unité de mesure de travail, d'énergie ou de quantité de chaleur:

1 Joule (J) = 0,2388 calorie

1 Gigajoule ou GJ = 10^9 J = 10^6 kJ

Tec

Tonne équivalent charbon: cette unité permet de comptabiliser les différentes sources d'énergie en prenant comme point de référence leur contenu énergétique:

1 tec = 7 Gcal = 29,3 GJ

1 Mtec = 1 million de tec

1 tec = 0,7 tep

Kilowatt

Unité de puissance égale à 1 000 watts, utilisée principalement en électricité pour mesurer la puissance d'une installation de production: on parle dans ce cas du kilowatt électrique qui s'écrit kWe.

Les multiples sont:

- le Mégawatt (ou MWe) qui vaut mille kilowatts (10^3 kWe)
- le Gigawatt (ou GWe) qui vaut un million de kW (10^6 kWe)

Kilowatt-heure (ou kWh) (unité-d'énergie ou de travail)

Énergie produite resp. consommée pendant une heure par une machine d'une puissance d'un kilowatt. Les multiples les plus utilisés sont le Gigawatt-heure (ou GWh) qui vaut un million de kilowatts heure (10^6 kWh) et le Terawatt heure (ou TWh) qui vaut un milliard de kilowatts heure (10^9 kWh)

1 kWh = 860 Kcal = 3 600 kJ

Nm³ de gaz

1 Norme m³ (Nm³) = quantité de gaz sec qui à une température de 0° C et une pression absolue de 1,01325 bar occupe un espace de 1 m³.

Pour le gaz H, 1 Nm³ a un pouvoir calorifique supérieur de 10 000 kcal = 41 868 kJ

Tep

Tonne équivalent pétrole: cette unité permet de comptabiliser les différentes sources d'énergie en prenant comme point de référence leur contenu énergétique:

1 tep = 10 Gcal = 41.8 GJ

1 Mtep = 10⁶ tep

1 tep = 1.43 tec

Tableau de conversion d'unités d'énergie et de travail

	kcal	kJ	GJ	kWh	tec	tep	m ³ gaz H (PC S)
kcal	-	4,1868	4,1868x10 ⁻⁶	1,163x10 ⁻³	0,143x10 ⁻⁶	10 ⁻⁷	10 ⁻⁴
kJ	0,2388	-	10 ⁻⁶	0,278x10 ⁻³	34,1x10 ⁻⁹	23,9x10 ⁻⁹	23,9x10 ⁻⁶
GJ	238 800	10 ⁶ 1 000 000	-	0,278x10 ³ 278	34,1x10 ⁻³ 0.0341	23,9x10 ⁻³ 0.0239	23,9
kWh	860	3600	3,6x10 ⁻³ 0.0036	-	0,123x10 ⁻³	0,086x10 ⁻³	0,086
tec	7x10 ⁶ 7 000 000	29,3x10 ⁶ 29 300 000	29,3	8 140	-	0,7	700
tep	10x10 ⁶ 10 000 000	41,8x10 ⁶ 41 800 000	41,8	11 600	1,43	-	1 000
m ³ gaz H (PC S)	10 ⁴ 10 000	41,8x10 ³ 41 800	41,8x10 ⁻³ 0.0418	11,6	1,43x10 ⁻³	10 ⁻³	-

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, Direction de l'énergie et des communications

 Internet

Institut Luxembourg de Régulation: www.ilr.etat.lu
 Service de l'Énergie de l'État: www.see.etat.lu
 CEGEDEL S.A.: www.cegedel.lu

 Bibliographie

Institut Luxembourg de Régulation: Rapport annuel

C. 3500 Part des différentes formes d'énergie dans la consommation intérieure brute

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier TEP							
Total	3 640	3 605	3 634	4 015	4 263	4 653	4 775	4 788
Combustibles solides	1 890	1 198	128	94	80	96	83	112
Pétrole	1 078	1 584	2 228	2 426	2 622	2 868	3 029	2 920
Gaz naturel	427	478	745	1 171	1 183	1 334	1 310	1 371
Énergie électrique	245	318	486	280	327	296	294	322
Autres	.	27	47	44	51	59	59	63
Indice de la consommation intérieure brute (Base 100 en 1990)	105	100	101	111	118	129	132	133

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

C. 3501 Consommation finale énergétique (après transformation) selon les différentes formes d'énergie

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier TEP							
Total	3 407	3 440	3 582	3 763	3 981	4 340	4 445	4 431
Charbon	1 342	820	128	94	80	96	83	111
Gaz dérivés	346	202	0	-	-	-	-	-
Pétrole	1 049	1 581	2 228	2 426	2 622	2 868	3 030	2 920
Gaz naturel	360	464	693	704	704	755	726	760
Énergie électrique	310	358	492	488	517	552	530	560
Cogénération (chaleur)	-	-	27	37	42	54	60	64
Biomasse	-	15	15	15	15	15	16	16

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

C. 3502 Consommation finale d'énergie selon les différents secteurs

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier TEP							
Total	3 375	3 440	3 582	3 764	3 980	4 340	4 445	4 445
Industrie	2 274	1 919	1 041	993	995	1 074	1 020	1 021
dont: sidérurgie	1 997	1 488	351	...	...	...	...	...
Transports	490	980	1 894	2 090	2 294	2 528	2 703	2 702
Autres	610	541	647	681	691	738	722	722

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

C. 3503 Consommation finale d'énergie selon les différents secteurs et par forme d'énergie

Spécification	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier TEP							
Total	3 215	3 582	3 722	3 764	3 980	4 340	4 445	4 432
Charbon et gaz	448	128	112	94	80	96	83	112
Pétrole	1 736	2 229	2 369	2 426	2 622	2 868	3 030	2 920
Gaz naturel	571	693	708	704	704	755	726	760
Électricité	431	491	485	488	517	552	530	560
Cogénération	14	26	33	37	42	54	60	64
Biomasse	15	15	15	15	15	15	16	16
Industrie	1 330	1 041	1 018	993	995	1 074	1 020	1 098
Charbon et gaz	439	124	108	93	79	95	82	111
Pétrole	221	110	120	111	111	113	115	108
Gaz naturel	368	459	451	450	442	474	452	485
Électricité	290	331	318	318	342	365	342	366
Cogénération	12	17	21	21	21	27	29	28
Biomasse	-	-	-	-	-	-	-	-
Transports	1 278	1 894	1 998	2 090	2 294	2 528	2 703	2 621
Charbon et gaz	-	-	-	-	-	-	-	-
Pétrole	1 271	1 886	1 989	2 081	2 285	2 520	2 694	2 610
Gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-
Électricité	7	8	9	9	9	8	8	10
Cogénération	-	-	-	-	-	-	-	-
Biomasse	-	-	-	-	-	-	1	1
Domestique	607	647	706	681	691	738	722	713
Charbon et gaz	10	4	4	1	1	1	1	1
Pétrole	244	233	260	234	226	235	221	202
Gaz naturel	203	234	257	254	266	281	274	275
Électricité	134	152	158	161	166	178	179	184
Cogénération	2	9	12	16	23	27	32	36
Biomasse	15	15	15	15	15	15	15	15

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

C. 3504 Puissance maximale nette des centrales électriques

Spécification (°)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Megawatt							
Total	1 363.5	1 238.6	1 225.6	1 599.3	1 626.8	1 655.3	1 655.3	1 655.3
Centrales thermiques	231.0	106.0	72.0	442.9	451.4	458.6	458.6	458.6
Centrales thermiques classiques	231.0	106.0	8.5	358.5	358.5	358.5	358.5	358.5
Centrales de cogénération	.	.	63.5	90.2	97.0	99.5	100.7	101.0
dont: Biogaz	.	.	0.5	3.0	3.9	4.6	4.6	5.9
Centrales des énergies nouvelles et renouvelables	1 132.5	1 132.6	1 147.4	1 149.5	1 169.7	1 192.6	1 192.6	1 193.1
Centrales hydro-électriques	1 132.5	1 132.6	1 133.4	1 134.0	1 134.0	1 134.1	1 134.1	1 134.5
Sans pompage	32.5	32.6	34.0	34.0	34.0	34.1	34.1	34.2
SEE	19.8	19.8	20.4	20.4	20.4	20.4	20.4	20.4
SEO (°)	1 112.3	1 112.3	1 112.3	1 112.1	1 112.1	1 112.1	1 112.1	1 112.3
SEO sans pompage	12.3	12.3	12.3	12.1	12.1	12.1	12.1	12.3
Centrales privées	0.3	0.5	0.8	1.6	1.6	1.7	1.7	1.8
Centrales éoliennes	.	.	13.9	13.9	20.5	34.9	34.9	34.9
Centrales photovoltaïques	.	.	0.1	1.6	15.2	23.6	23.6	23.7

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

(°) Puissance maximale nette au 31.12.

(°) Dont 1 100 MW pour la centrale de pompage de Vianden en 1980 (mise en service de la 10e machine).

C. 3505 Consommation de combustibles pour la production d'énergie électrique

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Gaz de hauts fourneaux								
Mio Nm ³	1 476	1 775	.	.	.	.	.	.
Terajoule	6 170	6 378	.	.	.	.	.	.
Gaz naturel et Biogaz								
Mio Nm ³	88.0	12.8	60.1	470.0	476.0	515.0	559.0	612.0
Terajoule	3 109	448	2 195	19 541	19 802	21 442	23 257	25 564
Fuel-oil								
1 000 t	24.0	3.0	0.2	1.0	0.2	0.2	0.0	0.0
Terajoule	1 007	117	8	22	5	4	0	1
Autres								
Terajoule	856	1 037	1 198	1 215	1 315	1 595	1 498	1 498
Consommation spécifique moyenne des centrales thermiques								
Kilojoule - Kilowatt/heure net	14 330	15 419	13 434	7 962	8 094	7 204	7 846	7 846

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

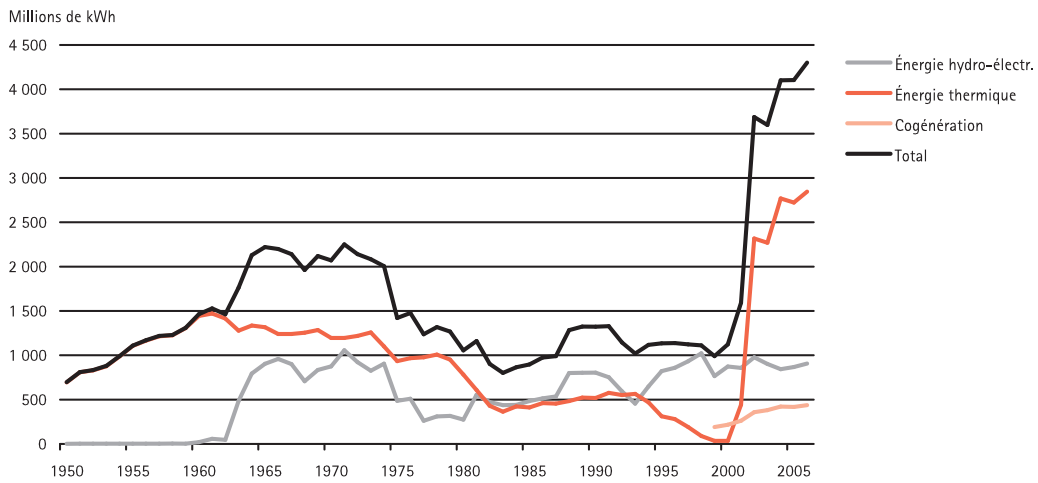
C. 3506 Production d'énergie électrique par producteur

Spécification (*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier KWh							
Production brute	1 114 979	1 378 237	1 155 907	3 714 352	3 621 419	4 131 849	4 129 122	4 333 511
Thermique	828 309	558 718	51 498	2 333 306	2 285 481	2 787 374	2 736 604	2 866 494
Sidérurgique	709 039	490 956	.	.	.	.	.	.
Autres centrales	119 270	67 762	51 498	2 333 306	2 285 481	2 787 374	2 736 604	2 866 494
Hydro-électrique	286 670	819 519	887 925	988 906	910 963	853 966	877 425	917 231
SEO, Vianden	200 428	752 002	747 125	.	837 025	758 327	792 399	814 565
Esch/Sûre + Rosport	48 609	39 934	61 792	.	30 674	41 433	31 292	40 970
Moselle	34 774	24 494	55 818	.	38 110	48 931	48 917	56 822
Petites centrales privées	2 859	3 089	23 191	.	5 154	5 275	4 817	4 874
Cogénération	.	.	216 483	357 964	382 283	421 567	417 925	438 091
Éolienne	.	.	.	24 731	26 168	39 399	52 251	57 986
Biogaz	.	.	.	9 297	15 127	20 344	27 220	32 595
Photovoltaïque	.	.	.	148	1 397	9 199	17 698	21 114
Production nette	1 056 004	1 322 035	1 123 555	3 687 852	3 597 099	4 102 051	4 104 408	4 301 315
Thermique	781 931	517 797	34 080	2 317 779	2 269 746	2 769 085	2 722 155	2 845 838
Hydro-électrique	274 073	804 238	872 991	977 933	902 906	842 975	867 648	906 307
Cogénération	.	.	216 483	357 964	381 755	421 049	417 436	437 474
Éolienne	.	.	.	24 731	26 168	39 399	52 251	57 986
Biogaz	.	.	.	9 297	15 127	20 344	27 220	32 595
Photovoltaïque	.	.	.	148	1 397	9 199	17 698	21 114

Source: Institut luxembourgeois de Régulation

(*) Avant 2003 - Source: Service de l'Énergie de l'Etat.

Production nette d'énergie électrique



Source: Statec

C. 3507 Importation et exportation d'énergie électrique par pays

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier KWh							
Importation	3 049 613	4 665 464	6 445 378	6 492 445	6 562 176	6 506 309	6 391 607	6 823 539
De la Belgique	1 049 650	831 555	1 966 791	1 741 400	1 610 061	1 576 862	1 358 487	1 688 344
De la France ^(b)	1 524	46 216	42 086	-	-	-	-	-
De l'Allemagne	1 998 439	3 787 693	4 436 501	4 751 046	4 952 115	4 929 447	5 033 120	5 135 195
Exportation	205 173	754 921	736 854	2 939 921	2 799 407	3 131 582	3 131 305	3 266 550
Vers la Belgique	-	-	-	2 058 083	1 967 388	2 380 780	2 346 010	2 459 591
Vers la France	-	-	-	178	-	-	-	-
Vers l'Allemagne (Réseau RWE) ^(c)	205 173	754 921	736 854	881 660	832 019	750 802	785 295	806 959

Source: Institut Luxembourgeois de Régulation

^(a) Avant 2003 - Source: Service de l'Énergie de l'État

^(b) Échanges frontaliers entre les usines luxembourgeoises et leurs dépendances.

^(c) Exportations de la Société électrique de l'Our, Vianden.

C. 3508 Énergie électrique totale disponible

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier KWh							
Énergie totale disponible	3 959 420	5 288 779	6 864 431	7 266 316	7 047 774	7 171 855	7 045 313	7 524 792
Énergie absorbée par le pompage ^(b)	292 537	1 048 774	1 012 501	1 186 474	832 104	750 887	785 404	807 021
Énergie totale fournie à la consommation	3 666 883	4 240 005	5 851 930	6 079 842	6 215 670	6 420 968	6 259 909	6 717 771
Consommation brute								
Usines sidérurgiques								
Consommation usines	1 573 186	1 161 587	1 798 090	1 780 383	.	.	.	.
Pertes réseau inter-usines	4 718	12 384	32 562	25 214	.	.	.	.
Consommateurs divers dépendant de la sidérurgie	68 717	73 850	70 324	61 273	.	.	.	.
Distribution publique	1 817 306	2 847 796	3 850 735	3 737 106	.	.	.	.
Transports (Chemins de fer)	31 794	33 913	59 705	33 158	.	.	.	.
Good Year et autres autoproducteurs	112 187	54 273	.	.	.	.	.	.
Consommation propre des centrales^(c)	58 975	56 202	40 514	442 708	.	.	.	.

Source: Institut Luxembourgeois de Régulation

^(a) Avant 2003 - Source: Service de l'Énergie de l'État.

^(b) Énergie totale fournie à la consommation = Énergie totale disponible - Énergie absorbée par le pompage.

^(c) Consommation propres des centrales = Énergie totale fournie à la consommation - Consommation brute.

C. 3509 Ventes d'énergie électrique aux consommateurs dans le réseau de Cegedel

Spécification	1982	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Millier KWh							
Total réseau	1 976 439	2 831 320	3 809 739	3 809 539	4 233 510	4 415 500	4 487 752	4 651 506
Haute-Tension	1 127 583	1 745 083	2 237 193	2 059 230	2 376 620	2 456 029	2 469 350	2 560 339
Distributeurs 65 kV	408 686	594 503	892 049	960 845	1 009 794	1 042 807	1 074 402	1 110 459
Industriels 220/65 kV	718 897	1 150 580	1 345 144	1 098 385	1 366 826	1 413 222	1 394 948	1 449 880
Moyenne-Tension	346 199	481 086	772 181	919 014	961 313	990 793	1 016 475	1 082 988
Distributeurs MT	89 880	101 933	126 831	128 205	125 663	115 293	114 417	124 646
Industries, Services, Artisanat	256 319	379 153	645 350	790 809	835 650	875 500	902 058	958 342
Basse-Tension	502 657	605 151	800 365	831 295	895 577	929 500	886 127	893 996
Usages ménagers	361 713	437 906	557 781	.	.	.	.	.
Usages agricoles	80 465	73 582	67 776	.	.	.	.	.
Éclairage Public	9 012	10 307	18 399	.	.	.	.	.
Tous usages BHP et autres ^(a)	51 467	83 356	156 409	.	.	.	.	.
Pertes et autres	.	.	.	.	.	39 178	115 800	114 182

Source: CEGEDEL Net S.A.

^(a) Les valeurs tiennent compte de la consommation pour usages propres. BHP = Tarif Bi-horaire avec enregistrement de la puissance.

C. 3510 Prix moyen du KWh perçu par le concessionnaire général «Cegedel S.A.» pour le courant basse-tension

Spécification	1982	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: EUR							
Total basse-tension^(a)	0.076	0.105	0.116	0.106	0.105	0.115	0.126	0.132
Usages ménagers	0.072	0.100	0.110	.	.	.	.	.
Usages agricoles	0.061	0.090	0.096	.	.	.	.	.
Éclairage public	0.139	0.145	0.125	.	.	.	.	.
Tous usages BHP et autres ^(b)	0.121	0.143	0.145	.	.	.	.	.

Source: CEGEDEL S.A.

^(a) Le prix pour l'année 2000 comprend la redevance ainsi que le surcoût selon Règlement Grand-ducal. Depuis 2001 les prix ne comprennent ni la "Taxe électricité", ni le "Fonds de compensation". Ces prix ne sont donc pas comparables.^(b) BHP = Tarif Bi-horaire avec enregistrement de la puissance.

C. 3511 Réseaux à basse-tension, longueur des lignes et abonnements

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de postes tension	1 443	1 715	1 880	1 925	1 936	1 953	1 975	1 990
Longueur des lignes en km								
Basse tension	2 253	3 315	3 965	4 058	4 157	4 213	4 267	4 309
Haute tension	2 230	2 572	2 869	2 960	3 028	3 075	3 131	3 174
Nombre d'abonnements								
Basse tension	104 880	106 296	136 489	142 111	146 995	152 762	155 185	158 331
Haute tension	996	1 611	2 087	2 233	2 302	2 403	2 509	2 553

Source: CEGEDEL Net S.A.

C. 3512 Index économique électrique

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Haute tension ^(b)	2.117	1.513	0.977	1.010	1.071	1.010	.	.
Basse tension	2.090	1.461	1.089	1.025	1.069	1.092	1.000	1.067
Moyenne tension ^(c)	.	1.488	1.028	1.018	1.070	1.095	1.000	1.125

Source: CEGEDEL S.A.

^(a) Tarif électrique: Moyenne des 12 mois. Nouvelle tarification à partir du 1^{er} janvier 2001.^(b) À partir de 2005, il n'y a plus de tarifs indexés pour les clients Haute Tension mais des contrats négociés individuellement.^(c) La moyenne tension fut introduite le 27.1.1982.

C. 3513 Consommation de gaz naturel

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: TJ
Total	19 744	19 885	31 228	48 986	49 498	55 794	54 829	57 404
Distributions publiques	5 203	8 002	13 220	14 806	15 912	17 271	17 320	17 715
Luxembourg	2 410	3 888	5 787	6 356	6 815	7 395	...	...
Sudgaz S.A.	2 391	3 524	5 258	5 639	5 882	6 182	...	...
Luxgaz-Distribution S.A.	-	19	1 420	2 014	2 394	2 844	...	...
Dudelange	402	571	755	797	821	850	...	...
Industries	14 541	11 883	18 008	34 180	33 586	38 523	37 509	39 662
Sidérurgie	14 334	7 467	9 006	8 343	8 231	8 568	...	...
Autres industries ^(*)	207	4 416	9 002	25 837	25 355	29 955	...	...

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

(*) Production d'électricité comprise.

C. 3514 Importations de combustibles solides par catégorie de combustible

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: Tonne
Toutes catégories	2 723 469	1 640 938	183 093	134 402	114 210	137 456	118 413	159 329
Coke ^(*)	2 315 717	1 455 248	9 499	6 282	6 777	6 634	6 499	6 119
Charbons	126 517	135 352	139 281	79 412	64 241	89 455	76 280	104 069
Anthracite	241 859	39 329	31 689	47 143	41 715	39 625	34 243	48 509
Briquettes de lignite	38 200	10 756	2 516	1 538	1 477	1 742	1 391	632
Boulets	1 176	253	108	27	0	0	0	0
Briquettes industrielles	50	-	-	-	-	-	-	-

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

(*) Y compris poussier de coke et de lignite.

C. 3515 Importations de combustibles solides selon la catégorie de combustible et le pays de provenance

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: Tonne
Coke^(*)								
Allemagne	2 104 544	1 116 249	-	-	-	-	-	-
Belgique	4 889	213 597	-	-	-	-	-	-
France	1 716	160	-	-	-	-	-	-
Autres pays	204 568	117 989	-	-	-	-	-	-
Charbons								
Allemagne	68 903	53	27	-	-	-	-	-
Belgique	-	33 659	18 232	24 612	19 747	27 382	27 263	52 156
France	225	25	6 974	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	-	101 615	114 048	54 800	44 494	62 073	49 019	51 913
Autres pays	57 389	-	-	-	-	-	-	-
Poussier de coke de lignite								
Allemagne	...	...	9 499	6 282	6 777	6 634	6 499	6 119
Autres pays	...	...	-	-	-	-	-	-
Anthracite								
Allemagne	10 258	1 170	5 546	3 905	4 817	7 303	2 826	3 613
Belgique	1 442	-	2 552	26 008	13 944	1 282	5 245	7 267
France	20 754	-	5 893	17 230	17 616	16 722	8 328	11 717
Autres pays	209 405	38 159	17 698	...	5 338	14 318	17 844	25 912

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

(*) En 1980 et 1990, y compris poussier de coke et de lignite.

C. 3516 Importations de combustibles solides selon la catégorie de combustible et le groupe de consommateurs

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: Tonne
Coke (°)								
Industrie sidérurgique	2 313 359	1 446 143	-	-	-	-	-	-
Industrie moyenne	253	8 944	9 499	6 282	6 777	6 634	6 499	6 119
Secteur domestique	2 105	160	-	-	-	-	-	-
Chemins de fer	-	-	-	-	-	-	-	-
Charbons								
Industrie sidérurgique	4 131	-	6 974	...	...	...	...	...
Industrie moyenne	121 915	135 352	132 307	79 412	64 241	89 455	76 280	104 069
Secteur domestique	471	-	-	-	-	-	-	-
Chemins de fer	-	-	-	-	-	-	-	-
Usines à gaz	-	-	-	-	-	-	-	-
Anthracite								
Industrie sidérurgique	236 267	38 361	31 613	47 143	41 715	39 625	34 243	48 509
Industrie moyenne	-	284	52	...	...	...	...	...
Secteur domestique	5 592	684	24	...	...	...	...	...
Briquettes industrielles								
Industrie sidérurgique	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie moyenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur domestique	-	-	-	-	-	-	-	-
Boulets								
Secteur domestique	1 176	253	108	27	0	0	0	0
Briquettes de lignite								
Secteur domestique	38 200	10 756	2 516	1 538	1 477	1 742	1 391	632

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

(°) Y compris poussier de coke et de lignite.

C. 3517 Importations de combustibles liquides par catégorie de combustible

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: Tonne
Toutes catégories	1 132 138	1 610 162	2 296 266	2 459 571	2 750 017	2 961 856	3 023 807	2 957 456
Essence Benzol (°)	356 346	548 635	913 077	924 707	950 675	960 867	898 141	853 207
Huiles combustibles chauffage	705 671	1 019 818	1 339 675	1 497 116	1 762 003	1 966 210	2 085 377	2 066 087
Dieseloil et Gasoil	549 368	773 042	1 333 206	1 490 988	1 756 782	1 962 476	2 083 160	2 064 511
Dieseloil (Fueloil léger)	174 926	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	374 442	773 042	1 333 206	1 490 988	1 756 782	1 962 476	2 083 160	2 064 511
Fueloil résiduel	156 303	246 776	6 469	6 128	5 221	3 734	2 217	1 576
Combustibles divers	70 121	41 709	43 514	37 748	37 339	34 779	40 289	38 162
Lubrifiants	10 014	10 425	7 047	7 053	6 645	4 980	6 194	5 240
Essences spéciales	1 916	1 371	53	18	15	190	120	50
White spirit	852	218	-	-	-	-	-	-
Kérosène (Pétrole lampant)	310	412	1 170	1 140	1 257	1 342	1 685	1 083
Bitumes	28 951	9 047	5 042	3 798	7 058	7 909	15 681	17 466
Gaz de pétrole liquéfié	28 079	20 236	30 202	25 739	22 364	20 358	16 609	14 323

Source: Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

(°) Essence normale, super, avion et carburacteur ainsi qu'essence sans plomb à partir de 1990.

C. 3518 Consommation de combustibles liquides par catégorie de combustibles

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Tonne métrique							
Essence-moteur	348 911	540 223	893 703	922 976	948 132	964 355	907 143	844 174
Aviation	62 861	128 041	311 899	365 430	380 694	414 153	420 748	393 783
Autos	286 050	412 182	581 804	557 546	567 438	550 202	486 395	450 391
dont: sans plomb	...	126 703	528 393	524 951	556 706	544 577	483 902	450 391
Huiles combustibles moteur (gasoil carburant) ^(a)	132 441	433 676	989 696	1 154 669	1 321 995	1 645 409	1 785 584	1 764 791
Huiles combustibles chauffage	526 260	569 862	306 864	316 736	308 888	322 428	301 474	277 906
Gasoil	215 457	324 577	300 395	310 609	303 669	318 694	299 256	276 330
Dieseloil et fueloil léger	180 111	-	-	-	-	-	-	-
Fueloil résiduel ^(b)	130 693	245 285	6 469	6 127	5 219	3 734	2 218	1 576
Combustibles divers	63 213	42 205	36 638	30 677	29 537	26 330	34 153	32 590
Lubrifiant	9 754	10 524	7 102	7 067	6 654	5 040	6 153	4 961
Essence spéciale	2 023	1 351	53	17	15	190	120	50
White spirit	770	224	-	-	-	-	-	-
Kérosène ^(c)	335	444	264	238	256	198	145	164
Bitumes	28 951	9 044	5 042	4 025	6 962	7 963	15 681	17 466
Gaz de pétrole liquifié	21 380	20 618	24 177	19 330	15 650	12 939	12 054	9 949
dont: gaz carburant	3 725	3 790	2 315	2 957	2 366	2 023	1 082	1 607

Source: Min. de l'Économie, Secrétariat collectif des soc. pétrolières

^(a) Gasoil, dieseloil et fueloil léger pour véhicules.

^(b) Fueloil résiduel, moyen, lourd et extralourd.

^(c) À partir de 1990, seulement Kérosène lampant.

Construction

C. 41 Tableaux de synthèse

C. 4100 Enquête structurelle sur les activités de la construction

NACE Rév.1.1	Année ^(*)	Unités d'activité économique	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1000 EUR)
Construction (45)	1985	1126	14 234	12 962	210 667	610 692	561 056	275 273
	1990	1 220	19 662	18 254	380 743	1 175 378	1 103 558	549 305
	2000	1 899	25 855	24 857	739 011	2 482 349	2 197 507	1 054 298
	2001	1 973	27 136	26 020	806 934	2 697 104	2 379 443	1 141 876
	2002	2 029	28 660	27 461	862 817	3 051 951	2 591 500	1 263 901
	2003	2 080	29 384	28 109	907 097	3 169 592	2 635 266	1 268 195
	2004	2 119	30 003	28 811	964 455	3 259 984	2 737 909	1 339 406
	2005	2 186	31 151	29 998	1 021 973	3 454 338	2 912 004	1 429 373
Préparation des sites - Location avec opérateur de matériel de construction (45.1+45.5)	1985	13	112	101	1 658	4 552	4 187	2 128
	1990	23	291	266	5 153	13 094	12 956	7 006
	2000	56	454	431	12 681	49 200	41 366	19 628
	2001	54	474	448	14 492	59 269	51 999	26 000
	2002	60	570	538	16 953	59 968	51 790	27 909
	2003	54	610	581	18 440	66 355	57 274	30 846
	2004	58	630	596	20 421	72 210	64 827	33 495
	2005	60	675	650	23 524	77 517	66 647	33 007
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil (45.2)	1985	387	8 476	8 056	130 898	363 158	329 544	165 279
	1990	440	11 513	11 029	232 863	690 373	644 165	332 946
	2000	756	13 840	13 472	409 253	1 415 293	1 175 211	591 169
	2001	776	14 586	14 189	445 936	1 532 313	1 272 246	636 469
	2002	797	15 281	14 859	477 318	1 750 022	1 388 678	705 900
	2003	817	15 582	15 112	495 777	1 792 013	1 357 270	680 732
	2004	834	15 745	15 311	519 756	1 782 703	1 381 568	697 903
	2005	873	16 328	15 897	546 370	1 935 334	1 503 415	769 701
Travaux d'installation (45.3)	1985	313	3 053	2 690	44 361	147 688	138 223	59 033
	1990	317	4 400	4 022	84 410	302 683	287 194	124 274
	2000	476	6 662	6 411	190 443	643 788	624 378	268 441
	2001	509	7 027	6 733	211 233	699 825	663 221	291 354
	2002	532	7 527	7 217	225 673	805 371	735 145	329 845
	2003	554	7 738	7 409	242 557	854 341	789 135	348 794
	2004	573	8 022	7 718	263 498	906 783	822 700	376 295
	2005	595	8 354	8 063	281 250	913 431	850 129	385 770
Travaux de finition (45.4)	1985	413	2 593	2 115	33 751	95 294	89 102	48 832
	1990	440	3 457	2 938	58 318	169 228	159 244	85 079
	2000	611	4 898	4 543	126 635	374 068	356 552	175 059
	2001	634	5 049	4 650	135 272	405 697	391 977	188 052
	2002	640	5 282	4 847	142 873	436 591	415 886	200 247
	2003	655	5 454	5 007	150 324	456 883	431 588	207 823
	2004	654	5 607	5 186	160 780	498 287	468 814	231 713
	2005	658	5 794	5 389	170 830	528 057	491 812	240 895

Source: Statec

(*) Situation au 31 décembre. Chiffres provisoires pour 2004 et 2005.

C. 4101 Production de matériaux de construction

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Ciment (en tonnes)	324 650	635 571	748 647	728 637	708 754	796 824	766 900	794 593
Briques de laitier (en 1000 pièces)	30 415	36 674	8 960	7 678	6 616	6 909	7 492	6 667

Source: Cimalux s.a. / Chaux de Contern

Depuis 1971 le Statec diffuse l'indicateur rapide série G qui donne mensuellement le nombre des autorisations de bâtir délivrées par les communes du pays pour les maisons unifamiliales, les maisons à appartements et les bâtiments non résidentiels, ainsi que pour les trois districts de Luxembourg, Diekirch et Grevenmacher et pour la Ville de Luxembourg.

À partir de 1973, le Statec relève également le nombre de logements situés dans les bâtiments dont la construction a été autorisée, et, à partir de juillet 1978, le volume bâti des immeubles autorisés, ceci conformément aux dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes du 13 février 1978 concernant l'établissement de statistiques coordonnées dans le bâtiment et le génie civil.

Cette série statistique, dont les résultats annuels sont disponibles à partir de 1966, table exclusivement sur des autorisations de bâtir définitivement délivrées pour des constructions nouvelles et des reconstructions totales. Ne sont donc pas prises en compte les autorisations provisoires et celles ayant trait à des transformations ou autres menus travaux. Toutefois, une série à part consacrée aux transformations de tout genre, aux reconstructions partielles, extensions, remises en état, etc. est publiée annuellement.

Définitions

Maison individuelle

Bâtiment destiné à plus de 50% à des fins d'habitation et renfermant un seul logement; y sont assimilés les chalets de week-end.

Maison à appartements

Bâtiment destiné à plus de 50% à l'habitation tout en comprenant deux logements au moins.

Bâtiment non résidentiel

Bâtiment destiné à plus de 50% à des fins autres que l'habitation. Cette catégorie comprend les bâtiments commerciaux, artisanaux, agricoles et autres qui ne comportent des logements que dans des cas exceptionnels.



Bibliographie

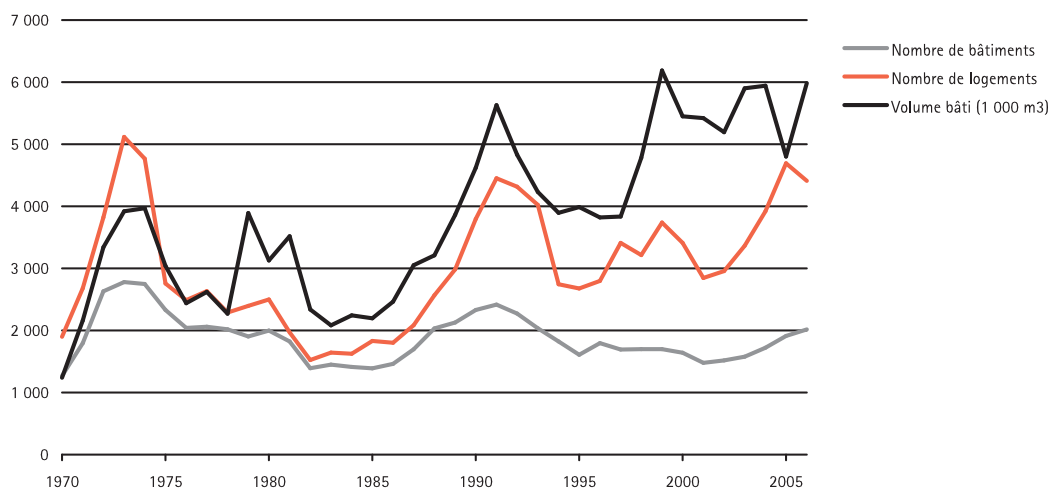
- Indicateurs rapides, série G: Autorisations de bâtir (mensuel)

C. 4200 Autorisations de bâtir délivrées par les communes

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
A. Constructions nouvelles et reconstructions totales								
Constructions au total								
Bâtiments	1 997	2 330	1 642	1 517	1 577	1 722	1 911	2 017
Logements	2 499	3 796	3 411	2 956	3 364	3 919	4 692	4 411
Volume bâti en 1000 m ³	3 127	4 620	5 450	5 194	5 901	5 942	4 802	5 983
Maisons individuelles								
Bâtiments	1 541	1 595	1 091	948	969	1 066	1 305	1 358
Logements	1 541	1 595	1 091	948	969	1 066	1 305	1 358
Volume bâti en 1000 m ³	1 400	1 478	1 096	966	1 013	1 089	1 324	1 398
Maisons à appartements								
Bâtiments	100	259	271	311	323	355	362	365
Logements	928	2 149	2 193	1 869	2 172	2 648	3 199	2 880
Volume bâti en 1000 m ³	450	866	952	922	1 067	1 451	1 618	1 414
Bâtiments non résidentiels								
Bâtiments	356	476	280	258	285	301	244	294
Logements	30	52	127	139	223	205	188	173
Volume bâti en 1000 m ³	1 277	2 275	3 403	3 306	3 822	3 402	1 860	3 168
B. Transformations								
Immeubles transformés								
Bâtiments	1 511	2 110	3 512	3 563	4 427	4 731	4 675	4 744
Logements	.	.	.	.	.	.	.	.
Volume bâti en 1000 m ³	.	.	.	.	.	.	.	.

Source: Administrations communales

Autorisations de bâtir



Source: Statec

Avant 1966, le Statec avait établi une statistique des autorisations de bâtir dont les données étaient fournies par l'Administration des bâtiments publics et différentes administrations communales. Comme les renseignements ainsi recueillis n'étaient nullement complets, cette série avait été abandonnée et remplacée par la statistique des autorisations de bâtir actuellement en vigueur.

Il avait été prévu que cette nouvelle statistique devrait non seulement fournir des données sur le nombre des bâtiments, mais, à l'aide d'un questionnaire détaillé, envoyé aux maîtres d'ouvrage, également des renseignements quant à la surface, au volume, aux investissements etc. On espérait qu'elle pourrait tenir lieu d'une statistique des bâtiments achevés. Or, au cours du déroulement de l'enquête, il est apparu que pour de multiples raisons il était impossible de continuer à retenir l'hypothèse de la statistique « en lieu et place » et les travaux ont dû être abandonnés à partir de 1970.

En mars 1972 ont débuté les travaux menant à l'établissement de l'actuelle statistique des bâtiments achevés. Les données recensées sont en principe les mêmes que celles recueillies pour la statistique abandonnée, et la différence essentielle consiste dans le fait que les questionnaires ne sont plus envoyés aux maîtres d'ouvrage au moment de la délivrance de l'autorisation de bâtir, mais au moment de l'achèvement de la construction.

Comme date théorique de l'achèvement il a été retenue la date du raccordement définitif au réseau électrique du nouveau bâtiment. La statistique se déroule en deux temps:

- Cegedel et les diverses centrales électriques du pays (communales ou privées) fournissent périodiquement au Statec des relevés indiquant le nom et l'adresse des maîtres d'ouvrage ayant achevé une construction;
- sur la base de ces renseignements le Statec demande des informations détaillées aux maîtres d'ouvrage par la voie d'un questionnaire.

Définitions

Ici les distinctions sont plus fines que pour les autorisations de bâtir, parce que les affectations de l'immeuble sont mieux connues.

Bâtiment résidentiel

La totalité de la surface est affectée à l'habitation. Une maison unifamiliale et une maison de week-end (résidence secondaire) ne renferment qu'un seul logement; tout bâtiment résidentiel qui dispose de deux logements ou plus, avec une entrée principale commune, est considéré comme maison à appartements.

Bâtiment semi-résidentiel

Il comprend à la fois un ou plusieurs logements et des locaux destinés à un usage non-résidentiel. On distingue les bâtiments principalement résidentiels et les bâtiments principalement non-résidentiels.

Bâtiments non-résidentiels

La quasi-totalité de sa surface est affectée à un usage autre que l'habitation. Ces bâtiments peuvent toutefois renfermer des logements de concierge ou autres logements de service. Rentrent dans cette catégorie les bâtiments commerciaux, industriels ou artisanaux, agricoles, administratifs etc.

Logement

La maison ou partie de maison destinée à l'habitation d'un ménage ou utilisée comme telle, que ce ménage soit composé d'une personne vivant seule ou de plusieurs personnes.

Volume bâti

Le volume bâti est obtenu en multipliant la surface au sol du bâtiment, murs extérieurs compris, par la hauteur du bâtiment, celle-ci étant mesurée du niveau du plancher le plus bas jusqu'à mi-hauteur du toit ou jusqu'à la face supérieure de la couverture, s'il s'agit d'un toit plat. Lorsque le niveau du sol est inférieur au plancher le plus bas, la hauteur est calculée à partir du niveau du sol. Le volume des annexes et dépendances est calculé de la même façon et compris dans le total. Les espaces intérieurs non couverts sont exclus du total.

Surface disponible

La surface disponible est constituée par l'ensemble de la surface utile située à l'intérieur du bâtiment à l'exception cependant de la surface prise par les murs et cloisons, ainsi que de celle occupée par les espaces intérieurs non couverts.

Coût de la construction

Par coût de la construction on entend prix du bâtiment achevé (clef en main). Est incluse le cas échéant dans le coût des travaux la valeur estimée de la main-d'œuvre non rémunérée fournie par le propriétaire lui-même. Le prix du terrain est exclu.

Bibliographie

- Les bâtiments achevés en... (publication annuelle au Bulletin du Statec)

C. 4300 Nombre, volume bâti, surface disponible des bâtiments achevés par genre de bâtiment

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Bâtiments au total								
Nombre de bâtiments	1 561	1 660	1 066	1 192	1 010	1 148	1 097	957
Nombre de logements	2 011	2 543	1 671	2 342	2 475	2 199	2 155	1 979
Volume bâti (en m ³)	2 288 095	2 259 454	2 637 895	2 750 865	2 993 012	3 228 439	2 364 708	2 359 748
Surface disponible (en m ²)	664 093	662 488	594 297	694 153	730 854	762 714	626 652	621 003
Coût (en millier EUR)	281 994	449 681	752 478	733 382	880 494	1 001 168	952 154	929 492
Maisons unifamiliales								
Nombre de bâtiments	1 350	1 418	896	922	784	898	841	724
Nombre de logements	1 350	1 418	896	922	784	898	841	724
Volume bâti (en m ³)	1 157 119	1 231 522	836 245	875 247	770 292	870 985	793 116	702 348
Surface disponible (en m ²)	380 178	393 395	256 588	264 711	230 963	256 915	238 152	214 054
Coût (en millier EUR)	124 021	242 284	241 178	258 036	232 854	282 642	288 560	268 854
Maisons de week-end								
Nombre de bâtiments	46	9	1	2	2	-	-	1
Nombre de logements	46	9	1	2	2	-	-	1
Volume bâti (en m ³)	17 815	3 438	395	449	620	-	-	204
Surface disponible (en m ²)	5 994	1 120	135	134	199	-	-	93
Coût (en millier EUR)	1 795	654	72	209	125	-	-	100
Maisons à appartements								
Nombre de bâtiments	82	127	95	150	119	162	186	160
Nombre de logements	398	764	642	1 237	1 085	1 118	1 099	1 114
Volume bâti (en m ³)	165 066	307 967	276 952	525 512	497 356	513 697	484 282	496 033
Surface disponible (en m ²)	51 512	96 443	83 320	162 496	150 213	150 203	140 571	149 094
Coût (en millier EUR)	18 376	66 664	78 346	155 625	138 313	161 286	165 172	179 587
Bâtiments semi-résidentiels								
Nombre de bâtiments	31	41	19	26	29	15	20	21
Nombre de logements	143	282	128	152	383	181	199	138
Volume bâti (en m ³)	76 683	167 585	113 045	94 770	230 720	99 752	140 502	68 793
Surface disponible (en m ²)	23 264	48 508	32 671	27 158	64 418	29 468	40 603	20 105
Coût (en millier EUR)	9 241	36 344	25 019	29 399	62 193	26 179	54 089	26 873
Bâtiments commerciaux								
Nombre de bâtiments	18	25	26	33	31	33	15	18
Nombre de logements	4	5	2	3	-	-	-	-
Volume bâti (en m ³)	238 664	201 041	371 313	852 272	751 360	931 043	293 024	514 432
Surface disponible (en m ²)	52 751	57 910	91 034	158 121	148 810	168 139	61 709	135 816
Coût (en millier EUR)	20 436	69 477	126 526	162 869	217 872	385 175	141 346	207 715
Bâtiments industriels et artisanaux								
Nombre de bâtiments	11	16	8	27	17	14	8	5
Nombre de logements	5	2	1	4	1	2	2	1
Volume bâti (en m ³)	259 301	209 280	137 008	223 906	227 306	346 256	75 896	32 423
Surface disponible (en m ²)	53 025	31 695	18 713	46 011	43 567	47 519	11 196	6 027
Coût (en millier EUR)	12 987	13 366	15 569	79 072	45 641	32 831	7 057	4 908
Bâtiments agricoles								
Nombre de bâtiments	6	14	6	12	5	8	6	7
Nombre de logements	-	-	1	-	-	-	-	-
Volume bâti (en m ³)	14 710	30 561	36 707	43 034	19 852	33 239	26 484	26 770
Surface disponible (en m ²)	4 810	7 649	8 861	7 287	4 340	10 114	5 931	4 794
Coût (en millier EUR)	783	1 867	1 640	2 226	2 790	3 121	2 120	1 320
Bâtiments administratifs								
Nombre de bâtiments	5	3	4	7	8	9	10	8
Nombre de logements	65	63	-	-	219	-	14	1
Volume bâti (en m ³)	329 847	33 200	794 585	34 539	131 898	307 882	432 678	167 908
Surface disponible (en m ²)	87 501	5 698	92 886	7 221	36 256	61 950	88 996	44 773
Coût (en millier EUR)	90 942	8 582	251 748	16 426	79 934	93 022	210 672	93 825
Autres bâtiments								
Nombre de bâtiments	12	7	11	13	15	9	11	13
Nombre de logements	-	-	-	22	1	-	-	-
Volume bâti (en m ³)	28 890	74 860	71 645	101 136	363 608	125 585	118 726	350 837
Surface disponible (en m ²)	5 058	20 070	11 089	21 014	52 088	38 406	39 494	46 247
Coût (en millier EUR)	3 411	10 446	12 380	29 521	100 772	16 913	83 138	146 610

Source: Statec

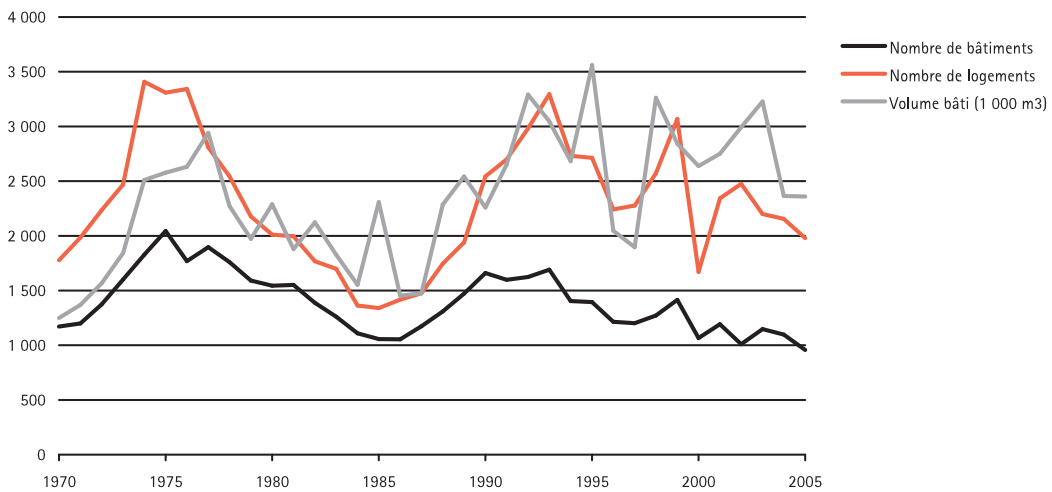
(*) En 2000: Résultats non comparables, voir note méthodologique "Année d'achèvement".

C. 4301 Crédits immobiliers consentis pour des immeubles situés au Luxembourg

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Million EUR							
Total des crédits	324	1 292	2 314	3 131	3 853	4 165	4 741	5 282
Résidents	322	1 289	2 166	3 025	3 768	3 983	4 643	5 163
Secteur résidentiel	233	902	1 676	2 308	2 745	3 386	3 957	4 376
Non promoteurs	222	752	1 561	2 117	2 558	3 136	3 629	3 909
Promoteurs	12	150	115	191	187	250	328	467
Secteur non-résidentiel	63	314	366	460	677	507	566	758
Secteur communal	25	73	124	257	346	90	120	29
Non résidents	2	3	148	106	85	182	98	119

Source: Banque centrale du Luxembourg

Bâtiments achevés



Source: Statec

C. 44 Indices de l'activité dans la construction

Lors du passage à la base 100 en 2000, la mesure de la production n'a subi aucun changement significatif: les heures travaillées restent la seule indication dont on dispose à court terme, à défaut d'indicateurs mensuels de prix et de données mensuelles sur la valeur de la production. Afin de tenir compte des différences de productivité entre les entreprises, on a maintenu un coefficient propre à chaque entreprise qui traduit la relation entre la valeur ajoutée et les heures effectivement travaillées. L'échantillon des entreprises résidentes du bâtiment et du génie civil a été mis à jour, sans qu'il ait été possible de l'élargir. Les séries indiciaires « Production » et « Chiffre d'affaires » des deux sous-secteurs reposent entièrement sur des indications fournies mensuellement par les entreprises au sujet de la répartition de leur activité.

En 1999, une nouvelle enquête mensuelle auprès des corps de métiers de l'aménagement, de l'installation et du parachèvement a été lancée en collaboration étroite avec la Chambre des Métiers. Les résultats qui en découleront ainsi que des renseignements tirés de fichiers administratifs devraient permettre d'améliorer, à moyen terme, la vue sur la conjoncture dans le secteur de la construction.

Instructions et définition

Personnel occupé

- Nombre de salariés

Ensemble de personnes occupées travaillant dans l'unité à la fin du mois de référence (moins les propriétaires qui travaillent dans l'unité et les aides familiaux non-rémunérés) et de personnes travaillant à l'extérieur de l'unité tout en faisant partie de celle-ci et étant rémunérée par elle (p.ex.: représentants, équipes d'entretien). Sont également prises en compte les personnes en congés de courte durée (congé de maladie, congé payé, congé exceptionnel...) ainsi que les travailleurs en grève. Sont, par ailleurs, inclus les travailleurs à temps partiel figurant sur la liste des salariés de l'entreprise ainsi que les travailleurs saisonniers, les apprentis et les travailleurs à domicile figurant sur la liste des salariés de l'unité. Est exclue la main-d'œuvre mise à la disposition par des entreprises de travail temporaire; il en va de même pour les personnes effectuant des travaux dans l'entreprise pour le compte d'autres entreprises.

- Ouvriers: travailleurs manuels bénéficiant d'une situation contractuelle et dont la rémunération s'effectue soit à la tâche, soit sur la base d'un salaire horaire ou journalier. Les ouvriers payés au mois sont également compris à condition qu'ils n'effectuent que des travaux manuels. Non-compris: les contremaîtres et le personnel de surveillance.
- Employés: salariés non comptés parmi les ouvriers, c-à-d. aussi les contremaîtres, le personnel de surveillance, les ingénieurs, cadres et le personnel de direction.

En cas de doute, l'affiliation aux différents organes de la Sécurité Sociale est décisive.

- Salaires et traitements bruts

Toutes les sommes en espèces et valeurs des prestations en nature - avant déduction des impôts directs et des contributions des salariés à la Sécurité Sociale et aux caisses de pension- versées par l'entreprise à tous les salariés en rémunération de leur travail au cours de la période de référence.

On fait la distinction entre mensualités et versements à caractère non-périodique (13^e mois, gratifications, indemnités de départ etc.).

Outre la valeur des avantages en nature fournis gratuitement ou à prix réduit (dans ce cas on ne prend en considération que la différence avec le prix d'achat) aux salariés ou des indemnités compensatrices versées pour prestations en nature non fournies, les salaires et traitements comprennent donc:

- tous les paiements en espèces, y compris les gratifications;
- le 13^e mois;
- les primes de vacances;
- les indemnités de vie chère;
- les indemnités de dépaysement;
- les jours fériés et autres jours non ouvrables rémunérés;
- les primes de rendement, de production ou de productivité;
- les primes spéciales pour conditions de travail particulièrement difficiles;
- les primes d'innovation et les droits sur brevets versés aux salariés;
- la valeur des actions et des stock options distribuées gratuitement en prime aux salariés;
- les paiements effectués par les employeurs aux salariés au titre des plans d'épargne ou autres;
- les indemnités pour congés non utilisés effectivement versées;
- les indemnités de licenciement;
- les salaires hebdomadaires garantis;
- les indemnités de logement et de transport versées en espèces aux salariés;
- les indemnités de repas;
- les commissions, pourboires, jetons de présence et tantièmes;
- les versements alloués au titre de la formation de patrimoine;
- les impôts et cotisations dues par les salariés et retenues par l'employeur.

Sont également compris les allocations familiales payées par les employeurs en vertu d'une convention collective de travail ainsi que les salaires et traitements que l'employeur continue temporairement à payer directement aux salariés, ou la différence entre le salaire ou traitement normal et les prestations de la sécurité sociale payée par l'employeur en cas de maladie, maternité, accident de travail, invalidité etc.

Les montants versés aux agences de travail temporaire ne sont pas inclus dans les salaires et traitements. Sont également exclues les indemnités constituant le remboursement pour frais de voyage, de déménagement, d'éloignement, d'hôtel et de représentation des salariés dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les indemnités versées pour l'achat d'outils, de matériel, de vêtements spéciaux nécessaires à leur travail, ou la

partie des salaires et traitements qu'en vertu d'obligations contractuelles les salariés sont tenus de consacrer à de tels achats, les dépenses au titre de la formation professionnelle, les frais de recrutement, les pensions de retraite et les autres prestations sociales analogues, les impôts payés sur la masse des salaires et traitements ainsi que les réserves spéciales constituées pour le paiement éventuel d'indemnités pour jours de congé non utilisés ou d'indemnité de licenciement.

- Part patronale des cotisations

Contributions à la Sécurité Sociale, aux allocations familiales et autres dues par l'employeur.

- Contributions légales:

- assurances maladie, maternité, invalidité, vieillesse, chômage;
- salaire garanti en cas de maladie;
- assurances contre les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- allocations familiales;
- autres contributions légales.

- Charges conventionnelles, contractuelles ou bénévoles:

- assurance de responsabilité civile;
- régime complémentaire de retraite, de préretraite et de prévoyance;
- salaire garanti contractuel ou bénévole en cas de maladie ou d'accident (complément de salaire);
- versements contractuels ou bénévoles à des fonds de garantie des salaires et indemnités complémentaires de chômage partiel versés directement aux salariés;
- allocations familiales conventionnelles, contractuelles ou bénévoles et autres suppléments familiaux;
- autres charges.

- Heures-ouvriers

Afin de disposer de renseignements sur l'orientation de l'activité de l'entreprise durant le mois de référence, il est indispensable que la répartition du nombre d'heures-ouvriers suivant les activités (construction de logements, d'immeubles industriels ou commerciaux, d'immeubles administratifs, travaux de génie civil) soit indiquée au moins de manière approximative.

Cette question n'est posée qu'aux seules entreprises du gros-œuvre et du génie civil.

Marché des affaires

- Le chiffre d'affaires

Montants facturés par l'unité déclarante pendant le mois de référence correspondant à des ventes de biens et de services.

Le chiffre d'affaires est à ventiler suivant la nature des travaux auxquels il se réfère: construction de logements, d'immeubles industriels ou commerciaux, ou bien d'immeubles administratifs, travaux de génie civil.

Est à comprendre dans le chiffre d'affaires la valeur des bâtiments et autres constructions construits pour compte propre et achevés pendant le mois de référence, que ces immeubles soient destinés à l'usage de l'entreprise elle-même, ou à être vendus ou loués à des tiers.

Il doit comprendre tous les impôts et toutes les taxes qui grèvent les produits ou services au départ de l'usine, à l'exception de la T.V.A. facturée par le producteur au client; il doit aussi comprendre toutes les autres charges (p.ex. frais relatifs aux transports effectués par l'entreprise elle-même avec ses propres moyens de transport, emballages perdus) imputées aux clients, même si ces charges sont portées séparément en facture.

Les remises, rabais et ristournes accordés aux clients ainsi que la valeur des emballages rendus sont à déduire, mais non les escomptes.

Sont exclues les subventions d'exploitation reçues des pouvoirs publics ou des Institutions communautaires européennes.

En termes généraux, les composantes du chiffre d'affaire sont les suivantes:

- les ventes de produits manufacturés;
- les ventes de produits manufacturés par les sous-traitants;
- les ventes de biens achetés pour la revente en l'état;
- les prestations de service facturées;
- les ventes de sous-produits;
- les frais d'emballage et de transport facturés;
- les heures travaillées facturées à des tiers pour la main-d'œuvre sous-traitant seulement;
- les opérations de montage, d'installation et de réparation facturées;
- les traites facturées (paiements fractionnés);
- les opérations de développement de logiciels et permis de logiciel facturées;
- les ventes d'électricité, de gaz, de chaleur, de vapeur et d'eau;
- les ventes de déchets et de ferraille.

Les doubles emplois pouvant résulter du transfert de commandes ou de parties de commandes à des sous-traitants sont à exclure. Sont à exclure également les honoraires d'architecte et de conseiller ainsi que la valeur des terrains. En ce qui concerne le traitement des revenus classifiés comme « autre produit d'exploitation, revenus financiers et revenus exceptionnels » dans les comptes des compagnies, les composantes suivantes sont exclues comme première approximation:

- les commissions;
- les loyers;
- les loyers perçus au titre des unités et machines de production de l'entreprise exploitées par les tiers;
- les loyers des logements appartenant à l'entreprise;
- les redevances perçues au titre de licences d'exploitation et autres;
- les revenus tirés des infrastructures mises à la disposition du personnel (par exemple les cantines);

- la fourniture de biens et services à l'intérieur de l'unité d'observation;
 - les ventes de terrains et d'actifs fixes propres;
 - les ventes de baux consentis sur des biens propres;
 - les ventes d'actions;
 - les participations;
 - les intérêts et les dividendes perçus;
 - les subventions;
 - les autres produits exceptionnels.
- Les entrées de commandes

Définies de la même façon que le chiffre d'affaires, ces commandes sont reçues et acceptées définitivement au cours du mois de référence. C'est la valeur du contrat conclu entre un producteur et un tiers en ce qui concerne la fourniture du producteur de biens et services.

Les entrées de commandes nouvelles sont à ventiler suivant la nature des travaux auxquels elles se réfèrent: travaux de bâtiment ou travaux de génie civil.

La commande est acceptée si le producteur juge qu'il y a assez de preuves pour un accord valide. Les commandes effectuées à « lettre lue » sont en principe à inclure.

Les entrées de commandes concernent les biens et services à fournir par l'unité d'observation, à l'inclusion de celles qui ont la sous-traitance pour origine.

Les items suivants doivent être déduits de la valeur des commandes:

- la TVA et impôts déductibles semblables directement liés au chiffre d'affaires;
- les réductions sur les prix, rabais et ristournes consentis au moment de la commande, ainsi que la valeur de l'emballage qui doit être renvoyé après la livraison;
- les subventions reçues des autorités publiques ou des institutions de l'Union Européenne.

Les commandes de périodes précédentes qui ont été annulées durant la période d'observation n'ont pas à être déduites des entrées de commandes reçues.

Les entrées de commandes incluent tous les droits et taxes sur les biens ou services qui sont facturés par l'unité à l'exception de la T.V.A. et des autres taxes similaires qui sont déductibles et directement liées au chiffre d'affaires.

La valeur des entrées de commandes inclut aussi toutes les autres charges (transport, emballage...) répercutées sur le client, même si ces charges sont listées séparément sur la facture.

Les renseignements sur les nouvelles commandes ne sont demandés qu'aux seules entreprises du gros-œuvre et du génie civil.

Bibliographie

- Bulletins du Statec N°1/1985; N°9/1989 et N°2/1996.
- Indicateurs rapides, séries B2 et B2bis.

C. 4400 Indices de l'activité dans la construction

Variables ^(*)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production par jour ouvrable	100.0	104.2	106.5	107.5	107.6	105.7	108.3
Bâtiment (gros-oeuvre)	100.0	106.0	107.4	107.7	112.5	113.3	115.6
Génie civil	100.0	97.3	101.9	104.6	92.5	81.8	85.5
Production de l'année	100.0	104.1	106.1	107.0	108.2	104.7	107.4
Bâtiment (gros-oeuvre)	100.0	106.3	107.5	107.8	113.0	112.4	114.7
Génie civil	100.0	97.2	101.9	104.7	92.9	80.8	84.6
Chiffre d'affaires	100.0	103.7	112.7	119.3	115.1	116.2	125.5
Bâtiment (gros-oeuvre)	100.0	111.2	121.8	129.5	128.0	128.3	140.0
Génie civil	100.0	84.6	89.3	93.0	81.8	85.3	88.4
Entrées de commandes	100.0	125.6	137.1	125.7	131.7	146.1	128.1
Nombre de salariés	100.0	103.5	106.5	107.8	108.5	109.3	110.8
Nombre d'ouvriers	100.0	102.9	105.7	106.7	106.8	107.1	108.6
Volume de travail presté (heures-ouvriers travaillées)	100.0	103.8	105.7	106.8	105.9	102.8	105.1
Salaires et traitements	100.0	108.9	116.9	121.9	121.7	128.1	134.0
Salaires	100.0	108.5	115.7	119.6	118.8	124.2	130.0

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000.

C. 45 Indice des prix à la construction

Dès 1956, l'ancien Service d'études et de documentation économiques avait publié une étude sur l'introduction d'un indice du coût de la construction et avait calculé un tel indice pour les années de 1949 à 1955 par référence à l'année 1940. C'est en 1967 que le Statec entama les travaux préparatoires en vue de l'établissement d'un nouvel indice des prix de la construction des bâtiments résidentiels et mixtes.

La méthode de calcul retenue par le Statec est celle de la réévaluation des prix des prestations, qui offre l'avantage de tenir compte de l'ensemble des facteurs déterminant les prix de la construction (y compris les marges bénéficiaires et les variations de productivité) tout en prenant en considération à la fois les prix effectivement pratiqués et l'existence d'une variété de types de construction.

Au lieu de décomposer le coût global de la construction en ses éléments que sont la valeur des matériaux, le montant des salaires et traitements, les frais de sous-traitance et autres, on entend de ventiler le concept « maison d'habitation » en ses parties simples, en l'occurrence les prestations des différents corps de métier. Pour chacune de ces prestations-type les prix sont relevés auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises et ensuite convertis en indices. Les indices par prestation sont confondus dans un indice de synthèse au moyen du schéma de pondération, qui retrace l'importance de chaque prestation-type par rapport au coût total moyen des immeubles construits durant la période de base.

Le choix des prestations-type ainsi que la détermination des coefficients de pondération initiaux reposaient sur de multiples prises de contact avec les professionnels de la branche. Deux enquêtes entreprises au cours des années 1967-68 et 1970-71 auprès d'une cinquantaine d'architectes et de promoteurs avaient permis de rassembler une documentation (décomptes et devis de constructions) rendant possible le calcul d'un schéma de pondération valable pour différents types de bâtiments distincts et leur ensemble. Ce schéma a été appliqué pour le calcul des indices des années 1968-1980; la pondération générale a également servi, sous une forme adaptée à la documentation plus restreinte, à l'établissement de la série rétrospective 1945-1967.

Par la suite, des enquêtes similaires à l'enquête initiale, menées tous les dix ans, ont permis d'établir des pondérations actualisées, valables respectivement pour les périodes 1980-1990, 1990-2000 et 2000-2010.

Ces pondérations font la distinction entre deux types de bâtiments:

Le type A regroupe les maisons unifamiliales de tout genre et les autres bâtiments résidentiels ne comptant pas plus de cinq niveaux et se rapprochant, par leur type de construction, des maisons unifamiliales.

Le type B est représentatif pour les bâtiments résidentiels et semi-résidentiels d'un volume bâti généralement supérieur à 2 000 m³ et équipés de l'infrastructure propre aux résidences.

La pondération générale est une moyenne de celles des deux types de bâtiments, qui sont à cet effet pondérés d'après les résultats de la statistique des bâtiments achevés.

Les indices de prix de la construction actualisés sont calculés sur les bases 1980, 1990 et 2000; pour des raisons d'ordre pratique, la série rétrospective des indices de synthèse généraux continue à être publiée sur la base 1970 = 100. La périodicité de l'indice est semestrielle. Les mois de référence des enquêtes périodiques sont avril et octobre et la publication des résultats se fait en janvier et en juillet, sous forme d'indicateur rapide (Série A2).

Il importe encore de relever que l'indice des prix de la construction ne retrace pas le coût absolu des immeubles, qui peut varier avec les techniques mises en œuvre, mais qu'il a pour unique objectif de mesurer les variations de prix dans le bâtiment, en éliminant toute évolution due à des changements de qualité ou d'exécution. Cet objectif est atteint par l'observation des prix effectifs des prestations-type, lesquelles sont déterminées en l'année de base et restent immuables dans le temps. Il est également entendu que sont laissés en dehors du champ d'observation le coût du terrain, les honoraires d'architecte et autres frais, ces éléments du coût ne correspondant pas à des prestations de la branche « Construction ».

Bibliographie

- Les prix de la construction 1945-1980, Bulletin du Statec N°7/1981
- L'indice des prix de la construction, Bulletin du Statec N°2/1972
- Méthodologie du nouvel indice des prix de la construction, Bulletin du Statec N°7/1981 et N°5/1991
- Indices des prix à la construction, Indicateurs rapides série A2, publication semestrielle

C. 4500 Indice des prix de la construction: Coefficients de pondération par corps de métier

Spécification	1970	1980	1990	2000
			Unité: Pour-mille	
Gros-oeuvre	431.6	401.0	416.0	423.0
Terrassement	23.9	29.5	29.0	33.9
Gros-oeuvre	407.7	371.5	387.0	389.1
Toiture	56.7	89.5	99.5	82.3
Charpente	22.3	39.5	44.0	35.4
Couverture	20.9	35.5	41.0	33.4
Zinguerie	13.5	14.5	14.5	13.5
Fermeture du bâtiment	76.6	78.5	74.5	76.9
Menuiserie extérieure	65.5	65.0	63.5	65.7
Vitrage	11.1	13.5	11.0	11.2
Installations techniques	160.0	141.5	138.5	155.6
Installations sanitaires	43.4	46.5	47.0	51.5
Installations de chauffage	72.5	58.0	51.0	56.1
Installations électriques	33.4	31.0	34.0	39.6
Ascenseur	11.7	6.0	6.5	8.4
Parachèvement	274.1	289.5	271.5	262.2
Carrelage	32.2	46.0	50.5	46.8
Marbre et aggloméré	42.7	31.0	16.0	17.1
Revêtements de sol	21.1	18.5	16.0	15.8
Menuiserie intérieure, serrurerie	63.4	76.5	65.5	73.0
Plâtrerie	35.7	34.5	39.0	34.1
Peinture	45.6	45.5	42.0	36.9
Façade	33.4	37.5	42.5	38.5

Source: Statec

C. 4501 Indices de synthèse généraux des prix de la construction - Bâtiments résidentiels et mixtes

Spécification (*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Indice annuel	243.70	411.88	529.74	566.49	577.92	594.90	613.32	629.56
Variation en %	9.7	5.2	3.1	2.6	2.0	2.9	3.1	2.6

Source: Statec

(*) Base 100 en 1970.

C. 4502 Indices par groupes de corps de métiers et par type d'immeuble

Spécification ^(a)	2005			2006		
	Avril	Octobre	Moyenne	Avril	Octobre	Moyenne
Ensemble du bâtiment						
Indice de synthèse général ¹ ^(b)	114.92	116.90	115.91	118.25	119.71	118.98
Indice type A ^(c)	114.64	116.62	115.63	117.99	119.44	118.72
Indice type B ^(d)	115.39	117.36	116.38	118.68	120.17	119.43
1. Gros-œuvre						
Indice de synthèse	117.07	119.04	118.06	120.46	121.56	121.01
Indice type A	116.73	118.68	117.71	120.22	121.28	120.75
Indice type B	117.61	119.61	118.61	120.85	122.01	121.43
2. Toiture et couverture						
Indice de synthèse	108.79	109.69	109.24	110.70	112.95	111.83
Indice type A	108.66	109.55	109.11	110.52	112.69	111.61
Indice type B	109.22	110.16	109.69	111.29	113.83	112.56
3. Fermeture du bâtiment						
Indice de synthèse	113.13	116.12	114.63	117.08	120.25	118.67
Indice type A	113.15	116.31	114.73	117.16	120.10	118.63
Indice type B	113.09	115.75	114.42	116.93	120.60	118.77
4. Installations techniques						
Indice de synthèse	117.24	119.47	118.36	121.72	124.08	122.90
Indice type A	117.67	120.01	118.84	122.25	124.67	123.46
Indice type B	116.66	118.73	117.70	121.01	123.27	122.14
5. Parachèvement						
Indice de synthèse	112.53	114.40	113.47	115.32	116.11	115.72
Indice type A	112.48	114.37	113.43	115.33	116.14	115.74
Indice type B	112.59	114.45	113.52	115.30	116.04	115.67

Source: Statec

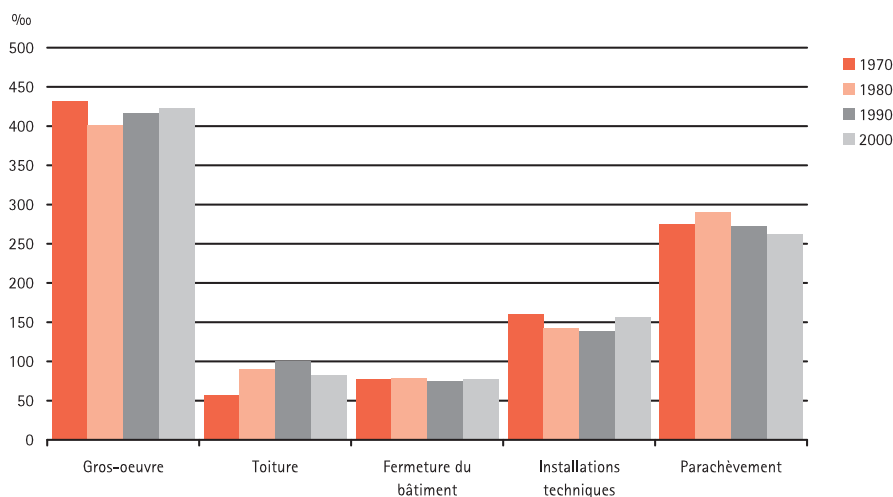
^(a) Base 100 en 2000.

^(b) Les indices de synthèse reposent sur une pondération qui est la moyenne pondérée de celles des deux types de bâtiments.

^(c) Immeubles du Type A: Maisons unifamiliales de tout genre et autres bâtiments résidentiels ne comptant pas plus de cinq niveaux et se rapprochant, par leur type de construction, des maisons unifamiliales.

^(d) Immeubles du Type B: Bâtiments résidentiels et semi-résidentiels d'un volume bâti supérieur à 3 000 m³ et équipés de l'infrastructure propre aux résidences.

Pondérations par corps de métiers



Source: Statec

C. 4503 Indices de synthèse par corps de métiers et groupes de prestations

Spécification (°)	2005			2006		
	Avril	Octobre	Moyenne	Avril	Octobre	Moyenne
Gros-oeuvre						
Terrassement	120.45	123.95	122.20	125.04	125.38	125.21
terrassement en pleine masse	122.24	126.01	124.13	127.29	127.62	127.46
fouilles pour fondations et canalisation	114.48	117.04	115.76	117.53	117.87	117.70
Gros-oeuvre	116.78	118.61	117.70	120.07	121.23	120.65
maçonnerie en briques et blocs	114.32	116.02	115.17	117.83	118.51	118.17
maçonnerie en vue et encadrements	115.65	116.96	116.31	118.63	119.48	119.06
dalles, poutres, piliers et murs en béton armé	120.62	122.40	121.51	123.12	124.83	123.98
autres ouvrages en béton	114.95	117.03	115.99	118.74	120.13	119.44
isolations hydrofuges, chapes et enduits	116.41	118.52	117.47	120.01	121.15	120.58
ouvrages divers	117.08	119.18	118.13	121.26	122.44	121.85
Toiture						
Charpente	107.78	107.81	107.80	108.80	110.71	109.76
charpente en bois	106.43	106.36	106.40	106.94	108.66	107.80
isolations	113.25	113.71	113.48	116.37	119.00	117.69
Couverture	108.78	110.37	109.58	110.85	112.58	111.72
couverture en tuiles	108.46	110.95	109.71	111.34	114.34	112.84
couverture en ardoises	108.80	109.91	109.36	110.43	111.51	110.97
couverture en fibre-ciment	109.66	111.30	110.48	111.76	113.32	112.54
Zinguerie	111.46	112.94	112.20	115.29	119.73	117.51
couverture métallique	111.56	113.38	112.47	115.70	123.77	119.74
gouttières et tuyaux de descente	111.44	112.85	112.15	115.20	118.91	117.06
Fermeture du bâtiment						
Menuiserie extérieure	110.63	113.18	111.91	113.69	115.77	114.73
fenêtres et portes extérieures en bois	109.57	112.76	111.17	113.04	114.10	113.57
fenêtres et portes ext. en matières plastiques	105.69	108.06	106.88	108.06	112.26	110.16
fenêtres et portes extérieures en métal	111.37	112.42	111.90	114.08	118.78	116.43
porte(s) de garage	118.22	119.73	118.98	119.73	122.15	120.94
volets roulants	112.06	114.21	113.14	114.78	117.20	115.99
Vitrage	127.75	133.42	130.59	136.97	146.52	141.75
verre isolant	128.20	134.18	131.19	137.61	147.37	142.49
verre spécial et verre d'ornement	125.38	129.44	127.41	133.68	142.05	137.87
Installations techniques						
Installations sanitaires	118.37	120.75	119.56	123.07	125.80	124.44
conduites d'évacuation	115.10	116.60	115.85	118.30	120.36	119.33
conduites d'adduction	123.73	127.44	125.59	130.67	133.63	132.15
appareils sanitaires	116.59	118.56	117.58	120.62	123.58	122.10
Installations de chauffage	120.93	123.96	122.45	126.39	129.37	127.88
tuyauterie et radiateurs	123.62	127.06	125.34	129.56	132.87	131.22
chaudière, régulation et réservoir	117.11	119.55	118.33	121.91	124.40	123.16
Installations électriques	112.19	113.49	112.84	115.27	116.40	115.84
tableau(x) de distribution	110.84	112.58	111.71	113.99	114.53	114.26
conduites	112.71	113.78	113.25	115.97	117.93	116.95
dérivations, prises, interrupteurs	113.10	114.43	113.77	115.92	116.26	116.09
sonnerie, parlophone et gâche	109.38	110.71	110.05	112.13	112.29	112.21
système(s) d'alarme	112.04	113.47	112.76	114.02	115.38	114.70
Ascenseur	109.55	109.84	109.70	112.72	114.33	113.53
Ascenseur(s)	109.55	109.84	109.70	112.72	114.33	113.53

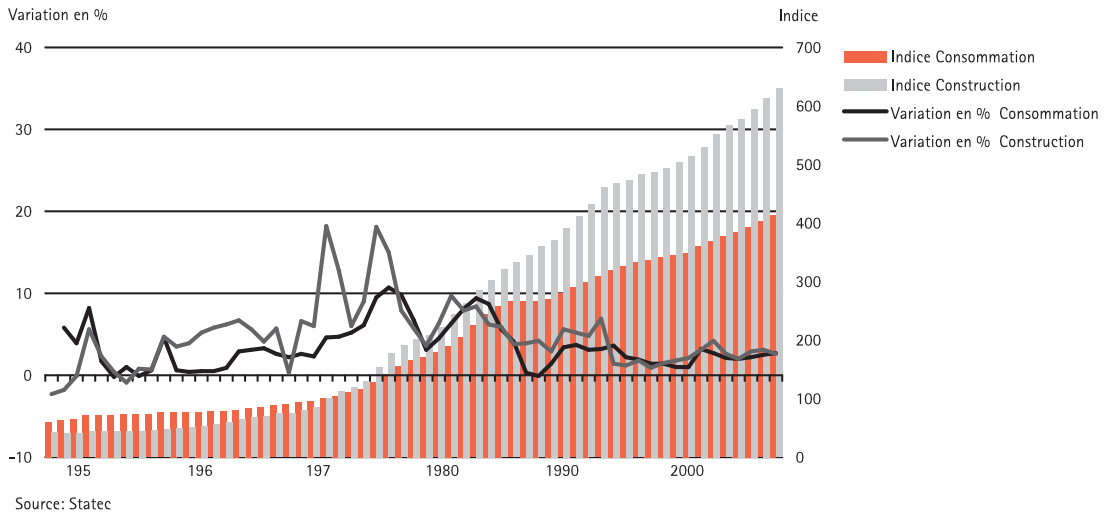
C. 4503 Indices de synthèse par corps de métiers et groupes de prestations (Suite et fin)

Spécification ^(*)	2005			2006		
	Avril	Octobre	Moyenne	Avril	Octobre	Moyenne
Parachèvement						
Carrelage	105.08	105.92	105.50	105.71	105.73	105.72
revêtements muraux	105.02	106.02	105.52	105.84	106.00	105.92
revêtements de sol	105.09	106.13	105.61	105.89	105.89	105.89
marches d'escalier et plinthes	105.19	105.11	105.15	104.88	104.69	104.79
Marbrerie	117.06	120.02	118.54	121.00	120.92	120.96
revêtements de sol	113.72	117.64	115.68	118.35	117.77	118.06
marches d'escalier	118.00	122.07	120.04	122.63	122.19	122.41
tablettes de fenêtre, plinthes etc.	120.59	121.34	120.97	123.01	123.91	123.46
Revêtements de sol	112.26	113.44	112.85	113.77	113.77	113.77
revêtements en lino et mat. plastiques	108.96	109.72	109.34	109.72	109.72	109.72
tapis plain	114.27	115.92	115.10	116.50	116.50	116.50
parquet	110.76	111.31	111.04	111.38	111.38	111.38
Menuiserie intérieure et serrurerie	115.26	116.98	116.12	117.92	119.08	118.50
portes intérieures	116.22	118.08	117.15	118.83	119.40	119.12
placard(s)	114.34	115.94	115.14	116.36	116.52	116.44
plinthes et caissons à volets	113.99	117.70	115.85	117.98	118.43	118.21
revêtements muraux et faux-plafonds	115.76	118.80	117.28	119.35	119.35	119.35
rampes d'escalier et garde-corps	114.12	114.57	114.35	116.29	119.25	117.77
Plâtrerie	112.95	114.74	113.85	116.76	118.25	117.51
plâtrerie	112.95	114.74	113.85	116.76	118.25	117.51
Peinture	110.29	112.50	111.40	112.84	114.67	113.76
peinture sur murs et plafonds	110.35	112.20	111.28	112.67	115.48	114.08
papiers-peints et crépi	109.15	111.86	110.51	112.15	113.09	112.62
peinture sur bois et métal	112.31	114.34	113.33	114.54	115.95	115.25
Façade	116.26	119.22	117.74	121.32	121.41	121.37
enduits fins sur murs extérieurs	116.30	119.24	117.77	121.36	121.46	121.41
enduits sur socle et corniche	115.19	118.71	116.95	120.44	120.12	120.28

Source: Statec

(*) Base 100 en 2000.

Indices des prix de la construction et à la consommation (Base 100 en 1970)



Commerce et réparation

Historique

Le Statec a effectué dès 1971 une enquête sur la valeur ajoutée auprès d'un échantillon d'entreprises du commerce de gros et de détail. Cette enquête a été répétée pour les exercices 1972, 1973, 1974, 1977, 1978 et 1982.

En 1977, le Statec a procédé pour l'année 1975 à un recensement des entreprises du commerce, de la restauration et de l'hébergement ainsi que de la réparation de biens de consommation.

En 1989 un recensement des activités commerciales de détail a été effectué.

À partir de 1996 les enquêtes ont été effectuées dans le cadre et selon les modalités du Règlement (CE, EURATOM) N° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises.

Méthode d'enquête

Les enquêtes sont faites par voie postale.

En contrepartie de l'obligation de réponse de la part des entreprises, le Statec garantit la confidentialité des réponses individuelles (loi du 9 juillet 1962 portant institution du Statec).

Définitions des variables

(cf. Enquête structurelle dans l'industrie et la construction: chapitre C.31)



Bibliographie

- Cahier économique du Statec N°58/1978 , Le commerce au Luxembourg, 1971-1975.
- Cahier économique du Statec N°62/1982, Le commerce et les activités de réparation au Luxembourg 1971-1979.
- Cahier économique du Statec N°74/1987, Le commerce et la réparation.
- Bulletin du Statec N°1/1976, Statistiques des pharmacies (1970-1973).
- Bulletin du Statec N°8/1991, Le recensement des activités commerciales de détail 1989.

C. 5100 Commerce et réparations

NACE Rév.1.1 (a)	Année (b)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1 000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1 000 EUR)
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques (50-52)	1985	5 575	26 907	22 543	356 551	5 971 653	1 178 420	750 599
	1990	5 613	30 273	25 899	516 560	8 303 514	1 702 698	1 100 466
	2000	7 527	37 708	32 615	933 358	17 299 265	3 118 767	1 731 204
	2001	7 428	39 134	33 987	1 017 247	17 389 767	3 294 282	1 854 791
	2002	7 285	39 696	35 328	1 083 745	18 390 144	3 526 289	2 044 343
	2003	7 216	40 288	35 995	1 146 756	25 103 334	3 918 586	2 065 953
	2004	7 194	40 550	36 512	1 207 753	30 045 354	4 063 699	2 200 193
Commerce et réparation automobile (50)	2005	7 175	41 324	37 443	1 287 730	33 853 084	4 407 732	2 440 438
	1985	686	4 194	3 619	55 683	972 905	155 194	106 434
	1990	774	4 967	4 331	85 684	1 555 389	250 333	178 213
	2000	973	6 312	5 597	160 532	3 278 822	450 779	309 345
	2001	957	6 626	5 904	176 073	3 407 582	476 898	316 907
	2002	940	6 864	6 248	190 639	3 690 802	493 985	331 669
	2003	903	7 087	6 469	204 419	4 166 225	587 663	287 759
Commerce de véhicules automobiles (50.1)	2004	893	7 304	6 783	221 011	4 572 423	595 531	364 724
	2005	894	7 586	7 127	239 296	4 941 462	653 739	395 890
	1985	211	2 525	2 386	37 918	532 554	90 986	62 820
	1990	291	3 057	2 847	59 134	971 280	163 077	118 290
	2000	468	3 573	3 292	102 180	1 742 233	261 005	192 835
	2001	463	3 706	3 422	112 038	1 841 888	276 064	197 436
	2002	447	3 867	3 615	121 854	1 969 018	285 587	208 261
Entretien et réparation de véhicules automobiles (50.2)	2003	427	3 927	3 667	128 529	2 307 464	325 695	154 736
	2004	427	3 996	3 781	137 409	2 351 276	319 735	214 033
	2005	426	4 109	3 922	147 049	2 418 886	369 231	236 647
	1985	106	419	326	4 155	40 659	18 460	10 167
	1990	110	457	363	6 027	52 023	21 310	14 509
	2000	136	562	448	11 274	74 029	40 950	25 478
	2001	131	625	510	13 645	80 230	44 688	26 547
Commerce d'équipements automobiles et commerce et réparation de motocycles (50.3/50.4)	2002	135	663	549	15 370	81 222	31 871	22 594
	2003	130	681	578	16 877	92 757	39 379	24 761
	2004	125	696	606	18 091	97 869	38 103	27 589
	2005	128	730	644	20 072	99 844	44 375	30 860
	1985	82	523	472	8 294	79 805	19 844	14 191
	1990	90	565	505	11 055	103 806	24 861	17 603
	2000	144	701	600	17 848	170 905	41 427	30 190
Commerce de détail de carburants (50.5)	2001	138	750	648	19 159	185 559	47 014	30 708
	2002	143	762	684	20 050	214 013	51 132	32 313
	2003	141	797	704	21 695	266 274	62 026	33 479
	2004	140	817	741	23 152	328 572	77 123	42 437
	2005	148	844	773	24 746	338 436	80 791	45 912
	1985	287	728	434	5 315	319 887	25 904	19 255
	1990	283	889	617	9 468	428 279	41 085	27 812
Commerce de gros et intermédiaires (51)	2000	225	1 475	1 257	29 230	1 291 655	107 397	60 842
	2001	225	1 545	1 324	31 230	1 299 905	109 132	62 216
	2002	215	1 571	1 399	33 366	1 426 549	125 395	68 502
	2003	205	1 682	1 520	37 318	1 499 731	160 563	74 783
	2004	201	1 794	1 655	42 360	1 794 706	160 570	80 665
	2005	192	1 903	1 788	47 430	2 084 295	159 342	82 471
	1985	1 488	8 890	8 058	162 812	3 516 792	610 908	374 521
	1990	1 723	10 477	9 489	237 502	4 772 127	864 012	546 628
	2000	3 369	13 410	11 872	429 614	10 928 533	1 717 701	829 564
	2001	3 338	13 848	12 292	467 942	10 701 278	1 807 203	896 002
	2002	3 279	14 125	12 899	508 585	11 142 687	1 923 930	985 594
	2003	3 284	14 438	13 132	538 975	17 188 995	2 182 209	1 039 224
	2004	3 299	14 311	13 125	566 243	21 592 764	2 265 872	1 078 332
	2005	3 297	14 625	13 458	602 734	24 909 855	2 529 302	1 266 049

C. 5100 Commerce et réparations (Suite)

NACE Rév.1.1 (*)	Année (°)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1 000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1 000 EUR)
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	1985	3 401	13 823	10 866	138 057	1 481 956	412 319	269 644
	1990	3 116	14 829	12 079	193 373	1 975 998	588 353	375 624
	2000	3 185	17 986	15 146	343 212	3 091 910	950 288	592 295
	2001	3 133	18 660	15 791	373 232	3 280 906	1 010 181	641 883
	2002	3 066	18 707	16 182	384 520	3 556 655	1 108 375	727 080
	2003	3 029	18 764	16 394	403 362	3 748 113	1 148 714	738 970
	2004	3 002	18 935	16 605	420 499	3 880 167	1 202 295	757 137
Commerce de détail en magasin non spécialisé (52.1)	1985	2 984	19 113	16 858	445 700	4 001 767	1 224 691	778 499
	1990	496	2 971	2 527	31 076	464 048	88 107	58 580
	1990	359	3 674	3 357	50 704	657 751	137 358	87 220
	2000	284	4 795	4 526	92 866	1 184 620	262 513	155 114
	2001	268	5 142	4 870	104 682	1 254 174	278 834	164 186
	2002	254	5 228	5 023	108 189	1 387 237	319 862	193 254
	2003	246	5 317	5 130	114 494	1 546 499	351 417	204 611
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé (52.2)	2004	248	5 424	5 239	122 418	1 512 301	357 619	210 455
	2005	240	5 460	5 284	128 485	1 489 547	354 616	211 889
	1985	497	2 083	1 583	20 188	209 871	57 571	37 599
	1990	412	1 764	1 359	20 944	208 375	67 273	43 798
	2000	321	1 803	1 482	32 063	212 086	77 307	52 017
	2001	324	1 863	1 539	35 047	227 273	84 944	56 050
	2002	302	1 895	1 632	37 098	243 212	90 813	64 635
Commerce de détail de produits pharmaceutiques (52.31)	2003	298	1 927	1 687	40 069	256 501	96 170	67 856
	2004	283	1 980	1 762	42 744	292 544	104 788	68 189
	2005	278	2 029	1 809	45 200	290 939	107 393	72 840
	1985	77	474	391	5 913	59 191	17 694	14 588
	1990	72	462	383	7 953	88 621	25 530	20 809
	2000	82	725	632	19 491	172 497	52 008	43 840
	2001	81	744	651	20 596	189 731	57 498	48 341
Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques, de parfumerie et de produits de beauté (52.32/52.33)	2002	82	767	654	20 916	202 345	60 270	52 301
	2003	82	770	670	22 291	216 680	63 049	54 176
	2004	87	817	694	23 853	228 653	66 589	57 183
	2005	89	849	716	25 593	237 953	69 042	59 409
	1985	44	119	83	849	8 552	3 259	2 017
	1990	52	161	121	1 744	17 506	6 220	3 280
	2000	58	240	189	4 080	36 361	13 996	6 419
Commerce de détail de textiles et d'habillement (52.41/52.42)	2001	61	263	213	4 850	39 176	16 002	8 102
	2002	55	278	236	5 470	47 022	19 728	11 360
	2003	55	275	238	5 941	48 219	22 004	14 707
	2004	52	275	244	6 243	51 171	22 429	14 734
	2005	55	291	260	7 778	54 690	23 704	15 286
	1985	587	2 779	2 353	28 760	230 502	84 289	53 679
	1990	545	2 807	2 386	36 363	293 265	109 886	66 345
Commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir (52.43)	2000	538	2 932	2 489	51 561	353 842	152 130	89 811
	2001	517	2 930	2 483	53 124	369 361	157 927	91 773
	2002	508	2 855	2 493	53 403	386 814	171 457	108 130
	2003	509	2 852	2 492	55 386	389 584	173 875	105 766
	2004	496	2 786	2 464	56 054	398 772	176 796	107 958
	2005	477	2 760	2 480	59 201	403 892	183 687	112 240
	1985	126	640	534	5 779	52 417	19 372	12 018
	1990	116	649	553	7 437	60 832	23 971	14 057
	2000	114	694	594	11 435	77 210	33 149	18 077
	2001	113	683	583	11 805	79 337	35 317	19 257
	2002	106	661	585	11 935	83 674	39 385	22 916
	2003	106	649	570	11 832	85 403	40 432	23 248
	2004	100	615	549	11 450	85 235	38 879	22 079
	2005	95	613	551	12 007	84 928	39 922	22 101

C. 5100 Commerce et réparations (Suite et fin)

NACE Rév.1.1 (*)	Année (°)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1 000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1 000 EUR)
Commerce de détail de meubles et d'équipements du foyer (52.44)	1985	162	842	728	10 857	79 628	29 191	18 613
	1990	157	969	847	16 391	115 128	42 526	27 743
	2000	224	1 168	997	26 417	170 820	69 032	45 144
	2001	219	1 202	1 029	28 687	192 036	76 734	52 588
	2002	221	1 198	1 050	29 291	188 968	76 731	53 390
	2003	214	1 195	1 051	30 254	193 020	77 716	53 578
	2004	207	1 210	1 081	31 338	201 860	83 077	50 513
Commerce de détail d'appareils électroménagers et de radio/télévision (52.45)	2005	201	1 246	1 132	33 307	202 012	82 470	49 519
	1985	156	621	502	7 121	70 110	17 541	11 325
	1990	170	782	639	11 391	124 399	31 136	19 393
	2000	154	825	686	17 339	176 754	41 438	25 809
	2001	157	880	740	19 265	172 623	43 750	28 014
	2002	159	856	746	20 106	220 456	57 208	37 298
	2003	158	813	702	19 158	167 096	38 389	23 636
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres (52.46)	2004	145	752	654	18 356	176 381	41 461	28 887
	2005	145	743	648	18 456	205 603	40 888	28 336
	1985	111	567	475	6 812	50 547	16 391	10 932
	1990	90	645	569	10 509	71 667	24 492	16 455
	2000	81	697	622	15 211	105 086	37 580	22 672
	2001	79	722	646	16 699	108 599	39 298	24 843
	2002	78	709	643	16 485	114 192	40 171	26 282
Commerce de détail de livres, journaux et papeterie (52.47)	2003	78	716	652	17 349	123 759	44 332	28 892
	2004	72	736	676	18 459	139 137	51 557	35 120
	2005	73	734	676	18 869	139 689	53 497	35 806
	1985	186	419	255	2 727	39 039	9 606	6 159
	1990	170	380	225	3 096	49 450	13 173	8 295
	2000	155	609	447	11 816	117 781	29 883	18 889
	2001	149	626	462	12 865	125 126	29 521	19 470
Commerce de détail spécialisé divers (52.48)	2002	140	602	463	13 601	133 547	30 722	18 951
	2003	143	588	461	14 106	142 383	32 070	18 372
	2004	148	583	440	13 604	147 610	28 223	15 499
	2005	146	595	454	13 968	158 154	32 830	18 741
	1985	635	1 752	1 203	15 731	173 741	56 626	36 439
	1990	655	1 972	1 389	23 374	237 550	89 684	57 489
	2000	862	2 754	2 053	51 523	408 444	147 607	96 211
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin et commerce de détail hors magasin (52.5/52.6)	2001	853	2 835	2 127	55 251	439 936	154 551	109 252
	2002	841	2 877	2 197	57 756	460 584	162 121	115 321
	2003	822	2 879	2 254	60 896	489 084	171 791	119 632
	2004	831	2 914	2 284	62 642	527 821	182 380	121 628
	2005	852	2 935	2 314	66 575	565 857	185 128	126 662
	1985	249	410	158	1 195	39 953	9 152	5 448
	1990	243	395	152	1 917	44 987	11 978	7 194
Réparation d'articles personnels et domestiques (52.7)	2000	235	526	290	6 457	66 249	26 231	13 906
	2001	236	544	306	7 250	73 184	28 215	15 473
	2002	241	547	313	7 077	77 012	31 418	18 146
	2003	239	545	329	7 883	77 719	29 086	18 858
	2004	253	593	353	9 353	105 709	40 264	19 391
	2005	250	600	370	11 991	155 045	43 111	20 365
	1985	75	147	75	1 047	4 358	3 520	2 246
1990	75	169	98	1 551	6 466	5 127	3 545	
2000	77	219	137	2 951	10 161	7 413	4 387	
2001	76	225	142	3 112	10 349	7 591	4 535	
2002	79	234	145	3 193	11 592	8 488	5 095	
2003	79	237	155	3 701	12 166	8 382	5 637	
2004	80	251	163	3 985	12 975	8 233	5 500	
2005	83	256	165	4 270	13 460	8 403	5 305	

Source: Statec

(°) En règle générale une seule unité légale est le support juridique de l'entreprise. Ceci est valable pour la majorité des cas au Luxembourg. L'assimilation n'est cependant pas valable dans le cas d'entreprises complexes où p.ex. une unité légale est associée pour exercer une activité d'entreprise avec d'autres unités légales qu'elle contrôle généralement par une propriété majoritaire.

(b) Situation au 31 décembre. Chiffres provisoires en 2004 et 2005.

C. 5101 Chiffres d'affaires et nombre d'unités légales du commerce en gros

Nace Rév.1.1 (a)	Année (b)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Nombre d'unités légales
Commerce de gros et intermédiaires (51)	1985	3 516 792	1 488
	1990	4 772 127	1 723
	2000	10 928 533	3 369
	2001	10 701 278	3 338
	2002	11 142 687	3 279
	2003	17 188 995	3 284
	2004	21 592 764	3 299
Intermédiaires du commerce de gros (51.1)	2005	24 909 855	3 297
	1985	493 174	213
	1990	463 831	208
	2000	293 826	573
	2001	305 771	585
	2002	325 800	581
	2003	399 097	604
Commerce de gros de céréales, aliments pour le bétail, de fleurs et plantes (51.21/51.22)	2004	842 610	673
	2005	1 024 868	691
	1985	86 249	47
	1990	84 080	43
	2000	153 789	61
	2001	195 872	64
	2002	129 623	62
Commerce de gros d'animaux vivants, de cuirs et de peaux (51.23/51.24)	2003	153 339	59
	2004	146 595	58
	2005	140 723	59
	1985	43 351	55
	1990	45 109	48
	2000	76 095	48
	2001	63 889	46
Commerce de gros de fruits et de légumes (51.31)	2002	61 546	44
	2003	52 160	40
	2004	57 960	40
	2005	72 960	40
	1985	51 161	24
	1990	66 794	19
	2000	77 742	17
Commerce de gros de viandes (51.32)	2001	83 237	17
	2002	88 846	17
	2003	93 265	18
	2004	92 718	17
	2005	93 092	18
	1985	53 249	19
	1990	60 068	20
Autres commerce de gros alimentaires (51.33-51.39)	2000	70 300	25
	2001	79 919	24
	2002	89 633	21
	2003	88 638	20
	2004	92 151	18
	2005	91 515	19
	1985	756 494	185
Commerce de gros de textiles, d'habillement et de chaussures (51.41/51.42)	1990	958 049	182
	2000	2 997 018	320
	2001	2 519 237	310
	2002	2 589 568	305
	2003	3 051 566	320
	2004	3 529 644	311
	2005	4 260 237	313
	1985	16 078	42
	1990	34 271	54
	2000	158 718	106
	2001	116 597	97
	2002	73 284	88
	2003	75 189	87
	2004	84 509	91
	2005	106 929	88

C. 5101 Chiffres d'affaires et nombre d'unités légales du commerce en gros (Suite)

Nace Rév.1.1 (a)	Année (b)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Nombre d'unités légales
Commerce de gros d'appareils électroménagers et de radio/télévision (51.43)	1985	62 197	58
	1990	102 615	81
	2000	646 507	149
	2001	689 879	150
	2002	630 199	153
	2003	576 365	142
	2004	573 474	139
Commerce de gros de céramique, verrerie et produits d'entretien (51.44)	2005	1 014 159	141
	1985	9 582	28
	1990	6 859	24
	2000	9 533	43
	2001	10 541	44
	2002	10 478	45
	2003	10 824	43
Commerce de gros de parfumerie, de produits de beauté et de produits pharmaceutiques (51.45/51.46)	2004	10 080	42
	2005	9 660	41
	1985	93 873	69
	1990	132 130	66
	2000	353 689	157
	2001	440 840	151
	2002	424 853	155
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires divers (51.47)	2003	431 670	151
	2004	501 639	156
	2005	477 300	158
	1985	80 483	91
	1990	127 433	97
	2000	251 527	240
	2001	277 487	223
Commerce de gros de combustibles (51.51)	2002	244 577	240
	2003	228 018	239
	2004	218 429	242
	2005	273 788	226
	1985	659 034	37
	1990	604 448	32
	2000	1 462 618	35
Commerce de gros de minerais, de métaux, de produits chimiques, d'autres produits intermédiaires, de déchets et débris (51.52/51.55/51.56/51.57)	2001	1 509 824	43
	2002	1 649 085	44
	2003	1 823 276	44
	2004	2 237 538	41
	2005	2 594 063	40
	1985	467 427	90
	1990	616 518	100
Commerce de gros de bois et de matériaux de construction (51.53)	2000	1 273 604	186
	2001	1 353 115	180
	2002	2 089 939	175
	2003	7 199 572	183
	2004	10 533 571	177
	2005	12 043 090	181
	1985	204 526	183
Commerce de gros de quincaillerie et fournitures pour plomberie et chauffage (51.54)	1990	430 381	201
	2000	580 972	302
	2001	566 831	294
	2002	547 072	277
	2003	566 381	281
	2004	597 247	279
	2005	640 768	280
	1985	61 889	24
	1990	98 656	27
	2000	111 023	66
	2001	129 577	69
	2002	134 315	72
	2003	147 149	73
	2004	156 576	70
	2005	158 645	75

C. 5101 Chiffres d'affaires et nombre d'unités légales du commerce en gros (Suite et fin)

Nace Rév.1.1 ^(a)	Année ^(b)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Nombre d'unités légales
Commerce de gros de machines-outils, d'équipements pour la construction, l'industrie textile, l'électronique et utilisés dans l'industrie, le commerce et la navigation (51.81/51.82/51.83/51.86/51.87)	1985	201 866	159
	1990	391 499	226
	2000	1 095 168	423
	2001	1 081 728	436
	2002	1 068 059	434
	2003	1 138 591	438
	2004	1 048 345	433
Commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels et d'autres machines et équipements de bureau (51.84/51.85)	2005	1 067 003	435
	1985	111 578	61
	1990	281 384	124
	2000	885 262	288
	2001	707 467	292
	2002	728 703	288
	2003	876 286	280
Commerce de gros de matériel agricole (51.88)	2004	621 340	264
	2005	621 528	257
	1985	43 250	38
	1990	78 093	40
	2000	89 316	50
	2001	65 855	49
	2002	70 624	47
Autres commerces de gros (51.9)	2003	74 086	41
	2004	69 857	38
	2005	70 147	38
	1985	21 329	65
	1990	189 909	131
	2000	341 826	280
	2001	503 612	264
	2002	186 482	231
	2003	203 524	221
	2004	178 481	210
	2005	149 380	197

Source: Statec

^(a) En règle générale une seule unité légale est le support juridique de l'entreprise. Ceci est valable pour la majorité des cas au Luxembourg. L'assimilation n'est cependant pas valable dans le cas d'entreprises complexes où p.ex. une unité légale est associée pour exercer une activité d'entreprise avec d'autres unités légales qu'elle contrôle généralement par une propriété majoritaire.

^(b) Situation au 31 décembre. Chiffres provisoires en 2004 et 2005.

C. 5102 Commerce de détail: chiffres d'affaires – nombre d'unités légales

Nace Rév.1.1 (°)	Année(°)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Nombre d'unités légales
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	1985	1 481 956	3 401
	1990	1 975 998	3 116
	2000	3 091 910	3 185
	2001	3 280 906	3 133
	2002	3 556 655	3 066
	2003	3 748 113	3 029
	2004	3 880 167	3 002
Commerce de détail en magasin non spécialisé (52.1)	2005	4 001 767	2 984
	1985	464 048	496
	1990	657 751	359
	2000	1 184 620	284
	2001	1 254 174	268
	2002	1 387 237	254
	2003	1 546 499	246
Commerce de détail de fruits, légumes, poissons, pain, pâtisserie, confiserie, boissons, tabac et autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé (52.21/52.23/52.24/52.25/52.26/52.27)	2004	1 512 301	248
	2005	1 489 547	240
	1985	90 767	242
	1990	87 281	200
	2000	88 054	185
	2001	93 510	191
	2002	99 182	185
Commerce de détail de viandes et produits à base de viande (52.22)	2003	108 504	189
	2004	137 689	178
	2005	132 697	173
	1985	119 104	255
	1990	121 094	212
	2000	124 031	136
	2001	133 763	133
Commerce de détail de produits pharmaceutiques (52.31)	2002	144 030	117
	2003	147 997	109
	2004	154 854	105
	2005	158 242	105
	1985	59 191	77
	1990	88 621	72
	2000	172 497	82
Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques, de parfumerie et de produits de beauté (52.32/52.33)	2001	189 731	81
	2002	202 345	82
	2003	216 680	82
	2004	228 653	87
	2005	237 953	89
	1985	8 552	44
	1990	17 506	52
Commerce de détail de textiles et d'habillement (52.41/52.42)	2000	36 361	58
	2001	39 176	61
	2002	47 022	55
	2003	48 219	55
	2004	51 171	52
	2005	54 690	55
	1985	230 502	587
Commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir (52.43)	1990	293 265	545
	2000	353 842	538
	2001	369 361	517
	2002	386 814	508
	2003	389 584	509
	2004	398 772	496
	2005	403 892	477
	1985	52 417	126
	1990	60 832	116
	2000	77 210	114
	2001	79 337	113
	2002	83 674	106
	2003	85 403	106
	2004	85 235	100
2005	84 928	95	

C. 5102 Commerce de détail: chiffres d'affaires – nombre d'unités légales (Suite et fin)

Nace Rév.1.1 ^(a)	Année ^(b)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Nombre d'unités légales
Commerce de détail de meubles et d'équipements du foyer (52.44)	1985	79 628	162
	1990	115 128	157
	2000	170 820	224
	2001	192 036	219
	2002	188 968	221
	2003	193 020	214
	2004	201 860	207
Commerce de détail d'appareils électroménagers et de radio/télévision (52.45)	1985	70 110	156
	1990	124 399	170
	2000	176 754	154
	2001	172 623	157
	2002	220 456	159
	2003	167 096	158
	2004	176 381	145
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres (52.46)	1985	205 603	145
	1990	50 547	111
	2000	71 667	90
	2001	105 086	81
	2002	108 599	79
	2003	114 192	78
	2004	123 759	78
Commerce de détail de livres, journaux et papeterie (52.47)	2004	139 137	72
	2005	139 689	73
	1985	39 039	186
	1990	49 450	170
	2000	117 781	155
	2001	125 126	149
	2002	133 547	140
Commerce de détail spécialisé divers (52.48)	2003	142 383	143
	2004	147 610	148
	2005	158 154	146
	1985	173 741	635
	1990	237 550	655
	2000	408 444	862
	2001	439 936	853
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin et commerce de détail hors magasin (52.5/52.6)	2002	460 584	841
	2003	489 084	822
	2004	527 821	831
	2005	565 857	852
	1985	39 953	249
	1990	44 987	243
	2000	66 249	235
Réparation d'articles personnels et domestiques (52.7)	2001	73 184	236
	2002	77 012	241
	2003	77 719	239
	2004	105 709	253
	2005	155 045	250
	1985	4 358	75
	1990	6 466	75
	2000	10 161	77
	2001	10 349	76
	2002	11 592	79
	2003	12 166	79
	2004	12 975	80
	2005	13 460	83

Source: Statec

^(a) En règle générale une seule unité légale est le support juridique de l'entreprise. Ceci est valable pour la majorité des cas au Luxembourg. L'assimilation n'est cependant pas valable dans le cas d'entreprises complexes où p.ex. une unité légale est associée pour exercer une activité d'entreprise avec d'autres unités légales qu'elle contrôle généralement par une propriété majoritaire.

^(b) Situation au 31 décembre. Chiffres provisoires en 2004 et 2005.

Horeca et tourisme

C. 61 Restauration et hébergement

Historique

La première enquête sur les hôtels, restaurants et cafés a été faite dans le cadre du recensement des activités de services en 1975.

Pour les années 1976, 1979, 1986 et 1991 le Statec a effectué des enquêtes par sondage sur la valeur ajoutée des hôtels, restaurants et cafés.

À partir de 1996 les enquêtes sont effectuées dans le cadre du Règlement (CE, EURATOM) N° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises.

Méthode d'enquête

Les enquêtes sont faites par voie postale.

En contrepartie de l'obligation de réponse de la part des entreprises, le Statec garantit la confidentialité des réponses individuelles (loi du 9 juillet 1962 portant institution du Statec).

Définitions des variables

(cf. Enquête structurelle dans l'industrie et la construction: C. 31)

C. 6100 Restauration et hébergement

Nace Rév1.1 ^(a)	Année ^(b)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	Nombre de salariés dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1000 EUR)
Hôtels et restaurants (55)	1985	2 500	8 719	5 804	73 092	307 478	303 850	128 447
	1990	2 446	8 638	7 200	109 199	473 918	464 001	206 091
	2000	2 733	12 653	9 986	219 350	809 357	803 050	397 490
	2001	2 741	13 011	10 314	234 691	853 233	847 578	418 405
	2002	2 735	13 442	10 791	244 760	894 508	887 020	440 163
	2003	2 773	13 532	11 064	261 091	913 894	908 354	455 293
	2004	2 827	13 951	11 389	276 005	962 488	956 541	472 942
Hôtels (55.1)	2005	2 810	14 195	11 734	292 013	993 915	987 434	484 614
	1985	321	2 674	2 259	30 189	106 015	104 582	51 784
	1990	314	2 849	2 541	40 498	138 022	136 588	70 775
	2000	302	2 750	2 466	58 190	196 590	195 659	102 054
	2001	297	2 806	2 519	61 264	199 510	198 888	101 562
	2002	298	2 826	2 564	62 194	209 832	209 263	105 725
	2003	296	2 784	2 540	63 775	207 111	205 619	108 471
Autres moyens d'hébergement de courte durée (55.2)	2004	296	2 774	2 530	64 465	211 407	210 508	112 889
	2005	290	2 848	2 609	69 140	219 534	218 753	117 337
	1985	103	261	145	1 944	7 248	7 060	3 300
	1990	106	248	164	2 569	13 801	11 314	6 409
	2000	91	309	210	5 955	17 381	12 083	7 233
	2001	91	299	199	6 078	16 360	11 378	6 950
	2002	85	320	225	6 911	18 672	11 943	6 948
Restaurants (55.3)	2003	88	319	232	7 484	19 245	15 385	9 536
	2004	80	325	240	7 780	18 289	14 529	6 629
	2005	79	338	248	8 099	18 512	14 877	6 092
	1985	417	2 744	2 225	27 983	103 745	103 202	42 773
	1990	522	3 608	3 101	47 771	203 773	199 223	82 580
	2000	905	5 618	4 868	106 957	374 250	374 173	175 545
	2001	950	5 790	5 031	115 097	383 881	383 822	180 036
Cafés (55.4)	2002	962	6 111	5 340	120 972	419 965	419 788	198 414
	2003	997	6 282	5 499	129 349	426 609	426 420	204 498
	2004	1 046	6 430	5 653	137 911	458 927	458 782	214 249
	2005	1 066	6 545	5 813	145 291	473 497	473 431	219 621
	1985	1 641	2 785	935	9 509	79 491	78 026	25 723
	1990	1 482	1 478	955	10 953	98 874	97 924	38 091
	2000	1 401	2 994	1 476	26 957	164 880	164 878	87 965
Cantines et traiteurs (55.5)	2001	1 371	3 062	1 529	28 853	185 845	185 846	100 227
	2002	1 358	3 090	1 579	30 391	176 494	176 494	98 397
	2003	1 360	2 946	1 601	32 441	179 273	179 273	96 177
	2004	1 370	3 145	1 702	34 801	180 717	180 717	97 002
	2005	1 339	3 138	1 751	36 382	182 343	182 343	97 063
	1985	18	255	240	3 468	10 980	10 980	4 867
	1990	22	455	440	7 409	19 447	18 951	8 237
	2000	34	982	966	21 291	56 257	56 257	24 692
	2001	32	1 055	1 036	23 398	67 637	67 644	29 629
	2002	32	1 095	1 082	24 293	69 545	69 533	30 680
	2003	32	1 201	1 191	28 041	81 656	81 656	36 611
	2004	35	1 278	1 264	31 048	93 148	92 005	42 174
	2005	36	1 327	1 313	33 101	100 030	98 030	44 501

Source: Statec

^(a) En règle générale une seule unité légale est le support juridique de l'entreprise. Ceci est valable pour la majorité des cas au Luxembourg. L'assimilation n'est cependant pas valable dans le cas d'entreprises complexes où p.ex. une unité légale est associée pour exercer une activité d'entreprise avec d'autres unités légales qu'elle contrôle généralement par une propriété majoritaire.

^(b) Situation au 31 décembre. Chiffres provisoires en 2004 et 2005.

C. 6101 Nombre et capacité des établissements d'hébergement

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Hôtels, auberges et pensions^(b)								
Nombre	459	401	324	313	315	297	293	284
Capacité	7 826	7 916	7 753	7 640	7 547	7 424	7 516	7 474
Auberges de jeunesse								
Nombre	11	12	13	12	12	11	10	10
Capacité lits	1 371	1 198	1 238	1 166	1 000	928	1 020	1 020
Gîtes d'étape								
Nombre	50	31	25	25	26	27	26	28
Capacité lits	2 442	1 418	1 047	1 158	1 169	1 204	1 109	1 155
Terrains de camping^(c)								
Nombre	135	127	112	109	107	105	101	100
Capacité en personnes	45 600	50 600	46 102	44 942	49 254	48 531	48 277	48 117

Source: Statec

^(a) Situation au 31 décembre.^(b) Capacité en nombre de chambres.^(c) Source: Ministère du Tourisme. À partir de 2000 - source: Statec.

C. 6102 Nombre et capacité des hôtels, auberges et pensions par région touristique

Spécification ^(a)	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre d'établissements	369	324	320	313	315	297	293	284
Centre	106	99	103	101	101	100	101	98
Luxembourg-Ville	69	62	63	61	59	60	61	61
Autres communes	37	37	40	40	42	40	40	37
Ardennes	127	104	99	94	96	89	88	84
Mëllerdall	78	67	65	66	65	57	54	54
Moselle	32	32	31	30	30	29	28	27
Sud	26	22	22	22	23	22	22	21
Nombre de chambres	8 085	7 753	7 660	7 640	7 547	7 424	7 516	7 474
Centre	3 619	3 777	3 791	3 756	3 677	3 668	3 845	3 896
Luxembourg-Ville	2 767	2 868	2 845	2 811	2 637	2 647	2 817	2 851
Autres communes	852	909	946	945	1 040	1 021	1 028	1 045
Ardennes	1 935	1 621	1 587	1 564	1 594	1 518	1 501	1 445
Mëllerdall	1 467	1 270	1 208	1 231	1 171	1 083	981	952
Moselle	571	609	609	600	587	578	605	601
Sud	493	476	465	489	518	577	584	580

Source: Statec

^(a) Situation au 31 décembre.

Arrivées et nuitées dans les établissements d'hébergement

Historique et méthodologie

La statistique touristique repose essentiellement sur le recensement des arrivées et des nuitées des touristes dans les établissements d'hébergement. La notion du touriste est prise dans un sens très large englobant non seulement les personnes effectuant un voyage d'agrément, mais également celles qui se déplacent pour raison de famille, de santé, d'affaires, etc. Ne sont exclues que les personnes occupant un emploi régulier ou fixant leur domicile dans l'établissement d'hébergement pendant plus de 3 mois. Sont compris également les résidents luxembourgeois séjournant dans un établissement d'hébergement du pays. La statistique touristique a été introduite par l'arrêté ministériel du 29 janvier 1951. La loi du 28 mai 1968 et le règlement grand-ducal du 12 juillet 1968 ont réformé ce système.

Depuis le 1^{er} janvier 1969, le voyageur est tenu de remplir l'original d'une fiche d'hébergement comportant 2 copies imprimées sur du papier autocopiant, de sorte que les 3 exemplaires sont remplis simultanément, les originaux tenant lieu de registre d'hôtel, les copies étant destinées à la statistique et à des fins de contrôle de sécurité. Dans une première phase, ce système ne donnait pas satisfaction sur le plan statistique.

La loi du 16 août 1975 sur le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement et le règlement grand-ducal du 1^{er} octobre 1975 relatif aux fiches à tenir par les tenanciers d'établissements d'hébergement ont aménagé le système antérieurement en vigueur depuis 1969. Un meilleur agencement de la fiche d'hébergement servant aux relevés statistiques a permis le recours à l'informatique pour le traitement d'un volume aussi important de documents de base. Cependant, de sérieuses difficultés ont subsisté quant à la qualité et à l'exhaustivité de la documentation transmise par les logeurs.

Les statistiques obtenues par l'exploitation de la documentation de base constituée par les fiches d'hébergement peuvent pour la première fois, être jugées satisfaisantes pour l'année 1978. C'est la raison pour laquelle la publication des séries relatives aux arrivées et aux nuitées dans les établissements d'hébergement reprend en 1978 après une interruption depuis 1970.

Capacité du système d'hébergement

Dès l'origine de la statistique des arrivées et des nuitées dans les établissements d'hébergement, le Statec avait constitué un fichier relatif à ces établissements et à leur capacité. Ce fichier a été régulièrement mis à jour jusqu'en 1970.

La loi du 17 juillet 1960 modifiée et complétée par celle du 25 avril 1970 portant institution d'un statut de l'hôtellerie a entraîné un certain nombre de reclassements opérés par le Ministère du Tourisme et du Logement au sein des différentes

catégories d'établissements. Cette opération n'a été conclue qu'en 1978 de sorte que c'est seulement à partir de cette année que nous disposons de nouveau d'une mise à jour du fichier des établissements d'hébergement suivant leur catégorie et leur capacité.

Le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 23 novembre 1995, la Directive 95/57/CE concernant la collecte d'informations statistiques dans le domaine du tourisme où les Etats membres s'engagent à effectuer la collecte, le dépouillement, le traitement et la transmission d'informations statistiques communautaires harmonisées tant en matière de demande que d'offre touristiques.

Définitions

- Toutes catégories d'hébergement
La statistique touristique connaît 6 catégories d'hébergement.
 - Hôtels, auberges, pensions
 - Campings
 - Auberges de jeunesse
 - Gîtes d'étapes
 - Appartements et maisons de vacances
 - Chambres chez des particuliers.
- Hôtels, auberges, pensions
Cette question est réglée par la loi du 25 avril 1970 concernant le statut de l'hôtellerie. Aux termes de cette loi: «Sont autorisés à faire usage dans leurs enseignes et inscriptions du nom d'hôtel, de motel, de pension de famille, d'auberge, de restaurant ou de leurs synonymes ou dérivés les établissements auxquels ce droit a été accordé par le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions le tourisme. Ces établissements doivent disposer d'un équipement qui répond aux exigences de la sécurité, de l'hygiène et du confort» En particulier, les hôtels doivent disposer de 10 chambres à coucher destinées normalement aux voyageurs; les pensions doivent comporter un minimum de 4 chambres à coucher. Dans les auberges chaque chambre à coucher doit être pourvue d'au moins d'un lavabo à eau courante. Ce sont donc des critères de dimension et de confort par lesquels se distinguent les trois catégories. La classification se fait de cas en cas sur base des dispositions de la loi.
- Autres moyens d'hébergement
Par d'autres moyens d'hébergement on entend les catégories suivantes:
 - Auberges de jeunesse
 - Gîtes d'étapes
 - Appartements et maisons de vacances
 - Chambres chez des particuliers.

 **Internet**

Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement:

www.mdt.public.lu

 **Bibliographie**

- Centrale des auberges de jeunesse - Rapport annuel.
- Office national du tourisme:- Rapport d'activité. - Compendium de l'année touristique.
- Syndicat d'initiative et de tourisme de la Ville de Luxembourg - Rapport d'activité.
- Bulletin du Statec N°7/1989.
- À partir de l'année 1993 le Statec publie chaque année, dans la série des Bulletins, un aperçu complet de la statistique d'hébergement pour l'année écoulée.
- Cahier économique N°87 « Tourismusvolumen und Reiseverhalten der Wohnbevölkerung Luxemburgs 1995 ».
- Bulletins du Statec N°4/1998; N°1/2000; N°8/2000; N°8/2001 et N°7/2002.
- « Tourismusvolumen und Reiseverhalten der Wohnbevölkerung des Großherzogtums Luxemburg » (Publication annuelle à partir de 1997).

C. 6200 Arrivées et nuitées selon la catégorie d'hébergement

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Arrivées (x1000) toutes catégories d'hébergement	717.8	855.1	895.4	939.2	923.3	937.1	977.4	970.3
Hôtels, auberges, pensions	430.7	547.8	607.0	621.2	605.1	637.3	696.3	702.4
Campings	193.2	219.2	192.3	213.1	222.2	210.2	188.2	173.0
Hébergement complémentaire	93.9	88.1	96.2	104.9	96.0	89.2	92.9	94.9
Nuitées (x1000) toutes catégories d'hébergement	2 388.4	2 731.6	2 676.5	2 750.4	2 810.4	2 792.9	2 711.6	2 637.3
Hôtels, auberges, pensions	906.2	1 193.7	1 263.1	1 244.3	1 223.8	1 280.0	1 360.0	1 361.2
Campings	1 137.8	1 205.5	1 041.5	1 108.8	1 211.0	1 166.8	1 046.0	972.5
Hébergement complémentaire	344.4	332.3	371.9	397.3	375.6	346.2	305.6	303.6

Source: Statec

C. 6201 Arrivées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Les cinq régions touristiques	717 765	855 183	895 425	939 217	923 315	937 110	977 429	970 284
Grand-Duché	28 518	34 707	43 836	54 543	56 267	59 398	64 631	62 113
Tous pays étrangers	689 247	820 476	851 589	884 674	867 048	877 712	912 798	908 171
Europe	632 058	748 051	780 110	809 403	801 138	806 575	840 259	831 114
Allemagne	85 274	86 573	106 535	112 889	117 352	114 985	124 002	123 207
Belgique	183 697	187 741	204 249	187 563	185 627	186 274	190 902	185 784
France	50 016	64 911	70 676	75 125	76 842	83 694	97 732	104 481
Italie	10 688	19 600	19 889	23 181	20 481	21 137	23 347	22 920
Pays-Bas	215 340	258 287	227 892	253 676	255 140	244 552	232 421	217 347
Royaume-Uni	42 781	44 265	55 144	59 153	49 823	56 296	58 444	60 197
Danemark	5 662	9 655	9 367	8 460	8 596	8 122	8 990	8 397
Grèce	877	2 110	2 475	2 748	2 947	3 154	3 913	3 429
Irlande	2 043	2 806	3 269	3 421	3 495	4 169	3 658	3 891
Portugal	2 381	6 026	5 753	6 256	6 403	5 945	6 499	6 866
Espagne	4 627	15 319	12 586	16 500	14 454	14 414	19 346	20 567
Suède	5 423	8 951	9 367	7 542	7 378	7 679	8 468	8 384
Finlande	...	...	3 465	3 452	3 643	3 801	4 238	4 178
Autriche	...	...	5 106	5 165	5 472	4 593	5 379	5 974
République tchèque	...	...	...	1 815	2 180	2 424	3 360	2 909
Hongrie	...	...	...	1 741	1 992	2 192	2 402	2 398
Pologne	...	...	...	4 459	3 346	3 649	5 272	5 803
Slovénie	...	...	...	671	798	843	1 415	1 126
Slovaquie	...	...	...	471	751	990	1 234	941
Estonie	...	...	...	291	405	523	861	671
Lettonie	...	...	...	3	164	569	739	628
Lituanie	...	...	...	524	532	889	1 226	1 250
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	1 043	1 356
Roumanie	...	...	...	...	...	...	1 815	1 812
Chypre	...	...	...	328	268	626	675	625
Malte	...	...	...	290	297	473	750	596
Suisse	10 828	13 563	19 582	16 476	15 176	15 258	15 180	17 049
Autres pays d'Europe	12 421	28 244	24 755	17 203	17 576	19 324	16 948	18 328
États-Unis d'Amérique	30 947	37 382	32 058	24 356	20 587	22 056	23 115	23 781
Autres pays d'Amérique	9 130	12 644	10 314	8 780	7 975	7 721	9 134	10 735
Autres pays	17 112	22 399	29 107	42 135	37 348	41 360	40 290	42 541
Région du Centre	355 312	445 494	522 139	531 218	503 836	516 172	549 869	565 339
Grand-Duché	11 451	14 627	19 024	24 499	24 499	25 241	27 503	26 866
Tous pays étrangers	343 861	430 867	503 115	506 719	479 337	490 931	522 366	538 473
Europe	292 573	368 001	440 617	439 284	420 395	426 849	457 652	471 017
Allemagne	63 021	63 087	77 526	75 765	77 411	75 574	79 942	80 297
Belgique	58 309	61 470	84 999	71 196	65 882	68 574	70 217	69 551
France	38 842	49 239	58 729	60 834	59 746	63 364	71 152	77 909
Italie	9 650	17 677	17 866	20 794	18 055	18 487	20 083	19 468
Pays-Bas	53 377	68 554	70 557	79 245	77 207	73 514	75 785	77 940
Royaume-Uni	31 785	34 489	46 657	46 812	40 277	42 964	44 602	46 701
Danemark	4 274	6 918	6 821	5 637	6 013	5 610	6 096	6 142
Grèce	866	2 004	2 408	2 635	2 868	3 048	3 812	3 208
Irlande	1 608	2 482	2 984	3 049	3 116	3 556	3 202	3 450
Portugal	2 252	5 476	5 206	5 743	5 788	5 222	5 265	5 369
Espagne	4 261	13 732	11 416	15 169	12 771	12 473	16 765	18 489
Suède	4 579	7 536	8 228	6 338	6 264	6 536	7 109	7 168
Finlande	...	...	3 092	3 021	3 171	3 159	3 603	3 652
Autriche	...	...	4 356	4 237	4 406	3 728	4 404	4 744
République tchèque	...	...	...	1 456	1 576	1 919	2 812	2 397
Hongrie	...	...	...	1 505	1 456	1 825	2 015	2 022
Pologne	...	...	...	3 983	2 518	2 833	4 410	4 901
Slovénie	...	...	...	585	709	763	1 179	976
Slovaquie	...	...	...	311	657	865	1 041	790
Estonie	...	...	...	256	370	482	798	619
Lettonie	...	...	...	3	153	514	693	505
Lituanie	...	...	...	473	505	822	1 146	1 136
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	989	1 247
Roumanie	...	...	...	...	...	...	1 509	1 647
Chypre	...	...	...	321	259	610	648	611
Malte	...	...	...	272	264	460	720	539
Suisse	9 634	11 286	17 887	14 225	12 942	12 764	12 445	14 222

C. 6201 Arrivées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Autres pays d'Europe	10 115	24 051	21 885	15 419	16 011	17 183	15 210	15 317
États-Unis d'Amérique	27 709	31 948	28 756	21 247	18 023	19 374	20 330	20 630
Autres pays d'Amérique	8 402	10 898	8 397	7 705	6 919	6 508	7 778	9 249
Autres pays	15 177	20 020	25 345	38 483	34 000	38 200	36 606	37 577
Région des Ardennes	184 973	202 302	182 588	204 743	205 686	196 809	191 598	171 659
Grand-Duché	7 689	7 074	9 451	15 495	15 786	16 138	15 220	13 559
Tous pays étrangers	177 284	195 228	173 137	189 248	189 900	180 671	176 378	158 100
Europe	174 541	191 117	170 450	186 781	187 856	178 295	174 253	156 083
Allemagne	9 295	8 816	10 043	14 049	14 780	12 777	13 239	12 038
Belgique	53 159	55 789	54 549	52 526	53 160	51 311	53 942	48 972
France	4 242	5 370	3 031	3 411	4 054	4 476	5 149	4 821
Italie	403	650	407	461	476	565	521	358
Pays- Bas	99 530	112 002	96 334	109 022	107 966	99 133	92 455	80 595
Royaume- Uni	5 090	3 593	2 318	2 788	2 860	5 267	4 955	5 306
Danemark	541	1 232	868	990	1 010	788	771	717
Grèce	3	30	11	11	19	22	12	33
Irlande	237	155	53	89	117	206	105	157
Portugal	28	148	125	121	153	171	167	118
Espagne	192	693	462	539	358	431	432	288
Suède	395	570	438	528	382	356	339	425
Finlande	...	...	125	172	162	200	202	186
Autriche	...	...	252	300	264	208	215	316
République tchèque	...	...	...	139	313	203	175	166
Hongrie	...	...	...	76	101	132	119	119
Pologne	...	...	...	136	286	255	146	123
Slovénie	...	...	...	52	41	50	80	42
Slovaquie	...	...	...	78	43	26	48	33
Estonie	...	...	...	19	18	19	9	21
Lettonie	...	...	...	0	7	11	12	29
Lituanie	...	...	...	9	4	11	29	6
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	7	39
Roumanie	...	...	...	...	...	...	36	21
Chypre	...	...	...	1	0	6	4	2
Malte	...	...	...	15	6	5	8	4
Suisse	530	820	444	685	725	743	658	685
Autres pays d'Europe	896	1 249	990	564	551	923	418	463
États-Unis d'Amérique	1 509	2 310	1 345	1 188	783	1 055	729	939
Autres pays d'Amérique	384	764	352	348	262	347	281	312
Autres pays	850	1 037	990	931	999	974	1 115	766
Région du Méllerdall	127 932	137 597	110 160	109 459	120 035	122 773	112 607	101 978
Grand-Duché	6 289	5 670	8 437	5 606	6 480	7 535	6 921	7 705
Tous pays étrangers	121 643	131 927	101 723	103 853	113 555	115 238	105 686	94 273
Europe	120 146	128 927	99 159	102 556	112 302	114 227	104 663	93 091
Allemagne	6 480	6 628	6 694	8 137	9 189	9 999	10 670	9 099
Belgique	58 559	53 876	40 489	36 248	40 031	38 607	36 344	33 138
France	3 298	5 127	2 132	2 246	2 936	3 227	3 245	2 861
Italie	215	349	192	193	311	212	205	223
Pays- Bas	47 802	56 451	43 932	46 489	53 290	54 398	46 892	42 243
Royaume- Uni	2 229	3 453	3 032	6 400	3 686	4 723	4 031	3 180
Danemark	268	530	840	1 047	865	865	1 147	587
Grèce	0	12	5	18	13	19	8	27
Irlande	91	87	134	194	113	170	178	58
Portugal	31	153	149	70	139	93	65	110
Espagne	62	390	283	156	256	274	264	158
Suède	95	315	205	137	141	210	218	154
Finlande	...	...	71	74	135	189	99	67
Autriche	...	...	87	152	143	98	83	57
République tchèque	...	...	...	28	56	59	70	55
Hongrie	...	...	...	45	48	38	34	80
Pologne	...	...	...	59	189	174	239	189
Slovénie	...	...	...	0	18	6	99	21
Slovaquie	...	...	...	51	7	30	67	5
Estonie	...	...	...	7	0	2	15	0
Lettonie	...	...	...	0	3	2	4	7
Lituanie	...	...	...	1	12	4	6	43
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	0	11
Roumanie	...	...	...	...	...	...	22	8
Chypre	...	...	...	0	2	2	0	2

C. 6201 Arrivées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Malte	...	...	...	1	2	0	2	5
Suisse	187	697	292	405	406	559	433	442
Autres pays d'Europe	829	859	622	398	311	267	223	261
États-Unis d'Amérique	894	1 565	809	557	393	380	458	597
Autres pays d'Amérique	177	644	1 001	184	192	193	166	176
Autres pays	426	791	754	556	668	438	399	409
Région de la Moselle	34 269	45 767	50 776	60 935	63 011	64 425	67 663	69 279
Grand-Duché	2 543	5 708	5 452	7 145	7 876	7 746	10 164	9 116
Tous pays étrangers	31 726	40 059	45 324	53 790	55 135	56 679	57 499	60 163
Europe	30 367	38 058	42 590	50 841	52 850	54 476	55 881	58 039
Allemagne	3 843	5 739	7 784	9 477	10 309	10 072	11 198	12 643
Belgique	11 391	13 792	18 687	22 609	21 110	20 870	21 191	23 716
France	2 156	3 736	4 384	5 246	5 901	6 462	7 234	7 855
Italie	156	449	606	534	597	623	616	730
Pays- Bas	8 514	8 889	6 171	7 312	8 638	9 966	8 721	6 442
Royaume- Uni	2 829	1 902	2 103	2 189	1 982	2 044	2 326	2 172
Danemark	372	739	550	566	560	632	668	588
Grèce	4	51	39	27	38	49	28	47
Irlande	87	62	67	59	95	123	83	168
Portugal	22	121	93	83	111	139	138	169
Espagne	66	252	212	266	656	819	963	684
Suède	258	394	266	411	410	329	349	318
Finlande	...	...	108	102	117	200	168	116
Autriche	...	...	138	279	410	293	340	419
République tchèque	...	...	...	136	167	167	137	149
Hongrie	...	...	...	51	315	66	100	37
Pologne	...	...	...	150	247	197	187	278
Slovénie	...	...	...	26	17	12	18	23
Slovaquie	...	...	...	16	40	59	67	55
Estonie	...	...	...	5	14	13	9	13
Lettonie	...	...	...	0	1	14	14	39
Lituanie	...	...	...	40	10	49	24	22
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	11	20
Roumanie	...	...	...	...	...	...	35	40
Chypre	...	...	...	5	7	7	8	6
Malte	...	...	...	1	0	6	16	12
Suisse	276	540	536	707	685	748	765	817
Autres pays d'Europe	393	1 392	846	544	413	517	467	461
États-Unis d'Amérique	719	1 308	625	706	650	692	531	789
Autres pays d'Amérique	139	262	462	453	530	473	419	520
Autres pays	501	431	1 647	1 790	1 105	1 038	668	815
Région du Sud	15 279	24 023	29 762	32 862	30 747	36 931	55 692	62 029
Grand-Duché	546	1 628	1 472	1 798	1 626	2 738	4 823	4 867
Tous pays étrangers	14 733	22 395	28 290	31 064	29 121	34 193	50 869	57 162
Europe	14 431	21 948	27 294	29 941	27 735	32 728	47 810	52 884
Allemagne	2 635	2 303	4 488	5 461	5 663	6 563	8 953	9 130
Belgique	2 279	2 814	5 525	4 984	5 444	6 912	9 208	10 407
France	1 478	1 439	2 400	3 388	4 205	6 165	10 952	11 035
Italie	264	475	818	1 199	1 042	1 250	1 922	2 141
Pays- Bas	6 117	12 391	10 898	11 608	8 039	7 541	8 568	10 127
Royaume- Uni	848	828	1 034	964	1 018	1 298	2 530	2 838
Danemark	207	236	288	220	148	227	308	363
Grèce	4	13	12	57	9	16	53	114
Irlande	20	20	31	30	54	114	90	58
Portugal	48	128	180	239	212	320	864	1 100
Espagne	46	252	213	370	413	417	922	948
Suède	96	136	230	128	181	248	453	319
Finlande	...	...	69	83	58	53	166	157
Autriche	...	...	273	197	249	266	337	438
République tchèque	...	...	...	56	68	76	166	142
Hongrie	...	...	...	64	72	131	134	140
Pologne	...	...	...	131	106	190	290	312
Slovénie	...	...	...	8	13	12	39	64
Slovaquie	...	...	...	15	4	10	11	58
Estonie	...	...	...	4	3	7	30	18
Lettonie	...	...	...	0	0	28	16	48
Lituanie	...	...	...	1	1	3	21	43
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	36	39

C. 6201 Arrivées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement)
(Suite et fin)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Roumanie	...	...	...	...	...	...	213	96
Chypre	...	...	...	1	0	1	15	4
Malte	...	...	...	1	25	2	4	36
Suisse	201	220	423	454	418	444	879	883
Autres pays d'Europe	188	693	412	278	290	434	630	1 826
États-Unis d'Amérique	116	251	523	658	738	555	1 067	826
Autres pays d'Amérique	28	76	102	90	72	200	490	478
Autres pays	158	120	371	375	576	710	1 502	2 974

Source: Statec

C. 6202 Nuitées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Les cinq régions touristiques	2 388 402	2 731 612	2 676 543	2 750 428	2 810 422	2 792 904	2 711 569	2 637 199
Grand-Duché	235 696	301 278	271 067	281 068	269 060	278 789	246 090	222 956
Tous pays étrangers	2 152 706	2 430 334	2 405 476	2 469 360	2 541 362	2 514 115	2 465 479	2 414 243
Europe	2 068 460	2 290 078	2 247 174	2 311 173	2 409 371	2 372 343	2 319 130	2 259 114
Allemagne	161 748	168 760	219 686	228 696	248 337	246 940	258 323	252 159
Belgique	634 596	569 742	542 474	510 555	512 621	491 379	480 530	470 768
France	91 712	135 674	152 591	148 217	164 188	167 746	175 498	189 731
Italie	20 264	38 382	42 971	43 694	40 015	40 898	47 194	46 159
Pays-Bas	1 004 912	1 092 444	935 412	1 035 028	1 125 291	1 078 014	991 150	924 954
Royaume-Uni	77 440	90 721	134 756	137 021	108 960	123 702	120 811	123 805
Danemark	11 685	23 663	21 240	18 760	18 956	18 443	19 560	17 640
Grèce	1 922	4 951	7 127	5 970	6 628	7 251	8 661	7 969
Irlande	3 610	6 375	9 698	8 864	7 930	9 452	7 555	9 526
Portugal	4 027	33 362	15 132	15 159	17 291	15 934	15 615	15 852
Espagne	6 606	26 562	24 491	28 419	26 684	26 325	32 573	32 867
Suède	9 081	14 538	18 104	13 910	14 082	15 396	16 120	16 299
Finlande	...	...	6 779	6 373	7 031	7 566	8 870	9 111
Autriche	...	...	11 488	11 433	11 189	10 263	11 614	14 488
République tchèque	...	...	...	5 243	6 442	6 730	8 945	7 260
Hongrie	...	...	...	4 937	5 846	5 914	6 471	6 697
Pologne	...	...	...	10 295	9 260	11 138	17 314	17 825
Slovénie	...	...	...	2 186	2 187	2 290	2 885	2 543
Slovaquie	...	...	...	1 795	2 392	3 090	3 982	2 624
Estonie	...	...	...	799	1 463	1 891	2 164	1 755
Lettonie	...	...	...	3	612	2 208	1 858	1 689
Lituanie	...	...	...	1 560	1 408	2 228	3 570	3 612
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	2 984	4 014
Roumanie	...	...	...	...	...	...	4 847	4 554
Chypre	...	...	...	1 104	760	1 376	1 664	1 689
Malte	...	...	...	1 408	1 133	2 295	3 016	3 089
Suisse	17 446	24 246	34 058	29 456	26 359	27 447	28 486	31 584
Autres pays d'Europe	23 411	60 658	71 167	40 288	42 306	46 427	36 870	38 851
États-Unis d'Amérique	44 559	66 807	72 799	58 141	48 996	51 901	52 422	54 346
Autres pays d'Amérique	13 320	27 029	23 088	20 269	17 565	17 346	19 944	24 006
Autres pays	26 367	46 420	62 415	79 777	65 430	72 525	73 983	76 777
Région du Centre	645 307	976 039	1 095 294	1 101 120	1 055 108	1 083 684	1 089 262	1 117 605
Grand-Duché	25 111	67 138	92 314	109 085	101 993	110 296	74 868	65 861
Tous pays étrangers	620 196	908 901	1 002 980	992 035	953 115	973 388	1 014 394	1 051 744
Europe	546 034	786 607	869 772	854 656	839 345	850 430	887 650	917 201
Allemagne	103 430	107 709	141 799	138 357	138 925	133 439	143 593	144 043
Belgique	94 448	103 408	142 276	119 969	114 520	116 987	117 642	119 781
France	59 252	97 211	119 363	111 097	113 188	112 706	120 935	133 647
Italie	16 137	32 748	36 659	38 823	34 534	34 992	40 680	37 970
Pays-Bas	160 995	224 721	141 986	179 581	184 846	189 396	181 971	185 827
Royaume-Uni	51 866	65 091	108 551	96 116	80 348	83 084	83 067	88 205
Danemark	8 528	15 579	13 525	10 621	11 654	10 882	11 886	11 872
Grèce	1 868	4 688	6 983	5 675	6 482	6 894	8 402	7 438
Irlande	2 670	4 806	8 761	7 508	6 832	7 427	6 399	8 083
Portugal	3 257	29 619	12 180	12 509	14 380	12 663	12 653	12 524
Espagne	5 634	21 250	20 795	25 909	23 420	22 932	28 009	29 345
Suède	6 715	11 793	15 199	11 527	12 064	12 797	13 082	13 872
Finlande	...	...	6 017	5 537	6 219	6 285	7 481	8 102
Autriche	...	...	8 985	8 911	8 499	7 635	8 999	10 780
République tchèque	...	...	...	3 871	3 854	4 462	6 536	6 219
Hongrie	...	...	...	4 130	4 637	4 507	5 632	5 062
Pologne	...	...	...	7 502	5 706	7 155	12 613	13 364
Slovénie	...	...	...	1 682	1 788	1 698	2 286	2 225
Slovaquie	...	...	...	889	1 786	2 165	2 681	2 128
Estonie	...	...	...	749	1 368	1 834	2 019	1 657
Lettonie	...	...	...	3	600	2 029	1 785	1 386
Lituanie	...	...	...	1 415	1 371	2 090	3 406	3 248
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	2 775	3 589
Roumanie	...	...	...	...	...	...	3 691	4 235
Chypre	...	...	...	1 087	741	1 347	1 622	1 632
Malte	...	...	...	1 373	1 070	2 265	2 963	2 780
Suisse	15 089	18 817	30 705	24 569	22 148	22 107	22 444	25 944

C. 6202 Nuitées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Autres pays d'Europe	16 145	49 167	55 988	35 246	38 365	40 652	32 398	32 243
États-Unis d'Amérique	39 448	57 093	63 100	49 427	42 651	44 023	44 050	46 518
Autres pays d'Amérique	11 874	24 153	17 108	16 531	14 261	13 898	16 579	20 481
Autres pays	22 840	41 048	53 000	71 421	56 858	65 037	66 115	67 544
Région des Ardennes	899 386	891 827	822 476	870 972	901 087	831 854	801 501	730 857
Grand-Duché	46 628	40 268	39 362	47 848	47 421	45 365	41 818	40 532
Tous pays étrangers	852 758	851 559	783 114	823 124	853 666	786 489	759 683	690 325
Europe	848 429	845 332	778 063	817 990	847 677	781 314	754 455	686 773
Allemagne	22 498	25 382	28 722	33 709	42 062	35 238	36 245	32 318
Belgique	251 581	234 638	201 837	195 667	190 908	173 102	181 488	170 245
France	11 682	11 892	7 733	9 074	10 159	9 934	11 222	9 871
Italie	1 409	1 468	872	862	829	1 244	1 001	625
Pays- Bas	540 471	547 062	517 062	560 146	585 594	534 968	501 452	448 498
Royaume- Uni	13 403	9 529	5 952	7 501	6 935	14 961	13 544	14 989
Danemark	1 402	4 288	2 852	2 850	2 982	2 093	2 260	1 837
Grèce	5	48	24	20	27	94	37	80
Irlande	563	930	190	189	306	825	183	451
Portugal	221	567	243	570	758	523	444	387
Espagne	642	3 265	1 210	880	680	771	785	588
Suède	922	1 046	1 043	1 045	636	694	622	735
Finlande	...	...	226	306	249	277	274	366
Autriche	...	...	569	778	624	580	543	913
République tchèque	...	...	...	318	1 177	1 148	513	427
Hongrie	...	...	...	226	158	179	272	712
Pologne	...	...	...	442	484	707	609	557
Slovénie	...	...	...	275	98	479	105	56
Slovaquie	...	...	...	692	290	212	435	97
Estonie	...	...	...	25	29	19	32	25
Lettonie	...	...	...	0	8	12	22	42
Lituanie	...	...	...	23	12	11	40	6
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	13	93
Roumanie	...	...	...	...	...	...	124	28
Chypre	...	...	...	1	0	6	8	8
Malte	...	...	...	26	12	7	8	6
Suisse	929	1 858	875	1 292	1 402	1 392	1 333	1 433
Autres pays d'Europe	2 701	3 359	8 653	1 073	1 258	1 838	841	1 380
États-Unis d'Amérique	2 126	3 478	2 193	2 202	1 224	2 052	1 545	1 599
Autres pays d'Amérique	598	1 209	569	667	453	661	602	500
Autres pays	1 605	1 540	2 289	2 265	4 312	2 462	3 081	1 453
Région du Mëllerdall	629 851	581 355	507 641	503 287	565 589	551 771	491 423	470 622
Grand-Duché	99 511	87 954	71 869	49 189	49 322	47 884	39 490	42 583
Tous pays étrangers	530 340	493 401	435 772	454 098	516 267	503 887	451 933	428 039
Europe	527 433	488 544	427 943	450 775	514 155	501 728	449 830	425 567
Allemagne	17 478	14 560	19 786	21 076	25 817	26 095	28 516	25 762
Belgique	236 152	182 216	142 505	134 394	147 857	134 261	119 379	116 985
France	8 284	11 266	5 258	6 141	7 564	7 133	7 329	6 930
Italie	1 399	1 175	584	558	504	388	370	734
Pays- Bas	253 224	262 719	238 691	254 504	311 456	308 403	271 060	257 218
Royaume- Uni	5 711	9 413	12 359	25 233	13 981	17 477	14 450	10 945
Danemark	578	1 375	2 854	3 403	2 678	2 641	3 449	2 135
Grèce	0	23	9	28	21	36	73	85
Irlande	222	292	480	894	408	636	577	244
Portugal	174	268	866	155	437	372	220	381
Espagne	153	928	1 055	294	522	519	443	265
Suède	214	533	464	406	237	397	554	361
Finlande	...	...	175	94	229	375	224	134
Autriche	...	...	238	498	320	230	219	130
République tchèque	...	...	...	156	110	140	141	102
Hongrie	...	...	...	165	131	110	110	305
Pologne	...	...	...	126	470	470	525	622
Slovénie	...	...	...	0	62	19	311	37
Slovaquie	...	...	...	101	30	92	241	9
Estonie	...	...	...	7	0	2	15	0
Lettonie	...	...	...	0	3	2	6	100
Lituanie	...	...	...	2	12	12	10	116
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	0	22
Roumanie	...	...	...	...	...	...	58	45
Chypre	...	...	...	0	6	2	0	2

C. 6202 Nuitées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Malte	...	...	...	1	2	0	2	12
Suisse	401	1 501	693	997	759	1 268	990	1 013
Autres pays d'Europe	3 443	2 275	1 926	1 542	539	648	558	873
États-Unis d'Amérique	1 581	2 540	1 583	1 111	695	958	1 063	1 232
Autres pays d'Amérique	461	955	3 686	460	352	376	282	369
Autres pays	865	1 362	2 560	1 752	1 065	825	758	871
Région de la Moselle	175 980	225 594	169 796	192 002	199 885	215 669	201 588	193 321
Grand-Duché	62 167	98 366	59 012	67 526	64 717	66 079	76 644	65 118
Tous pays étrangers	113 813	127 228	110 784	124 476	135 168	149 590	124 944	128 203
Europe	111 596	121 583	104 140	116 213	128 773	142 008	119 648	121 365
Allemagne	11 495	15 961	16 260	19 509	23 281	23 691	23 303	26 409
Belgique	47 529	42 866	43 760	48 422	44 970	47 658	44 068	45 895
France	9 315	11 578	10 372	11 777	18 029	17 587	12 057	15 019
Italie	379	1 596	1 901	1 084	1 444	1 317	1 521	1 704
Pays- Bas	34 432	34 688	17 540	19 211	24 156	30 434	21 611	16 476
Royaume- Uni	5 043	4 864	5 516	6 185	4 747	5 745	5 247	4 667
Danemark	782	2 074	1 289	1 380	1 250	2 377	1 411	1 193
Grèce	38	179	89	60	87	112	55	130
Irlande	114	315	169	163	203	260	172	502
Portugal	295	1 500	559	752	697	1 724	497	366
Espagne	107	611	644	620	1 152	1 270	1 482	1 145
Suède	752	1 011	677	599	740	625	618	484
Finlande	...	...	255	197	186	481	263	233
Autriche	...	...	445	626	1 026	1 072	794	832
République tchèque	...	...	...	615	1 103	843	528	262
Hongrie	...	...	...	204	482	218	200	57
Pologne	...	...	...	1 399	1 988	2 209	1 648	2 475
Slovénie	...	...	...	221	213	22	27	33
Slovaquie	...	...	...	86	277	603	607	103
Estonie	...	...	...	14	57	27	20	24
Lettonie	...	...	...	0	1	88	28	74
Lituanie	...	...	...	117	12	112	51	46
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	35	69
Roumanie	...	...	...	...	...	...	125	96
Chypre	...	...	...	14	13	20	13	9
Malte	...	...	...	4	0	18	25	17
Suisse	612	1 361	1 034	1 337	1 247	1 725	1 917	1 758
Autres pays d'Europe	703	2 979	3 630	1 617	1 412	1 770	1 325	1 287
États-Unis d'Amérique	1 089	3 107	1 883	2 759	2 194	3 292	2 594	3 230
Autres pays d'Amérique	349	593	1 429	2 236	2 251	1 639	1 353	1 663
Autres pays	779	1 945	3 332	3 268	1 950	2 651	1 349	1 945
Région du Sud	37 878	56 797	81 336	83 047	88 753	109 926	127 795	124 794
Grand-Duché	2 279	7 552	8 510	7 420	5 607	9 165	13 270	8 862
Tous pays étrangers	35 599	49 245	72 826	75 627	83 146	100 761	114 525	115 932
Europe	34 968	48 012	67 256	71 539	79 421	96 863	107 547	108 208
Allemagne	6 847	5 148	13 119	16 045	18 252	28 477	26 666	23 627
Belgique	4 886	6 614	12 096	12 103	14 366	19 371	17 953	17 862
France	3 179	3 727	9 865	10 128	15 248	20 386	23 955	24 264
Italie	940	1 395	2 955	2 367	2 704	2 957	3 622	5 126
Pays- Bas	15 790	23 254	20 133	21 586	19 239	14 813	15 056	16 935
Royaume- Uni	1 417	1 824	2 378	1 986	2 949	2 435	4 503	4 999
Danemark	395	347	720	506	392	450	554	603
Grèce	11	13	22	187	11	115	94	236
Irlande	41	32	98	110	181	304	224	246
Portugal	80	1 408	1 284	1 173	1 019	652	1 801	2 194
Espagne	70	508	787	716	910	833	1 854	1 524
Suède	478	155	721	333	405	883	1 244	847
Finlande	...	...	106	239	148	148	628	276
Autriche	...	...	1 251	620	720	746	1 059	1 833
République tchèque	...	...	...	283	198	137	1 227	250
Hongrie	...	...	...	212	438	900	257	561
Pologne	...	...	...	826	612	597	1 919	807
Slovénie	...	...	...	8	26	72	156	192
Slovaquie	...	...	...	27	9	18	18	287
Estonie	...	...	...	4	9	9	78	49
Lettonie	...	...	...	0	0	77	17	87
Lituanie	...	...	...	3	1	3	63	196
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	161	241

C. 6202 Nuitées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement)
(Suite et fin)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Roumanie	...	...	...	...	...	...	849	150
Chypre	...	...	...	2	0	1	21	38
Malte	...	...	...	4	49	5	18	274
Suisse	415	709	751	1 261	803	955	1 802	1 436
Autres pays d'Europe	419	2 878	970	810	732	1 519	1 748	3 068
États-Unis d'Amérique	315	589	4 040	2 642	2 232	1 576	3 170	1 767
Autres pays d'Amérique	38	119	296	375	248	772	1 128	993
Autres pays	278	525	1 234	1 071	1 245	1 550	2 680	4 964

Source: Statec

C. 6203 Durée moyenne de séjour par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement)

Code	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Les cinq régions touristiques	3.3	3.2	3.0	2.9	3.0	3.0	2.8	2.7
Grand-Duché	8.3	8.7	6.2	5.2	4.8	4.7	3.8	3.6
Tous pays étrangers	3.1	3.0	2.8	2.8	2.9	2.9	2.7	2.7
Europe	3.3	3.1	2.9	2.9	3.0	2.9	2.8	2.7
Allemagne	1.9	1.9	2.1	2.0	2.1	2.1	2.1	2.0
Belgique	3.5	3.0	2.7	2.7	2.8	2.6	2.5	2.5
France	1.8	2.1	2.2	2.0	2.1	2.0	1.8	1.8
Italie	1.9	2.0	2.2	1.9	2.0	1.9	2.0	2.0
Pays-Bas	4.7	4.2	4.1	4.1	4.4	4.4	4.3	4.3
Royaume-Uni	1.8	2.0	2.4	2.3	2.2	2.2	2.1	2.1
Danemark	2.1	2.5	2.3	2.2	2.2	2.3	2.2	2.1
Grèce	2.2	2.3	2.9	2.2	2.2	2.3	2.2	2.3
Irlande	1.8	2.3	3.0	2.6	2.3	2.3	2.1	2.5
Portugal	1.7	5.5	2.6	2.4	2.7	2.7	2.4	2.3
Espagne	1.4	1.7	1.9	1.7	1.8	1.8	1.7	1.6
Suède	1.7	1.6	1.9	1.8	1.9	2.0	1.9	1.9
Finlande	...	...	2.0	1.8	1.9	2.0	2.1	2.2
Autriche	...	...	2.2	2.2	2.0	2.2	2.2	2.4
République tchèque	...	...	...	2.9	3.0	2.8	2.7	2.5
Hongrie	...	...	...	2.8	2.9	2.7	2.7	2.8
Pologne	...	...	...	2.3	2.8	3.1	3.3	3.1
Slovénie	...	...	...	3.3	2.7	2.7	2.0	2.3
Slovaquie	...	...	...	3.8	3.2	3.1	3.2	2.8
Estonie	...	...	...	2.7	3.6	3.6	2.5	2.6
Lettonie	...	...	...	1.0	3.7	3.9	2.5	2.7
Lituanie	...	...	...	3.0	2.6	2.5	2.9	2.9
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	2.9	3.0
Roumanie	...	...	...	...	...	...	2.7	2.5
Chypre	...	...	...	3.4	2.8	2.2	2.5	2.7
Malte	...	...	...	4.9	3.8	4.9	4.0	5.2
Suisse	1.6	1.8	1.7	1.8	1.7	1.8	1.9	1.9
Autres pays d'Europe	1.9	2.1	2.9	2.3	2.4	2.4	2.2	2.1
États-Unis d'Amérique	1.4	1.8	2.3	2.4	2.4	2.4	2.3	2.3
Autres pays d'Amérique	1.5	2.1	2.2	2.3	2.2	2.2	2.2	2.2
Autres pays	1.5	2.1	1.6	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8
Région du Centre	1.8	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1	2.0	2.0
Grand-Duché	2.2	4.6	4.9	4.5	4.2	4.4	2.7	2.5
Tous pays étrangers	1.8	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	1.9	2.0
Europe	1.9	2.1	2.0	1.9	2.0	2.0	1.9	2.0
Allemagne	1.6	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Belgique	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
France	1.5	2.0	2.0	1.8	1.9	1.8	1.7	1.7
Italie	1.7	1.9	2.1	1.9	1.9	1.9	2.0	2.0
Pays- Bas	3.0	3.3	2.0	2.3	2.4	2.6	2.4	2.4
Royaume- Uni	1.6	1.9	2.3	2.1	2.0	1.9	1.9	1.9
Danemark	2.0	2.3	2.0	1.9	1.9	1.9	2.0	1.9
Grèce	2.2	2.3	2.9	2.2	2.3	2.3	2.2	2.3
Irlande	1.7	1.9	2.9	2.5	2.2	2.1	2.0	2.3
Portugal	1.4	5.4	2.3	2.2	2.5	2.4	2.4	2.3
Espagne	1.3	1.5	1.8	1.7	1.8	1.8	1.7	1.6
Suède	1.5	1.6	1.8	1.8	1.9	2.0	1.8	1.9
Finlande	...	...	1.9	1.8	2.0	2.0	2.1	2.2
Autriche	...	...	2.1	2.1	1.9	2.0	2.0	2.3
République tchèque	...	...	...	2.7	2.4	2.3	2.3	2.6
Hongrie	...	...	...	2.7	3.2	2.5	2.8	2.5
Pologne	...	...	...	1.9	2.3	2.5	2.9	2.7
Slovénie	...	...	...	2.9	2.5	2.2	1.9	2.3
Slovaquie	...	...	...	2.9	2.7	2.5	2.6	2.7
Estonie	...	...	...	2.9	3.7	3.8	2.5	2.7
Lettonie	...	...	...	1.0	3.9	3.9	2.6	2.7
Lituanie	...	...	...	3.0	2.7	2.5	3.0	2.9
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	2.8	2.9
Roumanie	...	...	...	...	...	...	2.5	2.6
Chypre	...	...	...	3.4	2.9	2.2	2.5	2.7
Malte	...	...	...	5.0	4.1	4.9	4.1	5.2
Suisse	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.8	1.8

C. 6203 Durée moyenne de séjour par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement) (Suite)

Code	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Autres pays d'Europe	1.6	2.0	2.6	2.3	2.4	2.4	2.1	2.1
États-Unis d'Amérique	1.4	1.8	2.2	2.3	2.4	2.3	2.2	2.3
Autres pays d'Amérique	1.4	2.2	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	2.2
Autres pays	1.5	2.1	2.1	1.9	1.7	1.7	1.8	1.8
Région des Ardennes	4.9	4.4	4.5	4.3	4.4	4.2	4.2	4.3
Grand-Duché	6.1	5.7	4.2	3.1	3.0	2.8	2.8	3.0
Tous pays étrangers	4.8	4.4	4.5	4.3	4.5	4.4	4.3	4.4
Europe	4.9	4.4	4.6	4.4	4.5	4.4	4.3	4.4
Allemagne	2.4	2.9	2.9	2.4	2.8	2.8	2.7	2.7
Belgique	4.7	4.2	3.7	3.7	3.6	3.4	3.4	3.5
France	2.8	2.2	2.6	2.7	2.5	2.2	2.2	2.0
Italie	3.5	2.3	2.1	1.9	1.7	2.2	1.9	1.8
Pays- Bas	5.4	4.9	5.4	5.1	5.4	5.4	5.4	5.6
Royaume- Uni	2.6	2.7	2.6	2.7	2.4	2.8	2.7	2.8
Danemark	2.6	3.5	3.3	2.9	3.0	2.7	2.9	2.6
Grèce	1.7	1.6	2.2	1.8	1.4	4.3	3.1	2.4
Irlande	2.4	6.0	3.6	2.1	2.6	4.0	1.7	2.9
Portugal	7.9	3.8	1.9	4.7	5.0	3.1	2.7	3.3
Espagne	3.3	4.7	2.6	1.6	1.9	1.8	1.8	2.0
Suède	2.3	1.8	2.4	2.0	1.7	1.9	1.8	1.7
Finlande	...	...	1.8	1.8	1.5	1.4	1.4	2.0
Autriche	...	...	2.3	2.6	2.4	2.8	2.5	2.9
République tchèque	...	...	...	2.3	3.8	5.7	2.9	2.6
Hongrie	...	...	...	3.0	1.6	1.4	2.3	6.0
Pologne	...	...	...	3.3	1.7	2.8	4.2	4.5
Slovénie	...	...	...	5.3	2.4	9.6	1.3	1.3
Slovaquie	...	...	...	8.9	6.7	8.2	9.1	2.9
Estonie	...	...	...	1.3	1.6	1.0	3.6	1.2
Lettonie	...	...	...	0	1.1	1.1	1.8	1.5
Lituanie	...	...	...	2.6	3.0	1.0	1.4	1.0
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	1.9	2.4
Roumanie	...	...	...	...	...	...	3.4	1.3
Chypre	...	...	...	1.0	0	1.0	2.0	4.0
Malte	...	...	...	1.7	2.0	1.4	1.0	1.5
Suisse	1.8	2.3	2.0	1.9	1.9	1.9	2.0	2.1
Autres pays d'Europe	3.0	2.7	8.7	1.9	2.3	2.0	2.0	3.0
États-Unis d'Amérique	1.4	1.5	1.6	1.9	1.6	1.9	2.1	1.7
Autres pays d'Amérique	1.6	1.6	1.6	1.9	1.7	1.9	2.1	1.6
Autres pays	1.9	1.5	2.3	2.4	4.3	2.5	2.8	1.9
Région du Mëllerdall	4.9	4.2	4.6	4.6	4.7	4.5	4.4	4.6
Grand-Duché	15.8	15.5	8.5	8.8	7.6	6.4	5.7	5.5
Tous pays étrangers	4.4	3.7	4.3	4.4	4.5	4.4	4.3	4.5
Europe	4.4	3.8	4.3	4.4	4.6	4.4	4.3	4.6
Allemagne	2.7	2.2	3.0	2.6	2.8	2.6	2.7	2.8
Belgique	4.0	3.4	3.5	3.7	3.7	3.5	3.3	3.5
France	2.5	2.2	2.5	2.7	2.6	2.2	2.3	2.4
Italie	6.5	3.4	3.0	2.9	1.6	1.8	1.8	3.3
Pays- Bas	5.3	4.7	5.4	5.5	5.8	5.7	5.8	6.1
Royaume- Uni	2.6	2.7	4.1	3.9	3.8	3.7	3.6	3.4
Danemark	2.2	2.6	3.4	3.3	3.1	3.1	3.0	3.6
Grèce	0	1.9	1.8	1.6	1.6	1.9	9.1	3.1
Irlande	2.4	3.4	3.6	4.6	3.6	3.7	3.2	4.2
Portugal	5.6	1.8	5.8	2.2	3.1	4.0	3.4	3.5
Espagne	2.5	2.4	3.7	1.9	2.0	1.9	1.7	1.7
Suède	2.3	1.7	2.3	3.0	1.7	1.9	2.5	2.3
Finlande	...	...	2.5	1.3	1.7	2.0	2.3	2.0
Autriche	...	...	2.7	3.3	2.2	2.3	2.6	2.3
République tchèque	...	...	...	5.6	2.0	2.4	2.0	1.9
Hongrie	...	...	...	3.7	2.7	2.9	3.2	3.8
Pologne	...	...	...	2.1	2.5	2.7	2.2	3.3
Slovénie	...	...	...	0	3.4	3.2	3.1	1.8
Slovaquie	...	...	...	2.0	4.3	3.1	3.6	1.8
Estonie	...	...	...	1.0	0	1.0	1.0	0
Lettonie	...	...	...	0	1.0	1.0	1.5	14.3
Lituanie	...	...	...	2.0	1.0	3.0	1.7	2.7
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	0	2.0
Roumanie	...	...	...	...	...	...	2.6	5.6

C. 6203 Durée moyenne de séjour par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement) (Suite)

Code	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Chypre	...	...	...	0	3.0	1.0	0	1.0
Malte	...	...	...	1.0	1.0	0	1.0	2.4
Suisse	2.1	2.2	2.4	2.5	1.9	2.3	2.3	2.3
Autres pays d'Europe	4.2	2.6	3.1	3.9	1.7	2.4	2.5	3.3
États-Unis d'Amérique	1.8	1.6	2.0	2.0	1.8	2.5	2.3	2.1
Autres pays d'Amérique	2.6	1.5	3.7	2.5	1.8	1.9	1.7	2.1
Autres pays	2.0	1.7	3.4	3.2	1.6	1.9	1.9	2.1
Région de la Moselle	5.1	4.9	3.3	3.2	3.2	3.3	3.0	2.8
Grand-Duché	24.4	17.2	10.8	9.5	8.2	8.5	7.5	7.1
Tous pays étrangers	3.6	3.2	2.4	2.3	2.5	2.6	2.2	2.1
Europe	3.7	3.2	2.4	2.3	2.4	2.6	2.1	2.1
Allemagne	3.0	2.8	2.1	2.1	2.3	2.4	2.1	2.1
Belgique	4.2	3.1	2.3	2.1	2.1	2.3	2.1	1.9
France	4.3	3.1	2.4	2.2	3.1	2.7	1.7	1.9
Italie	2.4	3.6	3.1	2.0	2.4	2.1	2.5	2.3
Pays- Bas	4.0	3.9	2.8	2.6	2.8	3.1	2.5	2.6
Royaume- Uni	1.8	2.6	2.6	2.8	2.4	2.8	2.3	2.1
Danemark	2.1	2.8	2.3	2.4	2.2	3.8	2.1	2.0
Grèce	9.5	3.5	2.3	2.2	2.3	2.3	2.0	2.8
Irlande	1.3	5.1	2.5	2.8	2.1	2.1	2.1	3.0
Portugal	13.4	12.4	6.0	9.1	6.3	12.4	3.6	2.2
Espagne	1.6	2.4	3.0	2.3	1.8	1.6	1.5	1.7
Suède	2.9	2.6	2.5	1.5	1.8	1.9	1.8	1.5
Finlande	...	...	2.4	1.9	1.6	2.4	1.6	2.0
Autriche	...	...	3.2	2.2	2.5	3.7	2.3	2.0
République tchèque	...	...	...	4.5	6.6	5.0	3.9	1.8
Hongrie	...	...	...	4.0	1.5	3.3	2.0	1.5
Pologne	...	...	...	9.3	8.0	11.2	8.8	8.9
Slovénie	...	...	...	8.5	12.5	1.8	1.5	1.4
Slovaquie	...	...	...	5.4	6.9	10.2	9.1	1.9
Estonie	...	...	...	2.8	4.1	2.1	2.2	1.9
Lettonie	...	...	...	0	1.0	6.3	2.0	1.9
Lituanie	...	...	...	2.9	1.2	2.3	2.1	2.1
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	3.2	3.5
Roumanie	...	...	...	...	...	...	3.6	2.4
Chypre	...	...	...	2.8	1.9	2.9	1.6	1.5
Malte	...	...	...	4.0	0	3.0	1.6	1.4
Suisse	2.2	2.5	1.9	1.9	1.8	2.3	2.5	2.1
Autres pays d'Europe	1.8	2.1	4.3	3.0	3.4	3.4	2.8	2.8
États-Unis d'Amérique	1.5	2.4	3.0	3.9	3.4	4.8	4.9	4.1
Autres pays d'Amérique	2.5	2.3	3.1	4.9	4.2	3.5	3.2	3.2
Autres pays	1.6	4.5	2.0	1.8	1.8	2.6	2.0	2.4
Région du Sud	2.5	2.4	2.7	2.5	2.9	3.0	2.3	2.0
Grand-Duché	4.2	4.6	5.8	4.1	3.4	3.3	2.8	1.8
Tous pays étrangers	2.4	2.2	2.6	2.4	2.9	2.9	2.3	2.0
Europe	2.4	2.2	2.5	2.4	2.9	3.0	2.3	2.0
Allemagne	2.6	2.2	2.9	2.9	3.2	4.3	3.0	2.6
Belgique	2.1	2.4	2.2	2.4	2.6	2.8	2.0	1.7
France	2.2	2.6	4.1	3.0	3.6	3.3	2.2	2.2
Italie	3.6	2.9	3.6	2.0	2.6	2.4	1.9	2.4
Pays- Bas	2.6	1.9	1.8	1.9	2.4	2.0	1.8	1.7
Royaume- Uni	1.7	2.2	2.3	2.1	2.9	1.9	1.8	1.8
Danemark	1.9	1.5	2.5	2.3	2.6	2.0	1.8	1.7
Grèce	2.8	1.0	1.8	3.3	1.2	7.2	1.8	2.1
Irlande	2.0	1.6	3.2	3.7	3.4	2.7	2.5	4.2
Portugal	1.7	11.0	7.1	4.9	4.8	2.0	2.1	2.0
Espagne	1.5	2.0	3.7	1.9	2.2	2.0	2.0	1.6
Suède	5.0	1.1	3.1	2.6	2.2	3.6	2.8	2.7
Finlande	...	...	1.5	2.9	2.6	2.8	3.8	1.8
Autriche	...	...	4.6	3.1	2.9	2.8	3.1	4.2
République tchèque	...	...	...	5.1	2.9	1.8	7.4	1.8
Hongrie	...	...	...	3.3	6.1	6.9	1.9	4.0
Pologne	...	...	...	6.3	5.8	3.1	6.6	2.6
Slovénie	...	...	...	1.0	2.0	6.0	4.0	3.0
Slovaquie	...	...	...	1.8	2.3	1.8	1.6	5.0
Estonie	...	...	...	1.0	3.0	1.3	2.6	2.7
Lettonie	...	...	...	0	0	2.8	1.1	1.8

C. 6203 Durée moyenne de séjour par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Toutes catégories d'hébergement) *(Suite et fin)*

Code	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Lituanie	...	...	...	3.0	1.0	1.0	3.0	4.6
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	4.5	6.2
Roumanie	...	...	...	...	...	...	4.0	1.6
Chypre	...	...	...	2.0	0	1.0	1.4	9.5
Malte	...	...	...	4.0	2.0	2.5	4.5	7.6
Suisse	2.1	3.2	1.8	2.8	1.9	2.2	2.0	1.6
Autres pays d'Europe	2.2	4.2	2.4	2.9	2.5	3.5	2.8	1.7
États-Unis d'Amérique	2.7	2.3	7.7	4.0	3.0	2.8	3.0	2.1
Autres pays d'Amérique	1.4	1.6	2.9	4.2	3.4	3.9	2.3	2.1
Autres pays	1.8	4.4	3.3	2.9	2.2	2.2	1.8	1.7

Source: Statec

C. 6204 Arrivées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Les cinq régions touristiques	430 692	547 824	606 997	621 157	605 088	637 706	696 312	702 358
Grand-Duché	11 358	18 065	18 406	22 474	23 638	24 462	29 450	28 992
Tous pays étrangers	419 334	529 759	588 591	598 683	581 450	613 244	666 862	673 366
Europe	373 248	471 808	530 272	533 121	523 711	550 298	602 120	604 599
Allemagne	61 809	68 575	86 643	86 405	90 726	89 580	97 789	98 864
Belgique	125 511	142 243	160 142	146 857	141 200	147 821	154 050	149 952
France	42 422	54 974	63 879	67 697	68 732	75 305	89 090	95 158
Italie	9 553	17 367	18 053	21 014	18 749	19 447	21 531	21 482
Pays-Bas	74 117	87 978	76 629	86 238	83 157	86 940	92 236	86 156
Royaume-Uni	25 288	32 132	45 203	46 400	40 777	46 607	48 791	50 810
Danemark	3 662	5 715	6 208	4 911	5 405	5 129	5 697	5 807
Grèce	864	2 031	2 436	2 672	2 899	2 994	3 810	3 265
Irlande	1 243	1 977	2 791	2 635	2 896	3 425	3 195	3 257
Portugal	2 201	4 701	4 691	5 508	5 638	5 259	5 887	6 288
Espagne	3 832	12 331	8 955	12 683	11 781	12 086	16 901	17 987
Suède	4 064	7 291	8 134	6 460	6 516	6 702	7 658	7 584
Finlande	...	...	2 811	2 622	2 660	2 840	3 410	3 202
Autriche	...	...	4 501	4 600	4 627	4 080	4 711	5 393
République tchèque	...	...	...	1 402	1 654	1 924	2 853	2 493
Hongrie	...	...	...	1 549	1 758	1 928	2 101	2 135
Pologne	...	...	...	1 616	2 071	2 664	4 075	4 105
Slovénie	...	...	...	481	673	715	1 076	915
Slovaquie	...	...	...	322	646	857	1 051	872
Estonie	...	...	...	233	373	493	814	620
Lettonie	...	...	...	3	149	538	729	607
Lituanie	...	...	...	437	458	868	1 192	1 187
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	1 009	1 226
Roumanie	...	...	...	...	...	...	1 663	1 653
Chypre	...	...	...	301	256	593	669	617
Malte	...	...	...	274	269	456	705	588
Suisse	9 808	11 919	18 152	14 897	13 599	13 689	13 734	15 409
Autres pays d'Europe	8 874	22 574	21 044	14 904	16 042	17 358	15 693	16 967
États-Unis d'Amérique	25 806	32 542	28 170	21 769	19 001	20 427	21 266	21 642
Autres pays d'Amérique	7 268	9 375	7 662	6 818	6 622	6 445	7 631	8 991
Autres pays	13 012	16 034	22 487	36 975	32 116	36 074	35 845	38 134
Région du Centre	284 424	358 323	433 261	435 207	418 259	437 588	471 606	481 576
Grand-Duché	7 659	11 249	11 153	12 385	12 657	12 829	14 806	14 440
Tous pays étrangers	276 765	347 074	422 108	422 822	405 602	424 759	456 800	467 136
Europe	233 220	295 504	370 147	363 382	353 058	367 321	398 314	406 388
Allemagne	52 670	55 373	68 888	65 299	68 033	67 169	70 285	70 567
Belgique	53 601	57 020	79 345	65 651	60 835	64 139	66 083	64 788
France	35 610	43 743	54 502	56 398	56 034	59 245	66 261	72 336
Italie	8 902	16 144	16 432	19 202	16 838	17 328	18 679	18 376
Pays-Bas	27 388	32 499	35 399	42 627	41 991	43 721	49 020	48 931
Royaume-Uni	22 945	28 348	42 017	42 770	37 043	40 095	41 175	42 749
Danemark	3 324	4 954	5 649	4 313	4 723	4 390	4 812	4 872
Grèce	854	1 945	2 373	2 570	2 826	2 907	3 715	3 071
Irlande	1 213	1 897	2 684	2 495	2 715	3 117	2 958	2 993
Portugal	2 097	4 342	4 335	5 125	5 146	4 749	4 848	4 942
Espagne	3 708	11 809	8 445	11 978	10 585	10 702	14 809	16 252
Suède	3 808	6 495	7 444	5 794	5 751	6 003	6 678	6 645
Finlande	...	...	2 624	2 444	2 464	2 563	3 053	2 844
Autriche	...	...	3 919	3 869	3 886	3 419	3 970	4 367
République tchèque	...	...	...	1 159	1 395	1 645	2 510	2 139
Hongrie	...	...	...	1 378	1 348	1 687	1 823	1 863
Pologne	...	...	...	1 460	1 815	2 221	3 547	3 521
Slovénie	...	...	...	438	623	670	1 009	824
Slovaquie	...	...	...	279	591	778	971	737
Estonie	...	...	...	218	357	468	771	583
Lettonie	...	...	...	3	142	502	686	500
Lituanie	...	...	...	386	448	815	1 128	1 109
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	955	1 124
Roumanie	...	...	...	...	...	...	1 371	1 519
Chypre	...	...	...	294	249	581	642	603
Malte	...	...	...	264	236	443	679	535
Suisse	9 005	10 417	16 869	13 259	11 990	11 955	11 634	13 224

C. 6204 Arrivées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Autres pays d'Europe	8 095	20 518	19 222	13 709	14 994	16 009	14 242	14 374
États-Unis d'Amérique	24 189	28 281	25 360	19 107	16 759	18 134	18 827	19 087
Autres pays d'Amérique	6 966	8 262	6 802	6 000	5 799	5 480	6 448	7 741
Autres pays	12 390	15 027	19 799	34 333	29 986	33 824	33 211	33 920
Région des Ardennes	61 018	82 075	69 796	74 776	69 891	76 702	76 535	71 476
Grand-Duché	1 014	1 391	2 112	3 243	3 277	3 324	3 247	3 597
Tous pays étrangers	60 004	80 684	67 684	71 533	66 614	73 378	73 288	67 879
Europe	59 009	78 334	66 052	69 950	65 486	71 847	72 120	66 618
Allemagne	2 638	3 794	4 582	5 994	6 555	6 037	6 035	5 984
Belgique	24 274	31 723	31 611	31 704	29 929	32 018	34 325	31 193
France	2 429	3 506	1 945	2 163	2 411	3 066	3 591	3 329
Italie	173	319	215	218	258	304	267	175
Pays- Bas	27 544	35 603	25 205	26 898	23 512	24 715	22 879	20 286
Royaume- Uni	993	1 586	760	923	978	3 508	3 082	3 472
Danemark	95	313	172	211	221	235	200	236
Grèce	2	26	10	9	18	12	8	17
Irlande	14	16	9	44	35	93	57	51
Portugal	17	64	80	50	75	99	64	64
Espagne	55	132	109	143	125	156	178	139
Suède	105	311	235	258	235	195	199	281
Finlande	...	...	43	63	59	81	91	102
Autriche	...	...	154	221	138	131	127	226
République tchèque	...	...	...	77	70	85	71	77
Hongrie	...	...	...	55	36	53	47	87
Pologne	...	...	...	54	52	147	89	67
Slovénie	...	...	...	29	21	30	16	17
Slovaquie	...	...	...	15	26	19	22	26
Estonie	...	...	...	11	10	5	4	9
Lettonie	...	...	...	0	3	6	10	18
Lituanie	...	...	...	9	2	1	16	2
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	7	39
Roumanie	...	...	...	...	...	...	28	14
Chypre	...	...	...	1	0	2	4	2
Malte	...	...	...	7	6	5	4	4
Suisse	349	423	273	439	445	448	402	419
Autres pays d'Europe	321	518	649	354	266	396	297	282
États-Unis d'Amérique	679	1 620	1 036	905	619	877	601	714
Autres pays d'Amérique	112	419	197	225	144	194	172	183
Autres pays	204	311	399	453	365	460	395	364
Région du Mëllerdall	61 949	68 517	46 517	42 941	44 432	45 699	44 984	36 825
Grand-Duché	618	871	722	858	948	985	1 060	935
Tous pays étrangers	61 331	67 646	45 795	42 083	43 484	44 714	43 924	35 890
Europe	60 527	65 713	44 554	41 386	42 903	44 152	43 341	35 315
Allemagne	2 579	3 479	3 152	3 931	4 125	4 547	5 308	3 852
Belgique	39 840	40 773	27 439	24 256	26 066	26 114	24 876	21 462
France	2 086	3 751	1 324	1 364	1 497	1 905	2 023	1 650
Italie	190	272	130	115	150	124	140	147
Pays- Bas	14 432	14 492	11 182	10 480	9 679	10 103	9 622	7 039
Royaume- Uni	843	1 057	472	458	513	494	546	454
Danemark	114	249	112	111	91	89	97	87
Grèce	0	12	5	9	10	12	8	16
Irlande	5	17	16	12	17	22	27	24
Portugal	29	126	28	42	110	23	30	25
Espagne	27	178	67	55	96	71	110	59
Suède	46	243	110	45	47	86	66	96
Finlande	...	...	33	22	33	61	31	29
Autriche	...	...	58	81	46	57	28	28
République tchèque	...	...	...	14	11	14	20	25
Hongrie	...	...	...	14	13	20	11	12
Pologne	...	...	...	6	30	19	42	15
Slovénie	...	...	...	0	6	2	2	2
Slovaquie	...	...	...	5	1	15	0	2
Estonie	...	...	...	1	0	0	0	0
Lettonie	...	...	...	0	3	0	4	4
Lituanie	...	...	...	1	0	0	4	11
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	0	4
Roumanie	...	...	...	...	...	...	18	3
Chypre	...	...	...	0	0	2	0	2

C. 6204 Arrivées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Malte	...	...	...	1	2	0	2	1
Suisse	138	510	197	222	211	250	192	182
Autres pays d'Europe	198	554	229	141	146	122	134	84
États-Unis d'Amérique	521	1183	661	436	307	309	335	332
Autres pays d'Amérique	107	437	143	78	108	111	112	91
Autres pays	176	313	437	183	166	142	136	152
Région de la Moselle	15 263	29 604	40 710	49 039	50 179	49 447	54 328	57 613
Grand-Duché	1 596	3 963	3 961	4 939	5 519	5 576	6 253	5 874
Tous pays étrangers	13 667	25 641	36 749	44 100	44 660	43 871	48 075	51 739
Europe	13 073	23 892	34 165	41 326	42 526	41 891	46 601	49 796
Allemagne	1 974	4 280	6 139	6 612	6 937	5 916	7 811	9 837
Belgique	6 058	10 885	16 928	21 043	19 399	19 208	19 834	22 429
France	1 372	3 034	4 067	4 805	5 080	5 574	6 759	7 300
Italie	90	299	565	476	521	513	563	684
Pays- Bas	2 597	2 622	3 145	4 261	5 747	5 995	6 142	4 165
Royaume- Uni	426	915	1 317	1 629	1 508	1 504	1 807	1 679
Danemark	82	176	157	216	293	254	345	328
Grèce	4	44	36	27	36	49	28	47
Irlande	10	44	53	54	84	85	72	142
Portugal	13	99	79	72	108	101	124	165
Espagne	14	154	188	230	605	760	926	633
Suède	75	212	195	285	320	212	275	260
Finlande	...	...	72	65	73	98	102	86
Autriche	...	...	122	248	324	223	258	341
République tchèque	...	...	...	98	113	108	118	120
Hongrie	...	...	...	40	293	40	86	34
Pologne	...	...	...	32	85	100	117	199
Slovénie	...	...	...	14	13	5	10	9
Slovaquie	...	...	...	8	24	35	47	54
Estonie	...	...	...	3	5	13	9	13
Lettonie	...	...	...	0	1	2	13	37
Lituanie	...	...	...	40	7	49	23	22
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	11	20
Roumanie	...	...	...	...	...	...	34	22
Chypre	...	...	...	5	7	7	8	6
Malte	...	...	...	1	0	6	16	12
Suisse	218	446	481	607	580	634	661	734
Autres pays d'Europe	140	682	621	455	363	400	402	418
États-Unis d'Amérique	351	1 235	601	675	590	562	442	688
Autres pays d'Amérique	73	205	428	434	500	463	410	506
Autres pays	170	309	1 555	1 665	1 044	955	622	749
Région du Sud	8 038	9 305	16 713	19 194	22 327	28 270	48 859	54 868
Grand-Duché	471	591	458	1 049	1 237	1 748	4 084	4 146
Tous pays étrangers	7 567	8 714	16 255	18 145	21 090	26 522	44 775	50 722
Europe	7 419	8 365	15 354	17 077	19 738	25 087	41 744	46 482
Allemagne	1 948	1 649	3 882	4 569	5 076	5 911	8 350	8 624
Belgique	1 738	1 842	4 819	4 203	4 971	6 342	8 932	10 080
France	925	940	2 041	2 967	3 710	5 515	10 456	10 543
Italie	198	333	711	1 003	982	1 178	1 882	2 100
Pays- Bas	2 156	2 762	1 698	1 972	2 228	2 406	4 573	5 735
Royaume- Uni	81	226	637	620	735	1 006	2 181	2 456
Danemark	47	23	118	60	77	161	243	284
Grèce	4	4	12	57	9	14	51	114
Irlande	1	3	29	30	45	108	81	47
Portugal	45	70	169	219	199	287	821	1 092
Espagne	28	58	146	277	370	397	878	904
Suède	30	30	150	78	163	206	440	302
Finlande	...	...	39	28	31	37	133	141
Autriche	...	...	248	181	233	250	328	431
République tchèque	...	...	...	54	65	72	134	132
Hongrie	...	...	...	62	68	128	134	139
Pologne	...	...	...	64	89	177	280	303
Slovénie	...	...	...	0	10	8	39	63
Slovaquie	...	...	...	15	4	10	11	53
Estonie	...	...	...	0	1	7	30	15
Lettonie	...	...	...	0	0	28	16	48
Lituanie	...	...	...	1	1	3	21	43
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	36	39

C. 6204 Arrivées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) *(Suite et fin)*

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Roumanie	...	...	...	...	...	...	212	95
Chypre	...	...	...	1	0	1	15	4
Malte	...	...	...	1	25	2	4	36
Suisse	98	123	332	370	373	402	845	850
Autres pays d'Europe	120	302	323	245	273	431	618	1 809
États-Unis d'Amérique	66	223	512	646	726	545	1 061	821
Autres pays d'Amérique	10	52	92	81	71	197	489	470
Autres pays	72	74	297	341	555	693	1 481	2 949

Source: Statec

C. 6205 Nuitées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Les cinq régions touristiques	906 203	1 193 730	1 263 128	1 244 319	1 223 774	1 279 956	1 360 061	1 361 185
Grand-Duché	46 636	108 933	67 242	77 550	79 943	85 267	85 163	77 011
Tous pays étrangers	859 567	1 084 797	1 195 886	1 166 769	1 143 831	1 194 689	1 274 898	1 284 174
Europe	790 676	966 995	1 062 779	1 029 528	1 029 617	1 070 517	1 145 252	1 144 832
Allemagne	103 519	117 089	158 762	158 123	163 710	166 171	180 437	179 183
Belgique	298 680	300 776	298 248	276 020	273 919	280 528	287 219	278 851
France	68 013	108 426	125 427	119 258	127 260	131 263	146 116	158 405
Italie	17 696	32 945	38 443	39 876	36 935	37 460	43 878	42 732
Pays-Bas	202 437	210 399	158 016	177 663	178 379	183 835	188 449	176 542
Royaume-Uni	42 870	63 776	106 892	96 807	81 631	92 057	93 288	97 676
Danemark	7 433	10 674	11 263	8 597	9 849	9 011	10 187	10 243
Grèce	1 907	4 741	6 975	5 683	6 410	6 872	8 465	7 605
Irlande	2 107	4 146	8 259	6 825	6 562	7 306	6 368	7 773
Portugal	3 613	15 046	10 670	11 989	14 782	11 965	13 812	12 938
Espagne	5 114	18 689	18 229	22 570	21 568	22 562	28 473	28 583
Suède	6 577	11 496	15 394	11 501	12 232	12 436	14 177	14 255
Finlande	...	...	5 562	4 968	5 274	5 546	7 108	6 460
Autriche	...	...	10 057	10 052	9 135	8 597	9 941	13 039
République tchèque	...	...	...	4 425	4 491	4 978	6 770	6 561
Hongrie	...	...	...	4 413	5 133	5 303	5 663	5 681
Pologne	...	...	...	4 345	5 180	6 894	12 251	11 725
Slovénie	...	...	...	1 745	1 939	1 593	2 134	2 185
Slovaquie	...	...	...	977	1 926	2 612	3 067	2 424
Estonie	...	...	...	731	1 369	1 832	2 038	1 625
Lettonie	...	...	...	3	559	2 074	1 847	1 576
Lituanie	...	...	...	1 372	1 236	2 189	3 456	3 308
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	2 838	3 717
Roumanie	...	...	...	...	...	...	4 485	4 018
Chypre	...	...	...	1 005	702	1 116	1 638	1 653
Malte	...	...	...	1 386	1 055	2 177	2 837	3 028
Suisse	15 697	20 724	30 628	26 381	22 464	24 134	25 259	28 287
Autres pays d'Europe	15 013	48 068	59 954	32 813	35 917	40 006	33 051	34 759
États-Unis d'Amérique	37 864	59 741	66 285	52 609	46 236	47 512	47 585	49 541
Autres pays d'Amérique	10 501	22 152	16 796	16 569	15 078	14 779	17 559	21 256
Autres pays	20 526	35 909	50 026	68 063	52 900	61 881	64 502	68 545
Région du Centre	437 840	665 127	845 160	821 687	793 402	820 008	877 648	899 511
Grand-Duché	12 466	38 750	32 010	35 704	35 032	37 565	38 958	32 432
Tous pays étrangers	425 374	626 377	813 150	785 983	758 370	782 443	838 690	867 079
Europe	361 222	520 125	697 073	663 848	656 314	671 144	723 100	744 076
Allemagne	83 012	91 503	121 543	114 675	117 055	114 130	121 365	121 724
Belgique	80 364	88 574	126 540	105 252	100 611	104 029	106 107	108 395
France	53 008	84 564	106 020	98 213	103 426	102 090	109 348	119 589
Italie	14 978	29 548	33 151	36 016	32 568	32 934	38 211	35 527
Pays-Bas	40 316	52 133	56 916	77 302	80 559	84 063	93 630	96 504
Royaume-Uni	38 090	55 739	99 155	88 141	72 970	76 112	76 382	79 584
Danemark	6 854	8 839	10 184	7 606	8 640	7 589	8 658	8 526
Grèce	1 854	4 590	6 839	5 411	6 275	6 689	8 240	7 156
Irlande	2 055	3 990	7 944	6 482	6 119	6 588	5 861	6 992
Portugal	3 057	13 572	8 686	10 114	12 775	10 699	11 450	10 448
Espagne	4 850	17 540	16 678	21 206	19 312	20 245	24 933	25 843
Suède	5 676	10 155	13 695	10 411	10 841	10 979	12 144	12 412
Finlande	...	...	5 228	4 562	4 963	5 035	6 215	5 831
Autriche	...	...	8 054	8 144	7 445	6 962	8 130	9 952
République tchèque	...	...	...	3 251	3 450	3 872	5 597	5 811
Hongrie	...	...	...	3 881	4 231	4 192	5 145	4 692
Pologne	...	...	...	3 961	4 167	5 620	9 639	10 037
Slovénie	...	...	...	1 332	1 669	1 469	1 927	1 958
Slovaquie	...	...	...	836	1 646	2 006	2 480	1 948
Estonie	...	...	...	703	1 321	1 791	1 933	1 551
Lettonie	...	...	...	3	551	1 985	1 777	1 376
Lituanie	...	...	...	1 227	1 220	2 073	3 315	3 045
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	2 629	3 306
Roumanie	...	...	...	...	...	...	3 383	3 771
Chypre	...	...	...	988	689	1 091	1 596	1 596
Malte	...	...	...	1 363	992	2 147	2 788	2 727
Suisse	14 064	17 397	28 100	22 934	19 628	20 694	20 930	24 115

C. 6205 Nuitées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Autres pays d'Europe	13 044	41 981	48 340	29 834	33 191	36 060	29 287	29 660
États-Unis d'Amérique	35 145	52 127	57 474	45 100	40 773	42 021	41 407	44 048
Autres pays d'Amérique	10 011	20 317	14 564	13 698	12 201	11 862	14 481	18 181
Autres pays	18 996	33 808	44 039	63 337	49 082	57 416	59 702	60 774
Région des Ardennes	197 736	213 457	160 635	162 858	150 273	166 265	160 375	148 403
Grand-Duché	4 202	5 387	4 535	7 769	7 305	6 464	5 967	6 449
Tous pays étrangers	193 534	208 070	156 100	155 089	142 968	159 801	154 408	141 954
Europe	191 892	204 279	153 274	152 108	141 150	156 672	152 092	139 803
Allemagne	5 066	7 292	8 315	11 403	11 829	11 102	10 798	10 926
Belgique	71 043	79 019	64 112	64 825	62 859	63 111	68 412	60 363
France	5 600	5 998	4 189	4 629	4 363	5 742	6 187	6 165
Italie	543	516	468	515	400	663	469	244
Pays- Bas	105 494	104 613	64 745	64 579	56 264	61 710	54 014	47 640
Royaume- Uni	1 847	3 061	1 497	1 881	2 051	9 471	8 345	9 666
Danemark	170	800	316	347	363	466	386	557
Grèce	4	42	20	14	25	32	9	25
Irlande	20	17	18	83	77	240	95	99
Portugal	198	360	145	186	165	348	187	127
Espagne	105	303	236	242	243	334	319	220
Suède	248	444	553	472	376	293	268	472
Finlande	...	...	73	93	65	131	120	174
Autriche	...	...	253	642	300	260	267	517
République tchèque	...	...	...	233	193	374	294	247
Hongrie	...	...	...	202	60	71	96	394
Pologne	...	...	...	90	130	387	233	167
Slovénie	...	...	...	214	53	81	30	21
Slovaquie	...	...	...	29	45	164	163	90
Estonie	...	...	...	15	21	5	7	11
Lettonie	...	...	...	0	4	7	20	31
Lituanie	...	...	...	23	6	1	23	2
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	13	93
Roumanie	...	...	...	...	...	...	78	21
Chypre	...	...	...	1	0	2	8	8
Malte	...	...	...	14	12	7	4	6
Suisse	639	829	619	798	768	840	682	838
Autres pays d'Europe	915	985	7 715	578	478	830	565	679
États-Unis d'Amérique	914	2 552	1 730	1 767	987	1 692	1 234	1 138
Autres pays d'Amérique	157	642	325	398	232	358	423	310
Autres pays	571	597	771	816	599	1 079	659	703
Région du Mëllerdall	192 297	165 078	108 591	98 448	104 600	104 179	103 865	89 316
Grand-Duché	2 836	3 368	1 793	2 016	2 560	2 449	2 528	2 038
Tous pays étrangers	189 461	161 710	106 798	96 432	102 040	101 730	101 337	87 278
Europe	187 844	158 515	103 886	95 019	100 996	100 438	100 290	85 898
Allemagne	5 785	6 487	5 807	6 836	8 388	7 834	10 375	7 743
Belgique	128 512	103 201	65 745	58 115	63 054	64 052	60 578	55 476
France	4 498	7 474	2 441	2 460	2 627	3 529	4 041	3 544
Italie	1 289	930	259	445	235	191	268	341
Pays- Bas	44 571	34 390	26 746	24 486	23 776	21 671	22 244	16 298
Royaume- Uni	1 851	2 226	910	1 188	1 255	1 378	1 233	1 029
Danemark	175	522	197	156	143	130	182	140
Grèce	0	23	9	11	15	25	73	58
Irlande	7	23	48	14	28	37	58	53
Portugal	168	196	145	83	370	169	67	66
Espagne	87	284	147	82	175	158	195	116
Suède	147	425	236	61	68	115	100	172
Finlande	...	...	38	28	57	83	41	35
Autriche	...	...	134	133	90	131	54	69
République tchèque	...	...	...	140	14	83	46	52
Hongrie	...	...	...	24	20	72	12	25
Pologne	...	...	...	12	42	39	88	92
Slovénie	...	...	...	0	37	3	2	2
Slovaquie	...	...	...	9	1	19	0	6
Estonie	...	...	...	1	0	0	0	0
Lettonie	...	...	...	0	3	0	6	10
Lituanie	...	...	...	2	0	0	8	19
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	0	8
Roumanie	...	...	...	...	...	...	54	3
Chypre	...	...	...	0	0	2	0	2

C. 6205 Nuitées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Malte	...	...	...	1	2	0	2	4
Suisse	271	830	456	484	349	482	300	340
Autres pays d'Europe	483	1 504	568	248	247	235	263	195
États-Unis d'Amérique	1 008	1 990	1 296	899	565	829	603	802
Autres pays d'Amérique	193	658	233	133	188	189	185	202
Autres pays	416	547	1 383	381	291	274	259	376
Région de la Moselle	59 563	124 675	104 125	116 460	120 870	120 615	121 285	126 109
Grand-Duché	26 107	59 933	27 925	30 294	32 383	36 061	31 289	29 972
Tous pays étrangers	33 456	64 742	76 200	86 166	88 487	84 554	89 996	96 137
Europe	32 398	61 176	70 108	79 157	82 842	79 890	86 224	90 948
Allemagne	4 683	8 588	12 066	12 372	12 595	11 253	14 752	19 199
Belgique	16 076	26 326	32 018	38 648	36 088	34 517	35 555	38 196
France	3 078	8 099	8 694	8 077	9 916	10 311	10 476	12 360
Italie	250	949	1 850	966	1 171	955	1 441	1 627
Pays- Bas	6 322	10 136	5 854	7 960	11 465	11 914	11 993	8 098
Royaume- Uni	811	2 020	3 722	4 508	3 239	3 309	3 733	3 454
Danemark	124	484	274	383	589	561	577	627
Grèce	38	82	85	60	84	112	55	130
Irlande	10	111	153	136	174	166	158	451
Portugal	113	714	482	616	694	236	423	301
Espagne	20	339	489	521	1 034	1 070	1 278	987
Suède	113	426	448	435	574	358	458	405
Finlande	...	...	154	157	114	189	185	173
Autriche	...	...	402	545	739	638	486	684
République tchèque	...	...	...	522	642	521	465	228
Hongrie	...	...	...	96	420	90	153	53
Pologne	...	...	...	97	507	438	456	706
Slovénie	...	...	...	199	161	11	19	16
Slovaquie	...	...	...	76	225	405	406	102
Estonie	...	...	...	12	26	27	20	24
Lettonie	...	...	...	0	1	5	27	72
Lituanie	...	...	...	117	9	112	47	46
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	35	69
Roumanie	...	...	...	...	...	...	124	77
Chypre	...	...	...	14	13	20	13	9
Malte	...	...	...	4	0	18	25	17
Suisse	480	1 083	932	1 142	1 025	1 286	1 654	1 631
Autres pays d'Europe	280	1 819	2 485	1 494	1 337	1 368	1 210	1 206
États-Unis d'Amérique	540	2 515	1 844	2 344	1 700	1 414	1 179	1 799
Autres pays d'Amérique	121	448	1 389	2 152	2 211	1 608	1 343	1 592
Autres pays	397	603	2 859	2 513	1 734	1 642	1 250	1 798
Région du Sud	18 767	25 393	44 617	44 866	54 629	68 889	96 888	97 846
Grand-Duché	1 025	1 495	979	1 767	2 663	2 728	6 421	6 120
Tous pays étrangers	17 742	23 898	43 638	43 099	51 966	66 161	90 467	91 726
Europe	17 320	22 900	38 438	39 396	48 315	62 373	83 546	84 107
Allemagne	4 973	3 219	11 031	12 837	13 843	21 852	23 147	19 591
Belgique	2 685	3 656	9 833	9 180	11 307	14 819	16 567	16 421
France	1 829	2 291	4 083	5 879	6 928	9 591	16 064	16 747
Italie	636	1 002	2 715	1 934	2 561	2 717	3 489	4 993
Pays- Bas	5 734	9 127	3 755	3 336	6 315	4 477	6 568	8 002
Royaume- Uni	271	730	1 608	1 089	2 116	1 787	3 595	3 943
Danemark	110	29	292	105	114	265	384	393
Grèce	11	4	22	187	11	14	88	236
Irlande	15	5	96	110	164	275	196	178
Portugal	77	204	1 212	990	778	513	1 685	1 996
Espagne	52	223	679	519	804	755	1 748	1 417
Suède	393	46	462	122	373	691	1 207	794
Finlande	...	...	69	128	75	108	547	247
Autriche	...	...	1 214	588	561	606	1 004	1 817
République tchèque	...	...	...	279	192	128	368	223
Hongrie	...	...	...	210	402	878	257	517
Pologne	...	...	...	185	334	410	1 835	723
Slovénie	...	...	...	0	19	29	156	188
Slovaquie	...	...	...	27	9	18	18	278
Estonie	...	...	...	0	1	9	78	39
Lettonie	...	...	...	0	0	77	17	87
Lituanie	...	...	...	3	1	3	63	196
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	161	241

C. 6205 Nuitées par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) *(Suite et fin)*

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Roumanie	...	...	...	...	...	...	846	146
Chypre	...	...	...	2	0	1	21	38
Malte	...	...	...	4	49	5	18	274
Suisse	243	585	521	1 023	694	832	1 693	1 363
Autres pays d'Europe	291	1 779	846	659	664	1 513	1 726	3 019
États-Unis d'Amérique	257	557	3 941	2 499	2 211	1 556	3 162	1 754
Autres pays d'Amérique	19	87	285	188	246	762	1 127	971
Autres pays	146	354	974	1 016	1 194	1 470	2 632	4 894

Source: Statec

C. 6206 Durée moyenne de séjour par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Les cinq régions touristiques	2.1	2.2	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	1.9
Grand-Duché	4.1	6.0	3.7	3.5	3.4	3.5	2.9	2.7
Tous pays étrangers	2.0	2.0	2.0	1.9	2.0	1.9	1.9	1.9
Europe	2.1	2.0	2.0	1.9	2.0	1.9	1.9	1.9
Allemagne	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.9	1.9	1.8
Belgique	2.4	2.1	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
France	1.6	2.0	2.0	1.8	1.9	1.7	1.6	1.7
Italie	1.9	1.9	2.1	1.9	2.0	1.9	2.0	2.0
Pays-Bas	2.7	2.4	2.1	2.1	2.1	2.1	2.0	2.0
Royaume-Uni	1.7	2.0	2.4	2.1	2.0	2.0	1.9	1.9
Danemark	2.0	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Grèce	2.2	2.3	2.9	2.1	2.2	2.3	2.2	2.3
Irlande	1.7	2.1	3.0	2.6	2.3	2.1	2.0	2.4
Portugal	1.6	3.2	2.3	2.2	2.6	2.3	2.4	2.1
Espagne	1.3	1.5	2.0	1.8	1.8	1.9	1.7	1.6
Suède	1.6	1.6	1.9	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9
Finlande	...	...	2.0	1.9	2.0	2.0	2.1	2.0
Autriche	...	...	2.2	2.2	2.0	2.1	2.1	2.4
République tchèque	...	...	...	3.2	2.7	2.6	2.4	2.6
Hongrie	...	...	...	2.8	2.9	2.8	2.7	2.7
Pologne	...	...	...	2.7	2.5	2.6	3.0	2.9
Slovénie	...	...	...	3.6	2.9	2.2	2.0	2.4
Slovaquie	...	...	...	3.0	3.0	3.0	2.9	2.8
Estonie	...	...	...	3.1	3.7	3.7	2.5	2.6
Lettonie	...	...	...	1.0	3.8	3.9	2.5	2.6
Lituanie	...	...	...	3.1	2.7	2.5	2.9	2.8
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	2.8	3.0
Roumanie	...	...	...	...	...	...	2.7	2.4
Chypre	...	...	...	3.3	2.7	1.9	2.5	2.7
Malte	...	...	...	5.1	3.9	4.8	4.0	5.2
Suisse	1.6	1.7	1.7	1.8	1.7	1.8	1.8	1.8
Autres pays d'Europe	1.7	2.1	2.8	2.2	2.2	2.3	2.1	2.0
États-Unis d'Amérique	1.5	1.8	2.4	2.4	2.4	2.3	2.2	2.3
Autres pays d'Amérique	1.4	2.4	2.2	2.4	2.3	2.3	2.3	2.4
Autres pays	1.6	2.2	2.2	1.8	1.6	1.7	1.8	1.8
Région du Centre	1.5	1.9	2.0	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Grand-Duché	1.6	3.4	2.9	2.9	2.8	2.9	2.6	2.3
Tous pays étrangers	1.5	1.8	1.9	1.9	1.9	1.8	1.8	1.9
Europe	1.5	1.8	1.9	1.8	1.9	1.8	1.8	1.8
Allemagne	1.6	1.7	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7
Belgique	1.5	1.6	1.6	1.6	1.7	1.6	1.6	1.7
France	1.5	1.9	1.9	1.7	1.8	1.7	1.6	1.6
Italie	1.7	1.8	2.0	1.9	1.9	1.9	2.0	1.9
Pays- Bas	1.5	1.6	1.6	1.8	1.9	1.9	1.9	2.0
Royaume- Uni	1.7	2.0	2.4	2.1	2.0	1.9	1.9	1.9
Danemark	2.1	1.8	1.8	1.8	1.8	1.7	1.8	1.8
Grèce	2.2	2.4	2.9	2.1	2.2	2.3	2.2	2.3
Irlande	1.7	2.1	3.0	2.6	2.3	2.1	2.0	2.3
Portugal	1.5	3.1	2.0	2.0	2.5	2.3	2.4	2.1
Espagne	1.3	1.5	2.0	1.8	1.8	1.9	1.7	1.6
Suède	1.5	1.6	1.8	1.8	1.9	1.8	1.8	1.9
Finlande	...	...	2.0	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0
Autriche	...	...	2.1	2.1	1.9	2.0	2.0	2.3
République tchèque	...	...	...	2.8	2.5	2.4	2.2	2.7
Hongrie	...	...	...	2.8	3.1	2.5	2.8	2.5
Pologne	...	...	...	2.7	2.3	2.5	2.7	2.9
Slovénie	...	...	...	3.0	2.7	2.2	1.9	2.4
Slovaquie	...	...	...	3.0	2.8	2.6	2.5	2.6
Estonie	...	...	...	3.2	3.7	3.8	2.5	2.7
Lettonie	...	...	...	1.0	3.9	4.0	2.6	2.8
Lituanie	...	...	...	3.2	2.7	2.5	2.9	2.8
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	2.8	2.9
Roumanie	...	...	...	...	...	...	2.5	2.5
Chypre	...	...	...	3.4	2.8	1.9	2.5	2.6
Malte	...	...	...	5.2	4.2	4.8	4.1	5.1
Suisse	1.6	1.7	1.7	1.7	1.6	1.7	1.8	1.8

C. 6206 Durée moyenne de séjour par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Autres pays d'Europe	1.6	2.0	2.5	2.2	2.2	2.3	2.1	2.1
États-Unis d'Amérique	1.5	1.8	2.3	2.4	2.4	2.3	2.2	2.3
Autres pays d'Amérique	1.4	2.5	2.1	2.3	2.1	2.2	2.3	2.4
Autres pays	1.5	2.2	2.2	1.8	1.6	1.7	1.8	1.8
Région des Ardennes	3.2	2.6	2.3	2.2	2.2	2.2	2.1	2.1
Grand-Duché	4.1	3.9	2.1	2.4	2.2	1.9	1.8	1.8
Tous pays étrangers	3.2	2.6	2.3	2.2	2.1	2.2	2.1	2.1
Europe	3.3	2.6	2.3	2.2	2.2	2.2	2.1	2.1
Allemagne	1.9	1.9	1.8	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8
Belgique	2.9	2.5	2.0	2.0	2.1	2.0	2.0	1.9
France	2.3	1.7	2.2	2.1	1.8	1.9	1.7	1.9
Italie	3.1	1.6	2.2	2.4	1.6	2.2	1.8	1.4
Pays- Bas	3.8	2.9	2.6	2.4	2.4	2.5	2.4	2.4
Royaume- Uni	1.9	1.9	2.0	2.0	2.1	2.7	2.7	2.8
Danemark	1.8	2.6	1.8	1.6	1.6	2.0	1.9	2.4
Grèce	2.0	1.6	2.0	1.6	1.4	2.7	1.1	1.5
Irlande	1.4	1.1	2.0	1.9	2.2	2.6	1.7	1.9
Portugal	11.6	5.6	1.8	3.7	2.2	3.5	2.9	2.0
Espagne	1.9	2.3	2.2	1.7	1.9	2.1	1.8	1.6
Suède	2.4	1.4	2.4	1.8	1.6	1.5	1.4	1.7
Finlande	...	...	1.7	1.5	1.1	1.6	1.3	1.7
Autriche	...	...	1.6	2.9	2.2	2.0	2.1	2.3
République tchèque	...	...	...	3.0	2.8	4.4	4.1	3.2
Hongrie	...	...	...	3.7	1.7	1.3	2.0	4.5
Pologne	...	...	...	1.7	2.5	2.6	2.6	2.5
Slovénie	...	...	...	7.4	2.5	2.7	1.9	1.2
Slovaquie	...	...	...	1.9	1.7	8.6	7.4	3.5
Estonie	...	...	...	1.4	2.1	1.0	1.8	1.2
Lettonie	...	...	...	0	1.3	1.2	2.0	1.7
Lituanie	...	...	...	2.6	3.0	1.0	1.4	1.0
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	1.9	2.4
Roumanie	...	...	...	...	...	...	2.8	1.5
Chypre	...	...	...	1.0	0	1.0	2.0	4.0
Malte	...	...	...	2.0	2.0	1.4	1.0	1.5
Suisse	1.8	2.0	2.3	1.8	1.7	1.9	1.7	2.0
Autres pays d'Europe	2.9	1.9	11.9	1.6	1.8	2.1	1.9	2.4
États-Unis d'Amérique	1.3	1.6	1.7	2.0	1.6	1.9	2.0	1.6
Autres pays d'Amérique	1.4	1.5	1.6	1.8	1.6	1.8	2.5	1.7
Autres pays	2.8	1.9	1.9	1.8	1.6	2.3	1.7	1.9
Région du Mëllerdall	3.1	2.4	2.3	2.3	2.4	2.3	2.3	2.4
Grand-Duché	4.6	3.9	2.5	2.3	2.7	2.5	2.4	2.2
Tous pays étrangers	3.1	2.4	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.4
Europe	3.1	2.4	2.3	2.3	2.4	2.3	2.3	2.4
Allemagne	2.2	1.9	1.8	1.7	2.0	1.7	2.0	2.0
Belgique	3.2	2.5	2.4	2.4	2.4	2.5	2.4	2.6
France	2.2	2.0	1.8	1.8	1.8	1.9	2.0	2.1
Italie	6.8	3.4	2.0	3.9	1.6	1.5	1.9	2.3
Pays- Bas	3.1	2.4	2.4	2.3	2.5	2.1	2.3	2.3
Royaume- Uni	2.2	2.1	1.9	2.6	2.4	2.8	2.3	2.3
Danemark	1.5	2.1	1.8	1.4	1.6	1.5	1.9	1.6
Grèce	0	1.9	1.8	1.2	1.5	2.1	9.1	3.6
Irlande	1.4	1.4	3.0	1.2	1.6	1.7	2.1	2.2
Portugal	5.8	1.6	5.2	2.0	3.4	7.3	2.2	2.6
Espagne	3.2	1.6	2.2	1.5	1.8	2.2	1.8	2.0
Suède	3.2	1.7	2.1	1.4	1.4	1.3	1.5	1.8
Finlande	...	...	1.2	1.3	1.7	1.4	1.3	1.2
Autriche	...	...	2.3	1.6	2.0	2.3	1.9	2.5
République tchèque	...	...	...	10.0	1.3	5.9	2.3	2.1
Hongrie	...	...	...	1.7	1.5	3.6	1.1	2.1
Pologne	...	...	...	2.0	1.4	2.1	2.1	6.1
Slovénie	...	...	...	0	6.2	1.5	1.0	1.0
Slovaquie	...	...	...	1.8	1.0	1.3	0	3.0
Estonie	...	...	...	1.0	0	0	0	0
Lettonie	...	...	...	0	1.0	0	1.5	2.5
Lituanie	...	...	...	2.0	0	0	2.0	1.7
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	0	2.0
Roumanie	...	...	...	...	...	...	3.0	1.0

C. 6206 Durée moyenne de séjour par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) (Suite)

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Chypre	...	...	...	0	0	1,0	0	1,0
Malte	...	...	...	1,0	1,0	0	1,0	4,0
Suisse	2,0	1,6	2,3	2,2	1,7	1,9	1,6	1,9
Autres pays d'Europe	2,4	2,7	2,5	1,8	1,7	1,9	2,0	2,3
États-Unis d'Amérique	1,9	1,7	2,0	2,1	1,8	2,7	1,8	2,4
Autres pays d'Amérique	1,8	1,5	1,6	1,7	1,7	1,7	1,6	2,2
Autres pays	2,4	1,7	3,2	2,1	1,8	1,9	1,9	2,5
Région de la Moselle	3,9	4,2	2,6	2,4	2,4	2,4	2,2	2,2
Grand-Duché	16,4	15,1	7,0	6,1	5,9	6,5	5,0	5,1
Tous pays étrangers	2,4	2,5	2,1	2,0	2,0	1,9	1,9	1,9
Europe	2,5	2,6	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8
Allemagne	2,4	2,0	2,0	1,9	1,8	1,9	1,9	2,0
Belgique	2,7	2,4	1,9	1,8	1,9	1,8	1,8	1,7
France	2,2	2,7	2,1	1,7	2,0	1,8	1,6	1,7
Italie	2,8	3,2	3,3	2,0	2,2	1,9	2,6	2,4
Pays- Bas	2,4	3,9	1,9	1,9	2,0	2,0	2,0	1,9
Royaume- Uni	1,9	2,2	2,8	2,8	2,1	2,2	2,1	2,1
Danemark	1,5	2,8	1,7	1,8	2,0	2,2	1,7	1,9
Grèce	9,5	1,9	2,4	2,2	2,3	2,3	2,0	2,8
Irlande	1,0	2,5	2,9	2,5	2,1	2,0	2,2	3,2
Portugal	8,7	7,2	6,1	8,6	6,4	2,3	3,4	1,8
Espagne	1,4	2,2	2,6	2,3	1,7	1,4	1,4	1,6
Suède	1,5	2,0	2,3	1,5	1,8	1,7	1,7	1,6
Finlande	...	...	2,1	2,4	1,6	1,9	1,8	2,0
Autriche	...	...	3,3	2,2	2,3	2,9	1,9	2,0
République tchèque	...	...	...	5,3	5,7	4,8	3,9	1,9
Hongrie	...	...	...	2,4	1,4	2,3	1,8	1,6
Pologne	...	...	...	3,0	6,0	4,4	3,9	3,5
Slovénie	...	...	...	14,2	12,4	2,2	1,9	1,8
Slovaquie	...	...	...	9,5	9,4	11,6	8,6	1,9
Estonie	...	...	...	4,0	5,2	2,1	2,2	1,9
Lettonie	...	...	...	0	1,0	2,5	2,1	2,0
Lituanie	...	...	...	2,9	1,3	2,3	2,0	2,1
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	3,2	3,5
Roumanie	...	...	...	...	...	...	3,6	3,5
Chypre	...	...	...	2,8	1,9	2,9	1,6	1,5
Malte	...	...	...	4,0	0	3,0	1,6	1,4
Suisse	2,2	2,4	1,9	1,9	1,8	2,0	2,5	2,2
Autres pays d'Europe	2,0	2,7	4,0	3,3	3,7	3,4	3,0	2,9
États-Unis d'Amérique	1,5	2,0	3,1	3,5	2,9	2,5	2,7	2,6
Autres pays d'Amérique	1,7	2,2	3,2	5,0	4,4	3,5	3,3	3,1
Autres pays	2,3	2,0	1,8	1,5	1,7	1,7	2,0	2,4
Région du Sud	2,3	2,7	2,7	2,3	2,4	2,4	2,0	1,8
Grand-Duché	2,2	2,5	2,1	1,7	2,2	1,6	1,6	1,5
Tous pays étrangers	2,3	2,7	2,7	2,4	2,5	2,5	2,0	1,8
Europe	2,3	2,7	2,5	2,3	2,4	2,5	2,0	1,8
Allemagne	2,6	2,0	2,8	2,8	2,7	3,7	2,8	2,3
Belgique	1,5	2,0	2,0	2,2	2,3	2,3	1,9	1,6
France	2,0	2,4	2,0	2,0	1,9	1,7	1,5	1,6
Italie	3,2	3,0	3,8	1,9	2,6	2,3	1,9	2,4
Pays- Bas	2,7	3,3	2,2	1,7	2,8	1,9	1,4	1,4
Royaume- Uni	3,3	3,2	2,5	1,8	2,9	1,8	1,6	1,6
Danemark	2,3	1,3	2,5	1,8	1,5	1,6	1,6	1,4
Grèce	2,8	1,0	1,8	3,3	1,2	1,0	1,7	2,1
Irlande	15,0	1,7	3,3	3,7	3,6	2,5	2,4	3,8
Portugal	1,7	2,9	7,2	4,5	3,9	1,8	2,0	1,8
Espagne	1,9	3,8	4,7	1,9	2,2	1,9	2,0	1,6
Suède	13,1	1,5	3,1	1,6	2,3	3,4	2,7	2,6
Finlande	...	...	1,8	4,6	2,4	2,9	4,1	1,8
Autriche	...	...	4,9	3,2	2,4	2,4	3,1	4,2
République tchèque	...	...	...	5,2	3,0	1,8	2,8	1,7
Hongrie	...	...	...	3,4	5,9	6,9	1,9	3,7
Pologne	...	...	...	2,9	3,8	2,3	6,5	2,4
Slovénie	...	...	...	0	1,9	3,6	4,0	3,0
Slovaquie	...	...	...	1,8	2,3	1,8	1,6	5,3
Estonie	...	...	...	0	1,0	1,3	2,6	2,6
Lettonie	...	...	...	0	0	2,8	1,1	1,8

C. 6206 Durée moyenne de séjour par région touristique et selon le pays de résidence des hôtes (Hôtels, auberges et pensions) *(Suite et fin)*

Pays	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Lituanie	...	...	...	3.0	1.0	1.0	3.0	4.6
Bulgarie	...	...	...	...	...	...	4.5	6.2
Roumanie	...	...	...	...	...	...	4.0	1.5
Chypre	...	...	...	2.0	0	1.0	1.4	9.5
Malte	...	...	...	4.0	2.0	2.5	4.5	7.6
Suisse	2.5	4.8	1.6	2.8	1.9	2.1	2.0	1.6
Autres pays d'Europe	2.4	5.9	2.6	2.7	2.4	3.5	2.8	1.7
États-Unis d'Amérique	3.9	2.5	7.7	3.9	3.0	2.9	3.0	2.1
Autres pays d'Amérique	1.9	1.7	3.1	2.3	3.5	3.9	2.3	2.1
Autres pays	2.0	4.8	3.3	3.0	2.2	2.1	1.8	1.7

Source: Statec

C. 63 Indicateurs touristiques divers

C. 6300 Fréquentation des principaux châteaux et fortifications

Spécification	1994	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Visiteurs							
Total	495 627	399 410	397 823	455 323	448 787	426 782	426 082	384 337
Château de Beaufort	58 531	44 218	47 200	50 000	49 500	43 534	37 500	29 700
Château de Bourscheid	32 172	24 667	24 503	25 301	31 516	29 669	39 386	27 850
Château de Clervaux	64 283	46 599	45 034	48 896	43 866	43 534	41 641	33 078
Château de Larochette	26 172	31 125	30 804	35 910	35 031	27 026	27 639	29 762
Château de Vianden	206 950	164 000	165 176	192 219	182 000	176 000	170 000	162 000
Casemates de la Ville de Luxembourg	107 519	88 801	85 106	102 997	97 463	99 103	97 051	93 235
Palais Grand-Ducal	-	-	-	-	9 411	7 916	12 865	8 712

Source: MCESR

C. 6301 Indicateurs touristiques divers

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Visiteurs							
Visites guidées de la Ville de Luxembourg	109 160	198 000	210 040	231 240	222 720	220 520	246 320	220 760
Parc Merveilleux Bettembourg	173 987	108 000	110 000	160 640	147 008	144 827	159 663	165 254
Télesiège Vianden	115 177	125 582	85 987	86 613	85 000	75 120	69 159	76 892
Navigation touristique Marie-Astrid	23 449	27 543	49 101	39 117	40 772	42 842	41 157	35 864

Source: Office national du tourisme

Transports et communications

C. 71 Activités de transports

Historique

La première enquête sur la valeur ajoutée dans le domaine des transports a été effectuée en 1969.

Elle a été répétée pour les exercices 1970 à 1975, 1980, 1987, 1992.

À partir de 1996 les enquêtes ont été effectuées dans le cadre et selon les modalités du Règlement (CE, EURATOM) N° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises.

Méthode d'enquête

Les enquêtes sont faites par voie postale.

En contrepartie de l'obligation de réponse de la part des entreprises, le Statec garantit la confidentialité des réponses individuelles (loi du 9 juillet 1962 portant institution du Statec).

Définitions des variables

(cf. Enquête structurelle dans l'industrie et la construction: C.31)



Bibliographie

- Bulletin du Statec N°7/1976: Valeur ajoutée dans les transports en 1970 à 1973.
- Bulletin du Statec N°3/1977: Valeur ajoutée dans les transports en 1974.
- Cahier économique du Statec N°66/mars 1984: Les transports et les services annexes aux transports 1970 à 1980.
- Bulletin du Statec N°8/1994: Agences de voyages 1985 à 1992.
- Bulletin du Statec N°11/2007: L'impact économique de l'aéroport de Luxembourg.

C. 7100 Transports

Nace Rev.1.1 (°)	Année (°)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel	Chiffre d'affaires (hors TVA)	Valeur de la production (hors TVA)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (hors TVA)
Transports (60 à 63 -(61.1))	1995	759	11 360	10 817	417 875	1 489 839	1 040 732	610 886
	2000	971	15 505	14 884	655 593	2 805 158	2 045 793	1 008 601
	2001	971	16 849	16 221	722 054	3 020 914	2 219 155	1 123 663
	2002	936	17 578	17 040	776 184	3 097 346	2 262 196	1 177 636
	2003	917	18 035	17 484	834 615	3 124 958	2 295 857	1 156 534
	2004	904	18 048	17 575	892 372	3 445 993	2 576 885	1 257 177
Transports ferroviaires (60.1) (°)	2005	915	18 555	18 056	953 988	3 772 997	2 819 126	1 353 966
	1995	1	3 240	3 240	148 708	203 534	147 929	170 535
	2000	1	3 089	3 089	173 296	262 264	185 701	188 665
	2001	1	3 167	3 167	184 884	294 915	215 022	212 360
	2002	1	3 205	3 205	193 530	314 475	233 730	216 593
	2003	1	3 199	3 199	199 906	321 267	255 654	215 072
Transports réguliers de voyageurs (60.21) (°)	2004	1	3 108	3 108	201 527	338 485	262 251	220 769
	2005	1	3 076	3 076	206 922	318 525	249 038	242 067
	1995	44	881	841	28 220	51 458	34 716	45 792
	2000	46	1 164	1 110	40 962	67 873	40 484	62 289
	2001	44	1 310	1 256	47 228	74 156	48 333	69 410
	2002	44	1 417	1 372	53 891	85 141	56 530	81 111
Transports de voyageurs par taxis et autres transports routiers de voyageurs (60.22/60.23)	2003	44	1 569	1 523	57 824	82 016	56 816	83 065
	2004	43	1 628	1 601	71 020	105 487	73 368	100 656
	2005	45	1 769	1 736	76 072	128 598	90 725	117 709
	1995	129	319	194	3 931	11 787	11 685	7 335
	2000	141	428	274	5 962	17 014	16 994	10 631
	2001	139	424	269	6 202	16 688	16 665	10 949
Transports routiers de marchandises (60.24)	2002	136	459	314	7 938	18 226	17 385	12 030
	2003	127	445	317	11 161	17 609	17 080	11 497
	2004	131	450	313	12 867	19 627	18 704	12 776
	2005	129	473	334	12 207	20 106	19 178	13 727
	1995	392	3 543	3 256	91 705	412 735	301 902	148 350
	2000	514	5 580	5 281	165 209	752 285	539 633	249 481
Transports fluviaux, transports aériens et services auxiliaires des transports (61.2/62/63)	2001	511	6 340	6 038	193 938	822 631	607 289	293 775
	2002	483	6 831	6 580	213 068	833 565	617 268	296 912
	2003	475	6 974	6 713	241 683	849 840	646 834	302 545
	2004	452	6 989	6 781	272 503	890 466	714 903	337 331
	2005	453	7 022	6 823	273 488	964 089	763 808	356 118
	1995	193	3 378	3 287	145 310	810 324	544 500	238 873
dont: Agences de voyages (63.3)	2000	269	5 244	5 130	270 164	1 705 721	1 262 981	497 535
	2001	276	5 607	5 492	289 803	1 812 525	1 331 847	537 170
	2002	272	5 666	5 568	307 756	1 845 939	1 337 283	570 990
	2003	270	5 848	5 732	324 041	1 854 226	1 319 473	544 355
	2004	277	5 873	5 772	334 455	2 091 928	1 507 660	585 646
	2005	287	6 215	6 087	385 300	2 341 680	1 696 377	624 345
	1995	104	491	442	12 205	191 080	41 429	22 242
	2000	124	686	626	18 005	263 173	72 563	32 658
	2001	109	710	649	18 904	254 079	56 144	25 047
	2002	106	660	623	18 081	247 301	41 243	25 832
	2003	102	653	610	18 571	226 217	27 150	15 040
	2004	99	633	599	18 825	268 466	32 827	20 020
	2005	100	627	593	19 415	250 181	32 275	17 109

Source: Statec

(°) En règle générale une seule unité légale est le support juridique de l'entreprise. Ceci est valable pour la majorité des cas au Luxembourg. L'assimilation n'est cependant pas valable dans le cas d'entreprises complexes où p.ex. une unité légale est associée pour exercer une activité d'entreprise avec d'autres unités légales qu'elle contrôle généralement par une propriété majoritaire.

(°) Situation au 31 décembre. Chiffres provisoires en 2004 et 2005.

(°) CFL: nouveau statut à partir de 1995.

(°) NACE Rév.1 60.21: à partir de 1995 - nouvelle méthodologie - SEC95.

C. 72 Transport ferroviaire

C. 7200 Subventions aux CFL de la part du pouvoir central

Spécification ^(*)	1999	2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Unité: Millier EUR							
Totaux	289 289	305 861	289 909	321 439	305 953	273 065	301 617	280 445
Contributions aux CFL conformément aux dispositions de l'art. 7 de la loi du 28.3.1997 sur le statut des CFL	13 882	13 882	21 150	28 787	25 458	25 467	26 617	27 132
Pensions, traitements d'attente, etc., des cheminots: part de l'Etat	108 699	112 704	114 996	131 217	130 495	140 598	144 000	145 861
Frais de réparation et d'entretien de l'infrastructure ferroviaire conformément à la Directive 91/440 CEE: dotation du fonds du rail	66 931	72 049	98 764	101 434	90 000	92 000	96 000	92 452
Participation dans l'augmentation du capital de la S.N. des CFL	4 958	4 958	-	-	-	-	-	0
Participation dans le capital de lux-Tram S.A.	.	.	.	.	.	.	.	0
Alimentation du fonds du rail	44 621	87 806	40 000	50 000	50 000	10 000	10 000	10 000
Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux	50 198	13 718	15 000	10 000	10 000	5 000	25 000	5 000
Remboursement aux C.F.L. des dépenses d'équipement en matière de gestion des services publics par rail et par route	-	744	-	-	-	-	-	-

Source: Ministère des Finances, Budgets et comptes de l'Etat

(*) Pour 1999-2004: Compte général. Pour 2005-2006: Compte général provisoire. Pour 2007: Budget.

C. 7201 Matériel roulant

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Locomotives et automotrices								
Locomotives Diesel etc.								
Nombre	63	61	62	58	66	55	51	51
dont locotracteurs (< ou égaux à 110 kW)	4	3	3	3	3	3	3	3
kW	50 043	48 942	59 329	56 316	61 656	43 442	40 439	40 439
Locomotives électriques								
Nombre	19	19	32	30	36	38	45	39
kW	48 617	48 617	118 503	122 170	155 770	182 620	240 600	207 000
Automotrices Diesel								
Nombre	8	6	5	8	8	8	2	2
kW	1 882	1 412	2 352	3 894	3 894	3 894	810	810
Automotrices électriques								
Nombre	7	13	32	31	31	34	33	36
kW	4 305	11 295	35 770	35 155	35 155	42 175	51 910	58 930
Voitures à voyageurs et wagons à marchandises								
Voitures à voyageurs	102	116	149	151	151	126	184	191
Automotrices et remorques ^(b)	28	40	75	77	77	86	81	90
dont remorques	14	21	38	38	38	38	28	28
Voitures	74	76	74	74	74	126	103	101
Places assises	8 996	10 150	12 632	12 584	12 584	20 497	18 519	19 296
Nombre de fourgons	3	-	-	-	-	-	-	-
Wagons à marchandises								
Nombre total	3 650	2 647	2 602	3 059	3 328	3 270	3 222	3 450
Wagons C.F.L.	3 300	2 515	2 416	2 924	3 132	3 146	3 098	3 326
Wagons privés ^(c)	350	132	186	135	136	124	124	124
Capacité en tonnes	137 580	110 292	210 195	161 583	181 127	180 178	179 806	194 878
Wagons C.F.L.	118 896	102 106	199 968	154 402	170 683	173 586	173 214	188 150
Wagons privés ^(d)	18 684	8 186	10 227	7 181	10 444	6 592	6 592	6 728

Source: Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

(*) Les données se rapportent aux lignes à voie normale.

(b) Y compris autorails.

(c) Y compris wagons loués à des particuliers.

(d) Y compris wagons loués à des particuliers.

C. 7202 Longueur des lignes et des voies en exploitation

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: km
Longueur des lignes exploitées	270	271	274	274	275	275	275	275
dont lignes électrifiées	143	197	261	261	262	262	262	262
Trafic voyageurs et marchandises								
à double voie	161	146	140	140	140	140	140	140
dont lignes électrifiées	92	123	140	140	140	140	140	140
à voie unique	68	86	96	96	97	97	97	97
dont lignes électrifiées	25	48	96	96	97	97	97	97
Trafic marchandises seulement								
à voie unique	41	39	38	38	38	38	38	38
dont lignes électrifiées	26	26	25	25	25	25	25	25
Longueur totale des voies exploitées^(b)	628	600	617	617	618	618	619	619
dont lignes électrifiées	355	446	574	574	575	575	576	576

Source: Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

^(a) Situation en fin d'année.

^(b) Y compris voies de service. Nouvelle série à partir de 1990.

C. 7203 Trafic voyageurs (rail et route)

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Voyageurs transportés (x 1 000)	14 053	12 692	12 985	13 666	13 479	13 685	14 054	14 793
Voyageurs-km (en mio km)	302	261	332	268	262	266	272	298
Parcours moyen par voyageur (en km)	22	21	26	20	19	19	19	20

Source: Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

^(a) Estimation à partir de 2000, en raison d'un nouveau système de tarification.

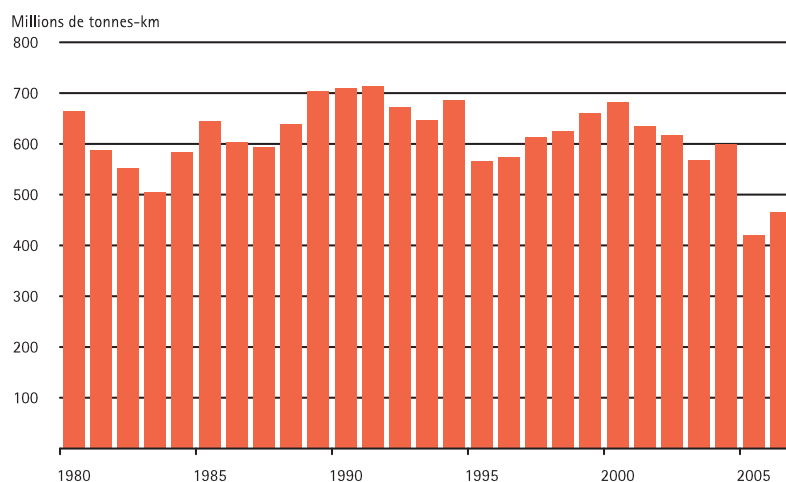
C. 7204 Trafic marchandises

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Trafic marchandises (par 1 000 tonnes taxées) ^(a)								
Total ^(b)	17 401	17 586	19 992	17 925	16 220	17 076	11 660	13 019
Trafic intérieur	4 462	2 826	2 909	2 723	2 440	2 356	2 038	2 215
Trafic international	10 115	10 374	8 919	8 214	7 744	7 999	6 215	6 725
Exportation ^(c)	3 465	3 682	3 484	3 290	3 134	3 209	2 464	2 805
Importation	6 650	6 692	5 435	4 924	4 610	4 790	3 751	3 920
Transit	2 824	4 386	8 164	6 988	6 036	6 721	3 407	4 079
Provenance des réceptions (par 1 000 tonnes taxées) ^(d)								
Total	6 650	6 692	5 435	4 924	4 610	4 790	3 751	3 920
U.E. dont:	6 641	6 688	5 380	4 847	4 538	4 646	3 714	3 876
Allemagne	2 477	1 485	1 613	1 604	1 343	1 584	1 423	1 725
France	228	349	1 523	1 441	1 198	1 013	578	210
Italie	6	1	92	43	30	48	31	63
Pays-Bas	43	51	100	63	30	1	-	1
Belgique	3 887	4 794	2 009	1 604	1 881	1 952	1 635	1 824
Pays tiers	9	4	55	77	72	144	37	44
Mode de chargement (par 1 000 tonnes taxées) ^(e)								
Wagons complets	17 377	17 579	19 992	17 925	16 220	17 076	11 660	13 019
Détail (charges incomplètes)	24	7	-	-	-	-	-	-
Nombre de wagons								
Wagons chargés sur le réseau ^(f)	194 116	136 809	144 027	125 931	114 811	105 982	85 434	102 650
Wagons entrés chargés	304 181	269 299	347 147	290 235	241 083	250 567	159 399	177 331
1 000 tonnes-km	665 209	709 248	682 854	617 375	568 083	600 034	420 067	466 194
Parcours moyen par tonnes-km	38	40	34	34	35	35	36	36

Source: Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

^(a) Les charges incomplètes et les colis express sont compris dans ces chiffres.^(b) Tonnes taxées nettes.^(c) Y compris les expéditions vers les pays de l'U.E.^(d) Les charges incomplètes et les colis express sont compris dans ces chiffres.^(e) Les charges incomplètes et les colis express sont compris dans ces chiffres.^(f) Non compris wagons service.

Chemins de fer – Trafic de marchandises



C. 73 Transport aérien

C. 7300 Atterrissages et décollages par type d'avion

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total	54 604	62 714	85 511	83 597	91 724	89 074	89 657	87 770
Avion à hélice	45 771	48 977	49 959	44 130	50 615	44 523	38 534	35 594
0 - 2 t	36 415	29 015	28 468	26 209	32 874	27 828	25 119	24 050
2 - 5 t	1 802	1 919	1 955	4 103	4 981	4 885	5 834	5 032
5 - 25 t	7 274	17 910	19 198	13 668	12 443	11 309	7 036	5 924
25 t et plus	280	133	338	150	317	501	545	588
Jet	8 833	13 737	35 552	39 467	41 109	44 551	51 123	52 176
0 - 75 t	5 100	8 982	28 000	31 558	32 449	34 265	40 108	41 610
75 t et plus	3 733	4 755	7 552	7 909	8 660	10 286	11 015	10 566

Source: Ministère des Transports, Administration de l'Aéroport

C. 7301 Trafic aérien – Passagers

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Passagers	670 159	1 072 264	1 669 484	1 522 458	1 461 140	1 521 806	1 573 825	1 613 475
Arrivée	315 077	501 614	826 073	748 005	720 854	752 286	776 338	795 486
Départ	313 058	506 337	836 282	762 694	732 440	761 719	788 304	809 885
Transit	42 024	64 313	7 129	11 759	7 846	7 801	9 183	8 104

Source: Ministère des Transports, Administration de l'Aéroport

C. 7302 Trafic aérien – Fret et Poste

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: Tonne
Total Fret et Poste	60 852	143 667	500 811	579 708	657 255	712 985	742 765	752 635
Arrivée	25 327	76 737	238 185	265 273	312 049	326 223	331 444	323 815
Départ	34 870	66 466	262 623	284 983	290 647	290 549	293 556	310 098
Transit	655	464	3	29 452	54 559	96 213	117 765	118 722
Fret	...	142 956	499 911	578 988	656 639	712 503	742 341	752 326
Arrivée	...	76 350	237 618	264 809	311 616	325 832	331 106	323 554
Départ	...	66 142	262 290	284 727	290 464	290 458	293 470	310 050
Transit	...	464	3	29 452	54 559	96 213	117 765	118 722
Poste	...	710	900	720	616	482	423	308
Arrivée	...	387	567	464	433	391	338	260
Départ	...	323	333	256	183	91	85	48
Transit	...	-	-	-	-	-	-	-

Source: Ministère des Transports, Administration de l'Aéroport

Parc automobile

La série statistique du parc automobile remonte jusqu'en 1936, avec une interruption pour les années 1941 à 1945. À partir de 1971 est appliquée une classification révisée introduisant de nouvelles catégories de véhicules et apportant une certaine restructuration pour les voitures particulières et commerciales, les camionnettes et les camions, ce qui a entraîné une première rupture de série pour ces catégories.

Jusqu'en 1975, la documentation de base de la statistique était constituée par un fichier mécanographique du Statec tenu à jour avec le concours de la Station de contrôle technique pour les véhicules automoteurs de Sandweiler. En décembre 1975 fut réalisé au Centre Informatique de l'État le démarrage du traitement intégré de toutes les opérations relatives au fichier automobile et intéressant de nombreuses administrations et organismes: Station de contrôle technique, Ministère des Transports, Gendarmerie, Administration des contributions et Statec. À partir de cette date, toutes les statistiques relatives à l'état du parc résultent des procédures de traitement intégré qui gèrent ce fichier.

Cette centralisation a eu des conséquences sensibles sur les statistiques, le fichier de base étant celui de l'administration des contributions et non plus le fichier mécanographique du Statec sur lequel se fondaient les statistiques antérieures. Il y avait en effet eu pendant trente ans, de 1945 à 1975, des divergences sensibles dues à la mise à jour autonome et selon des critères parfois divergents de ces fichiers.

En second lieu, les procédures de traitement automatisées ont permis de mettre à jour et d'épurer le fichier de reprise en éliminant des véhicules qui, selon certains critères fiscaux et autres étaient à considérer comme hors circulation.

Ainsi, au 1.1.1976, le total des véhicules immatriculés s'est chiffré avant épuration à 170 590 unités, et après épuration, à seulement 141 545.

Il s'est avéré par la suite que les difficultés de mise à jour d'un fichier central de cette envergure et répondant à des besoins aussi diversifiés, étaient considérables. Progressivement les critères administratifs initialement retenus pour la mise à jour n'ont plus suffi pour assurer une épuration régulière. Ce n'est qu'à partir du moment où l'on a limité le parc aux véhicules enregistrés au service de la perception de la taxe sur les véhicules automoteurs qu'on a pu être à peu près certain d'avoir éliminé tout le déchet; suite à cette opération, le niveau du parc au 1.1.1979 est passé de 183 738 à 149 771 unités. Les deux épurations décrites ont ainsi mené à deux nouvelles ruptures fondamentales de la série en 1976 et 1979.

En 1994, le Statec a profité du processus d'informatisation des différentes applications de la Société de contrôle technique de Sandweiler pour ajuster la classification dans le domaine des véhicules utilitaires. Cette nouvelle classification prévoit que le « camion » est un véhicule utilitaire dont la charge utile est égale ou supérieure à 3,5 tonnes, tandis que la charge utile de la camionnette est inférieure à 3,5 tonnes.

Transports routiers de marchandises

La principale source de cette statistique est l'enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises. Elle a pour objet essentiellement de dégager les paramètres de l'activité dans des transports routiers de marchandises en termes physiques (tonne, tkm, véhicule-km) ventilés suivant les critères techniques relatifs au véhicule ou au type de transports. L'enquête sur la valeur ajoutée s'occupe plus particulièrement des données structurelles concernant les entreprises et les paramètres financiers.

Historique et base juridique

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est exécutée par le Statec depuis 1962.

Base spécifique: Règlement ministériel du 13 juin 1962 prescrivant une enquête sur les transports de marchandises par route fondé à l'origine sur l'article 4 de l'arrêté grand-ducal du 2 août 1945 portant réorganisation de l'Office de statistique et actuellement sur la loi du 9 juillet 1962 portant institution d'un Service central de la statistique et des études économiques telle qu'elle a été modifiée.

La directive du Conseil CE du 12 juin 1978 relative au relevé statistique des transports de marchandises par route dans le cadre d'une statistique régionale prescrit, à partir du 1^{er} janvier 1979, aux pays membres de relever les données statistiques annuelles relatives aux transports de marchandises par route effectués à l'aide de véhicules immatriculés dans un État membre sur le territoire de cet État membre (transports nationaux) et entre cet État membre et un autre État membre ou un État tiers (transports internationaux). L'enquête par sondage sus-mentionnée permet de suffire aux exigences de cette nouvelle directive.

Méthodologie

Documentation de base

La documentation de base (nom et adresse du propriétaire, charge utile du véhicule, type du véhicule, etc.) est puisée au fichier des véhicules automobiles tenu à jour par le Centre Informatique de l'État sur la base des données fournies par la Société Nationale de contrôle technique pour véhicules automobiles de Sandweiler.

Champ de l'enquête

L'enquête s'applique aux véhicules immatriculés au Luxembourg dont la charge utile est égale ou supérieure à 3.5 tonnes et qui effectuent des transports routiers de marchandises, soit sur le territoire national, soit à l'étranger. Les tracteurs agricoles ainsi que les véhicules spéciaux qui ne sont pas aptes au transport de marchandises, restent en dehors du champ de l'enquête.

L'enquête est exhaustive quant au nombre des véhicules tombant dans le champ de l'enquête. De ce fait, il ne se pose, pour ainsi dire, pas de problème de taux de sondage optimum et de stratification suivant les critères de la profession du propriétaire, au type de carrosserie et de véhicule, des tranches de charge utile, des transports effectués pour compte propre ou pour compte d'autrui, de l'âge du véhicule.

Périodes d'enquête, sondage dans le temps

L'enquête est assurée au moyen d'un sondage dans le temps. La base en est le véhicule-semaine, c'est-à-dire que chaque véhicule est interrogé pendant une semaine par année (sondage dans le temps). Afin d'atténuer ou de supprimer l'effet des fluctuations saisonnières sur le volume du trafic et surtout sur la répartition par catégorie de marchandises les opérations s'étalent sur toute l'année.

Nomenclature des marchandises

La classification des marchandises se fait suivant la NST, à savoir la « Nomenclature uniforme de marchandises pour les statistiques de transport » élaborée à partir du début des années 60 par les services de la Commission des communautés européennes.

La NST se présente sous la forme d'une liste de 176 positions de marchandises classées selon leur nature, leur degré de transformation, leurs conditions de transports et de volume des tonnages transportés. Ces critères de classification ont été choisis en fonction de l'intérêt que les marchandises présentent dans l'économie des transports. Les positions particulières créées pour les besoins du traité de la CECA sont désignées par l'indication « (CECA) ».

Une structure analytique de la NST regroupe les 176 positions de la nomenclature en 10 chapitres et en 52 groupes suivant un code spécial (NSTR du 1^{er} janvier 1967). Ce code se présente comme suit:

- 1 chiffre pour les chapitres
- 2 chiffres pour les groupes
- 3 chiffres pour les positions.

Catégories de permis de conduire

- A1: La sous-catégorie A1 autorise la conduite de motocycles légers, avec ou sans side-car, pourvus d'un moteur d'une cylindrée maximale de 125 cm³.
- A3: La sous-catégorie A3 autorise la conduite de cyclomoteurs et de quadricycles légers.

- A: La catégorie A autorise la conduite de motocycles avec ou sans side-car. Elle n'est pas valable pour conduire des tricycles et des quadricycles.
- B: La catégorie B autorise la conduite de véhicules automoteurs, -autres que les cycles, les véhicules automoteurs d'infirmes, les tracteurs agricoles et industriels et les machines automotrices-, qui ne comprennent pas plus de neuf places assises, y compris celle du conducteur, et dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3 500 kg.
- BE: La catégorie B+E autorise la conduite d'ensembles de véhicules couplés, composés d'un véhicule tracteur correspondant à la catégorie B et d'une remorque, lorsque la catégorie B n'autorise pas la conduite d'un tel ensemble.
- C: La catégorie C autorise la conduite de véhicules automoteurs autres que les autobus et les autocars dont la masse maximale autorisée dépasse 3 500 kg.
- C1: La sous-catégorie C1 est limitée à la conduite de véhicules automoteurs correspondant à la catégorie C dont la masse maximale autorisée est inférieure ou égale à 7 500 kg.
- C+E: La catégorie C+E autorise la conduite d'ensembles de véhicules couplés composés d'un véhicule tracteur correspondant à la catégorie C et d'une remorque ou semi-remorque dont la masse maximale autorisée dépasse 750 kg.
- D: La catégorie D autorise la conduite d'autobus et d'autocar.
- D1: La sous-catégorie D1 est limitée à la conduite d'autocars dont le nombre de places assises, hormis celle du conducteur, n'excède pas seize.
- D+E: La catégorie D+E autorise la conduite d'ensembles de véhicules couplés composés d'un autobus ou d'un autocar et d'une remorque dont la masse maximale autorisée dépasse 750 kg.
- B+E, Pour l'obtention des catégories B+E, C+E ou D+E ou des C+E, sous-catégories C1+E ou D1+E du permis de conduire D+E: l'intéressé doit justifier avoir réussi aux examens requis pour la délivrance respectivement des catégories B, C, ou, D ou des sous-catégories C1 ou D1.
- F: La catégorie F autorise la conduite de tracteurs agricoles, de tracteurs industriels et de machines automotrices d'une masse à vide inférieure ou égale à 12 000 kg.

Aux véhicules dont la conduite requiert la détention de la catégorie F ainsi qu'aux machines automotrices d'une masse à vide ne dépassant pas 12 000 kg peuvent attelés une remorque ou un ou plusieurs véhicules traînés.

Internet

Administration des Ponts et Chaussées:	www.pch.public.lu/reseau_routier/statistiques
Ville de Luxembourg – AVL:	www.vdl.lu
Ministère des Transports:	www.tr.etat.lu

Bibliographie

- Bulletins du Statec N°1/2001, N°7/2001, N°6/2002, N°7/2003 et N°8/2007: Le marché de l'automobile.
- Bulletin du Statec N°7/1973. Les transports en 1972.
- Bulletins du Statec N°5/1983 et N°8/1997. Les transports routiers de marchandises.

C. 7400 Demandes pour l'obtention du permis de conduire

Spécification	1992	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total	25 598	33 469	33 738	35 998	34 780	37 657	36 849	38 406
en 1ère obtention ^(a)	6 662	6 343	6 493	6 773	5 719	6 916	7 126	7 016
en extension ^(b)	3 330	2 416	2 625	2 875	2 841	3 111	3 157	3 039
en renouvellement ^(c)	9 272	20 111	20 059	21 213	21 670	22 481	21 368	22 928
en transcription (étranger) ^(d)	3 377	1 585	1 650	1 844	1 391	1 840	1 930	2 139
en transcription (militaire) ^(e)	144	120	101	113	102	121	113	108
en double ^(f)	2 813	2 894	2 810	3 180	3 057	3 188	3 155	3 176

Source: Ministère des Transports

^(a) 1ère obtention: Première délivrance d'une catégorie de permis de conduire.

^(b) Extension: Acquisition d'une catégorie de véhicule supplémentaire.

^(c) Renouvellement: Prolongation de la validité des permis périmés, à l'exception de ceux dont la validité est réduite sur base d'une décision administrative ou judiciaire.

^(d) Transcription: Changement de permis de conduire étrangers en permis de conduire luxembourgeois.

^(e) Transcription militaire: Changement de permis de conduire militaires, établis par l'Armée Luxembourgeoise, en permis de conduire "civils".

^(f) Double: Etablissement d'un nouveau permis de conduire; l'ancien document ayant été déclaré perdu ou volé.

C. 7401 Demandes pour l'obtention du permis de conduire par catégorie en 2006

Catégorie ^(a)	Totaux	1 ^{er} permis	Extension	Renouvellement		Double
				Transcription	Transcription	
Total	38 406	7 016	3 039	22 928	2 247	3 176
A1	249	59	6	14	146	24
A3	1 289	446	1	629	29	184
A	3 417	11	797	1 980	416	213
B	31 381	6 352	690	20 144	1 466	2 729
BE	136	-	-	11	122	3
C1	2	-	1	1	-	-
C	569	-	493	39	31	6
CE	24	-	-	17	3	4
D	403	-	379	18	4	2
D1	-	-	-	-	-	-
DE	1	-	-	1	-	-
EB	501	-	470	1	28	2
EC	195	-	184	7	2	2
ED	16	-	16	-	-	-
F	223	148	2	66	-	7

Source: Ministère des Transports

^(a) Les renseignements détaillés concernant les différentes catégories peuvent être consultés dans la note méthodologique ci-avant.

C. 7402 Résultats des examens pour l'obtention du permis de conduire

Spécification	1992	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Théorie								
admis	16 660	6 063	6 234	7 146	7 048	6 726	6 630	7 114
Pratique								
admis	6 822	6 928	6 146	7 056	7 132	6 810	8 203	6 838
< 18 ans	157	107	143	162	154	145	167	210
18 - 21 ans	3 692	3 871	3 697	4 169	4 045	4 010	4 614	4 079
21 - 25 ans	1 055	989	754	811	867	789	943	745
25 - 30 ans	928	748	538	716	711	656	818	610
30 - 35 ans	493	496	458	516	572	488	599	467
35 - 45 ans	390	549	447	522	607	564	791	529
> 45 ans	107	168	109	160	176	158	271	198
recalés	4 481	6 998	5 994	5 557	7 521	5 501	1 052	5 171
refusés	131	83	96	172	150	...	30	...
absents ^(a)	1 576	508	385	561	476	283	49	254

Source: Ministère des Transports

^(a) En 2004 et 2006 y compris le nombre de refusés.

C. 7403 Longueur du réseau routier

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: km
Voirie de l'État ^(b)	2 871	2 775	2 863	2 854	2 875	2 876	2 894	2 894
Routes nationales	868	869	837	837	837	839	837	837
Autoroutes	44	78	115	126	147	146	147	147
Chemins repris	1 959	1 828	1 911	1 891	1 891	1 891	1 891	1 891

Source: Administration des Ponts et Chaussées

(^a) Situation au 1^{er} janvier. Non compris la voirie vicinale. Les chiffres pour autoroutes comportent une partie des bretelles en 1990. En 2003: Situation au 25 juillet après l'ouverture de la liaison avec la Sarre.

(^b) Depuis 2005, le "fond du Krichberg" est compris dans le total.

C. 7404 Véhicules à moteur immatriculés au Grand-Duché par type de véhicule

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2003	2004	2005	2006	2007
Total	155 865	219 293	362 744	395 455	405 426	414 421	425 952	436 898
Cycles à moteur auxiliaire	...	...	19 161	18 781	18 721	23 007	23 471	24 029
Motocycles	1 792	3 334	10 810	12 636	13 280	13 890	14 269	14 607
Voitures particulières ^(b)	128 612	183 404	208 949	213 175	212 466	211 803	210 861	208 150
Voitures commerciales	...	...	48 679	69 256	76 596	84 027	93 630	104 392
Véhicules utilitaires	...	...	5 847	4 811	4 329	3 605	2 771	2 162
Autobus et autocars	647	734	984	1 176	1 227	1 269	1 340	1 379
Camionnettes	4 668	6 327	14 446	17 389	17 985	18 810	19 730	20 591
Camions	3 891	4 948	4 780	5 217	5 239	5 171	5 151	5 178
Tracteurs routiers	2 843	6 071	3 327	4 262	4 597	4 448	4 724	4 979
Véhicules spéciaux	...	...	1 931	2 224	2 359	2 268	2 353	2 404
Tracteurs agricoles et sylvicoles	11 655	12 711	13 902	12 540	12 861	13 468	13 849	14 068
Machines agricoles et sylvicoles	...	...	1 278	1 487	1 556	1 155	1 134	1 122
Autres véhicules automoteurs	1 757	1 764	5 315	5 637	5 815	6 167	6 337	6 573
Remorques	...	...	14 180	15 871	16 432	17 061	17 660	18 293
Semi-remorques	...	...	2 653	3 254	3 333	3 590	3 751	4 035
Tricycle	...	...	...	...	...	75	86	95
Quadricycle	...	...	...	...	...	359	552	798
Quadricycle léger	...	...	...	...	...	60	65	72
Autres remorques, etc	...	...	4 008	3 611	3 712	3 505	3 508	3 510
Sans indication	...	...	2 494	4 128	4 918	683	710	461

Source: Statec

(^a) Situation au 31 décembre. À partir de 2000: Nouvelle classification des véhicules utilitaires.

(^b) Y inclus voitures commerciales et utilitaires jusqu'en 1990.

C. 7405 Nouvelles immatriculations de véhicules à moteur neufs par type de véhicule

Spécification ^(a)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total	24 946	42 015	47 064	50 818	51 144	54 760	55 671	58 455
Cyclomoteurs	...	...	...	483	630	552	528	657
Motocycles	417	...	...	1 324	1 437	1 354	1 265	1 378
Voitures particulières ^(b)	22 440	34 607	28 956	29 029	27 498	28 812	28 090	29 632
Voitures commerciales	...	4 041	12 940	14 374	16 122	19 422	20 427	21 205
Voitures utilitaires	...	...	408	281	151	39	-	-
Autobus et autocars	56	61	122	89	135	126	158	168
Camionnettes	709	1 293	2 503	3 473	3 121	2 502	2 894	2 934
Camions	531	693	484	378	371	334	461	354
Tracteurs routiers	465	346	911	531	731	597	874	950
Véhicules spéciaux	...	674	214	218	263	230	218	269
Tracteurs agricoles	302	269	231	227	253	213	195	182
Autres véhicules agricoles	26	31	73	98	82	60	25	29
Autres véhicules automoteurs ^(c)	...	...	222	276	250	272	311	398
Tricycles	-	-	-	4	4	7	8	7
Quadricycles	-	-	-	27	84	228	212	283
Quadricycles légers	-	-	-	6	12	12	5	9

Source: Statec

(^a) Situation au 1^{er} janvier. À partir de 2000: Nouvelle classification des véhicules utilitaires.

(^b) À partir 2005 la rubrique "Voitures utilitaires" est supprimée.

(^c) Avant 2000, les autres véhicules automoteurs étaient comprises dans la rubrique << Véhicules spéciaux >>.

C. 7406 Transports routiers de marchandises effectués par les véhicules luxembourgeois – Transport national pur

Spécification ^(a)	2000		2004		2005		2006	
	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre
Tonnes transportées^(b)	19 446	16 482	25 935	19 940	22 885	17 530	23 732	17 537
a) Ventilation selon la nature des marchandises transportées	-	-	-	-	-	-	-	-
0 Produits agricoles et animaux vivants	355	267	606	493	471	440	543	408
1 Denrées alimentaires et fourrages	813	699	737	589	769	602	725	562
2 Combustibles solides	34	16	3	1	22	-	4	0
3 Produits pétroliers	637	258	1 206	262	1 348	386	1 436	300
4 Minerais et déchets pour la métallurgie	292	177	27	24	22	11	18	13
5 Produits métallurgiques	492	256	403	242	297	162	458	266
6 Matériaux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	15 437	13 766	18 845	15 438	15 815	13 000	15 364	12 293
7 Engrais	7	4	18	9	63	3	80	6
8 Produits chimiques	42	15	169	11	42	6	7	6
9 Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	608	434	734	518	533	358	587	449
10 Autres	730	590	3 187	2 353	3 503	2 562	4 510	3 234
b) Ventilation selon la distance de transport	-	-	-	-	-	-	-	-
0 à 24 km	4 943	4 274	6 850	5 858	6 008	5 062	5 824	4 671
25 à 49 km	4 138	3 395	5 222	3 996	4 583	3 693	5 483	4 181
50 à 99 km	5 593	4 795	6 241	4 546	5 660	4 254	5 341	4 243
100 à 149 km	2 739	2 322	4 145	3 099	3 649	2 806	3 766	2 667
150 kilomètres et plus	2 034	1 697	3 477	2 441	2 985	1 715	3 318	1 775
c) Ventilation selon le type d'opération de transport	-	-	-	-	-	-	-	-
Ramassage et/ou distribution	711	575	809	658	1 088	795	1 275	984
Trajet ordinaire ex. de A à B	4 582	3 522	6 220	4 561	5 503	3 947	6 091	4 035
Livraison et/ou chargement chez 1 ou plusieurs Navettes	799	642	1 392	922	1 249	832	1 189	944
Combiné rail-route	13 353	11 743	17 514	13 799	15 045	11 956	15 177	11 574
	-	-	-	-	-	-	1	1
Tonnes kilométriques^(c)	447 750	360 681	579 874	416 754	532 272	366 695	587 644	392 994
a) Ventilation selon la nature des marchandises transportées	-	-	-	-	-	-	-	-
0 Produits agricoles et animaux vivants	13 424	10 352	28 155	22 986	23 814	21 228	23 309	17 767
1 Denrées alimentaires et fourrages	56 310	48 439	50 007	42 949	53 944	45 215	50 119	42 181
2 Combustibles solides	1 507	512	73	18	868	-	18	0
3 Produits pétroliers	31 403	11 763	56 987	13 109	62 944	18 463	69 614	14 263
4 Minerais et déchets pour la métallurgie	3 983	2 916	1 224	1 088	345	252	477	197
5 Produits métallurgiques	14 831	5 980	11 171	5 812	8 177	4 438	14 526	6 608
6 Matériaux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	272 977	245 790	343 687	273 027	289 915	221 440	303 745	229 828
7 Engrais	550	471	683	319	3 005	92	2 437	333
8 Produits chimiques	1 425	514	2 743	451	1 439	233	345	320
9 Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	29 145	22 285	25 726	16 352	18 929	11 804	19 868	13 598
10 Autres	22 195	11 658	59 418	40 643	68 892	43 530	103 184	67 899
b) Ventilation selon la distance de transport	-	-	-	-	-	-	-	-
0 à 24 km	43 046	36 516	60 810	49 889	54 896	44 416	58 376	46 034
25 à 49 km	87 270	67 408	114 564	77 907	102 450	73 798	120 329	80 249
50 à 99 km	120 526	96 084	144 075	103 904	142 955	97 176	144 421	103 934
100 à 149 km	81 890	67 723	146 975	106 563	137 041	98 181	149 034	100 831
150 kilomètres et plus	115 018	92 950	113 450	78 491	94 930	53 124	115 484	61 946
c) Ventilation selon le type d'opération de transport	-	-	-	-	-	-	-	-
Ramassage et/ou distribution	66 770	51 305	62 487	46 048	78 399	57 276	88 301	64 282
Trajet ordinaire ex. de A à B	127 838	92 730	158 347	105 742	141 346	91 846	164 173	93 204
Livraison et/ou chargement chez 1 ou plusieurs Navettes	48 523	36 846	69 894	46 082	64 386	38 631	56 480	38 800
Combiné rail-route	204 618	179 799	289 130	218 866	248 141	178 942	278 679	196 697
	-	-	16	16	-	-	12	12

Source: Statec

^(a) Situation au 1^{er} janvier. Est à considérer comme trafic national pur tout transport de marchandises à l'intérieur du pays, non compris la partie du trafic international effectuée sur le territoire national.^(b) Unité: 1 000 tonnes^(c) Unité: 1 000 tkm

C. 7407 Transports routiers de marchandises effectués par les véhicules luxembourgeois – Trafic international extérieur

Spécification ^(*)	2000		2004		2005		2006	
	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre
Tonnes transportées^(b)	17 035	2 945	26 945	4 171	27 015	3 764	29 051	3 960
a) Ventilation selon la nature des marchandises transportées								
0 Produits agricoles et animaux vivants	1 110	200	2 530	468	2 289	499	2 510	253
1 Denrées alimentaires et fourrages	1 723	183	2 362	196	2 208	211	2 078	225
2 Combustibles solides	42	18	108	-	58	-	47	3
3 Produits pétroliers	742	34	1 309	72	1 699	162	1 699	122
4 Minerais et déchets pour la métallurgie	105	36	106	25	238	65	1 078	116
5 Produits métallurgiques	2 734	263	4 290	449	3 948	421	4 186	595
6 Matériaux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2 783	1 538	4 174	1 561	3 954	1 233	3 213	1 003
7 Engrais	83	19	147	9	216	8	400	14
8 Produits chimiques	592	59	774	38	1 000	47	1 716	110
9 Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	3 110	236	3 765	364	3 378	247	4 745	562
10 Autres	4 012	361	7 380	989	8 027	871	7 867	1 135
b) Ventilation selon la distance de transport								
0 à 24 km	1 219	680	1 912	643	1 691	430	1 816	507
25 à 49 km	910	333	1 364	426	1 543	398	2 178	531
50 à 99 km	1 441	406	2 664	677	2 928	647	3 467	633
100 à 149 km	1 750	317	2 894	496	2 987	534	5 969	792
150 à 499 km	6 874	744	12 211	1 396	12 703	1 448	11 524	997
500 km et plus	4 841	465	5 900	533	5 163	307	3 848	382
Tonnes kilométriques^(c)	7 028 271	699 956	8 730 450	863 189	8 095 277	668 791	8 022 225	679 512
a) Ventilation selon la nature des marchandises transportées								
0 Produits agricoles et animaux vivants	420 205	39 517	774 689	69 795	641 618	90 272	603 546	45 238
1 Denrées alimentaires et fourrages	650 558	61 892	719 156	50 222	691 766	46 250	667 689	66 521
2 Combustibles solides	11 149	3 996	31 150	-	19 597	-	17 911	1 481
3 Produits pétroliers	124 536	2 632	186 147	9 142	257 406	25 199	223 978	14 952
4 Minerais et déchets pour la métallurgie	14 346	4 551	20 389	3 141	34 433	3 572	306 917	25 618
5 Produits métallurgiques	1 024 496	92 439	1 301 805	122 257	1 174 552	98 716	971 901	69 875
6 Matériaux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	327 095	77 603	414 437	80 290	396 458	59 396	292 019	56 754
7 Engrais	20 521	1 869	42 860	3 079	63 159	1 062	128 788	4 214
8 Produits chimiques	289 140	23 628	317 812	9 520	356 758	19 191	556 227	30 111
9 Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	1 522 047	162 014	1 569 639	122 554	1 335 491	75 784	1 690 506	139 036
10 Autres	2 624 177	229 816	3 352 366	393 189	3 124 039	249 349	2 568 741	227 294
b) Ventilation selon la distance de transport								
0 à 24 km	11 965	6 293	15 316	4 909	17 140	4 216	24 713	5 936
25 à 49 km	26 631	8 242	38 734	8 485	40 447	8 362	83 287	14 306
50 à 99 km	86 776	22 216	170 528	35 174	181 893	32 369	247 028	37 633
100 à 149 km	212 121	29 770	315 679	46 415	306 781	45 405	1 187 636	129 696
150 à 499 km	1 920 183	168 582	3 323 031	353 065	3 431 235	324 999	3 645 352	269 964
500 km et plus	4 770 596	464 852	4 867 162	415 141	4 117 781	253 440	2 893 215	237 792

Source: Statec

 (*) Situation au 1^{er} janvier. Est à considérer comme trafic international extérieur tout transport de marchandises effectué en dehors du Luxembourg.

(b) Unité: 1 000 tonnes

(c) Unité: 1 000 tkm

C. 7408 Transports routiers de marchandises effectués par les véhicules luxembourgeois – Ventilation selon la distance de transport en véhicules-km

Spécification ^(a)	2000		2004		2005		2006	
	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre	Total	Pour compte propre
Unité: 1 000 véhicules-km								
a) Trafic national pur^(b)								
0 à 24 km	4 388	3 943	5 471	4 855	5 154	4 558	5 416	4 631
25 à 49 km	7 583	6 382	8 993	7 377	8 704	7 182	9 933	7 904
50 à 99 km	9 638	7 944	11 830	9 527	11 928	9 150	12 389	9 713
100 à 149 km	6 836	5 683	13 479	9 663	12 578	9 277	13 635	9 759
150 km et plus	8 783	7 227	5 630	3 953	4 726	2 806	5 675	3 227
b) Trafic international extérieur^(c)								
0 à 24 km	785	378	1 071	396	1 164	364	1 645	489
25 à 49 km	1 905	556	2 586	682	2 633	649	5 182	1 027
50 à 99 km	5 642	1 261	10 179	2 093	10 365	1 977	13 643	2 442
100 à 149 km	11 214	1 800	16 606	2 571	15 715	2 633	67 224	8 648
150 à 499 km	376 722	38 209	480 271	22 053	200 658	18 618	217 277	19 170
500 km et plus	-	-	-	-	241 301	13 929	173 950	14 086

Source: Statec

^(a) Situation au 1^{er} janvier.

^(b) Est à considérer comme trafic national pur tout transport de marchandises à l'intérieur du pays, non compris la partie du trafic international effectuée sur le territoire national.

^(c) Est à considérer comme trafic international extérieur tout transport de marchandises effectué en dehors du Luxembourg.

C. 7409 Transports routiers des autobus et autocars

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Ville de Luxembourg AVL								
Voyageurs transportés (x 1 000) ^(a)	17 248	12 554	24 418	26 053	26 800	25 905	26 330	26 680
Voitures-km (x 1 000)	3 365	3 535	4 500	4 933	4 888	5 183	5 150	5 118
Recettes brutes (1 000 EUR)	3 304	6 432	13 436	15 419	13 855	14 210	15 303	15 823
Tramways intercommunaux du canton d'Esch TICE								
Voyageurs transportés (x 1 000)	7 371	4 800	6 300	6 400	6 450	6 480	7 200	8 000
Voitures-km (x 1 000)	2 065	2 050	2 975	3 050	3 026	3 176	3 340	4 350
Recettes brutes (1 000 EUR)	948	1 334	1 215	1 259	1 343	1 367	1 432	1 675
Régime général des transports routiers RGTR^(b)								
Voyageurs transportés (x 1 000)	...	19 700	30 750	33 150	33 400	...	...	...
Voitures-km (x 1 000)	7 635	9 260	21 013	25 403	27 610	28 805	30 653	37 749
Recettes brutes (1 000 EUR)	...	2 666	2 482	2 445	3 083	...	...	...

Source: AVL, TICE, RGTR

^(a) Ville de Luxembourg: À partir de 1990 le nombre des voyageurs transportés est estimé à l'aide de comptages réguliers. Les chiffres des années précédentes sont très probablement trop optimistes.

^(b) Les prestations des autobus CFL ne sont pas compris.

Navigation fluviale

Observations méthodologiques

L'établissement de la statistique des transports de marchandises par voie fluviale est actuellement réglementé par la directive du Conseil C.E. du 7.11.1980 relative au relevé statistique des transports de marchandises par voies navigables intérieures. Cette directive a été mise en œuvre au Luxembourg à partir de l'exercice 1982. Elle a apporté d'importantes innovations en ce qui concerne tant le mode de collecte des données que la présentation des résultats.

Situation de la statistique de la navigation intérieure avant la directive du 17 novembre 1980

- Sources statistiques et points de collecte

Les informations relatives aux transports par voie fluviale proviennent du service de la navigation du Ministère des Transports qui est responsable pour l'établissement de ces statistiques. Les points de collecte sont essentiellement l'écluse de Grevenmacher (Service de la Navigation) et le port de Mertert (Société du Port fluvial de Mertert, société anonyme) qui fournissent des données statistiques depuis 1965.

- Nature des informations recueillies

- Écluse de Grevenmacher

La nature des informations recueillies dépend du point de collecte. Ainsi les statistiques relevées à l'écluse de Grevenmacher sont relatives au trafic passant par l'écluse. Les variables enregistrées sont essentiellement:

- le nombre de bateaux éclusés par catégorie de bateaux et nationalité du propriétaire;
- le tonnage transporté par ces bateaux par grandes catégories de marchandises;
- le tout pour le trafic en amont et en aval.

- Port de Mertert

Les données relevées au port de Mertert se rapportent à l'activité spécifique du port: le chargement et le déchargement.

Les variables suivies sont:

- le tonnage transbordé (en chargement et en déchargement);
- par catégorie de produits;
- le nombre de bateaux chargés ou déchargés.

Compte tenu de l'implantation géographique des deux points de collecte, Grevenmacher et Mertert, et de la nature différente de l'information rassemblée à ces deux endroits, il était impossible de saisir le trafic sur la Moselle canalisée pour l'ensemble de la portion de la Moselle sur laquelle porte la compétence statistique du Luxembourg (km 205,9 à km 243,3 à partir de l'embouchure de la Moselle à Coblenze).

Ont échappé notamment au recensement du trafic exercé à Grevenmacher: les entrées à Mertert venant de l'aval et les sorties de Mertert allant vers l'aval. Or, ces transports ayant lieu sur la portion luxembourgeoise de cette voie navigable devraient être compris dans la statistique afin de retracer l'ensemble des opérations.

Les statistiques établies sur base de l'ancienne méthode de relevé n'ont donc pu que retracer, d'une part les passages à l'écluse de Grevenmacher, comprenant tant le trafic destiné au port de Mertert que le simple transit, et d'autre part les opérations de chargement et de déchargement dans ce port sans qu'apparaissent clairement l'ensemble des relations de trafic sur la voie d'eau proprement dite.

Deux questionnaires distincts étaient utilisés, l'un au port de Mertert, l'autre à l'écluse de Grevenmacher, et tenus au jour le jour. En ce qui concerne le port fluvial ces questionnaires étaient remplis par les sociétés de manutention opérant dans ce port (Luxport, Tanklux). Les données étaient regroupées par la Société du Port fluvial.

À l'écluse de Grevenmacher chaque passage de bateau a donné lieu à l'établissement d'un relevé relatif à différentes variables. L'ensemble de ces statistiques était agrégé manuellement. Les relevés n'étant pas codés, ils ne se prêtaient pas à une exploitation par des moyens informatiques.

Cette situation a donc fortement handicapé la production statistique en ce sens que le nombre de ventilations suivant diverses caractéristiques devait rester très limité. Ceci a été aussi le principal point d'achoppement de la mise en œuvre de la nouvelle directive.

Innovations introduites par la directive du conseil du 17 novembre 1980

La documentation de base et les méthodes d'exploitation susmentionnées ont été largement insuffisantes pour répondre aux exigences formulées par la directive C.E. Les principales innovations introduites par ce texte sont les suivantes:

- la notion de trafic rapporté à un tronçon défini d'une voie navigable avec distinction du transit;
- l'introduction de la notion de prestation exprimée tkm (faisant intervenir la distance de transport);
- la multiplication des ventilations et des tableaux croisés introduisant notamment une extension des données statistiques concernant la nomenclature des marchandises;
- les ventilations régionales par provenance et destination des transports;
- la nationalité des bateaux et le type de bateaux.

Le Luxembourg ne possédant qu'un seul vrai port fluvial, il n'y a pratiquement pas de trafic national sur la Moselle canalisée. Par contre, on connaît un trafic international en provenance et à destination du port de Mertert et un trafic de transit utilisant simplement la voie d'eau dans sa portion luxembourgeoise sans y effectuer d'opérations de transbordement.

La distinction par nature de trafic et le relevé des pays de destination et de provenance permettent dès lors d'éliminer les doubles emplois provenant du comptage à deux points de relevé distincts.

À part quelques transports pour compte propre d'importance négligeable (chargement et déchargement à Besch et Wellen en Allemagne) 4 distances de transport sont possibles et servent au calcul des prestations en tkm:

- Wasserbillig-Mertert 2,6 km - trafic international
- Wasserbillig-Schengen 37,4 km - transit

- Mertert-Schengen 34,9 km - trafic international
- Mertert-Bech-Kleinmacher 27,4 km - trafic national.

Les nomenclatures utilisées dans le passé (nomenclature ad hoc très simplifiée avec quelques grands groupes de produits ou les 10 chapitres de la Nomenclature de la statistique des transports révisée (NST/R)) sont remplacés par les groupes de marchandises C.E. (24). Au niveau de la codification on utilise les groupes de la NSTR (52) (voir aussi transports routiers de marchandises). Il n'existe qu'un trafic national peu important entre Mertert et Bech-Kleinmacher limité à certains produits.

La ventilation par pays de destination et de provenance (et même par région C.E.) est également une innovation. Elle permet de distinguer entre différents types de transports (transit et trafic international).

Finalement la codification de la nationalité des bateaux et des types de bateaux permet des ventilations beaucoup plus fines et plus crédibles de ces caractéristiques.

Affaires maritimes

Depuis le 1^{er} janvier 1991, le Luxembourg dispose d'une législation relative au secteur maritime. Une loi du 9 novembre 1990 porte approbation de certaines conventions internationales en matière maritime alors qu'une deuxième loi datée du même jour a pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois. Il est institué un Commissariat aux affaires maritimes qui dispose de compétences étendues en la matière. Le Commissariat aux affaires maritimes est placé sous l'autorité du Ministre de l'Économie et du Commerce Extérieur.

La loi du 17 juin 1994 a institué l'entreprise maritime ainsi que le dirigeant d'entreprise.

Internet

Commissariat aux Affaires Maritimes: www.cam.etat.lu

Bibliographie

- Bulletins du Statec N°5/1983; N°3/1986 et N°8/1987.

C. 7500 Trafic du port de Mertert

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de bateaux	1 712	1 536	1 155	1 096	1 056	1 014	951	961
chargés	1 037	863	371	350	277	264	269	228
déchargés	675	673	784	746	779	750	682	733
Trafic dépendance Bech-Kleinmacher^(a)								
Tonnage transbordé	.	201 512	106 231	121 264	196 766	212 993	157 341	126 530
Nombre de bateaux	.	251	86	88	140	154	116	105
Trafic terrestre^(b)	83 783	103 237	341 685	301 056	370 006	238 931	239 542	317 492
Trafic total du complexe portuaire^(c)	1 790 104	1 987 137	2 047 387	2 058 327	1 953 941	1 879 260	1 692 129	1 732 984

Source: Société du Port fluvial de Mertert S.A.

^(a) Entrée en activité le 01.04.1988.

^(b) Y compris trafic Zone Industrielle Régionale Portuaire (à partir du 01.07.1992).

^(c) Y compris trafic dépendance Bech-Kleinmacher et trafic terrestre.

C. 7501 Activités du port de Mertert

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
								Unité: Tonne
Chargement (Export)	1 030 779	947 379	490 599	475 188	312 382	289 614	263 282	232 383
Produits sidérurgiques	515 905	570 289	160 309	137 652	121 798	128 576	115 067	179 797
laminés et demi-produits	262 189	262 325	147 157	128 519	118 896	122 152	113 482	178 577
laitier, scories de four électrique	231 250	283 661	-	9 133	2 902	6 424	1 585	1 220
divers	22 466	24 303	13 152	-	-	-	-	-
Dolomie	221 669	-	-	-	-	-	-	-
Clinker de ciment	263 941	341 692	316 383	335 450	185 690	154 385	142 065	41 879
Produits agricoles	17 504	20 071	6 267	-	-	-	-	-
Divers	11 760	15 327	7 640	2 086	4 894	6 653	6 150	10 707
Déchargement (Import)	675 542	735 009	1 108 872	1 160 819	1 074 787	1 137 722	1 031 964	1 056 579
Produits sidérurgiques	98 867	76 311	421 614	415 309	375 682	353 060	235 046	331 111
matières premières	92 558	58 171	344 193	409 721	368 091	345 366	214 180	310 308
produits finis et demi-produits	6 309	18 140	77 421	5 588	7 591	7 694	20 866	20 803
Combustibles	444 344	493 639	420 138	451 595	454 300	555 355	563 365	565 176
charbon, coke	401 989	334 740	112 102	59 699	49 383	68 932	62 423	62 238
produits pétroliers	42 355	158 899	308 036	391 896	404 917	486 423	500 942	502 938
Matériaux de construction	64 873	116 790	86 741	84 481	112 544	68 540	69 853	45 034
Produits agricoles	17 158	26 742	80 668	75 881	74 290	77 011	63 494	57 770
Divers	50 300	21 527	99 711	133 553	57 971	83 756	100 206	57 487
Tonnage transbordé	1 706 321	1 682 388	1 599 471	1 636 007	1 387 169	1 427 336	1 295 246	1 288 962

Source: Société du Port fluvial de Mertert S.A.

C. 7502 Bateaux éclusés à Grevenmacher par catégorie et nationalité et selon les catégories de marchandises transportées (En amont)

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de bateaux	7 044	6 025	4 864	4 581	4 436	4 893	4 713	4 502
Catégorie de bateaux								
Bateaux à passagers	111	187	229	161	159	209	252	191
Bateaux à marchandises								
Automoteurs ^(a)	4 052	4 836	3 609	3 369	3 240	3 360	3 031	3 279
Automoteurs-citernes	41	56	74	39	16	53	53	51
Chalands ^(b)	1 690	334	318	374	349	511	560	364
Chalands-citernes	1	-	-	-	-	-	-	-
Remorqueurs et pousseurs	1 029	242	111	121	34	89	147	102
Autres bateaux ^(c)	120	370	523	517	638	671	670	515
Nationalité des bateaux								
Luxembourg	239	322	356	303	313	408	475	279
Allemagne (R.F.)	2 944	1 864	969	828	760	909	854	729
Belgique	387	965	1 172	1 062	1 102	1 134	1 102	1 285
France	2 234	369	71	111	61	125	142	82
Pays-Bas	992	2 343	2 223	2 236	2 161	2 252	2 065	2 073
Suisse	241	133	38	22	19	30	25	22
Pologne	-	2	-	1	-	1	2	8
U.S.A.	-	3	2	1	1	1	3	-
Autres pays	7	24	33	17	19	33	45	24
Marchandises transportées (en milliers de tonnes)	5 080.9	5 004.1	5 246.5	5 740.8	4 759.5	5 857.4	5 409.4	5 714.3
Catégories de marchandises NSTR^(d)								
Produits agricoles et animaux vivants	6.3	23.9	5.7	1.4	15.7	.	3.6	1.9
Denrées alimentaires et fourrages	42.7	8.9	2.2	5.1	.	8.3	1.4	1.6
Combustibles solides	2 446.6	1 498.3	2 803.1	3 485.7	2 932.9	3 887.5	3 625.1	3 887.9
Produits pétroliers	-	325.8	68.7	36.8	35.3	35.5	49.0	62.6
Minerais et déchets pour la métallurgie	1 585.0	2 554.7	1 353.1	1 467.7	1 251.6	1 202.7	1 075.3	1 137.7
Produits métallurgiques	122.6	44.9	433.8	201.4	97.1	103.0	100.6	152.5
Minéraux bruts manufacturés et matériaux de construction	204.1	191.1	229.3	192.8	227.1	318.9	226.1	204.7
Engrais	26.4	285.2	254.3	202.2	165.2	256.2	244.8	190.5
Produits chimiques	644.5	69.6	31.4	40.6	34.2	44.7	81.3	72.8
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	2.7	1.7	64.9	107.0	0.4	0.6	2.1	2.1

Source: Service de la Navigation

^(a) Autres que citernes.^(b) Autres que citernes. Y compris barges.^(c) Pontons, bateaux de ravitaillement, yachts, etc.^(d) Classification d'après les 10 chapitres de la Nomenclature uniforme de marchandises pour les Statistiques de transport (N.S.T.) de l'Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.).

C. 7503 Bateaux éclusés à Grevenmacher par catégorie et nationalité et selon les catégories de marchandises transportées (En aval)

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de bateaux	6 784	6 035	4 932	4 639	4 534	4 948	4 838	4 646
Catégorie de bateaux								
Bateaux à passagers	106	185	228	159	160	203	250	185
Bateaux à marchandises								
Automoteurs ^(a)	3 788	4 809	3 618	3 332	3 262	3 339	3 019	3 289
Automoteurs-citernes	40	56	74	41	17	53	53	51
Chalands ^(b)	1 701	332	319	373	350	504	562	375
Chalands-citernes	1	-	-	-	-	-	-	-
Remorqueurs et pousseurs	1 030	237	109	124	33	87	150	103
Autres bateaux ^(c)	118	416	584	610	712	762	804	643
Nationalité des bateaux								
Luxembourg	234	327	356	297	297	402	473	284
Allemagne (R.F.)	2 996	1 788	952	819	751	924	862	750
Belgique	448	1 002	1 187	1 064	1 097	1 128	1 118	1 311
France	1 888	295	77	79	59	117	147	73
Pays-Bas	998	2 457	2 283	2 332	2 259	2 301	2 146	2 158
Suisse	213	134	27	12	18	22	27	24
Pologne	-	2	-	-	-	1	2	7
U.S.A.	-	6	2	1	3	1	4	-
Autres pays	7	24	48	35	50	52	59	39
Marchandises transportées (en milliers de tonnes)	3 689.4	3 833.2	4 714.6	3 923.3	3 550.3	3 870.3	3 595.5	4 340.7
Catégories de marchandises NSTR ^(d)								
Produits agricoles et animaux vivants	925.4	1 386.4	2 058.8	1 802.3	1 641.1	1 851.2	1 772.3	2 054.9
Denrées alimentaires et fourrages	61.7	801.2	956.6	737.3	760.5	873.8	782.7	1 022.8
Combustibles solides	42.3	139.9	55.1	42.8	46.3	73.4	30.5	41.1
Produits pétroliers	-	1.0	2.7	3.8	-	-	-	-
Minerais et déchets pour la métallurgie	5.5	9.6	24.1	2.4	5.6	15.1	5.6	134.8
Produits métallurgiques	831.7	589.2	873.9	738.2	694.1	644.2	604.2	624.6
Minéraux bruts manufacturés et matériaux de construction	1 675.1	891.1	718.6	486.8	363.6	388.9	378.5	448.8
Engrais	123.8	5.0	0.4	6.1	10.5	8.4	11.8	5.6
Produits chimiques	21.6	2.8	8.5	14.6	15.1	4.9	-	0.2
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	2.3	7.0	15.9	88.9	13.4	10.5	10.1	7.9

Source: Service de la Navigation

(^a) Autres que citernes.

(^b) Autres que citernes. Y compris barges.

(^c) Pontons, bateaux de ravitaillement, yachts, etc.

(^d) Classification d'après les 10 chapitres de la Nomenclature uniforme de marchandises pour les Statistiques de transport (N.S.T.) de l'Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.).

C. 7504 Flotte sous pavillon luxembourgeois

Spécification	01/08/1993		25/06/2000		14/06/2006		30/07/2007	
	Immatriculations totales	Tonneaux de jauge brute	Immatriculations totales	Tonneaux de jauge brute	Immatriculations totales	Tonneaux de jauge brute	Immatriculations totales	Tonneaux de jauge brute
Total	54	1 580 674	139	1 772 069	141	816 963	155	977 982
Avitailleurs offshore	-	-	2	2 620	2	2 620	3	4 589
Pétroliers	10	214 012	8	730 009	-	-	-	-
Gaziers	9	281 068	15	441 599	-	-	-	-
Vracquiers/porte-conteneurs	6	154 298	-	-	-	-	-	-
Porte-conteneurs	8	128 180	3	39 490	8	107 072	7	106 622
Vracquiers	7	430 381	2	86 083	6	175 395	7	205 280
Fruitiers	4	30 972	-	-	-	-	-	-
Minéraliers	4	296 926	1	86 374	-	-	-	-
Rouliers	2	17 763	11	198 636	8	137 033	10	235 365
Rouliers à passagers	-	-	-	-	-	-	1	4 077
Navires à passagers	2	4 596	73	30 927	75	20 086	76	20 849
Plate-forme de forage	1	14 230	-	-	-	-	-	-
Dragues	-	-	9	91 978	15	138 440	23	179 254
Barges/Pontons	-	-	-	-	3	1 909	3	1 106
Chimiquiers/Pétroliers	-	-	9	28 932	21	210 354	19	185 183
Chimiquiers/Pétroliers/Gaziers	-	-	3	23 849	-	-	-	-
Chimiquiers	-	-	2	3 324	2	15 806	2	15 806
Câbliers	1	8 248	1	8 248	1	8 248	1	8 248
Navires spéciaux	-	-	-	-	-	-	2	3 196
General Cargo	-	-	-	-	-	-	1	8 407

Source: Commissariat aux affaires maritimes

Historique

Les activités du secteur de la communication sont enquêtées annuellement dans le cadre du Règlement (CE, EURATOM) N° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises.

Méthode d'enquête

Les enquêtes sont faites par voie postale.

En contrepartie de l'obligation de réponse de la part des entreprises, le Statec garantit la confidentialité des réponses individuelles (loi du 9 juillet 1962 portant institution du Statec).

Définitions des variables

(cf. Enquête structurelle dans l'industrie et la construction: C. 31)

Internet

Entreprise des Postes et Télécommunications: www.ept.lu

Bibliographie

- Bulletins du Statec N°5/1983; N°3/1986 et N°8/1987.

C. 7600 Postes et télécommunications

NACE Rév1.1 ^(*)	Année ^(*)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel	Chiffre d'affaires (hors TVA)	Valeur de la production (hors TVA)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (hors TVA)
Postes et télécommunications (64)	1995	58	3 181	3 159	130 636	638 018	586 829	450 127
	2000	108	3 796	3 765	189 716	1 373 070	1 240 711	897 307
	2001	112	3 951	3 920	207 641	1 465 923	1 295 738	872 126
	2002	114	4 036	4 001	218 982	1 424 633	1 303 230	941 547
	2003	110	4 124	4 089	223 624	2 148 702	2 010 658	985 003
	2004	115	4 107	4 080	237 958	2 989 094	2 836 240	1 187 373
	2005	122	4 132	4 089	252 237	3 145 420	2 887 329	1 194 419

Source: STATEC

(*) En règle générale une seule unité légale est le support juridique de l'entreprise. Ceci est valable pour la majorité des cas au Luxembourg. L'assimilation n'est cependant pas valable dans le cas d'entreprises complexes où p.ex. une unité légale est associée pour exercer une activité d'entreprise avec d'autres unités légales qu'elle contrôle généralement par une propriété majoritaire.

(*) Situation au 31 décembre. Chiffres provisoires en 2004 et 2005.

C. 7601 Envois postaux

Spécification (*)	1991	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Million d'envois							
Total	173.7	247.9	247.3	244.0	244.8	253.8	249.4	246.8
Envois adressés	137.5	180.6	180.8	178.1	177.8	176.7	176.1	174.9
en service national	97.5	107.8	108.0	105.5	106.7	105.0	105.1	109.4
en service international	40.0	72.8	72.8	72.2	71.1	71.7	71.0	65.5
expéditions	22.0	44.7	45.2	45.1	43.6	43.4	42.8	39.8
réceptions	18.0	28.1	27.6	27.1	27.5	28.3	28.2	25.7
Envois non adressés	36.2	67.3	66.5	65.9	66.9	77.1	73.3	71.9
quotidiens	21.0	22.5	22.3	23.0	22.5	22.8	23.1	25.4
périodiques	7.7	18.3	18.2	18.4	16.8	17.0	16.0	16.7
à tous les ménages	7.5	26.5	26.0	24.5	27.6	37.3	34.2	29.8

Source: Entreprise des P. et T.

(*) Le 1^{er} janvier 1991 l'entreprise des P. et T. a aboli la classification traditionnelle du courrier. Elle ne fait plus aucune distinction entre les différentes catégories d'envois (lettres, cartes postales, imprimés, petits paquets) qui sont regroupés sous la dénomination unique d'envoi postal dont fait également partie le colis postal en service intérieur.

C. 7602 Envois prioritaires et lettres avec valeur déclarée

Spécification	1994	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Service intérieur								
Envois prioritaires (x 1 000)	102 700	107 800	108 000	105 500	106 700	105 000	105 100	109 400
Lettres avec valeur déclarée (x 1 000)	71	85	...	...	...	...	...	...
Montant des opérations (1 000 EUR)	4 557	5 330	...	...	...	...	...	...
Service international								
Envois prioritaires (x 1 000)	29 400	44 700	45 200	45 100	43 600	43 400	42 800	39 800
Lettres avec valeur déclarée (x 1 000)	106	111	...	...	...	...	...	...
Montant des opérations (1 000 EUR)	6 836	7 189	...	...	...	...	...	...

Source: Entreprise des P. et T.

C. 7603 Comptes postaux

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de comptes courants en fin d'année	61 572	93 473	117 411	124 996	129 857	132 601	124 241	125 212
Avoir moyen par compte (x 1 000 EUR)	2.4	5.3	16.3	12.4	11.7	12.8	16.8	15.2

Source: Entreprise des P. et T.

C. 7604 Opérations financières des P. et T.

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre d'opérations^(a)								
Total des opérations de crédit	4 776	7 633	8 492	9 041	9 003	9 237	9 494	8 429
Bulletins de versement, mandats et assignations	1 245	1 317	1 250	1 129	1 061	980	900	790
Virements internes	3 470	5 801	7 202	7 862	7 880	8 210	8 544	7 581
Virements de l'étranger	61	48	40	50	62	47	50	58
Opérations de débit								
Total des opérations de débit	4 254	6 418	8 853	11 859	12 066	12 586	13 109	12 829
Chèques au porteur, mandats et assignations	1 336	1 069	1 044	962	1 060	928	901	876
Virements internes	2 567	4 228	4 216	4 717	4 728	4 925	5 127	4 548
Virements pour l'étranger	293	380	330	331	331	351	367	372
Opérations diverses ^(b)	58	584	3 263	5 849	5 944	6 382	6 714	7 033

Source: Entreprise des P. et T.

^(a) Rupture de série à partir de 2002.

^(b) Y compris postchèques étrangers, comptes de liaison, postomat, eurochèques, bancomat, ordres permanents, encaissements.

C. 7605 Installations et communications téléphoniques

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de raccordements ^(a)	131 660	183 700	330 988	355 383	360 673	363 267	362 733	362 722
Nombre de postes publics	642	662	827	880	874	843	836	824
dont postes à prépaiement	-	318	686	863	863	834	827	824
Nombre de communications								
Service interne ^(b)	139 279	207 806	-	-	-	-	-	-
Service international ^(c)								
Départ (x 1 000)	51 688	150 619	325 991	331 560	325 731	317 757	313 197	308 317
Arrivée (x 1 000) ^(d)	34 000	89 000	271 046	302 226	286 270	280 306	303 333	313 572
Nombre de transmissions radiophoniques et télévisuelles ^(e)	1 674	1 055	-	-	-	-	-	-
Nombre de points terminaux GSM et lignes d'abonnés aux systèmes téléphoniques mobiles cellulaires ^(f)	...	578	180 563	292 362	338 329	375 190	402 529	383 070
Voies à intégration de services	-	-	123 200	174 678	189 437	197 779	199 454	200 876
Postes d'abonnés de télécopieurs ^(g)	-	3 500	24 000	26 000	28 000	29 000	29 500	28 500

Source: Entreprise des P. et T.

^(a) Raccordements: Lignes principales (service automatique et service manuel).

^(b) Unités de conversations. A partir de l'année 2002 le nombre de communications dans le service téléphonique national n'est plus disponible.

^(c) Nombre de minutes taxées. Dans certaines relations automatiques les nouveaux équipements techniques ne permettent plus de déterminer le nombre des communications.

^(d) Estimations. Plusieurs pays ne sont pas en mesure d'indiquer le nombre des communications à destination de notre pays.

^(e) Non compris les transmissions effectuées sur les circuits données en location.

^(f) Mise en service réseau LUXGSM 01.07.1993.

^(g) Estimations.

C. 7606 Service télégraphique et service télex

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Unité: Millier								
Service télégraphique								
Nombre de télégrammes	92	46	13	7	6	5	4	4
Service intérieur	13	13	3	2	2	1	1	1
Service international								
Départ	43	20	6	2	2	1	1	1
Arrivée	36	13	5	3	2	2	2	2
Service télex								
Nombre d'abonnés	1 672	2 388	746	510	426	336	219	175
Nombre de circuits télex internationaux	364	507	331	306	276	206	178	119
Minutes taxées								
Service interne (x 1 000)	1 584	2 000	639	555	419	249	171	38
Service international (x 1 000)	12 225	16 596	2 239	1 111	731	375	146	9

Source: Entreprise des P. et T.

C. 7607 Infrastructure des services postaux

Spécification	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bureaux de poste ouverts au public	106	108	108	108	108	109	107	108
Boîtes aux lettres	1 143	1 171	1 164	1 164	1 156	1 159	1 153	1 167
Boîtes postales	7 105	6 782	6 659	6 659	6 659	6 668	6 680	6 675
Distributeurs automatiques de timbres-poste, de cartes postales, etc.	110	116	90	90	90	90	90	90

Source: Entreprise des P. et T.

C. 7608 Minutes taxées du service télex international par pays

Pays ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	1 100 537	1 221 460	107 008	49 483	41 750	34 387	5 863	6 203
Autriche	67 980	103 286	30 059	10 369	3 432	4 023	33	-
Belgique	783 415	853 121	271 917	160 564	120 994	107 448	11 091	25
Danemark	83 319	90 639	1 573	96	23	92	11	-
Espagne	58 746	155 987	51 888	16 519	18 848	20 728	14 413	9
France	659 265	729 724	331 239	172 461	104 142	44 377	30 506	396
Grande-Bretagne	788 272	1 211 210	304 735	232 662	128 110	55 990	18 459	105
Italie	277 921	412 506	391 987	26 629	1 840	636	223	209
Norvège	72 381	44 870	2 432	97	14	17	5	2
Pays-Bas	327 275	255 626	27 556	14 377	9 206	543	250	26
Portugal	29 765	72 605	40 699	11 226	419	51	-	-
Suède	65 861	89 475	22 426	1 893	1 630	61	55	-
Suisse	713 602	751 797	333 902	228 042	129 185	24 859	6 968	97
États-Unis d'Amérique	502 586	468 320	90 404	54 893	67 433	43 091	33 380	26

Source: Entreprise des P. et T.

(*) Départs seulement.

Services financiers

Source

Les principales sources des statistiques bancaires et monétaires sont la Banque centrale du Luxembourg (BCL) respectivement la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

En vertu de l'article 32 de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la BCL, celle-ci est habilitée à collecter les informations statistiques nécessaires afin d'assurer les missions lui conférées. (La loi du 20 mai 1983 relative à l'Institut monétaire luxembourgeois, telle que modifiée, est abrogée par la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la BCL).

La CSSF est entre autres l'autorité compétente pour la surveillance prudentielle de toutes les personnes qui exercent à titre professionnel une des activités du secteur financier énumérées à l'article 2 (1) la loi du 23 décembre 1998 portant création de la CSSF.

D'autres informations proviennent de la Bourse de Luxembourg ainsi que d'autres institutions financières.

Les tableaux du présent chapitre sont repris avec les unités utilisées par les différents fournisseurs de données mentionnés ci-dessus.

Définitions

Dépôts à vue

Les dépôts convertibles en numéraire et/ou qui sont transférables sur demande par chèque, virement bancaire, écriture de débit ou autres moyens de paiement, sans délai, restriction ou pénalité significatifs. Les soldes résiduels sur les cartes prépayées sont également inclus sous les dépôts à vue.

Dépôts à terme

Les dépôts non transférables qui ne peuvent pas être convertis en numéraire avant une échéance fixée à l'avance ou qui ne peuvent être convertis en numéraire avant cette échéance convenue sans pénalité pour le détenteur.

À préavis

Les dépôts sans échéance fixe qui ne peuvent être convertis en numéraire sans une période de préavis, avant l'échéance de laquelle la conversion en numéraire n'est pas possible ou n'est possible qu'avec une pénalité.

Opérations de vente et de rachat fermes

Il s'agit du prix de cession encaissé par l'établissement cédant dans le cadre d'une opération de mise en pension prenant la forme d'une convention de vente et de rachat fermes et les montants reçus en échange de titres temporairement transférés à une tierce partie sous la forme de prêts de titres (contre nantissement en espèces).

Établissements de crédit

Il faut entendre par établissement de crédit tous les établissements constitués ou établis au Grand-Duché de Luxembourg dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables et à octroyer des crédits pour leur propre compte. La loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier distingue les établissements de crédit de droit luxembourgeois et les succursales d'établissements de crédit de droit étranger. Par ailleurs est considéré comme un établissement de crédit unique l'ensemble formé par l'établissement de crédit central des caisses rurales et par les caisses rurales affiliées à cet établissement (article 12).

Sociétés holding

Est considérée comme société Holding toute société luxembourgeoise qui a pour objet exclusif la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations, de manière qu'elle n'ait pas d'activité industrielle propre et qu'elle ne tienne pas un établissement commercial ouvert au public (article 1^{er} de la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières).

Organismes de placement collectif (OPC)

Est réputé OPC tout organisme dont l'objet exclusif est le placement collectif de capitaux recueillis auprès du public et dont le fonctionnement est soumis au principe de la répartition des risques (lois des 20 décembre 2002 et 13 février 2007).

On peut distinguer trois catégories d'OPC, à savoir:

- les fonds communs de placement;
- les sociétés d'investissement à capital variable;
- les autres organismes de placement collectif.

Internet

Banque Centrale du Luxembourg:

www.bcl.lu/fr/statistiques

Société Nationale de Crédit et d'Investissement Luxembourg:

www.snci.lu

Commission de Surveillance du Secteur Financier:

www.cssf.lu

Bourse de Luxembourg:

www.bourse.lu

Banque Raiffeisen:

www.raiffeisen.lu

Bibliographie

- Banque centrale du Luxembourg: Rapport annuel, Bulletin trimestriel
- Commission de surveillance du secteur financier: Rapport d'activité annuel
- Circulaires IML, BCL, CSSF
- Service central de Législation: Place financière du Luxembourg
- Bourse de Luxembourg: Rapport annuel

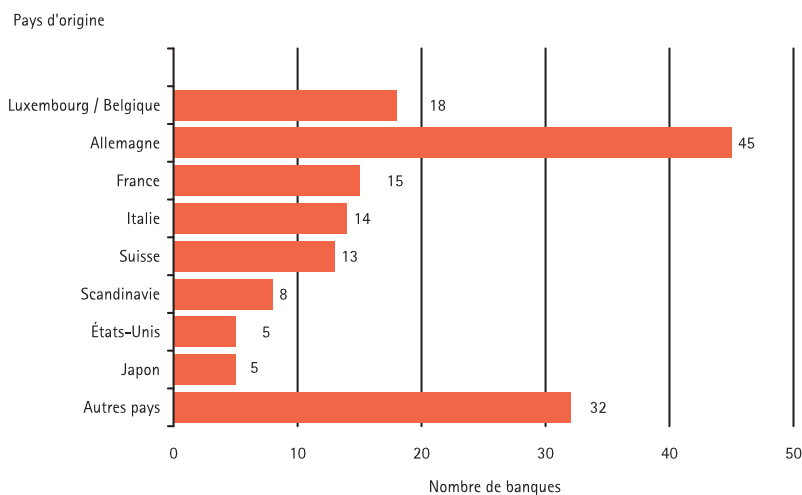
C. 8100 Établissements de crédit selon la forme juridique

Spécification ^(*)	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total	176	199	186	174	166	159	155	156
Sociétés anonymes de droit luxembourgeois	146	133	122	116	113	110	109	110
Succursales de banques originaires non UE	9	8	7	7	7	7	8	8
Succursales de banques originaires UE	21	55	54	48	43	39	35	34
Banques d'émission de lettres de gage	-	3	3	3	3	3	3	4

Source: Banque centrale du Luxembourg

(*) Situation en fin de période.

Établissements bancaires et d'épargne suivant leur origine géographique (Situation en juin 2007)



Source: Statec

C. 8101 Bilan agrégé des établissements de crédit luxembourgeois

Spécification ^(*)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Million EUR							
Total de l'actif	598 459	647 749	721 000	662 618	655 971	695 103	792 420	839 565
Caisse	339	331	255	267	295	266	231	242
Créances sur les établissements de crédit	293 087	317 259	364 792	346 440	346 616	377 666	405 891	417 942
Créances sur les administrations publiques	9 090	8 033	7 443	7 828	8 346	10 634	10 378	10 040
Créances sur la clientèle privée	107 500	121 096	137 901	119 034	109 397	110 673	136 262	151 209
Portefeuille de titres autres que des actions	155 511	160 072	162 635	154 610	161 239	163 211	201 524	207 540
Parts d'OPC monétaires	303	249	242	130	121	120	142	150
Portefeuille d'actions	4 461	5 524	3 956	3 631	3 959	4 362	5 043	16 284
Portefeuille de participations	5 188	7 297	9 970	9 747	6 822	6 829	8 730	9 627
Actifs immobilisés	2 959	3 315	3 492	3 639	3 638	3 641	3 584	3 760
Autres actifs	20 022	24 573	30 313	17 290	15 538	17 702	20 636	22 769
Total du passif	598 459	647 749	721 000	662 618	655 971	695 103	792 420	839 565
Dettes envers les établissements de crédit	301 370	297 742	346 422	314 052	308 299	329 761	386 031	386 087
Dettes envers les administrations publiques	8 168	16 627	15 028	8 015	11 071	10 633	10 957	12 069
Dettes envers la clientèle privée	175 669	207 040	212 391	202 525	207 307	220 270	244 623	284 734
Dettes à vue	50 160	64 828	67 134	59 826	62 934	67 089	83 737	91 310
Dépôts à terme	117 890	132 661	6 916	6 666	133 598	136 931	141 422	171 036
Dettes à préavis	5 734	7 125	135 607	135 126	10 263	15 210	17 744	20 479
Opérations de vente et de rachat fermes	1 884	2 426	2 734	907	512	1 039	1 720	1 909
Titres de créance émis	55 678	66 598	79 903	79 531	74 399	76 902	89 535	90 043
Capital et réserves	20 222	22 971	25 677	27 522	28 025	29 037	30 696	32 006
Provisions et corrections de valeur	8 884	8 528	8 720	9 293	8 020	7 908	7 758	7 786
Résultats	2 356	3 041	3 366	3 165	3 671	4 219	4 674	7 041
Autres passifs	26 112	25 202	29 492	18 515	15 179	16 373	18 144	19 798

Source: Banque centrale du Luxembourg

(*) Situation en fin de période.

C. 8102 Caisses Raiffeisen et associés

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre de Caisses	78	46	35	34	26	18	16	13
Nombre d'associés	12 291	6 584	5 060	4 729	4 607	4 475	4 554	4 852

Source: Banque Raiffeisen

C. 8103 Activités de la Banque et des Caisses Raiffeisen

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Million EUR							
Versements	193.5	2 746.3	6 078.3	6 590.3	6 625.0	6 706.8	6 930.3	7 483.1
Remboursements	179.2	2 713.3	6 052.6	6 512.5	6 575.7	6 626.3	6 865.5	7 449.6
Excédent des versements	14.4	33.0	25.7	77.8	49.3	80.5	64.8	33.5
Intérêts capitalisés	10.3	47.7	50.1	47.7	36.2	32.8	30.3	42.9
Dépôts (au 31.12) ^(*)	284.5	987.2	2 241.4	2 676.9	2 799.7	2 900.7	3 030.2	3 288.8
Caisses Raiffeisen	221.4	721.0	1 533.9	1 839.5	1 925.0	2 038.3	2 133.4	2 209.8
Banque Raiffeisen	63.1	266.2	707.5	837.4	874.7	862.4	896.8	1 079.0
Prêts et crédits en cours ^(*)	135.3	318.6	1 208.7	1 474.4	1 631.7	1 783.0	1 939.4	2 192.9
Caisses Raiffeisen	104.4	223.6	673.1	839.5	959.8	1 064.9	1 166.6	1 308.9
Banque Raiffeisen	30.9	95.0	535.6	634.9	671.9	718.1	772.8	884.0
Réserves	18.7	49.2	99.1	112.9	119.3	127.3	135.7	145.8
Caisses Raiffeisen	8.3	22.2	43.7	50.2	53.4	57.5	61.6	66.5
Banque Raiffeisen	10.5	27.0	55.4	62.7	65.9	69.8	74.1	79.3

Source: Banque Raiffeisen

(*) Y compris les intérêts capitalisés.

(*) Montants bruts.

C. 8104 Taux d'intérêt et de rendement significatifs

Spécification	2003	2004	2005	2006
				Unité: %
Ménages ^(*)				
Crédits à la consommation (durée initiale du crédit comprise entre 1 et 5 ans)	5.31	4.99	5.84	5.12
Crédits immobiliers (durée initiale du crédit supérieure à 5 ans)	3.65	3.48	3.44	4.52
Dépôts à terme (durée initiale du dépôt inférieure à 2 ans)	1.77	1.80	2.02	3.14
Sociétés non financières ^(*)				
Crédits (durée initiale du crédit inférieure à 1 an)	3.33	3.20	3.53	4.58
Taux de rendement en Bourse des titres à revenu fixe ^(*)	4.47	4.24	3.55	4.10

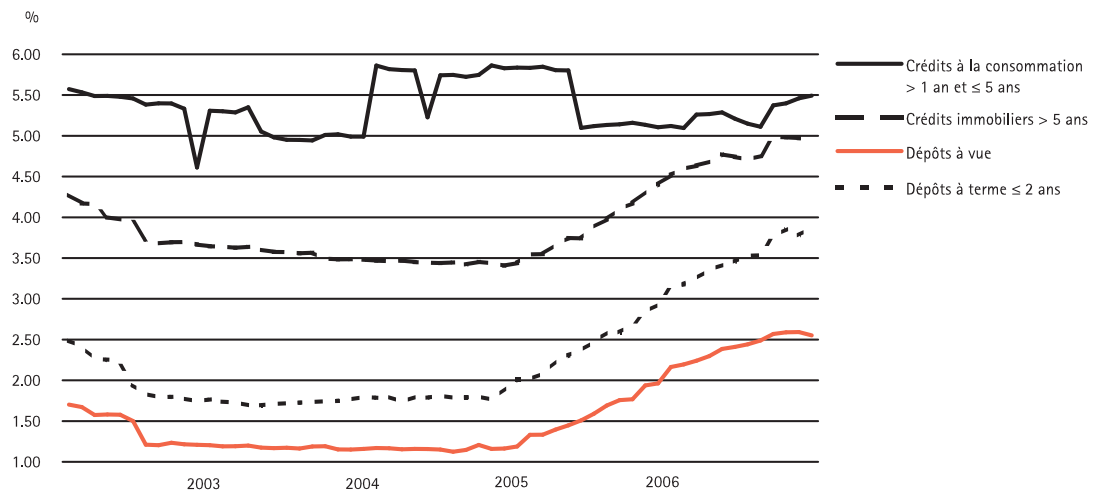
Source: Banque centrale du Luxembourg, Mémorial A

(*) Taux d'intérêt moyen pondéré sur les encours en fin de période.

(*) Taux d'intérêt moyen pondéré sur les encours en fin de période.

(*) Le taux de rendement en Bourse des titres à revenu fixe est calculé comme étant la moyenne des rendements quotidiens observés au cours de la période de référence. Pour 2004, les taux se rapportent à la fin du mois de juin.

Taux d'intérêts



Source: Statec

C. 8107 Nombre et capital des sociétés holding selon le statut juridique

Spécification	1980		1990		2000		2006	
	Nombre	Capital x 1000 EUR	Nombre	Capital x 1000 EUR	Nombre	Capital x 1000 EUR	Nombre	Capital x 1000 EUR
Toutes sociétés holding								
Sociétés créées	389	198 736	1 534	1 100 996	1 141	1 298 638	144	182 952
Sociétés dissoutes	214	173 697	390	2 506 079	743	2 350 918	806	2 235 337
Augmentation de capital	...	591 929	...	4 308 359	...	3 341 109	...	2 441 617
Réduction du capital	...	34 913	...	3 436 503	...	933 778	...	997 138
Sociétés existantes au 31 décembre	5 353	7 087 744	9 797	22 147 724	14 733	42 620 739	11 938	36 123 159
Sociétés anonymes holding								
Sociétés créées	384	179 443	1 510	1 096 191	1 076	1 055 794	118	15 119
Sociétés dissoutes	209	164 401	380	880 418	723	2 318 146	777	2 175 933
Augmentation de capital	...	591 906	...	2 733 401	...	2 644 830	...	2 403 163
Réduction du capital	...	34 913	...	3 433 557	...	931 856	...	683 699
Sociétés existantes au 31 décembre	5 288	7 056 256	9 710	22 008 568	14 507	41 545 638	11 563	33 732 234
Sociétés coopératives holding								
Sociétés créées	...	...	1	74	2	63	...	...
Sociétés dissoutes	...	...	1	26	...	...	...	...
Augmentation de capital	...	...	...	...	...	0	...	...
Réduction du capital	...	...	...	1 896	...	...	...	...
Sociétés existantes au 31 décembre	3	26	3	12 388	5	2 187	4	547
Société à responsabilité limitée holding								
Sociétés créées	4	17 955	16	537	54	241 719	25	160 023
Sociétés dissoutes	5	9 296	9	1 625 636	17	32 340	27	55 807
Augmentation de capital	...	22	...	1 527 811	...	693 337	...	33 523
Réduction du capital	...	...	...	520	...	1 853	...	313 439
Sociétés existantes au 31 décembre	60	27 492	71	25 235	188	1 007 784	333	2 253 763
Société en commandite par actions holding								
Sociétés créées	1	1 338	7	4 193	9	1 062	1	7 810
Sociétés dissoutes	...	...	...	...	3	432	2	3 597
Augmentation de capital	...	...	...	47 147	...	2 942	...	4 931
Réduction du capital	...	...	...	529	...	69	...	-
Sociétés existantes au 31 décembre	2	3 971	13	101 532	33	65 131	38	136 615

Source: Direction de l'Enregistrement et des Domaines

C. 8108 Activité bancaire internationale: part du Luxembourg

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Unité: Milliard USD								
Actifs								
Banques de la zone recensée ^(*)	751.2	2 396.3	6 315.5	8 085.7	10 433.9	13 174.2	14 142.9	17 696.5
dont à l'égard du secteur non-bancaire	193.5	556.7	2 210.5	2 920.4	4 023.4	5 210.3	4 443.9	6 891.9
Dont banques au Luxembourg	87.3	291.1	509.7	641.9	681.9	797.9	756.9	901.1
dont à l'égard du secteur non-bancaire	45.0	105.1	200.0	231.2	229.6	278.4	271.8	318.8
Part du Luxembourg	11.6	12.2	8.1	7.9	6.5	6.1	5.4	5.1
dont à l'égard du secteur non-bancaire (en %)	23.3	18.9	9.0	7.6	5.7	5.3	6.1	4.6
Passifs								
Banques de la zone recensée	801.4	2 609.5	6 510.1	8 109.5	10 282.2	12 718.6	13 526.3	16 550.4
dont à l'égard du secteur non-bancaire	111.4	536.9	1 590.8	2 064.3	2 870.0	3 463.2	3 506.7	4 326.2
Dont banques au Luxembourg	83.5	266.0	389.6	462.0	506.9	523.7	538.8	607.0
dont à l'égard du secteur non-bancaire	10.7	104.3	154.4	153.9	186.4	208.5	181.1	200.5
Part du Luxembourg	10.4	10.2	6.0	6.0	4.9	4.1	4.0	3.7
dont à l'égard du secteur non-bancaire (en %)	9.6	19.4	9.7	8.0	6.5	6.0	5.2	4.6

Source: Banque des règlements internationaux, BCL

(*) La zone recensée comprend les pays suivants: Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse; depuis 1977 Autriche, Danemark, Irlande; depuis fin 1983 Espagne, Finlande et Norvège; depuis juin 2000 Portugal; depuis décembre 2003 Grèce, Guernesey, Jersey, Isle of Man.

C. 8109 Vue d'ensemble des décisions SNCI

Spécification	Nombre d'interventions				Montants alloués (en millions EUR)			
	2000	2004	2005	2006	2000	2004	2005	2006
Total	174	134	152	159	162.4	66.0	71.5	71.2
Crédits d'équipement	148	98	97	126	24.2	33.3	26.0	37.5
Prêts long & moyen terme	18	10	10	5	109.7	26.6	19.5	8.3
Prêts de démarrage	-	19	24	16	-	1.4	1.6	1.0
Prêts à l'innovation	5	5	14	6	24.2	0.5	4.9	12.3
Prêts à l'étranger	-	-	2	1	-	-	0.9	0.2
Prêts participatifs	-	2	1	3	-	4.3	1.0	10.2
Participations	3	-	4	2	4.3	-	17.7	1.7

Source: SNCI - Société nationale de crédit et d'investissement

C. 82 Bourse de Luxembourg

C. 8200 Évolution des lignes de cotation

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total des lignes de cotation	1 557	10 131	19 690	26 486	29 102	33 022	36 054	39 860
Obligations d'émetteurs luxembourgeois	67	104	688	1 079	1 213	1 478	1 753	1 915
Fonds d'État	29	19	7	6	5	5	4	1
Autres émetteurs	38	85	681	1 073	1 208	1 473	1 749	1 914
Obligations internationales	1 312	7 320	12 991	17 804	20 072	22 814	25 029	26 710
Organismes internationaux	150	428	784	652	625	617	653	664
Autres émetteurs	960	5 782	11 745	16 714	19 008	21 799	23 951	26 046
Actions et certificats	103	260	297	268	268	261	279	292
Nationaux	26	61	60	55	50	47	44	41
Étrangers	77	199	237	213	218	214	235	251
Organismes de placement collectif	75	1 369	4 625	5 798	5 754	6 055	6 172	6 887
Nationaux	51	1 339	4 509	5 601	5 568	5 876	5 981	6 708
Étrangers	24	30	116	197	186	179	191	179
Warrants et Divers	.	1 078	1 089	1 537	1 795	2 414	2 821	4 056

Source: Bourse de Luxembourg

C. 8201 Évolution du volume

Spécification (P)	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Million EUR							
Volumes	847.41	2 819.93	2 419.50	1 747.18	792.84	1 195.64	2 227.25	1 500.47
Obligations	491.00	1 000.58	1 631.78	1 223.61	379.66	591.25	1 956.54	1 291.71
Actions et certificats	157.69	1 321.57	494.25	291.79	233.44	324.34	207.05	187.23
Nationaux	149.78	1 308.71	489.36	279.32	224.38	291.84	192.35	182.38
Étrangers	7.90	12.86	4.89	12.47	9.06	32.50	14.69	4.85
Organismes de placement collectif	196.38	496.72	292.66	231.40	130.71	193.72	59.37	21.30
Nationaux	195.84	485.10	286.17	217.26	126.52	193.31	59.36	21.30
Étrangers	0.54	11.63	6.50	14.14	4.19	0.41	0.01	-
Warrants et Divers	2.34	1.06	0.81	0.38	49.03	86.33	4.30	0.24

Source: Bourse de Luxembourg

(P) Situation en fin d'année.

C. 8202 Indices boursiers et capitalisation – Taux de rendement d'emprunts luxembourgeois

Spécification ^(*)	1985	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Indices des cours	1 780.07	2 302.86	.	.	.	.	.	.
LuxX cours	.	.	1 387.61	789.72	1 018.88	1 292.22	1 636.98	2 176.92
Lux Général-cours	.	.	1 174.11	569.57	726.35	858.36	1 097.97	1 592.51
Indices des returns	1 827.25	2 566.38	.	.	.	.	.	.
LuxX returns	.	.	1 422.44	840.30	1 117.36	1 454.62	1 889.17	2 573.16
Lux Général-returns	.	.	1 210.82	605.82	791.51	960.59	1 257.79	1 879.70
Capitalisation des actions luxembourgeoises (en mio EUR) ^(*)	3 495.65	8 030.36	36 230.86	23 568.51	29 597.77	36 890.61	43 448.40	60 303.05
Taux de rendements d'emprunts luxembourgeois								
OLUX 2007	9.24	8.52	4.98	3.88	3.15	2.59	2.82	3.82
Euro long terme	.	.	5.66	4.69	4.42	3.88	3.56	4.30

Source: Bourse de Luxembourg

(*) Situation en fin d'année. Base 1 000 au 4 janvier 1999. Depuis le 4 janvier 1999, quatre nouveaux indices sont calculés quotidiennement: l'indice LuxX (cours et returns) et l'indice LuxGénéral (cours et returns).

(*) Nombre d'actions luxembourgeoises admises à la cote, multiplié par le cours de la dernière séance de bourse de l'année.

C. 8203 Prix de l'or en Bourse de Luxembourg

Spécification	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Prix par lingot de 1 kg d'or fin (999,9/1000) (en EUR)								
Début d'année	11 390.71	9 180.00	9 300.00	9 980.00	10 570.00	10 615.00	10 370.00	14 035.00
Fin d'année	9 667.85	9 510.00	10 110.00	10 755.00	10 645.00	10 285.00	13 970.00	15 490.00
Moyenne journalière	10 247.00	9 732.00	9 917.00	10 560.42	10 347.54	10 593.31	11 538.10	15 452.99
Extrême bas	9 048.11	8 710.00	8 905.00	9 865.00	9 620.00	10 155.00	10 235.00	14 035.00
Extrême haut	11 830.72	10 400.00	10 585.00	11 300.00	11 430.00	11 195.00	14 565.00	18 050.00
Prix par once d'or fin (999,9/1000) (en USD)								
Début d'année	403.00	289.00	273.35	278.25	344.50	416.15	436.25	517.40
Fin d'année	385.50	275.00	277.65	348.60	417.45	435.65	514.40	634.00
Moyenne journalière	383.94	279.47	272.34	310.00	364.04	409.83	445.39	603.99
Extrême bas	346.75	263.95	256.35	278.25	320.35	374.00	411.90	517.40
Extrême haut	421.25	315.50	292.60	349.00	417.45	456.15	538.25	724.00

Source: Bourse de Luxembourg

C. 83 Organismes de placement collectif

C. 8300 Évolution des organismes de placement collectif luxembourgeois

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total								
Nombre	76	805	1 785	1 941	1 870	1 968	2 060	2 238
Actif net global (Milliard EUR)	2.9	72.2	874.6	844.5	953.3	1 106.2	1 525.2	1 844.8
Fonds communs de placement								
Nombre	34	268	914	1 017	957	1 036	1 099	1 224
Actif net (Milliard EUR)	1.9	34.5	462.8	435.8	466.2	504.0	624.3	681.3
SICAV^(*)								
Nombre	-	501	840	896	888	913	946	1 000
Actif net (Milliard EUR)	-	35.3	404.0	405.5	483.8	600.3	698.2	1 161.1
Autres OPC								
Nombre	42	36	31	28	25	19	15	14
Actif net (Milliard EUR)	1.1	2.4	7.8	3.2	3.3	1.9	2.7	2.4

Source: Commission de surveillance du secteur financier

(*) Situation en fin de période.

(*) Société d'investissement à capital variable.

C. 84 Taux de l'intérêt légal

C. 8400 Taux de l'intérêt légal

Spécification ^(*)	1984	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008
								Unité: %
Taux applicable	8.50	8.50	5.00	4.75	4.75	5.00	5.25	5.75

Source: Ministère de la Justice

(*) Loi du 22 février 1984 permettant chaque année à un règlement grand-ducal de déterminer le taux d'intérêt légal.

Source

La principale source de statistiques sur le secteur de l'assurance est le Commissariat aux Assurances.

Le cadre légal et réglementaire régissant l'activité d'assurance et de réassurance au Grand-Duché de Luxembourg est fixé par la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur de l'assurance. Ce texte confie la surveillance prudentielle au Commissariat.

Selon le principe des troisièmes directives communautaires, les entreprises d'assurances ayant leur siège social dans un des États membres de l'Espace économique européen sont soumises à la surveillance prudentielle, exercée par la seule autorité de surveillance du pays de leur siège social et ce pour l'ensemble de leurs activités exercées sur le territoire de l'Espace économique européen.

En ce qui concerne la surveillance financière des entreprises d'assurances de droit luxembourgeois, le Commissariat effectue des contrôles sur place et recueille chaque année des renseignements sur la situation financière (compte rendu annuel, comptes annuels publiés, état de la marge de solvabilité et état annuel des actifs représentatifs des provisions techniques notamment).

Le Commissariat se limite à collecter des informations statistiques sur l'activité des succursales d'entreprises communautaires établies au Grand-Duché de Luxembourg.

Définitions

Primes émises

Les primes émises comprennent tous les montants échus pendant l'exercice, indépendamment du fait que ces montants se rapportent entièrement ou en partie à un exercice ultérieur.

Charge des sinistres

La charge des sinistres comprend les montants payés au titre de l'exercice, augmentés des réserves sinistres et des réserves d'assurance-vie constituées à la fin de cet exercice pour les sinistres à régler, et diminués de ces réserves du début de l'exercice.

Internet

Commissariat aux Assurances: www.commassu.lu

Bibliographie

- Commissariat aux assurances: Rapports annuels, Circulaires.
- Banque Générale du Luxembourg, dans la série "Réalités et Perspectives": La loi du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.
- Ernst Et Young: La société de réassurances et la société captive de réassurances au Luxembourg, novembre 2002.
- PricewaterhouseCoopers: L'assurance-vie au Luxembourg: centre d'expertise pour une distribution transfrontalière, juin 2003.

C. 8500 Entreprises d'assurances agréées par nationalité et selon la forme juridique

Spécification	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Total	42	60	93	94	95	95	95	95
Selon la spécialisation								
Activité limitée à l'assurance-vie	12	25	57	57	57	57	55	55
Activité limitée à l'assurance non vie	23	32	32	33	34	34	36	36
Activité mixte	7	3	4	4	4	4	4	4
Selon la nationalité								
Compagnies luxembourgeoises ^(*)	11	35	79	81	81	79	79	79
Succursales allemandes	2	6	4	3	4	4	4	4
Succursales anglaises	2	-	1	1	1	1	1	1
Succursales belges	15	11	5	5	5	5	5	5
Succursales françaises	8	3	2	2	2	2	2	2
Succursales irlandaises	-	-	-	-	-	1	1	1
Succursales néerlandaises	-	-	-	-	-	1	1	1
Succursales portugaises	-	-	1	1	1	1	1	1
Succursales suisses	4	5	1	1	1	1	1	1
Selon la forme juridique								
Compagnies de droit luxembourgeois	10	34	78	78	78	76	76	75
Succursales de sociétés étrangères	31	25	14	13	14	16	16	16
Fonds de pension	1	1	1	3	3	3	3	4

Source: Commissariat aux Assurances et Statec

(*) Y compris les fonds de pension.

C. 8501 Entreprises luxembourgeoises de réassurances

Spécification	1984	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre d'entreprises	9	136	264	267	270	273	262	262

Source: Commissariat aux Assurances et Statec

C. 8502 Montant des primes émises par branche

Spécification ^(*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Million EUR							
Toutes branches	99.9	393.1	6 865.4	6 444.7	7 335.2	8 941.7	11 184.3	13 073.5
Vie	22.4	117.1	6 028.6	5 483.3	6 325.5	7 845.0	9 831.2	11 609.6
Non Vie	77.5	275.9	836.7	961.5	1 009.7	1 096.7	1 353.0	1 463.9
Accidents	3.4	8.9	15.9	18.0	18.9	19.0	20.6	22.0
Maladie	0.4	4.5	13.1	16.5	19.5	21.3	24.7	27.9
Corps de V.T.A. ^(b)	7.0	67.3	103.9	123.1	133.7	144.6	156.7	168.3
Marchandises transportées	1.0	5.9	16.5	32.5	33.5	35.3	35.6	32.5
Incendie, Eléments naturels	15.6	38.2	64.7	86.7	90.8	95.4	136.1	132.5
Autres dommages aux biens	4.7	23.4	58.6	66.7	66.8	79.3	85.9	93.8
R.C. Automobile ^(c)	35.6	76.0	122.4	133.0	135.1	143.8	372.6	147.9
R.C. Maritime ^(d)	...	...	237.4	265.0	281.7	297.9	147.3	406.9
R.C. Générale	6.7	21.3	50.8	53.7	59.3	58.5	87.1	85.6
Crédit	0.4	8.3	1.3	1.7	10.2	2.0	2.8	15.3
Pertes pécuniaires diverses	0.2	17.1	48.4	50.4	41.8	50.5	73.8	61.7
Protection juridique	2.4	4.4	9.3	11.3	11.8	12.2	13.1	14.3
Caution	-	-	13.8	28.6	42.7	74.5	135.9	200.5
Divers ^(e)	0.1	0.3	80.5	74.3	63.9	62.4	60.9	54.7

Source: Commissariat aux Assurances et Statec

(*) Les données concernent l'ensemble de l'activité de l'entreprise d'assurances, réalisée aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger, contrairement aux années avant 1992 où les informations se limitaient à la seule activité réalisée sur le territoire luxembourgeois.

(b) Dommages matériel subi par le véhicule terrestre automoteur assuré (casco). V.T.A. = Véhicules terrestres automoteurs.

(c) Responsabilité civile - Véhicules terrestres automoteurs.

(d) Responsabilité civile - Véhicules maritimes, lacustres et fluviaux.

(e) Le poste «Divers» comprend les branches suivantes: Corps de véhicules ferroviaires, Corps de véhicules aériens, Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux, Responsabilité civile véhicules aériens, Assistance, Réassurance acceptée.

C. 8503 Charges pour sinistres par branche

Spécification (*)	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Million EUR							
Toutes branches	62.5	270.4	6 286.4	3 678.7	7 990.2	9 503.4	13 580.3	14 386.0
Vie (**)	8.1	111.6	5 631.2	3 033.4	7 236.9	8 877.1	12 788.3	13 320.6
Non Vie (**)	54.4	158.8	655.2	645.3	753.2	626.3	792.0	1 065.3
Accidents	1.7	3.3	3.4	4.3	5.5	4.9	6.6	4.0
Maladie (**)	0.2	0.6	8.8	11.5	13.3	14.6	15.9	19.1
Corps de V.T.A. (**)	5.3	25.8	66.2	83.4	89.9	87.3	100.3	106.9
Marchandises transportées	0.8	2.6	17.3	30.0	14.0	18.4	1.4	5.0
Incendie, Eléments naturels	9.1	20.2	25.7	42.1	59.9	41.7	53.9	57.4
Autres dommages aux biens	2.3	9.2	38.2	32.3	35.3	28.0	32.3	39.2
R.C. Automobile (†)	28.6	59.1	91.5	115.1	107.7	105.3	116.5	92.8
R.C. Maritime (‡)	...	...	274.0	233.9	342.0	236.8	331.1	379.0
R.C. Générale	4.8	14.5	8.5	28.3	23.4	28.9	21.7	57.8
Crédit	0.4	2.1	-0.1	0.8	1.0	1.4	1.4	2.7
Pertes pécuniaires diverses	0.2	17.9	32.6	17.9	18.6	18.6	57.9	243.7
Protection juridique	1.0	3.0	5.8	4.8	7.1	6.0	7.2	6.6
Caution	-	-	0.8	4.0	6.3	7.3	11.8	22.2
Divers (¶)	0.1	0.4	82.5	36.9	29.2	27.2	34.0	28.9

Source: Commissariat aux Assurances et Statec

(*) Les données concernent l'ensemble de l'activité de l'entreprise d'assurances, réalisée aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger, contrairement aux années avant 1992 où les informations se limitaient à la seule activité réalisée sur le territoire luxembourgeois.

(**) Charge sinistre en assurance-vie: prestations réglées et variation des provisions d'assurance-vie.

(†) Charge sinistre en assurance non vie: sinistres réglés et variation des provisions pour sinistres.

(‡) Charge sinistre en assurance maladie: prestations réglées et variation des provisions pour vieillissement constituées par les entreprises pratiquant l'assurance maladie selon la technique de l'assurance-vie.

(§) Dommages matériel subi par le véhicule terrestre automoteur assuré (casco). V.T.A. = Véhicules terrestres automoteurs.

(¶) Responsabilité civile - Véhicules terrestres automoteurs.

(§) Responsabilité civile - Véhicules maritimes, lacustres et fluviaux.

(¶) Le poste «Divers» comprend les branches suivantes: Corps de véhicules ferroviaires, Corps de véhicules aériens, Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux, Responsabilité civile véhicules aériens, Assistance, Réassurance acceptée.

Autres services

C. 9
Autres services

C. 9

C. 91 Autres services

Historique

Les activités du secteur des autres services sont enquêtées annuellement dans le cadre du Règlement (CE, EURATOM) N° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises.

Méthode d'enquête

Les enquêtes sont faites par voie postale.

En contrepartie de l'obligation de réponse de la part des entreprises, le Statec garantit la confidentialité des réponses individuelles (loi du 9 juillet 1962 portant institution du Statec).

Définitions des variables

(cf. Enquête structurelle dans l'industrie et la construction: C. 31)

C. 9100 Autres services

Nace Rev.1.1 (²)	Année (³)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1 000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1 000 EUR)
Location sans opérateur (71)	1985	66	228	202	4 690	68 860	53 091	23 618
	1990	119	315	272	7 266	134 711	103 697	67 053
	2000	246	671	570	22 112	329 721	291 011	177 201
	2001	250	709	608	25 007	392 878	322 908	181 332
	2002	272	679	579	21 272	314 761	281 535	156 668
	2003	283	727	613	22 452	301 901	258 902	167 618
	2004	294	762	656	24 822	334 619	291 919	209 177
	2005	310	840	742	29 083	348 373	296 214	200 179
Activités informatiques (72)	1985	61	131	109	3 293	28 948	24 515	12 445
	1990	174	313	254	8 302	90 505	75 655	40 245
	2000	776	4 121	3 862	188 004	641 717	530 047	260 811
	2001	896	4 831	4 571	241 737	788 477	616 183	303 397
	2002	938	4 932	4 562	242 546	760 663	555 553	273 797
	2003	1 000	4 753	4 351	235 972	769 175	576 689	278 734
	2004	1 036	4 942	4 561	253 338	890 000	681 887	315 068
	2005	1 068	5 347	4 954	279 000	1 086 018	770 937	345 116
Activités juridiques (74.11)	1985	209	651	400	6 824	29 680	29 446	19 432
	1990	251	832	512	11 222	53 349	52 313	37 495
	2000	456	1 419	959	30 229	139 137	139 019	112 401
	2001	466	1 513	1 048	35 259	170 868	163 561	131 787
	2002	476	1 690	1 135	39 888	232 423	232 423	138 529
	2003	499	1 736	1 221	44 902	219 473	219 473	176 661
	2004	519	1 906	1 283	48 035	254 442	253 943	203 281
	2005	544	2 072	1 382	55 364	395 345	394 963	334 080
Activités comptables (74.12)	1985	222	1 163	997	21 607	51 742	51 851	38 467
	1990	345	1 947	1 679	47 335	121 016	108 348	78 662
	2000	762	4 200	3 691	158 147	397 121	387 195	256 914
	2001	806	4 693	4 178	189 340	483 094	464 887	305 116
	2002	876	5 319	4 830	231 123	652 178	622 530	439 569
	2003	879	5 316	4 827	235 707	611 305	578 884	415 859
	2004	914	5 433	4 941	254 574	673 642	629 823	458 672
	2005	894	5 662	5 205	285 545	680 512	648 812	462 339
Études de marché et sondages, conseil pour les affaires et la gestion, administration d'entreprises (74.13/74.14/74.15)	1985	79	355	324	8 513	19 219	18 120	10 332
	1990	193	456	388	12 769	70 330	59 467	34 776
	2000	934	2 035	1 676	87 332	339 401	331 769	107 666
	2001	1 012	2 318	1 956	111 644	408 369	397 076	118 367
	2002	1 092	2 799	2 347	143 301	472 821	426 393	196 412
	2003	1 127	2 839	2 373	147 647	440 660	399 666	170 991
	2004	1 168	2 716	2 260	148 301	490 875	457 260	180 207
	2005	1 249	2 996	2 500	171 617	622 047	587 426	240 064
Activités d'architecture et d'ingénierie (74.2)	1985	260	751	526	11 164	46 990	41 054	27 598
	1990	397	1 284	929	24 357	99 109	66 915	48 004
	2000	823	3 468	2 884	124 040	343 115	320 886	183 327
	2001	867	3 754	3 165	140 351	375 036	401 963	188 800
	2002	905	4 132	3 390	158 057	437 047	438 611	229 533
	2003	925	4 275	3 575	166 822	482 126	441 797	255 971
	2004	963	4 386	3 636	176 996	519 588	462 615	287 238
	2005	995	4 511	3 742	188 321	516 526	479 018	232 991
Activités de contrôle et analyses techniques (74.3)	1985	-	-	-	-	-	-	-
	1990	-	-	-	-	-	-	-
	2000	27	311	300	13 800	21 622	19 441	13 541
	2001	25	345	335	16 015	26 449	24 224	18 070
	2002	24	379	369	17 778	28 463	25 953	19 312
	2003	23	398	388	19 420	32 420	30 457	22 217
	2004	29	416	403	21 047	36 023	33 650	24 485
	2005	29	444	432	22 991	39 055	36 033	26 789

C. 9100 Autres services (Suite)

Nace Rev.1.1 (°)	Année (°)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1 000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1 000 EUR)
Publicité (74.4)	1985	87	312	250	3 799	24 256	15 136	8 501
	1990	139	566	481	9 992	57 766	23 027	15 744
	2000	287	910	750	26 255	152 048	65 019	32 740
	2001	304	1 032	870	30 961	181 046	73 262	39 079
	2002	325	1 042	877	31 195	181 094	40 291	19 437
	2003	321	1 096	931	32 050	175 814	42 353	21 504
	2004	338	1 114	952	32 718	184 283	62 482	29 308
	2005	353	1 137	982	34 318	198 060	122 297	35 719
Sélection et fourniture de personnel (74.5)	1985	-	-	-	-	-	-	-
	1990	20	829	823	15 579	16 341	16 486	13 789
	2000	72	11 143	11 119	242 196	145 871	145 760	133 478
	2001	84	11 834	11 809	270 379	160 810	160 575	147 924
	2002	90	12 562	12 530	282 714	155 506	155 267	142 847
	2003	86	13 502	13 472	313 953	178 895	176 356	164 141
	2004	84	15 356	15 329	378 615	204 160	201 059	187 734
	2005	89	14 726	14 692	372 538	239 682	236 139	220 051
Enquêtes et sécurité (74.6)	1985	-	-	-	-	-	-	-
	1990	-	-	-	-	-	-	-
	2000	32	1 476	1 458	41 402	55 150	55 136	46 876
	2001	37	1 700	1 683	48 952	66 713	66 839	55 136
	2002	35	1 786	1 770	52 888	74 334	74 319	63 997
	2003	39	1 834	1 816	57 307	77 740	77 561	67 809
	2004	39	1 908	1 892	62 073	84 189	84 135	73 937
	2005	42	2 075	2 051	69 983	101 429	101 338	89 861
Activités de nettoyage (74.7)	1985	-	-	-	-	-	-	-
	1990	-	-	-	-	-	-	-
	2000	104	4 919	4 853	73 842	113 714	104 412	81 657
	2001	109	5 316	5 250	82 068	129 962	122 578	99 108
	2002	109	5 737	5 669	88 971	140 994	132 490	108 135
	2003	109	5 886	5 822	96 958	156 704	147 278	120 961
	2004	108	5 951	5 885	100 397	157 060	151 689	124 351
	2005	115	6 265	6 196	110 599	168 556	160 292	132 559
Services divers fournis principalement aux entreprises (74.8)	1985	-	-	-	-	-	-	-
	1990	-	-	-	-	-	-	-
	2000	662	1 683	1 377	50 487	184 344	166 208	67 994
	2001	704	1 723	1 414	53 103	416 153	333 483	134 459
	2002	797	1 945	1 469	56 504	393 832	295 347	158 223
	2003	806	1 955	1 503	59 409	363 152	264 338	159 845
	2004	814	2 016	1 572	63 014	432 168	326 671	206 815
	2005	846	2 107	1 647	67 921	510 970	391 750	287 041
Blanchisserie/teinturerie (93.01)	1985	53	399	363	3 732	8 108	8 034	4 593
	1990	51	406	369	4 641	12 202	12 202	6 771
	2000	49	404	366	7 738	23 062	16 580	10 271
	2001	42	403	365	8 043	23 528	16 210	9 598
	2002	45	393	360	8 072	24 473	16 911	11 110
	2003	44	408	376	8 687	24 515	17 606	11 517
	2004	48	411	376	8 731	26 065	18 602	12 060
	2005	48	415	382	9 241	27 616	19 833	12 969
Coiffure et soins de beauté (93.02)	1985	407	1 499	1 087	8 748	26 136	23 781	15 533
	1990	434	1 684	1 238	12 786	40 679	37 053	25 949
	2000	584	2 014	1 469	24 248	67 144	60 990	43 176
	2001	603	2 086	1 535	26 209	73 549	66 822	47 315
	2002	596	2 282	1 654	28 612	78 045	71 961	50 974
	2003	614	2 292	1 698	31 179	83 622	77 196	53 680
	2004	629	2 383	1 737	33 193	89 126	84 128	57 515
	2005	646	2 461	1 814	35 842	92 458	86 879	59 749

C. 9100 Autres services (Suite et fin)

Nace Rev.1.1 ^(a)	Année ^(b)	Nombre d'unités légales	Nombre de personnes occupées	dont: Nombre de salariés	Dépenses de personnel (en 1 000 EUR)	Chiffre d'affaires hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur de la production hors TVA (en 1 000 EUR)	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs hors TVA (en 1 000 EUR)
Services funéraires, entretien corporel et autres services personnels (93.03/93.04/93.05)	1985	44	68	31	492	2 433	2 394	1 289
	1990	68	123	65	1 042	4 677	4 516	2 457
	2000	127	260	160	3 155	10 756	10 054	6 308
	2001	140	265	164	3 345	12 011	11 137	7 023
	2002	147	306	175	3 754	14 900	13 861	8 888
	2003	169	348	201	4 399	18 091	16 910	11 001
	2004	179	366	200	4 753	19 621	18 156	9 465
	2005	185	382	217	5 182	21 382	19 686	10 688

Source: Statec

^(a) En règle générale une seule unité légale est le support juridique de l'entreprise. Ceci est valable pour la majorité des cas au Luxembourg. L'assimilation n'est cependant pas valable dans le cas d'entreprises complexes où p.ex. une unité légale est associée pour exercer une activité d'entreprise avec d'autres unités légales qu'elle contrôle généralement par une propriété majoritaire.

^(b) Situation au 31 décembre. Chiffres provisoires en 2004 et 2005.

